

**Uwe Burka**

**Un ordre économique  
et monétaire  
durable  
pour l'être humain  
et la nature**

**Chacun peut façonner l'avenir  
avec les autres**

Traduit de l'allemand par .....,

Original allemand à l'adresse :

<http://www.aktivzukunftsichern.com/images/downloads/Wirtschaftsbuch.pdf>

Version française en ligne :

<http://www.triarticulation.fr/AtelierTrad/Uwe/index.html>

revu et mis en ligne par F. Germani

version liseuse au 25/09/2016



## *Le mot de l'éditeur en français*

*Le présent livre qui m'a été confié par l'auteur pour relecture de la traduction initiale et publication internet. Il a déjà été tiré à 10 000 exemplaires et distribué gracieusement par lui en langue allemande. Pour moi, il a l'intérêt de donner une idée de l'influence qu'exerce le courant de tri-articulation et de son apport dans les milieux alternatifs de ces pays. Le lecteur francophone y découvrira maintes pistes et attitudes encore originales dans le monde alternatif francophone. De l'impulsion initiale pour la tri-articulation de R. Steiner, j'ai l'impression que manque essentiellement un approfondissement de la nature de la sphère de vie de l'esprit (indice : l'assimilation des services au concept de marchandise) en rapport aux deux autres, et surtout **la réalité organique du rapport entre ces sphères de la société**. Cela pousse l'auteur, comme beaucoup d'autres, à croire devoir agréger des initiatives partielles déjà existantes qui en sont inspirées, sans toujours voir qu'il en reprend aussi l'adaptions à l'ordre existant. Ce faisant il doit alors recourir aux bons vieux moyens de l'état ou d'un sur-état (indices : la panoplie fiscale, le conseil des trois sphères, l'argent-droit et la banque nationale, etc...) tombant peut-être finalement, sans s'en apercevoir, tout au plus dans une bi-partition dont R. Steiner a aussi parlé. A lire donc comme ce qui pointe du nouveau dans l'ancien et devrait encourager à s'assimiler progressivement la tri-articulation à sa source.*

FG - 07/2016

D'après l'édition papier de 2015

Edition de l'auteur

Uwe Burka, La Vulpillière 10, CH 1070 Puidoux, uwe.burka@web.de

Reliure et illustrations de Isabelle Goumaz Burka

Ce livre est libre de droits pour la copie. Pour toute citation d'un passage de ce livre, on indiquera le nom de l'auteur *ainsi que l'adresse internet de la traduction* ; on ne falsifiera pas le sens du contenu dans la citation de passages donnés. Les illustrations d'Isabelle Goumaz Burka pourront être utilisées avec les mêmes réserves.



*Ce livre est dédié à Jacques de Molay  
et à tous ceux qui ont donné leur vie  
pour édifier un monde plus digne de l'homme*

## SOMMAIRE

[Chère lectrice, cher lecteur](#)

[Immersion](#)

### **1ère partie : Se tenir consciemment dans la vie**

[Pourquoi avons-nous besoin d'un ordre économique et monétaire durable ?](#)

[L'idéal passe avant le compromis](#)

[Objectifs](#)

[Liste des droits de l'homme](#)

[LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE](#)

[Comprendre consciemment la division du travail](#)

[Polarité entre producteurs et prestataires de services](#)

[La loi sociale principale](#)

[Centralisation – décentralisation](#)

[« De quoi as-tu vraiment besoin ? »](#)

[Créer de l'ordre](#)

[La question de l'énergie](#)

[Notre rapport villes – campagnes](#)

[L'agriculture, notre base à tous, doit être façonnée nouvelle.](#)

[Le développement de la culture, préalable pour une économie saine](#)

[La question des retraites](#)

[Mettre l'héritage entre de bonnes mains](#)

[Remaniement des entreprises de production et de services](#)

[L'économie associative](#)

[Un développement régional avec des ateliers de l'avenir](#)

[Une aide au développement décentralisée pour résoudre les problèmes globaux](#)



## 2ème partie : Comprendre la monnaie et apprendre à organiser

Qui gouverne la monnaie ?

D'où vient la monnaie?

Les trois facettes de la monnaie – une question de conscience

Monnaie = comptabilité mondiale

L'usure qui tue

Le négoce sur les terres, le travail et le capital, détruit nos vies

Les sociétés d'investissement – pires que les banques

Des profits pour le développement de l'homme et de la nature

Serrer la bride aux banques

D'un système monétaire fondé sur la dette à un système monétaire fondé sur le don

Une monnaie fondée sur la réalité

Des systèmes monétaires alternatifs et complémentaires

La reconquête du pouvoir

Possibilités d'imposition

Empêcher la fuite des capitaux et l'évasion fiscale

## 3ème partie : Nous vivons autrement

La Suisse pourrait devenir un exemple

Des communautés porteuses

Devenir créatif à partir d'un équilibre intérieur

Conclusion

## Annexes

Fonder l'Avenir- Un proposition vivante pour chaque jour du mois -

Biographie de l'auteur

\*Règlement du fond "Terre de Culture"



## Chère lectrice, cher lecteur,

Aujourd'hui encore, nous faisons partie des citoyens riches de notre Terre. Par les activités spéculatives de ce qu'on nomme les « marchés » la répartition va de pauvre à riches mais prend ne mesure de plus en plus dangereuses. Ce n'est plus qu'une question pour que nous vivions des effondrements économiques, écologiques et sociaux massifs.

Nous sommes tous parties prenantes de la plus grande affaire criminelle de tous les temps. Les raisons qui amènent les acteurs financiers les plus puissants — et leurs complices en politique et dans les média de masse — à se désintéresser de l'éducation comme de la justice deviennent de plus en plus claires.

Ce livre donne des possibilités concrètes pour sortir de cette impasse et pouvoir améliorer les rapports économiques par des actions personnelles et sociales.

En tout premier lieu, il est urgent qu'il y ait de plus en plus d'êtres humains de toutes conditions qui s'approprie une compréhension plus profonde des évolutions erronées fondamentales.

Si vous voulez vous faire l'écho des possibilités de transformation telles que celles que l'on présente ici, vous n'échapperez toutefois pas à un remaniement assainissant de votre propre vie. Le choix d'un travail axé sur le bien commun et une attitude consciente vis-à-vis de la consommation sont les conditions préalables. On peut aussi gagner une grande influence en prêtant l'argent dont nous n'avons pas besoin à un moment donné et en choisissant judicieusement le destinataire de ce prêt.

La plus grande influence sur les rapports économiques futurs sera atteint par ce geste aujourd'hui si déprécié, le « don » conscient. En offrant ; par exemple, à un enfant une formation créative dans une école indépendante et proche de la vie, on peut mettre en branle des forces d'avenir insoupçonnables. Mais aussi même le simple fait d'offrir de l'attention, des mots reconfortants ou bien un bon livre peut dénouer des blocages chez nos semblables et ouvrir la voie à de nouveaux itinéraires de vie. Il est capital pour notre avenir que nous nous intéressions à l'évolution de l'être humain et de la nature et que nous lui donnions au moins une partie de notre vie.

Le manuscrit de ce livre, je l'ai fait lire à des gens des origines les plus diverses pour qu'ils le critiquent. Il y a des suggestions que j'ai pu accepter très simplement. C'est ainsi que l'on m'a conseillé d'ajouter ma biographie en annexe à ce livre, pour éviter que le lecteur ne considère les problèmes décrits et les solutions recommandées comme de simples théories imaginaires fumeuses ; mais voient que toutes ces connaissances concrètes, je les ai bien accumulées à partir de mes expériences de vie.

Je remercie sincèrement tous ceux qui ont contribué à ce travail. Un remerciement tout particulier à ma femme, Isabelle, pour son soutien chaleureux



et les illustrations de ce livre. La jaquette en couleurs rappelle que tout n'est pas noir et blanc, même en économie, et que chaque aspect y a ses nuances de couleur. J'espère que chacun d'entre nous contribue de plus en plus consciemment à une vie économique bigarrée.

Pour que ce que je présente ici puisse être lu, commenté et mis en application dans les plus larges cercles, j'ai décidé de financer moi-même les 10 000 premiers exemplaires de ce livre et de les offrir. Ils circulent par différents canaux. Je vous prie de bien vouloir continuer à les faire circuler ! A la page suivante et à la fin de ce livre, vous verrez comment vous allez recevoir d'autres livres et pouvoir en cofinancer le prochain tirage.

Eh bien, au moment de vous embarquer avec moi dans le monde de notre vie économique, il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un voyage stimulant.

Uwe Burka

***Ce livre est un cadeau, que l'on peut offrir à son tour***

*J'aurais le plus grand plaisir à vous offrir un autre livre (sur notre site web [www.aktivZUKUNFTsichern.com](http://www.aktivZUKUNFTsichern.com), vous pourrez savoir quelle quantité il nous en reste). Pour cela, faites-nous parvenir une enveloppe B5 avec votre adresse et affranchie au tarif en vigueur (1.80 CHF ou 1.00 €) pour la Suisse. En France, il faudra faire avec la diffusion par internet et l'impression personnelle pour l'instant.*

*Suisse : Uwe Burka, La Vulpillière 10, CH 1070 Puidoux*

*Allemagne : Rainer Kroll, Wohnprojektberatung, Durmersheimer Str. 36, D 76185 Karlsruhe*

*Si vous trouvez ce livre stimulant et que vous souhaitez élargir encore sa diffusion, vous pouvez aussi vous associer au financement du prochain tirage*

*Compte suisse : CHF: Uwe Burka, Freie Gemeinschaftsbank Basel, IBAN CH91 0839 2000 0040 1037 0, BIC: BLKBCH22*

*Compte allemand : EUR: Uwe Burka, GLS-Bank Bochum, IBAN DE23 4306 0967 0033 7455 40, BIC: GENODEM1GLS*



## **Immersion**

Ne serait-il pas juste que la perspective ultime de nos activités économiques soit le développement de l'homme et de la nature ?

Bien sûr, la plupart des êtres humains aspirent à un monde meilleur, mais le veulent-ils réellement ?

Ce livre montre des pistes sur les actions concrètes que chacun de nous peut entreprendre pour que notre monde aille mieux. Il y a suffisamment de méthodes de guérison techniques, sociales, écologiques, monétaires et spirituelle. De l'argent aussi nous en aurions trop pour commencer avec les possibilités garantissant l'avenir.

Ce sont d'abord les êtres humains qui manquent pour relever ces défis positifs. Pourquoi nous semble-t-il si difficile de nous mettre en marche ?

Force est de reconnaître que nous vivons de plus en plus dans un monde malade qui nous manipule, nous endort et nous prive de nos moyens de subsistance naturels et moraux. Nous sommes bombardés chaque jour par la consommation, la nourriture industrielle, la pollution électromagnétique, le stress, des mensonges, l'agressivité, etc. Il paraît de plus en plus difficile de nous créer un espace intérieur d'où nous pourrions trouver, à partir de notre centre, de nouvelles voies ainsi que notre propre « vocation ».

Que nous soyons riches ou pauvres, il ne nous reste rien d'autre à faire que de nous extraire de cette prison pour nous efforcet activement à la transformation de notre société.

De plus en plus d'experts se demandent quand notre système économique, fondé sur la croissance et la concurrence, volera en éclats : dans 20 ans, dans 10 ans, 5 ou 2 ? Ou peut-être la semaine prochaine ? Pour beaucoup d'êtres humains, y compris en Europe, le système a déjà explosé. Déjà une série d'information négatives cumulées suffit pour déclencher une panique au sein de ces marchés financiers surchargés d'argent.

Notre économie n'est pas une économie de marché ordonnée, mais une économie financière incontrôlée et devenue sauvage qui se permet les pires excès aux dépens de l'économie réelle.

Aujourd'hui, par exemple, les banques centrales injectent des centaines de milliards dans les marchés financiers hors de tout contrôle parlementaire sous prétexte de relancer des économies chancelantes. Sauf que l'économie réelle ne voit quasiment rien de ces sommes qui ne cessent d'augmenter ! Et quand elle peut en recevoir, ce sont des crédits pour l'industrie, qui est déjà par ailleurs en situation de surproduction. Rares sont les citoyens qui comprennent encore ces

opérations de sauvetage, dont l'intérêt pour notre économie est douteux. Cette attitude me fait penser à une famille en déshérence, qui a besoin de secours d'urgence. Au père de famille, un joueur pathologique, on offre une grosse somme d'argent, qu'il rejoue immédiatement et à la mère, une consommatrice pathologique, on prête de l'argent : pour une deuxième voiture. Les pauvres enfants manqueront toujours d'attention, d'une alimentation saine et d'une formation scolaire stimulante qui prépare leur avenir alors que c'est bien ce dont ils auraient le plus besoin le plus urgent. Les parents devraient pouvoir s'engager dans des thérapies et se reconvertir pour affûter leurs capacités à affronter l'avenir.

Dans une économie réelle qui se donnerait pour objectif l'amélioration des conditions de vie, la monnaie devrait s'investir dans des projets écologiques, sociaux et de formation, des projets qui préparent l'avenir.

Dans ce livre, il sera question de transformer positivement nos conditions de vie, en dehors de toute mouvance politique. Une évolution constructive pour nous, êtres humains et nos bases de vie, la nature, doit être le but. Je ne veux pas faire peur, mais donner du courage pour repérer ces situations dégradantes et les dépasser.

L'économie nous concerne tous. Producteur, prestataire de services ou consommateur, chacun y a sa part. Les problèmes économiques, sociaux et environnementaux que l'on connaît aujourd'hui viennent aussi du fait que nous avons petit à petit abandonné notre coresponsabilité quotidienne, et laisser la direction à « ceux d'en haut ». Pour autant qu'il le veuille, chacun peut, comprendre le contexte de base et participer au quotidien à « réorganiser » ces relations.

On ne peut comprendre les rapports économiques que si nous nous « adonnons » à ces réalités en toute conscience. Particulièrement en tant que consommateurs, nous pouvons prendre conscience du fait qu'à tout moment de notre vie nous consommons de l'énergie, des services et des biens et que c'est le monde qui nous fournit tout cela en permanence. Le monde entier, parce que nous vivons dans une économie mondiale fondée sur la division du travail. Mais jusqu'où va notre conscience dans ce monde qui prend soin de nous ?

J'aimerais pouvoir nager et plonger avec vous comme un poisson dans nos rapports économiques pour pouvoir comprendre « de l'intérieur » cet organisme vivant, qui n'a rien de statique, où tout est mouvement et qui requiert notre participation intérieure vivante.

Si j'avance des connaissances à partir desquelles je propose des transformations, je n'ai pas pour autant l'intention de mener une « bataille de preuves » en indiquant sans cesse mes sources, parce que, aujourd'hui, on peut tout prouver (On arrive bien à démontrer aux peuples que les guerres sont justes, et des deux côtés !). Ce que j'ai l'intention de faire, c'est d'ajouter ma propre expérience



pratique à l'« opinion dominante des medias » et de mettre en débat les réflexions qu'elle aura suscitées chez moi. Le lecteur pourra rapprocher ces réflexions de ses propres expériences et les accepter, les refuser ou continuer à les interroger. Idéalement, chacun pourra faire d'autres expériences pour éclaircir les choses davantage. Très vite, même le lecteur le plus candide pourra constater que les points de vue officiels et les opinions les plus largement répandues sont falsifiés. L'échange à partir d'expériences que l'on a faites soi-même et des points de vue qu'elles ont permis de développer prend de plus en plus d'importance dans la réorganisation de nos processus économiques et vitaux.

Les « économistes » auront évidemment du mal à se faire à mes procédures dans la mesure où ils sont habitués à ne regarder les relations que de l'extérieur, d'un point de vue théorique, analytique, et avec l'ancienne doctrine de la croissance. Et pourtant, à eux aussi je promets un « aperçu » nouveau dans la vie de nos rapports économiques.

Le système communiste centralisé purement matérialiste a, avec l'anéantissement de la classe des paysans, des artisans et la classe moyenne ainsi que le contrôle sur le système de formation laissé derrière lui une structure économique, un environnement et une culture détruite dans un état de délabrement insoupçonné. Après la chute du Mur, mon déménagement en RDA pour construire une communauté de village socio-écologique m'a clairement fait voir, jour après jour, à quel point les rapports sociaux s'étaient délités (cf. ma biographie en annexe).

Notre système économique à orientation néo-libérale se gonflant constamment est en train de perpétrer les mêmes crimes contre la nature et l'humanité. Naturellement, nul n'est innocent avec sa culture de consommateur et son mode de pensée. Notre système malade construit sur la concurrence et le profit, a répandu fondamentalement ses métastases à l'ensemble de l'humanité. Que nous acceptions de nous en rendre compte ou non, nous sommes tous infectés. Nous avons donc tout autant à faire à un problème de culture qu'à un problème de système.

Aujourd'hui, pour la plupart des gens, l'économie confondue en premier avec l'argent. Ce ne sont pas seulement les marchés financiers, mais aussi notre rapport inconscient à l'argent, qui relèguent au second plan l'« économie réelle », celle qui est orientée vers les besoins. On sacrifie à la toute-puissance de l'argent, « Mammon » même les besoins les plus vitaux de nos semblables, jusqu'à la sauvegarde de la nature.



Quelle place de valeur a, par exemple, l'agriculture, notre base de vie à tous, dans notre système économique ? Sur le plan mondial, en 2013, les agriculteurs et jardiniers ont touché environ 1 400 milliards de dollars US pour leurs produits, ce qui équivaut à environ 200 dollars US par habitant de la planète et par an. (La plus grande part de cette somme repart immédiatement dans la location de terres, les crédits, les machines, les semences et l'agrochimie.) Au même moment, l'économie réelle produisait un chiffre d'affaires d'environ 74 000 milliards de dollars US, soit 10 000 dollars US par habitant de la planète (50 fois plus). Et maintenant, ouvrez vos yeux : dans le même laps de temps, les « industries spéculatives » (actions, devises, dérivés etc.) ont fait un chiffre d'affaires de plus de 3 millions de milliards de dollars US, soit plus de 420 000 dollars us par habitant de la planète. Autrement dit, la spéculation a drainé dans le monde entier plus de 2 000 fois plus d'argent que l'agriculture ! (Ces chiffres s'appuient sur diverses banques de données statistiques, notamment celles de la Banque mondiale et de la BRI —Banque des règlements internationaux — de Bâle. La BRI fait tous les trois ans une évaluation du commerce mondial des devises et dérivés à caractère spéculatif.)

A partir de ce constat, comment ne pas se demander pourquoi, en dépit de ces moyens financiers gigantesques, nous n'arrivons pas à réserver aux paysans qui prennent en charge l'état sanitaire de la Terre sans l'empoisonner un revenu qui leur permette de vivre dignement eux et leurs familles? Après tout, il en va de notre intérêt à nous aussi. Dans les soixante-dix dernières années, l'utilisation de produits chimiques dans les champs nous a déjà fait perdre la moitié de l'humus total ! Ne pouvons-nous pas réserver ne serait-ce qu'un millième des bénéfices de la spéculation à la protection de notre assise à tous, l'humus et ses auxiliaires ? Faut-il vraiment qu'un milliard de d'êtres humains souffre de la faim alors que, selon le rapport sur l'agriculture mondiale de 2011, l'agriculture biologique durable peut nourrir 12 milliards de personnes ? Selon ce rapport de l'ONU, qui a été rédigé par plus de 400 experts venus de 58 pays différents, cela suppose une extension de l'agriculture biologique sur la petite agriculture. Et pourtant Monsanto, ce géant de l'agrochimie, continue sa croissance en colportant l'idée mensongère que seules la chimie et les manipulations génétiques pourront nourrir le monde. Et la plupart des media et des gouvernements persistent à répercuter ce mensonge.

Comment vivons-nous dans notre monde hyper-développé économiquement ? Nos villages et nos quartiers urbains sont-ils vraiment beaux, tranquilles, adaptés aux enfants, ouverts aux voisins, culturellement vivants, en un mot : attirants ? Même sur le plan pratique, sommes-nous bien sûrs de vivre mieux : trouvons-nous encore à proximité de chez nous du travail, une école, des moyens de faire ses courses, des artisans, des médecins, des services publics, etc. ou bien sommes-nous devenus complètement dépendants de la voiture ?



« Seule la croissance pourra assurer des emplois et du bien-être ! » Voilà le genre d'affirmation qui continue à empoisonner et à bétonner notre paysage. Voilà ce que les marchés financiers avec leur dictature nous font subir, aux dépens de la paix sociale ! La politique, les media et les équipements sociaux ne sont plus que des faire-valoir du système. Le bien-être réel de la population et de la nature n'est plus qu'une variable d'ajustement.

Notre économie moderne est devenue un automate qui ne se préoccupe plus que de croissance, de profit, de centralisation, de marchés financiers et de connexions électroniques, et les totales manipulation et surveillance des citoyens liés avec.

Les crises écologiques et économiques s'accroissent à toute vitesse ; mais le plus grave, c'est encore les catastrophes humanitaires qu'elles brassent avec.

Quelles perspectives d'avenir offrons-nous par ex. à nos enfants et à nos jeunes ?

Un salaire plus élevé ? Une maison à la campagne, ce qui veut dire dans un village de lotissements sans boutiques, sans école et culture ? Des voyages en avion à destination de plages éloignées avec excursions dans les ultimes niches de forêts primaires et traversée d'un ghetto de banlieue ? Une connexion avec le monde entier, bientôt même avec Google-Earth-Live ? Il est possible que ceux qui s'adaptent et s'épuisent pour ces objectifs arrivent à avoir tout cela ; ceux-là n'auront pas à vivre dans la pauvreté, comme la plupart des êtres humains.

La vie sociale que nous offrons à nos enfants est de moins en moins saine ; nous les coupons de leurs liens à la nature, à l'artisanat, à l'art ; nous préférons leur offrir des iPads pour qu'ils communiquent et des jeux vidéos de guerre pour leurs temps libres ; et nous nous étonnons de les voir devenir dépressifs, agressifs ou hyperactifs. A ce moment-là, il n'y a plus que des médicaments comme la Ritaline, qui se vend à des millions d'exemplaires, pour les aider. Ce commerce gigantesque contribue à la croissance économique actuelle, mais il perturbe le développement humain, dont nous avons tant besoin pour nous préparer un avenir digne de l'être humain et de la nature.

« Hier soir, un adolescent de notre région s'est suicidé. », vient de me raconter mon épouse, horrifiée. Ces nouvelles se multiplient. Un bon nombre d'entre eux se suicident à la drogue ou à l'alcool, tandis que d'autres prennent congé de la réalité en se perdant dans un monde électronique fictif. S'il n'y avait pas encore aujourd'hui des jeunes d'esprit naturellement positif, on pourrait perdre tout espoir en un avenir meilleur.

Pourquoi la plupart des intellectuels et des représentants de notre société n'abordent-ils pas ces problèmes fondamentaux dans les églises, les écoles, les syndicats, les universités, les institutions sociales etc. ?

Dans ce livre, je pars de différents points de vue pour évoquer les causes troubles des difficultés économiques, écologiques et sociales ; si je le fais, c'est par nécessité puisque c'est précisément cette compréhension approfondie qui nous



apportera les solutions pour un avenir durable ; avant de rénover une maison, j'examine attentivement les fondations, les poutres et le toit. A quoi bon repeindre les murs si des poutres sont pourries derrière ? - Nous verrons que la charpente est déjà en train de pourrir.

Quand on se met à analyser les films et surtout les programmes d'informations, on constate qu'on est systématiquement manipulés par leur partialité, leur capacité à donner une image positive ou négative de tel ou tel personnage, gouvernement ou groupe industriel. Supposons qu'on entende des informations très alarmantes sur une grippe ou une épidémie quelconque ; quelques semaines plus tard, on se verra recommander un grand programme de vaccination. Les médecins ou les personnalités politiques qui s'élèveront contre seront immédiatement présentés comme des irresponsables. Cette stratégie cache des intérêts stratégiques évidents. Imaginons que, suite à une information quelconque, l'action d'une entreprise perde de sa valeur ; panique chez les actionnaires ; mais on ne s'étonne pas que la valeur de l'action ait dévissé après un tel scoop ; c'est alors qu'apparaît un « sauveur » magnanime, qui rachète les actions à un prix très bas. Tout de suite après, le cours de l'action remonte. Au sein de l'entreprise, rien n'a changé. Les media ont fait une campagne de propagande en faveur de ce « sauveur » et il a pu prendre le pouvoir dans cette entreprise à moindres frais.

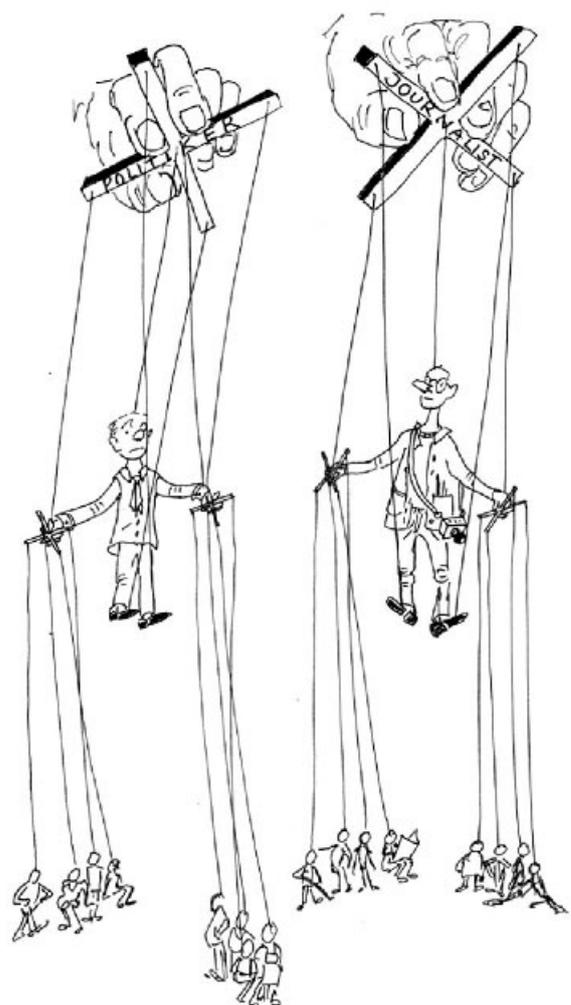
Les media commentent et analysent n'importe quoi. Lorsqu'il s'agit de pouvoir, on est plus discret, comme lors des manifestations de la place Maidan à Kiev, qui ont précipité le pays dans la guerre civile en ouvrant une nouvelle ère glaciaire entre Est et Ouest. A ce moment-là, on n'a quasiment pas entendu nos media parler de la participation de l'Ouest, et notamment des USA, à ces manifestations anti-régime : il était plutôt question de l'immixtion de la Russie. De la même façon, du côté russe, on ne traite qu'une seule partie de l'information. Une fois de plus, ce sont les peuples qui sont manipulés, au risque d'une grave polarisation.

On fait de même quand il s'agit de l'islam en faisant jouer une hystérie anti-terroriste qui me pose problème en partie. (J'ai souvent travaillé en Israël ou dans des pays arabes et je suis tout simplement incapable de partager cette image du méchant islamiste.). Dans l'ombre de cette fabrication d'opinion, ce sont d'énormes flux monétaires qui se déversent dans l'industrie de l'armement et des programmes de surveillance qui se mettent en place contre la population.

Un autre exemple: Le thriller politique attisé par les médias autour de l'ancien président fédéral allemand Christian Wulff a joué pendant plus d'un an avec des



rappports quotidiens devant notre nez. Après que Christian Wulff ait gagné le 30 Juin 2010, contre Joachim Gauck, le vote de l'Assemblée fédérale à la présidence avec grand soutien des médias, il était déjà, après seulement 19 mois au pouvoir, sous une campagne de dénigrement incroyable des médias nouveau forcé de nouveau au départ le 17 Février 2012. Que s'était-il passé pour que les médias se conduisent de manière si dévastatrice contre leur propre homme ? En apparence, ils l'ont accusé de profiter de ses avantages de fonction. Il aurait reçu un crédit légèrement plus favorable que d'habitude pour sa maison privée. En plus de manifestations publiques avec lui auraient été prise en charge par des entrepreneurs commerciaux. Mais alors, Christian Wulff a été le 26 Février 2014, après des mois d'audiences des tribunaux, en dépit des déformations permanentes par la couverture médiatique, acquitté de toutes les accusations. Comment pourrait être possible qu'à cause de telles bagatelles déjà courante dans la vie politique, a été conduite une telle bataille d'anéantissement ? Qu'est-ce qui était vraiment derrière tout cela? Pendant le mandat de Christian Wulff en tant que président fédéral a été intensivement préparé le nouveau mécanisme européen de stabilité, appelé MES en cours. Cet MES devrait être alimenté par des fonds provenant des États membres de l'UE, dont les représentants peuvent théoriquement emprunter de l'argent en quantité illimitée près de la Banque centrale afin d'aider les pays qui sont en difficulté à travers des crises financières. Ici il s'agissait d'environ au moins 700 milliards d'euros! Ces prêts devraient pouvoir être enregistrée sans les approbations parlementaires respectives. Les dirigeants jouir aussi de l'immunité l'MES. Seulement pour la fondation du MES les États membres devaient consentir. Christian Wulff s'est exprimé à plusieurs reprises critique vis-à-vis de ce projet. Ainsi, il a dit, par exemple, le 3 Juin 2011: «Qui tente aujourd'hui d'atténuer avec de l'argent et des garanties les conséquences des bulles de spéculation éclatées, déplace la charge à la jeune génération et lui alourdit l'avenir. Tous ceux qui propagent cela, agissent selon la devise: Après moi, le déluge "Le président fédéral ne contribue pas en Allemagne normalement



directement à l'élaboration des politiques, mais - et là est la pierre d'achoppement était pour l'ensemble de partisans de l'ESM - chaque nouvelle loi doit être signé par le président fédéral. Ce président fédéral critique devait partir ! La puissance concentrée des médias a fait ce travail ciblé. Selon "les enquêtes des médias" voulaient d'ailleurs 90% des citoyens que cette "président fédéral déshonorante" aille. - La loi fut la dessus avec la plupart des votes de la CDU, CSU, SPD, FDP et des Verts (!) adopté par le Bundestag et le Bundesrat. Le nouveau président fédéral Joachim Gauck a attendu en raison d'une plainte, jusqu'à la décision de la Cour constitutionnelle fédérale, mais a ensuite signé immédiatement. L'organisation «démocratie directe» et la «gauche» avaient avec leur action au moins pu atteindre un futur droit de regard du parlement. Même si l'on devait soutenir cette loi, ainsi on peut donc se demander quand même si on devrait laisser aux médias une telle puissance manipulatrice plus longtemps. Une affirmation entendue 20 fois sera le plus souvent crue qu'une preuve du contraire entendue une fois. Les peu de reportages critiques à des sujets discutables semblent vouloir feindre l'indépendance des médias.

Il ne faudrait jamais perdre de vue que ce sont des agences centrales de presse qui alimentent tous les journaux, les plates-formes internet, les radios et les télévisions (qu'elles se situent à droite ou à gauche) en informations ou en reportages, qui sont sélectionnés, partiels et trop souvent inexacts. Les témoignages recueillis sur place s'écartent souvent des déclarations des médias, et ce sont celles-ci qui sont largement reprises. Les chercheurs critiques qui travaillent sur des thèmes particuliers ne peuvent pas toujours s'offrir des tribunes dans les journaux ou sur internet et leurs travaux sont alors tout simplement ignorés. Les commentaires des médias se fondent d'ailleurs le plus souvent sur les informations des agences centrales de presse dont il est question ici.

Comment ne pas s'élever aussi contre le fait que les citoyens soient contraints de cofinancer ces manipulations par les taxes dont ils s'acquittent sur la radio et la télévision ?

Les « réseaux sociaux » eux aussi sont soumis à un contrôle total et sont utilisés de longue date pour « faire de l'intox » pour ou contre tel ou tel mouvement. Ceux qui ont continué à s'informer sur les causes du « printemps arabe » savent de quoi je parle.

Dans ces conditions, il est illusoire d'attendre d'une analyse sociale, économique, environnementale, ou même sur une guerre, qu'elle soit objective. Une démocratie objective est impossible ! Allons-nous accepter encore longtemps que la manipulation tienne lieu d'information et la propagande de commentaire ? Ne



devrions-nous pas libérer les media de l'information du diktat de puissances anonymes, économiques et politiques ?

Beaucoup de gens pensent aujourd'hui encore que, malgré quelques crises, notre système de croissance a fonctionné depuis la réforme monétaire, il y a 68 ans. Pourquoi ne devrait-il pas continuer à fonctionner à l'avenir ? En partant du même argument, on pourrait dire que, malgré son hygiène de vie déplorable, un être humain a atteint ses 68 ans. Pourquoi ne continuerait-il pas à vivre encore dans l'avenir et ne se développerait-il pas encore pendant 1 000 ans ?

Que se passera-t-il si notre système s'écroule ? Aujourd'hui, la quasi-totalité des biens de consommation viennent d'Asie. Des textiles, nous en avons encore pour des décennies dans nos placards. Quoi qu'il en soit, l'intérêt pour l'électronique de loisir nous passera un jour. Mais avec quelle énergie chaufferons-nous alors nos maisons, comment rouleront nos voitures ? Combien de nos artisans savent encore faire des réparations sans pièces de rechange ou sans un appareillage moderne alors que presque tout est importé d'Asie ? D'ailleurs, quelles sont les denrées alimentaires qui viennent de nos régions ? Pourrons-nous remplacer les 90 % de « nos » fragiles semences industrielles qui dépendent de poisons chimiques ?

Qui continue à entretenir des relations avec des agriculteurs ? Qui sait encore jardiner et cultiver des denrées alimentaires ? Comment allons-nous expliquer à nos enfants cette faillite ? Comment allons-nous leur expliquer ce que serait un avenir durable ? Avons-nous un filet de sécurité pour le moment où cette vie sociale fondée sur l'argent et les médias électroniques s'effondrera ? Que se passera-t-il lorsque le système des retraites s'effondrera ? Avez-vous des réponses ?

Demandez donc à nos hommes politiques, grands et petits, quels sont leurs plans d'urgence. La réponse va tomber nette : c'est à une invraisemblable guerre qu'ils nous préparent, avec une armée très coûteuse. Ils balayeront d'un revers de main toute éventualité d'effondrement économique.

L'économie peut aussi être touchée par une faille dans les systèmes informatiques ! Notre monde qui est géré de plus en plus par l'informatique est très sensible sur ce point. Il m'est déjà arrivé de voir des virus faire disparaître des sauvegardes importantes. De même qu'il est arrivé que sans me demander mon avis des documents soient copiés de dehors sur mon PC. Les tentatives d'intrusion dans nos procédures réglées électroniquement se multiplient. La documentation d'Edward Snowden, l'agent secret américain déserteur, nous montre aussi que les services secrets de n'importe quel pays peuvent entrer dans le premier système informatique — ou iPad — venu pour en voler ou en manipuler les données.



Aujourd'hui, presque tous les domaines de la vie sont régis par des ordinateurs connectés à Internet, ce qui peut donner un début d'idée sur la fragilité de notre vie moderne. La quasi-totalité de nos systèmes d'approvisionnement et de traitement de l'eau sont gérés à distance par des ordinateurs. Il en va de même des systèmes de feux de circulation, de distribution de l'électricité, de réseaux ferroviaires, aériens, de la radio et de la télévision, des supermarchés, de l'ensemble de la logistique d'expédition, des banques, etc. Il suffirait qu'une partie seulement des centraux dépendant du réseau tombent en panne pour que plus rien ne fonctionne ! On pourrait mettre une armée hors de combat, de cette manière ! Lors de tensions politiques ou économiques, c'est de plus en plus souvent le point faible « réseau informatique » qui est attaqué.

S'il y avait vraiment des terroristes intelligents, comme on nous le serine sans cesse, il leur suffirait de détruire ces centres opérationnels pour provoquer le chaos. Des attentats ciblés sur la population témoignent à mon avis soit d'une grande bêtise soit d'une manipulation à visée politique.  
(Par exemple, le journaliste Gerhard Wisnewski a recueilli ce témoignage bien effrayant.)

Nous ne devons pas nous laisser paralyser par cette dépendance accrue, dont nous avons conscience par ailleurs, aux structures de pouvoir centralisées en économie financière, en politique et dans les médias, ni par les dangers croissants qui en découlent pour l'être humain et son environnement. Cela devrait plutôt nous inciter à transformer radicalement nos modes de pensée et à revigorer nos conditions de vie !

Pour résister à cet embrouillamini mortifère, je voudrais, au début de notre voyage, attirer l'attention sur quelques indicateurs : « mesure humaine » « décentralisation », « responsabilité globale », « modification de la création monétaire », « reconstruction écologique », « économie de la réciprocité », « développement grâce à ouverture spirituel ».

De plus en plus de gens sont passés à l'action ; ils travaillent à : des initiatives pour le bien commun, formes de démocratie plus ouvertes avec plus de consensus et participation des citoyens, systèmes monétaires sans taux d'intérêt usuraires, medias libres du pouvoir du capital, des circuits courts de produits alimentaires passant par une collaboration entre producteurs et consommateurs, maisons neutres en énergie, cercles d'échanges, banques motivées par l'éthique, collaborations associatives locales d'artisans et de commerçants, associations sociales et environnementales libres, écoles indépendantes, prises en charge de santé alternatives, organisations alternatives d'aide au développement, etc. Il y a même maintenant un Etat, le Bhoutan, qui construit l'ensemble de son système sur le Bonheur Social Brut de sa population.



Tout individu peut s'insérer productivement au sein de l'un de ces multiples projets ou bien lancer une nouvelle initiative. La connexion des hommes et des groupes ne passe pas que par internet. De plus en plus de réunions, de festivals, de fêtes de rue, d'équipements de travail dans des jardins et des fermes, d'activités artistiques, de projets de formation, etc. relient les initiatives par des rencontres personnelles, qui sont si importantes. Une culture plus humaine et axée sur les besoins se développe. Il y a de plus en plus d'informations, de livres et de films sur ce mouvement, qui est en pleine croissance. Malheureusement, ces informations sont trop peu relayées dans les médias, ce qui justifie qu'on prenne le temps de les rechercher.

Pour que ce mouvement d'avenir puisse opposer une résistance déterminée aux puissances centralisatrices du marché qui prennent de plus en plus d'ampleur avec leurs relais dans les médias et en politique, une certaine prise de conscience est nécessaire. Nous devons observer partout les formes de relation qui menacent la vie, les identifier et leur opposer de tout autres forces de vie. Nous devrions surtout veiller à ne pas construire les nouvelles structures à partir de nos vieux modèles de pensée. Pour ce faire, il nous faudra mettre en place des projets nouveaux et réalistes dans la vie économique.

La vraie vie économique se « nourrit » à deux sources voisines : d'une part, la nature, qui met à disposition toutes les matières premières, vivantes et minérales, telles que l'eau, l'air et les énergies ; d'autre part, l'esprit, qui sait s'investir efficacement dans notre culture et nos facultés humaine.

Ces deux conditions préalables de tout développement économique que sont la nature et la culture sont aujourd'hui impitoyablement sacrifiés. De prime abord, ni la conservation, ni le développement de la culture et de la nature ne sont des activités rentables. La question est : combien de temps cet égoïsme économique à courte vue pourra-t-il tenir avant de s'étouffer lui-même ?

Sans une réorientation fondamentale, la plupart des matières premières auront disparu d'ici la fin du siècle et des gens créatifs et en bonne santé seront l'exception.

Aujourd'hui, tout tourne autour de l'argent. Mais en réalité, ce n'est pas l'argent qui est le déclencheur des activités économiques, mais l'être humain avec ses dons. Malheureusement, le plus souvent, ces dons sont sacrifiés à « Mammon ». Apprendre à connaître la véritable nature de la monnaie, c'est s'ouvrir des possibilités insoupçonnables d'influencer positivement l'évolution de l'être humain et la nature.



Pour éviter de tomber dans les ornières habituelles, qui consisteraient à ne comprendre l'économie qu'à partir de la monnaie, j'évoquerai dans ce livre des conditions de vie socio-économiques réelles, qui touchent par exemple notre rapport au travail, à la production, à l'énergie, au climat, à l'agriculture, à la culture, aux retraites, à l'aide au développement, à la centralisation, à la décentralisation etc. Nous verrons pourquoi une conception erronée des trois idéaux que sont la Liberté, l'Égalité et la Fraternité nous entraîne de catastrophe en catastrophe et comment nous pourrions y échapper si nous en comprenons le sens.

C'est seulement dans la seconde partie du livre que j'aborderai plus précisément la question de la monnaie. J'expliquerai, par exemple, qui la dirige et d'où elle vient. Je montrerai aussi à partir de différents points de vue ce qu'est la monnaie et comment aujourd'hui elle est trafiquée, par les taux d'intérêt par exemple. On y verra aussi comment et en quels lieux « l'argent est aspiré hors du circuit de l'économie réelle ». Nous y apprendrons quels rapports le négoce libre des actions entretient avec l'« esclavage moderne », ce que la spéculation foncière a à voir avec une guerre moderne pour l'« accaparement des terres » et comment des spéculations sur le capital volent à l'humanité ses plus grandes capacités de développement.

Cette intrusion dans les diverses sphères de la monnaie nous amènera à constater le peu de connaissances que nous avons dans ce domaine, même parmi ceux qui sont censés savoir. Il est indispensable que le plus de gens possible en aient une connaissance suffisante pour pouvoir en saisir les mécanismes.

Nous étudierons des propositions concrètes pour un nouveau rapport à la monnaie. Au passage, nous formulerons également quelques propositions pour une réorganisation radicale des banques. Nous expliquerons aussi ce que devraient être la monnaie future et son mode de circulation dans une perspective salutaire pour l'homme et la nature.

La dernière partie du livre ébauchera des recommandations pour une nouvelle fiscalité qui mettrait en avant le développement positif de l'homme et de la nature et qui serait une entrave aux pratiques commerciales douteuses et au négoce de marchandises nocives.

En conclusion, on indiquera encore quelques possibilités de développement social, économique et culturel. Je ne suis pas un adepte du principe du tout ou rien. Je pars toujours du principe que le moindre pas que fait un individu a une influence sur la situation globale. Evidemment, nous aurons besoin de beaucoup d'individus et ce sera d'autant mieux que ces individus pourront se regrouper.

Je suis tout à fait conscient de la difficulté que représente la mise en œuvre de changements sociétaux et politiques. Mais ce constat doit-il nous dispenser d'aborder les dysfonctionnements sociaux et la façon d'y porter remède ? Non,



mon expérience me montre que des changements sont possibles, et pas seulement à petite échelle.

Il y a 30 ans, on se moquait encore de nous et de notre agriculture biodynamique, quand on ne nous insultait pas. Aujourd'hui, une large proportion de la population achète bio. Les critiques ont perdu de leur virulence. Mais avons-nous encore 30 ans devant nous pour retarder les effets des faillites économiques, sociales et écologiques qui s'accumulent ? Ce n'est pas parce que nous sommes européens que nous pourrions nous protéger mieux que les autres de la déferlante de pauvreté et de destruction de la nature qui arrive. Nous sommes embarqués sur le même bateau que tous les citoyens de la Terre.

« Les idées d'aujourd'hui sont les réalités de demain. »

Je vous invite à imaginer avec moi d'autres voies. Nous devrions aussi élaborer de nouveaux outils pour apprendre à penser le monde de demain car nos anciens schémas de pensée touchent manifestement à leur fin.

Personnellement, je ne pense pas que nous soyons fondamentalement en mesure de résister à une dépression économique mondiale. Aujourd'hui il s'agit de tisser en toute conscience au sein de notre système gangrené de nouvelles formes de vie et d'échange qui remettent au centre le développement de l'homme et de la nature. Il ne dépend que de notre engagement individuel et de son exemplarité que nous nous enfonçons dans le chaos et la misère ou que nous mettions en place de nouvelles structures.

En général, il nous paraît difficile d'opérer des mutations, notamment quand il s'agit de nos vies. Et donc, bien des gens se laisseront décourager à la lecture de ces suggestions en partie déroutantes. Mais ceux qui auront eu le courage d'en approfondir la lecture et d'en considérer l'approche globale auront plaisir à prendre part à un débat constructif sur la réorientation de nos conditions de vie.

Nous allons tous changer de vie. La question est de savoir si nous allons continuer à affronter ces problèmes de manière réactionnelle, à coups de compromis boiteux, tout en sachant qu'ils vont continuer à se multiplier ou si nous pourrions instaurer, en être rationnels que nous sommes, des formes de vie vraiment durables. La vie ne pourrait qu'en devenir plus captivante, plus belle. Nous avons encore un relatif espace de libertés pour préparer un monde meilleur et plus durable.

Il est évident qu'un certain nombre d'idées développées ici se retrouvent aussi sous la plume d'autres auteurs, si bien qu'il est très difficile d'en attribuer la paternité à une personne précise. Regardons donc le « monde des idées » comme un monde supérieur et libre d'accès à tout un chacun ! Ce « monde des idées » n'englobe-t-il pas déjà toutes les idées, même celles qui n'ont pas encore été trouvées ? Peut-être ne sommes-nous pas encore assez mûrs pour saisir ou



comprendre cela. C'est pour cette raison que je renonce à citer ces autres auteurs. Je ne prétends pas faire un travail scientifique, ce que je veux faire ici, c'est me livrer à un débat interne et conceptualiser nos conditions de vie et leur évolution.

Parallèlement aux revendications politiques générales pour un monde meilleur, les actions personnelles sont évidemment le fondement de toute transformation sociale. C'est dans cet esprit que j'ai rassemblé en annexe à la fin de ce livre une série de conseils pratiques.

## **Première partie : Se tenir consciemment dans la vie**

Que faites-vous quand vous avez remarqué que vous vous êtes trompé de train ? Vous restez assis à votre place en imaginant l'endroit où vous allez arriver ou bien vous repérez rapidement où vous vous trouvez et vous changez de train dès que possible ?

Aujourd'hui, nous bénéficions de formations professionnelles qui nous permettent de nous insérer dans le système. Celui-ci peut même nous apprendre à « faire de l'argent » dans les meilleures conditions. Mais sommes-nous réellement formés à l'intelligence économique ?

Apprenons-nous à évaluer les effets sociaux, écologiques et économiques de nos actions ? Apprenons-nous à juger si notre travail a vraiment du sens ?

Apprenons-nous ce que signifie développement humain et naturel ? Apprenons-nous à avoir une réflexion critique collective susceptible d'apporter à notre travail les modifications qui s'imposent ? Apprenons-nous ce qu'est vraiment la monnaie, d'où elle vient et quel est son rôle dans les différents domaines de l'économie réelle et de l'économie spéculative ? Est-ce de la responsabilité d'un système que ces questions de vie fondamentales soient quasiment tabou dans les écoles et les médias ?

Pour concevoir en pleine conscience les conditions de vie, il ne me reste rien d'autre à faire que d'approfondir encore et encore ces questions-là.

### **Pourquoi avons-nous besoin d'un ordre économique et monétaire durable ?**

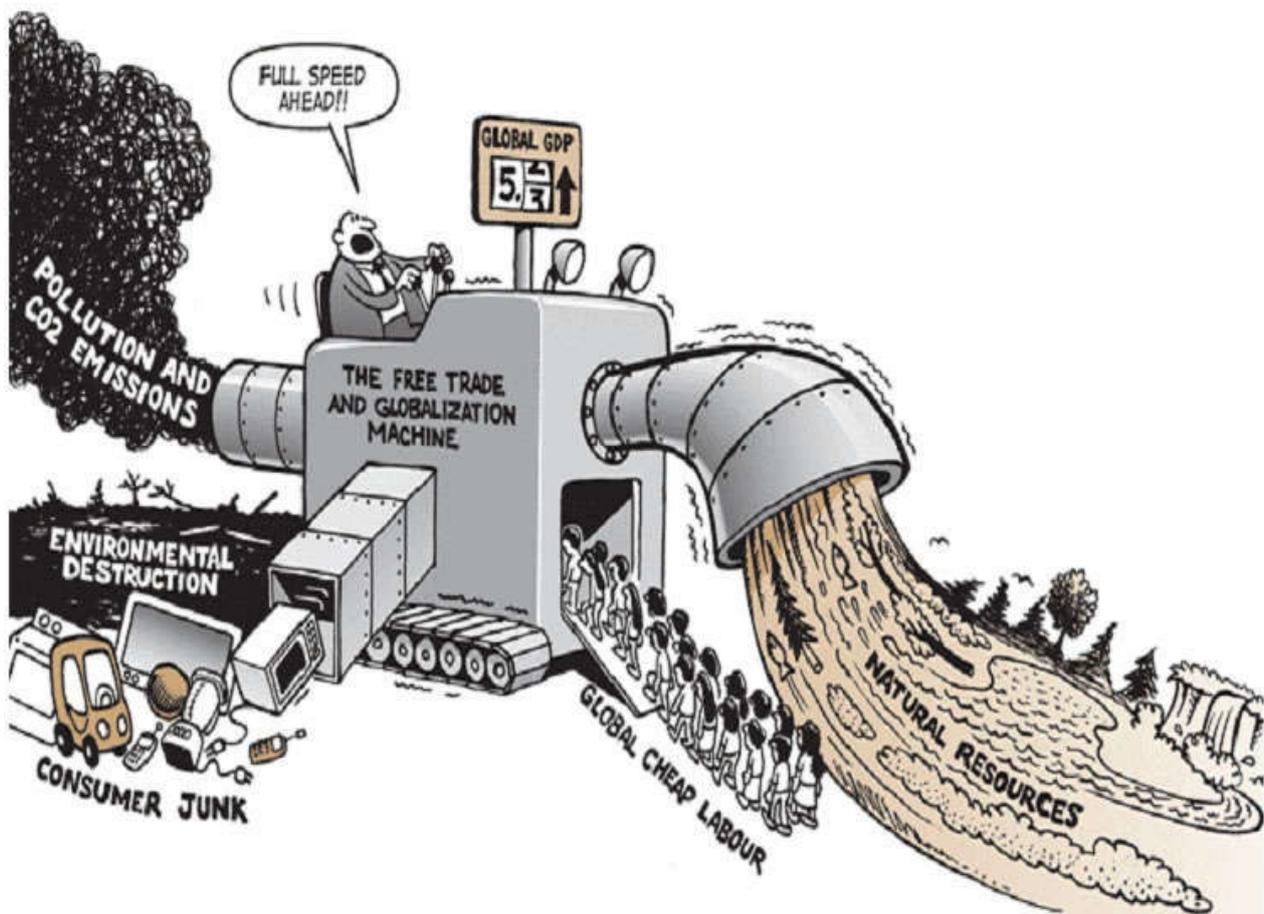
Les observations qui suivent montrent l'impasse de notre système économique et les raisons pour lesquelles il est urgent que nous nous donnions un ordre économique et monétaire durable.

° Le développement des hommes et de la nature est de plus en plus soumis à la maximisation économique des profits. Notre système économique néolibéral encourage la croissance de l'économie réelle, mais aussi la croissance échevelée d'une industrie financière spéculative fictive. Avant 1980, les mouvements financiers mondiaux de l'économie réelle étaient encore supérieurs à ceux de l'économie spéculative. Aujourd'hui, l'économie spéculative fait un chiffre d'affaires environ 60 fois supérieur à celui de l'économie réelle, une tendance qui augmente fortement ! Vous êtes-vous déjà demandé ce que « produit » cette « industrie financière » avec ses « produits » ? Dans notre système, faire de l'argent avec de l'argent sur le dos des autres, c'est infiniment plus simple que de faire un travail intéressant. Ce monde illusoire et fragile est sans cesse soumis à de dangereuses fluctuations. C'est ainsi que la moindre information inquiétante peut suffire à déclencher instantanément une panique générale, à provoquer



l'écroulement de ce château de cartes et, par la même occasion, à entraîner l'économie réelle dans l'abîme...

Notre système économique, qui repose sur un système d'intérêts cumulés, induit une « contrainte à la croissance économique » ; il ne pourra pas échapper à la faillite du fait de sa fonction exponentielle de croissance[1] ! Jusqu'ici, du fait même du système, les riches deviennent de plus en plus riches et les travailleurs de plus en plus pauvres. 1 % de la population mondiale possède davantage que les 99 % restants.



« Freihandels- und Globalisierungsmaschine (News STOP CETA!) »

° L'« industrie financière » spéculative possède aujourd'hui la majeure partie des gisements de matières premières, des installations industrielles, des systèmes de transport et des chaînes de distribution. Son seul but est le profit. Plus de la moitié de l'argent que nous dépensons pour acheter des biens de consommation est récupérée par des marchés financiers qui enflent très vite. Cela se fait aux dépens de l'homme, de la nature et de l'économie réelle, mais cela ne gêne que les pauvres, même si la classe moyenne est elle aussi de plus en plus pressurée.

Notre système financier actuel nous encourage à tous points de vue à penser et à agir dans un esprit concurrentiel et égoïste. Le gaspillage, l'ignorance, l'arrogance et l'avarice dominant de plus en plus le cadre des relations, y compris dans les couches les plus pauvres de la population. Même nos enfants et les écoles sont imprégnées de cela. La perte de réalité par enseignement tourné exclusivement vers l'intellectuel et la dépendance vis-à-vis des media électroniques rendent cette misère encore plus grave. Quelle sorte d'avenir se développe là ?

° L'industrie financière, avec l'aide des groupes économiques, de leurs représentants politiques et de leurs médias de masse, revendique haut et fort la libéralisation des marchés et l'injection d'argent (financés par nos impôts) en vue de la croissance économique puisque celle-ci est évidemment la meilleure recette. Dans les pays riches, les effets de cette recette contre-nature se répercutent jusque sur les êtres humains et la nature : chômage, perte de terres arables, pollution de l'environnement, hausse de 30 % du CO2 dans l'atmosphère, perte de 50 % de l'humus depuis le début de l'industrialisation de l'agriculture, fonte des glaciers, épuisement des matières premières, nombre croissant de gens paralysés ou dépendants de la psychopharmacologie, pression migratoire en hausse constante, etc.

Notre système permet de spéculer sur les terrains constructibles et sur les terres agricoles. Comme, par ailleurs, la plupart des crédits doivent être garantis sur des avoirs immobiliers ou des domaines ruraux, la terre est de plus en plus convoitée. Cette forte hausse du prix des terres agricoles se répercute à l'autre bout de la chaîne dans l'augmentation des baux et des prix à la consommation.

° La monnaie nouvellement créée l'est à 90 % lorsque les banques privées octroient des crédits. Comme pour les banques seul compte le profit maximal, cette monnaie se retrouve essentiellement sur les marchés financiers spéculatifs, au point que les banques centrales ne sont plus en mesure de gérer les flux financiers ou l'économie.

° La plupart des banques, des caisses de retraite et d'assurance spéculent avec notre argent ! Ainsi, nous sommes nous mêmes embarqués — à notre insu — dans cette exploitation des êtres humains et de la nature.

° En six ans, les dettes officielles des Etats ont augmenté de 80 % pour atteindre 43 000 milliards de dollars US (d'après la BRI — Banque des règlements internationaux —, rapport du 10 mars 2014). Cela représente les deux tiers du produit intérieur brut mondial. Face à ces dettes, on trouve de puissantes concentrations financières des marchés financiers. C'est un dangereux transfert de pouvoir, qui ne tend qu'à s'accroître. Le monde de la finance, qui « n'a pas de nom », n'étend plus seulement sa puissance sur la politique et les conditions de vie au niveau mondial, mais aussi de plus en plus sur nos vies sociales et culturelles.



- ° Les petits spéculateurs improductifs et ennemis de la vie paient seulement peu d'impôts, les grands, presque pas et, quand ils en paient, c'est souvent dans un paradis fiscal.
- ° Les charges fiscales et sociales (qui seront aussi utilisées pour les dégâts sociaux et environnementaux causés par les grands groupes dont les propriétaires sont anonymes) pèsent essentiellement sur les épaules de la partie de la population qui travaille vraiment...
- ° Les services sociaux et médicaux ne relèvent presque plus que de points de vue institutionnels et économiques. L'être humain est dégradé au rang d'objet économique auquel on attribue un numéro d'ordre.
  
- ° L'automatisation et l'informatisation rabaissent l'être humain au statut de larbin du système. Le commerce des devises et le marché boursier eux-mêmes ne sont presque plus gérés que par des ordinateurs à haute fréquence.
- ° Les gens qui ont un emploi, même s'ils deviennent de plus en plus rares, sont ceux qui paient la plus grande partie des impôts et des charges sociales. Les machines, ordinateurs et robots, ne paient pas ces contributions.
- ° Les petits et moyens entrepreneurs, créatifs et indépendants, se font de plus en plus rares dans notre société alors que l'armée des travailleurs dépendants et bénéficiaires d'aide sociale ne fait que s'accroître.
- ° Nos hommes politiques bradent à vil prix à des spéculateurs toutes sortes de terrains, immeubles, entreprises de service et d'approvisionnement. En général, on ne teste même pas l'option d'une location à bail, comme c'est le cas dans le cadre du « droit de superficie ». Ainsi nos moyens de subsistance, la terre, l'eau, la santé, les relations etc. finissent-ils de plus en plus dans les griffes de puissances inconnues, pour lesquelles l'intérêt se limite à la puissance et au profit. (Les Africains exploités et expropriés sont de plus en plus nombreux à s'enfuir vers l'Europe, pour leur survie. Où donc s'enfuiront les Européens quand les expropriations les auront atteints ? A la fin, ils auront du mal à émigrer tous ensemble dans des marchés financiers. Peut-être pourront-ils alors se nourrir de monnaie électronique ?)
- ° La globalisation s'étend de plus en plus vite sous couvert d'« accords de libre-échange », au point que l'indépendance démocratique et économique de régions, voire de pays entiers, est remise en cause.
- ° Quand les politiciens font une fois une erreur peut se contenter d'en assumer la responsabilité en ce qu'ils tirent la révérence et partent avec une bonne pension. Ce sont les contribuables qui paieront l'ardoise.
  
- ° La progression des extrêmes entre l'Ouest et l'Est, le Sud et le Nord, les riches et les pauvres intensifie les troubles politiques et sociaux, la pression à l'émigration et les risques de terrorisme et de guerre.

° La connexion économique et géopolitique de l'Europe aux USA polarise encore plus le monde. Les tensions entre l'Ouest et l'Est ne font que s'accroître aux dépens des pays les plus pauvres. Ces conflits sont, la plupart du temps, exportés dans ces pays tiers dans lesquels on attise les conflits internes. L'Europe ne remplit pas son rôle pondérateur de médiateur entre l'Est et l'Ouest.

° Nos droits fondamentaux, comme nos droits de l'Homme, sont minés, d'une part par des relations qui deviennent de plus en plus chaotiques, d'autre part par le diktat des marchés financiers et de leurs complices en politique ou dans les media.

° Sur tous ces points, on n'aide pas les gens à se forger une opinion indépendante ; c'est que nos faiseurs d'opinion, les mass media, sont tenus d'une main de fer par les marchés financiers.

Ignorants que nous sommes de ces injustices croissantes, nous nous dirigeons de plus en plus vite vers des catastrophes humanitaires et écologiques. Des populations entières, qu'elles soient en guerre ou en fuite, ne trouvent plus d'eau ni de nourriture. Une grande partie de l'humanité n'a plus aucun espoir d'améliorer ses conditions de vie. Même dans les pays riches, de plus en plus nombreux sont ceux qui sont menacés dans leur existence ou qui craignent de perdre leur statut social et deviennent dépressifs.

### **L'idéal passe avant le compromis**

Nous avons conscience qu'il faut changer quelque chose, mais pourquoi nous laissons-nous toujours éblouir par le confort ? Pourquoi n'ai-je pas plus souvent le courage d'avancer sur mes véritables idéaux de vie et d'en faire ma ligne de conduite ? Serais-je donc devenu si matérialiste déjà que ni les idées ni les idéaux ne peuvent plus avoir de prise sur moi ?

Un peuple avec des êtres humains sans idéal est facile à mener parce qu'il accepte la manipulation et le paternalisme, parce qu'il ne refuse aucun compromis.

Dans toute société, le mouvement ne provient que des idéalistes convaincus.

Un exemple tiré du passé récent : combien de décennies avons-nous supporté sans broncher, en personnes conciliantes que nous étions, que des gens fument dans les lieux publics et au travail ? Il a fallu qu'une poignée d'idéalistes s'emparent de cette question pour que nous soyons libérés de ce joug nocif. Leur foi en un avenir plus sain a été plus forte que le lobby des fumeurs. Aujourd'hui, la plupart des fumeurs ne voudraient pas revenir à des relations si irrespectueuses.

Aujourd'hui, nous acceptons presque sans rien dire les agissements exploités de l'industrie financière avec ses spéculateurs. De même qu'autrefois nous avons installé des cendriers aux fumeurs, de même aujourd'hui, nous mettons nos



rentes et avoir sur livret à la disposition de ces loups en peau de mouton, parce que nous voulons prendre part à leurs profit.

Plutôt que de nous résigner aux difficultés du jour, nous ferions mieux de nous enthousiasmer pour les potentiels d'avenir humain. L'homme est le seul être capable de se tirer lui-même du borbier en se prenant par la main. C'est pour cela qu'il nous faut apprendre à penser à partir de l'avenir.

Chacun connaît certainement quelqu'un qui par dépendance à l'alcool se débat dans des difficultés sociales, économiques et sanitaires. lui proposer un compromis de boire seulement un peu moins n'aidera pas beaucoup. Il doit être confronté à l'idéal de l'abstinence et à une nouvelle vie créatrice. C'est le seul moyen pour lui d'amener de nouveau en ordre ses rapports.

Vis-à-vis de notre système néolibéral, il convient aussi d'adopter une attitude énergique. Nous verrons plus précisément encore plus loin dans ce livre pourquoi il ne faut faire aucune concession à ces messieurs de la finance spéculative : ce sont les possibilités d'évolution qui en dépendent.

Notre richesse actuelle, c'est aux idéaux et au travail de développement de nombreuses générations, oui de périodes culturelles entières que nous la devons. Quels idéaux, quelle contribution apportons-nous aux générations futures ? Sommes-nous reconnaissants des contributions de nos aînés ? Montrons-nous de la responsabilité pour les prochaines générations ?

## Objectifs

Je voudrais montrer au lecteur des possibilités d'évolution qualitative. Il s'agit pour moi, de transformer notre économie financière et de destruction de la nature axée sur le profit en une économie axée sur les besoins, construisant socialement et culturellement.

Dans tous les domaine de vie se développent par la force d'initiative d'êtres humains particuliers toujours plus d'exemple qui montrent la direction. Un grand exemple sont pour moi les personnalités qui, dans cet océan de misère qu'a été la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ont eu la grandeur et le courage d'utiliser le moment ouvert et formuler la Déclaration des droits de l'Homme et d'inciter les Etats à bouger pour leur reconnaissance. Dans notre monde actuel axé sur la recherche du profit et sur l'argent, ce ne serait plus possible. Mais ils existent, officiels et liants juridiquement. Au moment où un Etat souhaite entrer au sein de l'Organisation des nations unies (onu), il doit nécessairement reconnaître cette Déclaration des droits de l'Homme. Et donc la plupart des Etats y sont tenus. Il nous faut sans cesse nous les rappeler à nous-mêmes, mais aussi aux Etats, et en exiger l'application. Dans les trente articles de la Déclaration, nous trouverons,

pour autant qu'ils y figurent, les fondements de l'amélioration de notre monde. Ils valent d'être rappelés ici.

[1] A 5 % d'intérêt, une somme double en 14 ans ! Si Joseph, il y a 2 000 ans, avait déposé 1g d'or à 5 % d'intérêt, l'humanité dans son ensemble ne serait pas capable de rembourser à un héritier ce prêt avec les intérêts cumulés. La pépite d'or devrait aujourd'hui être des millions de fois plus grosse que la Terre. Les effondrements économiques et les guerres, dans l'histoire, relèvent au moins en partie de ce fait.

## Liste des droits de l'homme

### Article 1

#### **Liberté, égalité, fraternité**

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

### Article 2

#### **Interdiction des discriminations**

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

### Article 3

#### **Droit à la vie et à la liberté**

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

### Article 4

#### **Interdiction de l'esclavage et de la traite des esclaves**

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

### Article 5

#### **Interdiction de la torture**

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

### Article 6

#### **Reconnaissance de la personnalité juridique**

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

#### **Article 7**

##### **Egalité devant la loi**

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

#### **Article 8**

##### **Droit à la protection juridique**

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

#### **Article 9**

##### **Protection contre les arrestations et les détentions arbitraires**

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

#### **Article 10**

##### **Droit d'être entendu en justice**

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

#### **Article 11**

##### **Présomption d'innocence ; pas de peine sans loi**

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

#### **Article 12**

##### **Protection de la sphère privée de l'individu**

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

#### **Article 13**

##### **Droit de circuler librement et de quitter tout pays**

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir

dans son pays.

#### **Article 14**

##### **Droit d'asile**

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

#### **Article 15**

##### **Droit à la nationalité**

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

#### **Article 16**

##### **Droit de se marier et protection de la famille**

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.
2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

#### **Article 17**

##### **Droit de propriété**

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

#### **Article 18**

##### **Liberté de pensée, de conscience et de religion**

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

#### **Article 19**

##### **Liberté d'opinion et d'expression**

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

## **Article 20**

### **Liberté de réunion et d'association**

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

## **Article 21**

### **Suffrage universel et égal ; droit d'accès aux charges publiques**

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

## **Article 22**

### **Droit à la sécurité sociale**

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

## **Article 23**

### **Droit au travail, à un salaire égal et à la liberté d'association**

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

## **Article 24**

### **Droit au repos et aux loisirs**

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

## **Article 25**

### **Droit à un niveau de vie suffisant**

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le

logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

#### **Article 26**

##### **Droit à la formation, buts de l'éducation, droit des parents**

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

#### **Article 27**

##### **Liberté de la vie culturelle**

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

#### **Article 28**

##### **Ordre approprié sur le plan social et sur le plan international**

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

#### **Article 29**

##### **Devoirs fondamentaux ; limites aux droits de l'Homme**

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une

société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

### **Article 30**

#### **Consignes d'interprétation**

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Les dictatures ne sont pas les seules à trainer les pieds quand il s'agit de passer à l'application réelle des Droits de l'Homme. Nous aussi, nous en sommes encore loin, et la situation ne fait qu'empirer. Regardons, par exemple, la surveillance de nos communications et le concept « à travail égal, salaire égal ».

Dans quelle mesure les défendons-nous nous-mêmes — ou bien nos gouvernements, pour qui c'est une obligation —, ces droits de l'Homme ? Et pour les hommes du reste du monde, qui nous approvisionnent régulièrement en matières premières et bien de consommation produits dans des conditions si discutables ?

Il est un droit, cependant, qui est défendu impitoyablement, particulièrement par les riches et leurs complices en politique et dans les médias : le droit à la propriété (article 17). A ce droit, il ne s'agit pas seulement de possession personnelle, dont on a besoin pour ses besoins personnels, tel que vêtements, logement, véhicule, etc., mais non limité de toute possession. Même quand quelqu'un possède mille hectares de terres et beaucoup d'usines cette propriété sera défendue tout aussi impitoyablement contre tous les sans-terre et les travailleurs sous-payés. Et quand sera manifesté contre les banques parce que par leurs spéculations elles vouent à la ruine des millions de personnes, c'est bel et bien les banques que notre police défend si outrageusement, aux dépens de la liberté de rassemblement. Les droits de l'Hommes ne sont pas respectés, ils seront purement et simplement subordonnés à un droit de propriété exalté ! (au mépris de l'article 30).

De chaque droit découle naturellement un devoir. Ces devoirs, hélas, nous ne les voyons que trop souvent du côté des autres ou de l'Etat. Il est déjà beaucoup plus difficile de reconnaître que ce sont les nôtres aussi.

Les droits sont aussi trop facilement confondus avec la liberté. Quand, par exemple, je possède de l'argent, je pense avoir le droit et la liberté, d'en faire ce que je veux. Ce "droit de disposition libre" de l'argent sera aujourd'hui défendu sur toutes les étendues.

Mais pourquoi avons-nous donc toujours une vision aussi unilatérale de la liberté et pas, que de l'autre côté des êtres humains seront contraint dans leur évolution



et la terre exploitée ?

Pour que la liberté puisse réellement advenir pour tous les hommes dans le monde, il nous faut encore présenter les deux autres de la fraternité de la liberté. Qu'est-ce qui appartient encore à la liberté? L'amour et la responsabilité. Une vraie évolution peut avoir lieu quand les trois frères et sœurs « amour, liberté et responsabilité » œuvrent ensemble!

Regardons le monde. Où œuvrent ensemble amour, liberté et responsabilité ? Cette collaboration est peu développée. Partout dans nos situations de vie nous pourrions, aussi à l'échelle personnelle, contribuer à compléter ces valeurs.

Les traités de libre-échange imposés par l'Amérique permettent aux pays riches de vendre en toute liberté et à bas prix des marchandises qui proviennent de pays qui foulent aux pieds les droits de l'Homme et qui ne respectent même pas les standards environnementaux. Il faut en finir avec ces incessantes atteintes aux droits de l'Homme auxquelles se livrent un système néolibéral de plus en plus centralisateur et ses comparses en politique ou dans les media. Un ordre économique et monétaire soutenable doit satisfaire aux idéaux des droits de l'Homme. C'est-à-dire à la libre évolution des hommes et de la société dans tous les pays.

Sommes-nous bien conscients de n'en être encore, nous, les être humains, qu'aux tous débuts de nos possibilités d'évolution ? Pourquoi jugeons-nous toujours l'être humain en fonction de ses difficultés plutôt qu'en fonction de son potentiel d'évolution ?

Même si les droits de l'Homme ne font pas expressément mention de la protection de la nature, tout le monde devrait comprendre que les droits de l'Hommes ne pourront être réalisés que lorsque les moyens de subsistance écologiques (la terre, l'air, l'eau, la biodiversité etc.) dont nous disposons seront suffisants et durables pour tous. Je pense qu'il faudrait intégrer de toute urgence au texte de la Charte des droits de l'Homme la protection de ces moyens de subsistance naturels.

Puissions-nous voir l'avènement d'un droit international pour la « protection de la Terre naturelle » ! Un de mes amis, qui fait partie des instances dirigeantes de Greenpeace, m'a appris qu'Olof Palme, le premier ministre suédois assassiné le 28 février 1986, s'était battu avec détermination, il y a 30 ans déjà, pour un tel droit à la « protection de la Terre naturelle ». L'ONU en a tiré un projet de loi qu'elle a préparé à huis clos. Mais il a fallu renoncer sous la pression des usa, de la Chine, de la France et de la Hollande. Greenpeace a l'intention de mener une campagne pour débattre publiquement de ces « droits internationaux à la protection de la Terre naturelle » et en exiger l'application. Les atteintes graves à l'environnement causées par l'homme — qu'on désigne aussi sous le terme d'« écocide » — doivent être reconnues comme des infractions au droit



international susceptibles de poursuites au pénal devant le Tribunal pénal international de La Haye. Cette requête est appuyée internationalement par diverses organisations, des personnalités de premier plan et des partis politiques.

Sur le plan économique, des citoyens ou des organisations non gouvernementales (ong) présentent également d'intéressantes propositions de réforme pour l'amélioration de nos conditions de vie. Malheureusement, il y en a peu qui se préoccupent de la misère des pays pauvres, dont les matières premières et les services constituent la colonne vertébrale de notre bien-être actuel. Rares sont ceux qui remettent en question le système économique néo-libéral fondé sur la croissance, les intérêts composés, la spéculation et la concurrence présentée comme un idéal.

Les réformistes qui vont un peu plus loin voudraient inverser par la redistribution l'écart qui se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres. A première vue, cela semble la toute première urgence. Mais élargissons le propos : que se passerait-il si une avalanche de subventions d'Etat s'abattait du jour au lendemain sur 90 % de la population ? Evidemment, toutes les situations d'urgence humanitaire pourraient, et devraient, être réglées. Mais qu'en est-il de notre attachement pathologique, matérialiste et égoïste pour la consommation ? Celle-ci ne se mettrait-elle pas brusquement à augmenter ? Ce qui signifierait aussi plus de voitures qui s'achèteraient, qui rouleraient ? Nos campagnes ne se retrouveraient elles pas encore plus bétonnées de maisons individuelles trop grandes ? N'y aurait-il pas un accroissement des voyages intercontinentaux ? A bord de notre paquebot « Terre » à tous, nous foncerions encore plus vite vers un naufrage écologique. Nombreux sont les scientifiques qui calculent que, si notre niveau de croissance actuel se maintient, la catastrophe écologique globale éclatera dans les 50 à 100 ans à venir ; mais si la consommation augmente, ce pourrait être plutôt dans les 30 à 50 ans.

Il faut répartir, certes. Mais répartir de telle manière que, mises à part les aides d'urgence, on fasse porter les premières mesures de secours sur notre Terre. Or la plupart des projets de réforme, si pleins de bonne volonté soient-ils, abordent peu ces mesures de sauvetage pour l'être humain et la nature.

Fondamentalement ces mesures de sauvetage consistent pour moi en deux piliers :

1. Le paquebot, notre Terre, doit être réparé de façon qu'il puisse tenir l'eau pour de nombreuses générations encore !
2. L'équipage — nous, l'humanité — doit apprendre à exécuter les réparations de façon à pouvoir maîtriser les croisières, qui deviennent de plus en plus dangereuses !

En d'autres termes :

1. Notre nature finie (la fertilité du sol, les réserves d'eau, les forêts, les



matières premières, le climat etc.) doit être protégée durablement et remise en état !

2. Il faut prendre l'initiative d'un renouveau de la culture, qui fera passer notre culture actuelle fondée sur la lutte pour la survie, sur l'égoïsme, le profit et l'obsession de la consommation en une culture de la société consciente de ses responsabilités, empathique et durable. Les capacités humaines sont inépuisables !

Mobiliser, généralement, nous connaissons cela pour une guerre : activer des prestations physiques, sociales et financières pour des assassinats de peuples a toujours de nouveau été. Aujourd'hui, il nous faut une mobilisation, mais pour l'homme et l'environnement, c'est à dire pour la paix.

Il nous faut une économie au service des gens, il nous faut des êtres humains qui approfondissent leur compréhension de la culture. Il y a urgence à développer une culture inédite du travail, une culture agricole, une culture environnementale, une culture de la formation et une culture de la consommation, autrement dit, une culture de la vie.

Il faut renoncer à la consommation et à l'exploitation des matières premières pour aller vers un développement social et culturel axé sur les besoins. Une économie durable de ce type pourrait apporter un grand bien-être social et culturel.

Naturellement, les acteurs de la finances et leurs comparses en politique et dans les médias feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher cela, puisqu'il est impossible d'en tirer des profits immodérés comme dans une vraie société de consommation.

On voit bien l'importance d'une population qui soit consciente dans ce cadre.

Vous connaissez peut-être cette expression : « Imagine, c'est la guerre et personne n'y va. » Pour transformer les rapports économiques, on pourrait dire de la même façon : « Imagine, les marchés financiers veulent encore plus de croissance et de consommation, mais les gens s'y opposent : ils préfèrent mettre leur argent au service de réalisations sociales, culturelles et écologiques. » C'est en avançant sur la voie des changements positifs sur soi-même et son environnement qu'on découvre la joie du développement.

## **LIBERTE- EGALITE – FRATERNITE**

Savez-vous lequel de ces trois idéaux de la Révolution française fait partie de la vie économique ?

Ce n'est pas la liberté, parce que la liberté fait partie de la vie de l'esprit. Chacun



devrait être libre de penser et de choisir sa formation, sa religion et sa vie culturelle.

Ce n'est pas non plus l'égalité car nous devrions être tous égaux en droits dans l'être ensemble ; les Etats devraient organiser leur système juridique de telle façon que tout homme ait le même droit à être protégé des agressions et les mêmes possibilités d'évolution, qu'il soit noir, blanc, femme, homme, pauvre ou riche.

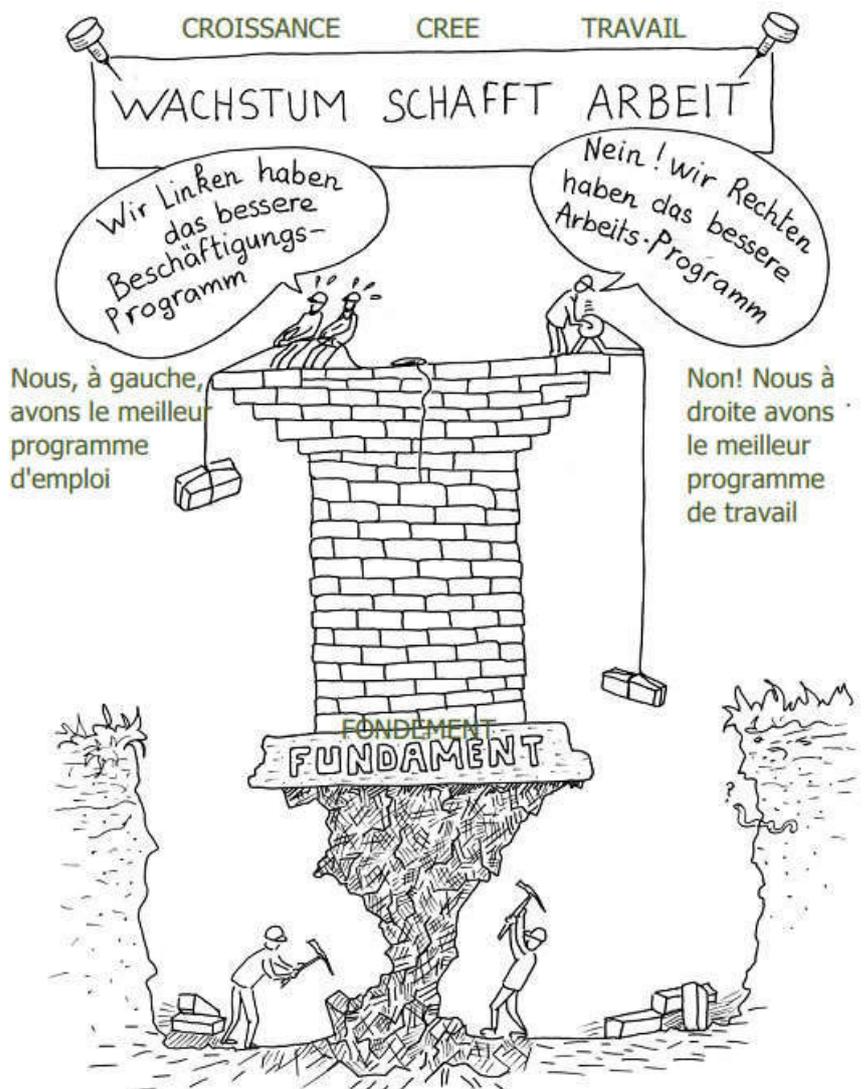
Celui qui fait partie de la vie économique, c'est l'idéal de fraternité !

Dans la vie économique, il devrait être question de la satisfaction des besoins de nos semblables ; autrement dit, l'idéal consiste à se préoccuper fraternellement les uns des autres. Que les besoins sont aussi à comprendre et à satisfaire aujourd'hui dans la sphère psychique et culturelle de nos semblables, voilà qui devrait devenir notre toujours plus grande affaire à tous.

L'incompréhension générale des trois idéaux liberté (dans la formation, la culture, la religion), égalité (en droit, protégée par l'Etat) et fraternité (dans la vie économique) nous a jetés dans les pires difficultés lorsque a émergé l'économie mondiale industrielle, associée au nationalisme croissant des Etats particuliers. C'est à cette incompréhension qu'il convient d'attribuer la vraie raison des guerres mondiales ainsi que des crises et catastrophes actuelles. Au cours du livre, nous reviendrons sur cette question.

### Comprendre consciemment la division du travail

« C'est la croissance qui crée les emplois ! » Qu'ils soient de droite ou de gauche, les hommes politiques essaient de se mettre le peuple dans la poche avec cette vague promesse. Mais ce slogan jubilatoire cache la plupart du temps les derniers soubresauts de notre



système économique en cours de décomposition. Pourquoi, par exemple, faudrait-il menacer nos ultimes petites boutiques en construisant encore plus de centres commerciaux, de maisons secondaires, de routes etc. sur ce qui nous reste de campagne ? Ces emplois amèneront-ils vraiment quelque chose de positif ? En réalité, on ne se soucie pas d'hommes, ici, mais de profit à court terme. Cette formule, Nous finissons toujours plus de saper les fondements écologiques, culturels et démocratiques de notre culture avec cela.

De plus, le développement de projets écologiques, sociaux ou culturels pourrait créer des emplois qui auraient des répercussions positives sur l'homme et la nature.

Dans l'ensemble des processus économiques rationalisés que nous connaissons aujourd'hui, nous sommes de plus en plus confrontés à une division du travail qui a permis d'énormes économies de temps. Mais dans quelle mesure nous plaçons-nous avec conscience dans cette division du travail ?

Dans ce monde du travail parcellisé qui est le nôtre, nous travaillons presque exclusivement pour nos semblables. Le boulanger fait du pain pour ses semblables, le chauffeur de bus amène ses semblables à l'endroit qu'ils désirent, l'ouvrier d'usine, où qu'il travaille dans le monde, est un de ceux qui construisent une nouvelle machine pour nous, le transporteur organise les mouvements de marchandises pour nous, les thérapeutes et les médecins nous aident dans nos problèmes de santé, les musiciens et les écrivains peuvent nous ouvrir de nouveaux mondes etc.

Dans tout cela, comment se tient notre motivation au travail ? Quel est notre moteur au travail ? Intérieurement, travaillons-nous aussi pour nos semblables ? Ou bien seulement pour l'argent et le statut ? On peut constater que les gens qui travaillent dans le domaine social trouvent plus souvent leur motivation au travail dans leurs semblables que ceux qui ne travaillent que dans l'économiquement abstrait, sans contact direct avec leurs semblables.

Naturellement, nous avons besoin d'argent pour vivre, mais en faisons-nous un usage conscient et avec reconnaissance envers les gens qui satisfont nos désirs les plus variés ?

Aujourd'hui, dans la vie économique globale, il est nécessaire d'élargir notre conscience si nous voulons être vraiment « fraternels ». Si nous élargissons notre conscience vis-à-vis de nos fournisseurs et de nos prestataires de service dans le monde entier, nous serions plus équitables dans nos paiements et ne voudrions pas vivre seulement bon marché à leurs dépens. Cette idée n'a pas qu'une signification morale, elle repose sur une conception saine de l'économie.

Indépendant ou employé, chacun devrait s'interroger sur sa motivation au travail. Mon expérience personnelle m'a montré qu'il y avait des différences profondes entre ces deux statuts. En tant qu'indépendant, j'ai de toutes autres possibilités de me poser comme créatif au travail. Je peux décider où, comment et

pour qui je vais faire usage de ma force de travail. Malheureusement, les restrictions bureaucratiques finissent par rattraper aussi les professions indépendantes. C'est ainsi que, chez les médecins, les directives, les contraintes de documentation et les contrôles ont augmenté à tel point que l'on ne peut plus parler aujourd'hui d'une existence professionnelle indépendante.

En tant qu'employé, je me sens beaucoup plus à l'étroit dans mes fonctions. Un engagement sincère peut vite être contrecarré par les actionnaires, le chef, le syndicat, le décompte des heures de travail, le salaire, le règlement etc. Dans ces conditions, il est beaucoup plus difficile de développer sa créativité. Au travail, on calcule plus par unités de temps que par rapport au résultat même s'il est tout à fait irréaliste de vouloir acheter une heure d'un être humain. Cette belle table, par exemple, j'aimerais l'acheter à un menuisier à un prix convenu et pas seulement un nombre d'heures quelconques. La bureaucratisation croissante de nos processus de travail ne fait qu'aggraver encore la perte de réalité.

Pourquoi, par exemple, les indépendants, qui sont encore libres, sont-ils moins souvent malades ? Cela ne tient pas seulement au fait que l'indépendant se remet plus vite au travail malgré la maladie alors que l'employé se ferait plus facilement « porter pâle ». Non, cela tient au fait qu'un indépendant, qui est encore libre, peut se relier au monde de façon beaucoup plus créative et consciente ; ce qui veut dire qu'il peut créer plus de forces d'une vie qu'il vit pleinement.

Dans le monde centralisé d'aujourd'hui, il n'y a plus guère d'indépendants. Il y a encore 150 ans, les entrepreneurs indépendants étaient les plus nombreux : les paysans, les artisans, les marchands, les médecins etc. Le travail de leur entreprise était créatif pour leur subsistance et pour leurs semblables. Ces forces sociales indépendantes ont, hélas, été sacrifiées à ce système centralisé d'emplois géré par la finance.

Mais nous pouvons regagner de la créativité au travail si, en plus du développement généralisé de la culture, nous encourageons dans la vie professionnelle le travail indépendant libre, voire le « coentreprenariat » ! Le statut d'employé bureaucratisé et contrôlé devrait être dépassé. (cf. aussi le chapitre « Transformation des entreprises de production et de services »).

## **Polarité entre producteurs et prestataires de services**

La compréhension des contextes économiques réels est aujourd'hui très peu développée dans la formation, notamment chez les économistes. Qui, par exemple, connaît la différence entre producteurs et prestataires de services ? Et pourtant, cette compréhension peut nous offrir un point de vue réaliste sur nos relations économiques nébuleuses et ruineuses.

Quelle est donc la différence entre les producteurs agriculteurs, artisans,



machinistes etc. d'une part, et les prestataires médecins, enseignants, gestionnaires, travailleurs sociaux etc. d'autre part ? De prime abord, nous savons cela, naturellement : les producteurs subviennent à nos besoins matériels tandis que les prestataires de services subviennent à nos besoins idéels au sens le plus large du terme.

Mais comment ces deux secteurs d'activité différents s'introduisent-ils dans la chaîne de production de valeurs économiques ?

Pour les producteurs, cela paraît facilement compréhensible : par leur travail, des matériaux sont produits et élaborés à différents stades jusqu'à ce que nous puissions les utiliser. C'est ainsi que tous nous recevons nos moyens de subsistances, nos maisons, nos voitures etc.

Chez les prestataires de services, cela devient déjà un peu plus difficile. Que fournit, par exemple, un conseiller de production ? Il ne fabrique rien lui-même. Mais, s'il est bon, il aidera à rationaliser la production. Il aide les producteurs à économiser du temps de travail, de la matière etc.

Et un médecin ou un thérapeute, que produit-il ? S'il est bon, il diminuera les jours de maladie, aussi ceux des producteurs. Il économise les manques par maladie.

Des libraires, des personnels de nettoyage, des acheteurs etc. pourront faciliter la tâche des travailleurs. Ils épargneront du travail aux producteurs.

Par ces activités « économisatrices de travail » des prestataires de services, la part des producteurs travaillant diminue de plus en plus au fil du temps. Et pourtant, nous continuerions à être dépendants des travailleurs produisant pour nos besoins extérieurs.

Cela se complique au fur et à mesure que l'on s'éloigne des travailleurs qui sont directement à la production. Qu'en est-il par exemple des enseignants, des travailleurs sociaux, des artistes, prêtres etc. ? Eux aussi devraient, au moins indirectement, alléger ou économiser le travail des producteurs. Les enseignants entreprennent la formation des enfants, de sorte qu'il y ait à l'avenir des travailleurs intelligents, mais aussi des prestataires de services intelligents qui, à leur tour, feront épargner du temps aux travailleurs. Il en va de même pour les gens qui travaillent pour les soins, qui par ex. déchargeront les travailleurs de la prise en charge des anciens. Les artistes, quand ils sont bons, élèvent le niveau générale de la culture; et aident par là tout le monde à travailler mieux ou avec plus de motivation.

Et nos administrations d'Etat ? Epargnent-elles du travail aux concitoyens par une bonne organisation ? Motivent-elles, elles aussi, les concitoyens à un travail plus sensé ou meilleur ?

Cette armée qui ne cesse d'enfler de prestataires de services est-elle encore consciente seulement qu'elle a la tâche de faciliter directement ou indirectement



les processus de production, c'est-à-dire à soutenir les producteurs ? Sait-elle absolument encore qui a fourni en nourriture et tous les autres biens physiques ? Toutefois cette connaissance fondamentale manque aujourd'hui à la plupart des êtres humains. Comment cela peut-il être sinon alors que nous perdons de notre conscience les plus importants de nos producteurs, à savoir les agriculteurs ? A ce point que, pour survivre eux-mêmes, ils n'ont pas d'autre issue que d'exploiter leurs sols, leurs paysages — et eux-mêmes ! — jusqu'à plus possible, jusqu'au point où ils sont forcés d'abandonner en masse leur exploitation. L'indifférence vis-à-vis des producteurs paysans s'affiche au quotidien dans les supermarchés, dans cet irrépressible besoin d'alimentation bon marché.

Ce sont des situations qui se jouent devant notre porte. Mais encore beaucoup plus grave sont les situations qui se jouent pour nos fournisseurs des pays du Sud. Nos comportements de consommateurs ignorants les vouent rapidement à la désertification et à la mort!

En même temps, on voit se construire des branches de prestation de services qui n'ont plus rien à voir avec l'amélioration de nos conditions de vie. Par exemple, quel type de services rendent les prestataires de services financiers et les spéculateurs ? (cf. sur ce point la deuxième partie).

Nous avons formellement perdu « le sol sous nos pieds » à penser que nos prestations de services et notre argent pourraient nous nourrir. La bureaucratisation croissante de l'ensemble de nos conditions de vie ne fait qu'aggraver encore cette perte de réalité.

Chaque individu peut se demander d'un côté s'il produit des choses bonnes et utiles ou de l'autre côté, s'il stimule et facilite l'ensemble des processus de production et de vie par ses prestations de services ou travail spirituel.

### **La loi sociale principale**

Il y a beaucoup de codes de conduite sociaux ou religieux. Ils sont toutefois souvent moralisants et ne laissent pas forcément libre.

C'est en ces termes laissant totalement libre que Rudolf Steiner, ce réformateur du début du 20e siècle, a formulé la loi dite « sociale principale ». Conformément au sens :

*« Plus un individu se soucie avec intérêt de ses semblables et, avec gratitude, laisse satisfaire ses besoins par ses semblables, d'autant mieux va une société!*

Et inversement :

*« Moins un individu se soucie avec intérêt de ses semblables et, avec gratitude, laisse ses besoins satisfaire par ses semblables, plus mal cela va à une société !*



Il n'y a là pas de ou bien... ou bien. Ces deux expressions « Plus..., mieux... » ou « Moins... plus mal... », chacun peut se déterminer libre dans la vie sociale et s'investir dans la société avec une nouvelle conscience, s'il en a envie. De ce qui vient d'être décrit maintenant sera sûrement clair que le retour à l'autosuffisance ne représente pas une solution, même si ce souhait est compréhensible au diktat que nous imposent aujourd'hui la politique et la finance. Avec toutes les nécessités de la vie l'autosuffisance est impossible aujourd'hui ; et la tentative de retour à cette situation serait tout à fait antisociale aux exigences actuelles.

Certes, pour ce qui est de gagner de l'argent, nous sommes encore tous nos propres prestataires. On travaille pour le revenu propre sans être au clair sur ce que, du fait de la division globale du travail, c'est presque toute l'humanité qui a collaboré à mon revenu. Qu'éventuellement je m'en sorte mieux que d'autres, cela n'a pas absolument à voir avec mon travail.

### **Centralisation – décentralisation**

La centralisation se justifie jusqu'à un certain point. L'humanité s'est rapprochée et il y a beaucoup d'échanges culturels. De l'autosuffisance en passant par l'économie villageoise, puis régionale et nationale, nous sommes arrivés au stade d'une économie mondialisée qui nous épargne de grandes quantités de travail du fait de la rationalisation des processus de production. Deux facteurs expliquent cela : l'intensification de l'exploitation du pétrole et la croissance des moyens en capitaux.

Mais la centralisation et la croissance économique mondiale qui en découle ont manifestement dépassé leurs limites ! Les dommages irréparables faits à la nature et aux structures sociales augmentent sans cesse. Et pourtant, la centralisation poursuit son avancée inexorable, avec son corollaire, la destruction de structures sociales qui ont fait leurs preuves. Les entreprises multinationales s'agrandissent à coups de « rachats hostiles » de plus petites entreprises. Les centres commerciaux et l'offre qu'ils proposent s'uniformisent à l'échelle planétaire. On centralise de plus en plus les services administratifs, les écoles, l'industrie, les offres de loisirs, les services aux personnes âgées, la prise en charge des malades etc.. Les banlieues et les petits villages deviennent des cités-dortoirs. Et les « traités de libre échange » ne vont faire que renforcer cette tendance négative ! Pour tout centre, évidemment, la centralisation revêt un sens économique. Mais qui paie la monstrueuse infrastructure que celle-ci nécessite ? Et les énormes services de navette qui l'accompagnent ? Et la désertification sociale avec ses conséquences désastreuses ? Qui supportera les coûts des atteintes aux paysages et à l'environnement ?

La politique agricole elle aussi se préoccupe de centralisation, mais en même temps, elle laisse mourir les petits paysans. Leurs terres tombent de plus en plus



dans l'escarcelle d'entreprises de plus en plus grandes, qui recourent essentiellement à la chimie pour cultiver la terre. C'est la diversité sociale et écologique qui est en train de disparaître.

De même, la puissance se concentre de plus en plus en politique et dans l'économie monétaire. Pour ces forces qui tendent à la centralisation, l'homme et la nature sont ravalés au rang d'objets. C'est en toute connaissance de cause que je parle ici de « forces qui tendent à la centralisation » plutôt que d'instigateurs humains. Evidemment, tous ces changements négatifs sont concrétisés par des gens égoïstes, ou à tout le moins inconscients, mais tous ces gens sont rien moins qu'interchangeables avec d'autres qui ont la même mentalité. Ces « forces négatives qui tendent à la centralisation », nous les nourrissons tous par nos manières d'agir et nos pensées creuses. Par exemple, notre tendance à acheter « bon marché » et sans conscience aux producteurs « nourrit » de plus en plus ces forces qui tendent à la centralisation.

La décentralisation est une nécessité de tout premier ordre pour renverser la vapeur ! L'habitat doit être ramené à un niveau soit local soit régional et réorganisé, tout comme le travail, le social, l'école, l'approvisionnement de tous les besoins, le temps libre etc. On réduirait ainsi les temps de déplacement, la désertification sociale et les consommations d'énergie, de matières premières et de terres agricoles. Une nouvelle structure économique organisée sur ces bases peut avoir des effets en retour positifs sur la structure de la société. Seule la décentralisation permettra le passage d'une culture de la consommation égoïste à une société de culture et de services plus simple, mais aussi plus proche de la nature et de l'être humain.

### **« De quoi as-tu vraiment besoin ? »**

En réalité, il n'y a pratiquement pas de question plus humaine, et en même temps plus économique, que celle-ci : « De quoi as-tu vraiment besoin ? » Poser cette question intime à un autre humain est ce dont il s'agit. Nous ne savons que trop de quoi nous pensons avoir besoin. Ou bien serait-il plus juste de dire « ce que nous pensons désirer » ? Cette façon d'être toujours recroquevillé sur soi-même sans prendre en compte les besoins des autres vide notre âme de tout contenu ; elle n'est rien d'autre que le reflet de l'économie mondiale. Une scission entre les êtres humains devient de plus en plus nette, tant au plan local qu'au plan global. La lutte « de chacun contre chacun » ne cesse de gagner du terrain. Chacun est maintenant de plus en plus seul. Tout le monde y perd en qualité de vie. Donc, si maintenant je demande : « De quoi as-tu vraiment besoin ? », la plupart des êtres humains, les hommes surtout, sont très agacés. Nous ne sommes pas habitués à ce qu'on nous pose cette question. Dans le cercle des proches comme au sein de la famille, cela n'arrive que très rarement. Mais si je répète la question



en montrant un véritable intérêt humain, j'entends toujours des choses étonnantes : je n'entends pas d'envie de plus de nourriture, d'une plus grande maison, de plus beaux habits, d'un voyage aux antipodes, d'une plus grosse voiture ou de plus d'argent. Non, à cette question intime, je n'entends aucune réponse sur des objets concrets. Que me répond-on, alors ? J'entends parler de soif de reconnaissance, d'aspirations à l'amour et à l'harmonie, de désir de réconciliation avec ses parents, ses enfants, ses voisins, ses collègues ; puis de réconciliation avec soi-même, d'un désir de plénitude intérieure ; puis j'entends parler de santé, d'un environnement sain, d'une nature saine ; et j'entends parler aussi d'un désir de créativité qui passerait par un travail plein de sens. Si maintenant cependant les besoins intérieurs sont plus importants que les externes, ne serait-il pas judicieux de modifier aussi nos priorités dans l'organisation de l'économie ? N'est-il pas intéressant que les remises en question profondes montrent que ce sont les infinies ressources des domaines social et spirituel qui répondent aux besoins les plus profonds, bien plus que les choses matérielles qui touchent à leur fin puisqu'elles proviennent de ressources finies ? C'est cet éclairage-là qui devrait nous montrer nos besoins fondamentaux. J'écris ici sans ambiguïté de *nos* besoins fondamentaux et non de *mes* besoins fondamentaux. Car comment est-il possible de garantir *mon* besoin fondamental en matière de paix et de sécurité si, quand je m'offre *mes* besoins fondamentaux, à savoir une nourriture copieuse et bon marché, aux dépens de la nature et d'autres êtres humains ? Autrement dit, si je satisfais mes besoins aux dépens de la nature et d'autres êtres humains, je subirai nécessairement en retour des effets négatifs et hostiles.

Ceux qui ont une éducation religieuse connaissent sans doute le « Notre Père ». Il y est dit : « Donne-nous aujourd'hui *notre* pain quotidien. » Dans la prière, tout est demandé pour « nous ». Donc l'envie de satisfaire mes propres besoins fondamentaux devrait toujours inclure également la satisfaction des besoins fondamentaux de mes semblables, où qu'ils vivent sur la Terre. A quelle distance de cet idéal chrétien sommes-nous arrivés aujourd'hui ?

La satisfaction durable des besoins fondamentaux de tous les êtres humains suppose une réorganisation de tous les domaines de la vie ; une transformation de notre actuelle économie de consommation et de finances avec ses conséquences — lutte pour la survie, gaspillage, pouvoir, exploitation — en une économie axée sur les besoins, durable, sociale, culturelle et écologique est „not-wendig“ (NDT: l'auteur fait un jeu de mots en découpant le mot "nécessaire" en "besoin" et "générateur de changement de direction")



## Créer de l'ordre

En tant qu'entrepreneur conscient de ses responsabilités et prévoyant, j'investis toujours dans l'entretien et le développement de moyens de production (bâtiments, machines etc.) qui me permettront de continuer à produire demain. Je me préoccupe également du bien-être des collaborateurs avec qui je travaille et de celui de leur famille, ainsi que de leur possibilité d'accéder à la formation permanente car je ne pourrai faire face aux défis de demain qu'avec une équipe professionnelle et très motivée.

Ce sens de l'anticipation semble s'évaporer de plus en plus à mesure que les structures et les pays s'agrandissent. A l'échelle mondiale, la responsabilité anticipative semble quasi inexistante. A part certaines déclarations politiques du bout des lèvres et quelques initiatives isolées, de la part d'ONG par exemple, il semble n'y avoir aucun engagement, ni pour entretenir la nature, notre base à tous, ni pour le développement de la culture pour chaque citoyen de la planète. Tout est subordonné au profit à court terme. Même nos systèmes politiques et juridiques servent de plus en plus ce système économique néolibéral qui dévore tout au lieu de défendre résolument l'évolution humaine naturelle.

Aussi l'éducation et la culture sont de plus en plus soumises à la tutelle de l'économie et de l'Etat. Là, on peut de moins en moins parler de liberté. A l'école en particulier, les capacités pratiques, artistiques et sociales de nos enfants dégénèrent.

La décartellisation de l'Etat (avec son système de droit), de la culture (avec le système de formation) et de l'économie est plus urgente que jamais pour créer réellement égalité, liberté et fraternité.

° Réaliser pas à pas l'égalité : les gouvernements élus démocratiquement avec les systèmes de droits devraient se retirer pas à pas de la culture et de la formation pour leur permettre de se développer librement. Il en va de même pour le retrait de la vie économique afin qu'elle puisse se développer fraternellement. C'est la seule manière qu'ont les Etats avec leurs systèmes de droits pour s'investir en toute indépendance pour l'égalité des êtres humains et, là où c'est nécessaire, intervenir protecteur dans le sens des Droits de l'Homme. Le moyen de droit « monnaie » reviendrait totalement sous la coupe de l'Etat avec l'aide de banques nationales déprivatisées. Il faudrait ajouter aux pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif, un quatrième pouvoir, indépendant de l'Etat, la « Monetative » (organe de contrôle sur la monnaie). Cette « Monetative » aurait pour tâche la création de monnaie et sa régulation en quantité et en flux, de sorte que celle-ci retrouve sa fonction de « servante » de notre économie réelle, et donc d'un développement économique positif. Il faudrait interdire aux banques privées la création de monnaie et la spéculation via la monnaie scripturale. (Dans la deuxième partie de

ce livre, nous aborderons plus dans le détail le « contrôle de la monnaie ».) L'Etat devrait aussi libérer les médias du pouvoir financier et de la manipulation de façon à rendre possible un échange objectif et émancipé avec tout citoyen. Les partis politiques devraient se concentrer sur cette attribution principale de l'Etat qui consiste à garantir le droit plutôt que de continuer à assister servilement les marchés financiers ou à mettre le bazar dans la formation.

° Réaliser pas à pas la liberté : le système de la culture et de la formation devraient être libérées de la tutelle de l'Etat et de l'économie. Ce sont des comités librement élus parmi les élèves, les étudiants, les parents, les formateurs et les usagers de la culture qui seraient le plus susceptibles de décider librement ce que l'on favorise, de quelle manière, quand et où, dans le domaine de la culture et de la formation pour le développement de l'homme et de la nature. On pourrait envisager par exemple de distribuer des bons d'achat de formation pour garantir la liberté du choix de l'école et de la formation permanente. Je mettrais aussi dans le registre de la culture la protection de la nature et l'agriculture. La terre et la culture devraient pouvoir se développer à l'abri des pressions de l'économie et de l'Etat. Nature et culture sont les fondements vivants et immatériels de toute notre existence. Nos parcours éducatifs et notre vie culturelle, de plus en plus intellectuels, coupés du réel et inféodés au commerce doivent pouvoir se relier en toute liberté à la nature et à sa mise en culture. Il faudrait imposer une libération de la culture et de la formation, pour rendre à l'homme et à la nature des possibilités de développement. Beaucoup de gens pourraient alterner entre les rôles de formateurs et d'apprenants dans le domaine de la culture. La qualité du développement économique et social repose sur une évaluation de nos actions culturelles et des capacités de développement humain. Même si le développement de la nature et de la culture nécessite des aides financières conséquentes, elles ne devraient jamais devenir des objets économiques ou politiques. Pour un développement libre de la culture et de la formation, il est aussi nécessaire de « libérer » les médias de l'Etat et de l'économie.

° Réaliser pas à pas la fraternité : la vie économique doit adopter un rôle de serviteur fraternel. Les avancées de la division du travail ont donné naissance à des richesses, à des possibilités énormes. Y ont contribué depuis des générations tant le développement social, celui de la culture et de la formation que les cadeaux de la nature. Les bénéfices de ce développement doivent revenir à ses fondements, à savoir l'homme et la nature, pour qu'ils puissent à l'avenir être préservés et cultivés. C'est pourquoi il est urgent de mettre un terme à cette dérive vers les marchés spéculatifs improductifs et nuisibles à la vie. A tous les niveaux, il faut créer des conseils économiques ou des associations de producteurs, de commerçants, de consommateurs et de prestataires de services qui puissent tous ensemble donner une impulsion concrète qui irait dans le sens



d'une économie fraternelle. Ces comités recommanderaient des prix indicatifs mesurés, qui permettraient à tous les participants de vivre dans la dignité. Comme c'est le domaine économique qui a compétence en matière de production et de satisfaction des besoins des consommateurs, c'est ce même domaine qui aura pour tâche de subvenir aux besoins de la formation, de la culture et de la protection de la nature en partant d'un point de vue purement économique, et de répartir l'ensemble des activités qui en découlent sur le maximum de personnes. Il ne peut plus être question que les chômeurs soient égoïstement confiés aux bons soins de l'Etat. Nous voyons par là qu'il y a des choses à faire pour assainir notre système occidental. Mais c'est le cas aussi dans d'autres régions.

Pour bien comprendre la problématique des contextes globaux en relation aux idéaux si peu compris de liberté (culture, formation, religion), d'égalité (Etat, droit) et de fraternité (économie), on me permettra d'attirer l'attention sur les différents déséquilibres qui caractérisent les systèmes de pouvoir dans le monde.

Dans le système capitaliste, c'est l'économie qui règne en maître. Ni la culture ni la formation ne peuvent se développer « librement » ; quant à l'Etat, il ne peut pas s'engager pour l' « égalité » de tous les citoyens. C'est pourquoi une économie « fraternelle » est impossible.

Dans le communisme, l'Etat est maître de tout. La culture, la formation et la religion ne peuvent pas se développer « librement » et, du fait de ce diktat, une économie « fraternelle » est impossible. C'est ce qui fait qu'un « Droit » indépendant est impossible dans ce système.

Dans les Etats islamiques, c'est la religion qui est maître de tout. Le droit ne peut donc pas s'engager pour l' « égalité » de tous les citoyens et une économie « fraternelle » est impossible du fait de ce diktat. C'est pourquoi le « libre » développement de la culture, de la formation et de la religion est impossible dans ces Etats.

Autrement dit, nous ne sommes pas les seuls, à l'Ouest, à devoir faire face à ces déséquilibres. De plus, chacun de ces systèmes déséquilibrés regarde tous les autres à partir de son propre angle de vision. Si bien que les perceptions fausses ne font que se multiplier. C'est dangereux !

Comme la réorganisation sociale des trois domaines de vie que sont la liberté (culture, formation, religion), l'égalité (Etat, droit) et la fraternité (économie) ne peut pas seulement venir « d'en-haut », elle doit procéder de la population, ce qui veut dire que cette réorganisation doit devenir une pratique de vie consciente pour le plus de gens possible. Tout individu peut contribuer à la formation libre, au développement libre de la culture, à l'égalité des droits entre voisins, à des services et à des prix fraternels et équitables. L'organisation sociale future

dépend de ces contributions personnelles et de la plus large diffusion de ces principes fondamentaux.

### La question de l'énergie

**« Nous n'avons pas une crise de l'énergie, mais une crise de conscience. »**

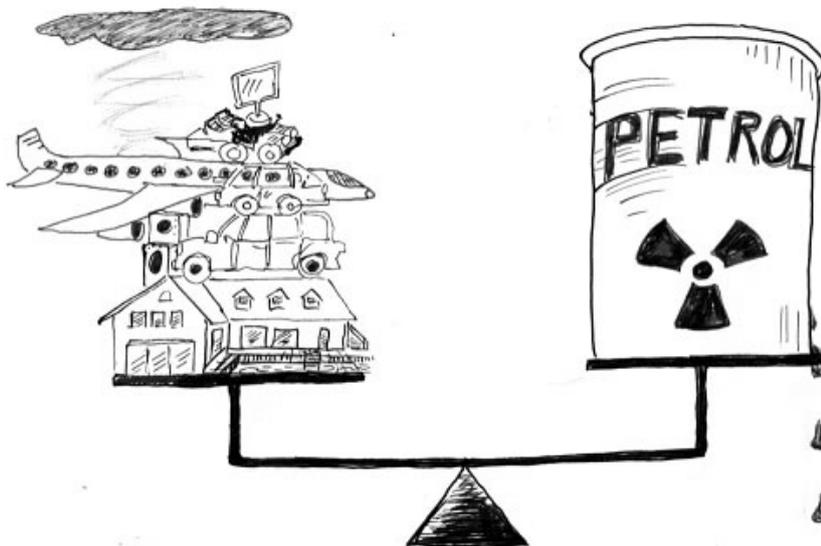
Il y a 150 ans, les besoins croissants en énergie ont anéanti la quasi-totalité du patrimoine forestier européen. Le salut est venu de la rapide croissance des mines de charbon, puis du pétrole. Ce sont ces vecteurs d'énergie fossile qui ont rendu possible à l'époque l'industrialisation et, par suite, l'économie mondialisée moderne. C'est toute la vie sur Terre qui en a été profondément modifiée. En positif comme en négatif.

L'exploitation de cette salle des Trésors — limitée — des énergies fossiles de notre Terre était nécessaire à ce moment-là. Mais malgré cette intrusion dans la salle des Trésors, nous avons complètement échoué à nous construire de un nouvel avenir qui serait durable. Au contraire, nous nous sommes rendus dépendants des énergies. Nos besoins externes ont augmenté dans des proportions énormes. Non seulement les réserves d'énergie fossile s'acheminent vers leur épuisement, mais les matières premières connaîtront le même sort d'ici la fin de ce siècle, pour autant que nous vivions jusque là. De plus, des changements climatiques imprévisibles

provoqueront des dégâts de plus en plus graves.

On dit que l'Europe, malgré tout, montre le bon exemple et que ses besoins en énergie ont baissé de quelques points en pourcentage. Comment cela peut-il s'expliquer alors même que notre consommation, notamment nos

voyages en avion, augmente sans cesse ? Tout simplement, ces dernières années, nous avons transféré en Asie la plus grande partie de la production de nos produits manufacturés et de nos biens de consommation. En réalité, la gigantesque croissance des besoins asiatiques en énergie tient en majeure partie à notre soif de consommation à nous, Européens. Les avions que nous prenons pour nos voyages de plus en plus fréquents pour des destinations de plus en plus



lointaines, en grande partie hors de l'Europe, se ravitaillent à prix bradés. Officiellement, en Europe, les besoins en énergie correspondent à environ 7 500 litres de pétrole par an et par habitant. Si nous ajoutons à ce calcul l'« énergie grise » des biens de consommation et des services importés, nous en sommes à 11 000 litres par an et par habitant. Par « énergie grise » d'un produit ou d'un service, il faut entendre tout ce qui ressort de sa production et de son élimination (extraction de matières premières, construction et entretien des moyens de transport, installations de traitement et structures de commercialisation ainsi que retraitement). La science de « l'énergie grise », qui n'en est encore qu'à ses balbutiements, est souvent de nature conservatrice dans la mesure où, par exemple, les déplacements des gens qui travaillent sur le produit en question et la dépense future d'énergie pour restaurer tous les dommages à l'environnement causés lors de cette production ne sont pas encore pris en compte.

Evidemment, il existe aujourd'hui des énergies alternatives tout à fait judicieuses à partir du soleil, du vent, de l'eau, de la biomasse etc. En différents endroits, on fait appel à des techniques d'« énergie libre » qui peuvent être obtenues à partir de niveaux non physiques. Mais si nous pensons que ces nouvelles formes d'énergie vont tout sauver et que nous pouvons continuer à vivre dans la même dépendance à l'énergie, nous sommes bien naïfs : la production de techniques alternatives englutit tout autant de vecteurs d'énergie, sans compter que ces nouvelles formes d'énergie ne diminueront en rien le rythme d'épuisement des matières premières. Cette croyance naïve est comparable à celle du fumeur qui pense pouvoir échapper au cancer en fumant des cigarettes bio.

Nous devons être plus sincères avec nous-mêmes et plus pragmatiques. Tout le monde peut organiser sa vie avec beaucoup moins d'énergie durable, il suffit de le vouloir. Si on réduit les biens de consommation, on pourra économiser partout vraiment beaucoup, beaucoup d'énergie. Ces économies ont toujours à voir avec les priorités que je me donne.

Voici quelques courtes réflexions sur la question énergétique :

° La meilleure politique énergétique est toujours la politique de l'économie. Si on entend si peu les économistes et les politiciens parler d'économies d'énergie, c'est que cette perspective ne permet pas d'aussi beaux profits et qu'elle ne garantit même pas le succès dans la pêche aux électeurs.

° Si on rapproche le lieu de résidence, le lieu de travail et la vie sociale, on économisera beaucoup de temps et d'énergie. Cette opération réduira la circulation, qui nuit à la qualité de l'air, tout en augmentant la qualité de la vie.

° 1 degré Celsius en plus à la maison équivaut à 7 % d'énergie en plus. L'aération répétée permet d'économiser beaucoup d'énergie, par opposition à l'aération permanente.

° On économise également beaucoup d'énergie en s'habituant à de grandes



variations de température (par exemple, 18 à 25°C) à la maison. Les jours de chaleur, au lieu de refroidir l'appartement tout de suite en ouvrant les fenêtres, on peut stocker cette chaleur dans les cloisons intérieures ; on obtiendra ainsi des réserves de chaleur pour les jours plus froids.

° L'interdiction des anciennes ampoules électriques nous a valu une lumière crue et malsaine avec très peu d'économie d'énergie à la clé, une action alibi du lobby électrique.

° La pire source de gaspillage d'énergie, c'est de réchauffer l'air et l'eau sanitaire avec de l'électricité (40 % de la consommation électrique totale). Ces pratiques énergivores devraient être interdites.

° Des installations solaires thermiques plus grandes pourraient aussi servir en relais de chauffe. Il y a des journées de transition où ces installations solaires suffisent à réchauffer la maison.

° Il faut 4 kW/h d'énergie grise pour mettre à la disposition du consommateur 1 kW/h d'électricité (construction de l'installation électrique, perte de chaleur à la production électrique et pertes d'énergie).

° Les pompes à chaleur vantées par les lobbys ont un degré d'efficacité annuelle moyen de 1:3 environ. La valeur de 1:6 indiquée par les fabricants ne convient que pour les jours les plus chauds. La part de l'énergie grise investie dans ces pompes à chaleur en fait des machines qui consomment plus d'énergie qu'elles n'en produisent. Pour que leur production soit positive, il faudrait y adjoindre une production d'électricité locale et, sous la maison, un récupérateur de chaleur chauffé l'été par une centrale de production d'énergie solaire.

° Les modèles de calcul d'énergie pour les maisons sont, en règle générale, assez éloignés de la pratique. Par exemple, on fait rarement la différence entre des fenêtres au Sud qui économisent l'énergie et des fenêtres au Nord, qui la gaspillent. De même, une maison avec un arbre devant la façade sud aura besoin de plus de chauffage que si cet arbre était devant la façade nord.

° Les nouveaux logements (maisons ou appartements) écologiques ont souvent des surfaces d'habitation par habitant beaucoup plus grandes que les autres. Si on prend en compte l'énergie grise du bâtiment et la perte de terre agricole, on peut se demander en quoi elles sont écologiques. On peut aussi se demander pourquoi ces si discutables palaces sont si souvent subventionnés jusqu'au dernier mètre carré par des fonds écologistes.

Ne conviendrait-il pas plutôt d'indiquer les chiffres pour la consommation d'énergie (y compris l'énergie grise) et de terres agricoles par personne. (cf. dans le chapitre « Possibilités de contrôle » quelques recommandations) ?

° Si on prévoit de réduire ne serait-ce que de 10 % la surface habitable par personne, on peut financer la rénovation écologique d'une maison ; si on réduit de 5 % de plus, on finance la reconversion totale en alimentation bio. Outre les économies d'énergie dans la maison et dans les champs, la « chasse aux terres



cultivables » perdrait de sa gravité puisqu'on pourrait effectivement libérer ces surfaces.

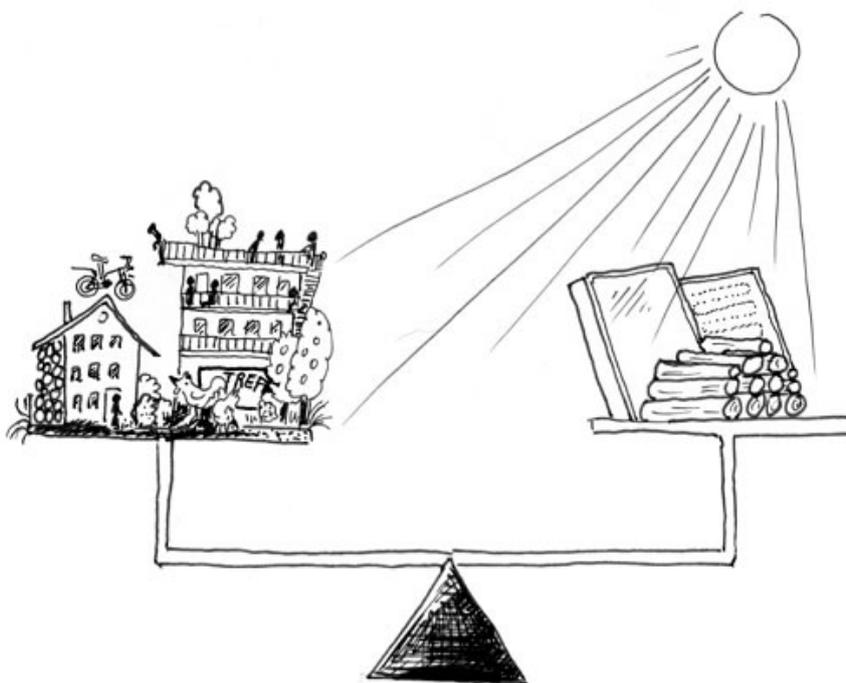
Pour l'isolation, il convient d'utiliser des matériaux respirant. Le Styropor agit comme un sac en plastique et fait moisir la maison. Les rayonnements terrestres naturels (radon) ne peuvent plus s'évaporer et ils augmentent, souvent dangereusement.

Pour chaque maison, il y a des manières d'améliorer la situation. Un conseil de spécialiste amène souvent des conclusions inédites et des sources d'économies possibles.

Voici un exemple personnel d'économies d'énergie :

Notre maison (240 m<sup>2</sup> de surface habitable, altitude : 700 m) a été bâtie en 1970 pour une famille de 5 personnes. Quelques années plus tard, les enfants ont quitté la maison et le père est décédé. La mère a habité seule pendant 25 ans cette maison mal isolée. La consommation de fuel s'élevait à 6 000 l par an environ. Quand nous avons racheté cette maison, nous l'avons rénovée dans une double optique, écologique et sociale. Nous avons divisé la maison en trois jolis appartements ; de ce fait, il y a eu alors suffisamment de place pour accueillir six personnes et des séminaires réguliers. Nous avons isolé la maison de l'extérieur avec une couche de cellulose de 25 cm d'épaisseur (de sorte que les vieilles cloisons intérieures jouent le rôle de récupérateurs de chaleur). Sur le Nord, nous avons supprimé quelques fenêtres et sur le Sud, on les a agrandies, pour l'énergie passive. Une canalisation souterraine préchauffe l'air entrant en hiver et le rafraîchit en été. Une centrale de production d'énergie solaire de 20 m<sup>2</sup> avec une cuve de 2 400 l donne l'eau chaude pour les douches toute l'année et chauffe la maison par un système de chauffage par le sol. De mi-novembre à mi-mars, si le besoin s'en fait sentir, on peut réchauffer la cuve avec un poêle à bois. On maintient une température minimale de 20°C dans les pièces d'habitation. La consommation annuelle de bois tourne entre 2 et 3 m<sup>3</sup> (ce qui correspond en énergie à 400 à 600 l de fuel). La consommation totale d'énergie est donc à 10 % de la consommation d'origine et elle utilise maintenant un vecteur d'énergie renouvelable, le bois. Si l'on ajoute à cela que cette faible consommation peut aujourd'hui être répartie entre six personnes, la consommation par personne ne représente plus qu'une fraction de la consommation initiale. Enfin, une installation photovoltaïque produit presque le triple de notre consommation





électrique. Le surplus retourne au réseau électrique général. En définitive, avec notre maison, nous produisons plus d'énergie que nous n'en consommons (sans oublier évidemment l'énergie grise pour les travaux de transformation).

° En Europe centrale, la surface boisée représente 1 500 m<sup>2</sup> par personne ; chacun dispose d'1 m<sup>3</sup> de bois par an. Une moitié est utilisée pour le papier, la construction

etc., l'autre moitié peut être utilisée pour le chauffage.

° De plus en plus de communes s'organisent pour avoir un bilan neutre en énergie en installant différents systèmes alternatifs de production électrique, éoliennes, centrales de production d'énergie solaire ou installations de chauffage au bois haché. Ces installations sont souvent financées par les habitants eux-mêmes. Ainsi, il est exclu que des tiers fassent des profits. Les questions d'économie d'énergie ne sont, même ici, que trop rarement prises en considération. En Suisse, par exemple, il y a des communes qui produisent leur électricité hydraulique à un coût si bas qu'elles s'en servent même pour chauffer leurs maisons. Cette attitude est à courte vue, mais elle est aussi ignorante de la problématique générale de l'énergie.

° La culture de plantes de plein champ pour des installations de production de biogaz n'est pas une solution ! L'exploitation des terres dans ce but fait concurrence à la culture de plantes alimentaires et les prix de location des terres cultivables s'en trouvent augmentés. D'ailleurs, la mise en culture de plantes énergétiques comme le maïs, par exemple, épuise l'humus. L'engrais produit à partir des installations de gaz ne peut pas compenser cette perte puisqu'il lui manque le caractère vivant et le carbone.

° Les réseaux électriques internationaux, chers et nocifs, sont conçus pour des charges de pointe et une production électrique centralisée. Si l'on répartit dans le temps les charges de pointe et que l'on décentralise la production d'électricité, on n'a plus besoin de réseau électrique nouveau. Si on proposait aux consommateurs des tarifs élevés pour l'électricité fournie en période de pointe et des prix bas en

période de surproduction (quand il y a du vent et du soleil, par exemple), ils adopteraient une utilisation plus rationnelle de l'électricité. Il existe même des « compteurs intelligents », qui ne font fonctionner des machines telles que la machine à laver par exemple que quand le prix de l'électricité est suffisamment bas. De même, les voitures électriques peuvent être rechargées en période de surproduction, et donc faire office d'accumulateurs.

° Les gaz de schistes ne sont rien d'autre que des énergies fossiles et, par dessus le marché, ils menacent massivement l'homme et la nature. Malgré l'opposition de la plupart des citoyens, l'industrie continue à promouvoir cette technique dans de nombreux pays avec le soutien des politiques.

° L'énergie la plus chère est l'énergie atomique. L'énergie grise nécessaire à la fabrication, à l'exploitation et au recyclage des installations et des barres de combustibles est à budgétiser pour des millénaires et il faudra encore y ajouter les coûts sociaux, sanitaires, écologiques et de sécurité.

° Les voyages en avion sont devenus séduisants et atteignent des prix qui sont tout sauf réalistes. Les vols induisent des consommations énormes de kérosène. Les gaz d'échappement largués dans les hautes couches de l'atmosphère ne font que renforcer la couche nuageuse et contribuent à l'effet de serre. Au cours de cette semaine d'avril 2010 où le trafic aérien avait dû être interrompu en Europe pour cause d'éruption volcanique en Islande, j'ai enregistré sur mon installation photovoltaïque une hausse de rendement comme jamais je n'en avais vu jusqu'alors. Tout au long de la semaine, où le ciel était bleu, nous avons enregistré tous les jours, à partir du deuxième jour, une production d'électricité de 10 % supérieure aux valeurs maximales enregistrées depuis la mise en route de l'installation en juin 2008 ! Sans avions, il n'y avait pas non plus de gaz des avions et donc il arrivait plus de lumière sur la terre. (Cette question a été purement et simplement passée sous silence. Tous les rapports et toutes les études qui ont été publiés à ce propos sur Internet ont été systématiquement retirés.)

° Quant au thème délicat entre tous de la « voiture », je ne le mentionne qu'en fin de chapitre. En règle générale, nous chérissons tellement notre voiture qu'il nous est difficile de réfléchir et d'échanger avec objectivité sur ce thème. Il y a là une certaine irrationalité. Nous associons la voiture à l'idée de liberté, mais quand nous l'achetons, c'est notre liberté précisément que nous perdons. Vacarme, puanteur, villes et campagnes goudronnées, bouchons, bousculades, dépendance à l'énergie etc. nous oppriment de plus en plus. Tant que nous n'aurons pas le courage personnel et social de prendre ce thème à bras le corps, nous ne pourrons pas avancer sur les autres questions relatives à l'énergie et à l'environnement.

° L'intégration sociale peut économiser beaucoup d'énergie. Avec une structure familiale et amicale active, on pourrait réduire les surfaces habitables, les voitures, les machines à laver, et tant d'autres choses encore.



° Il n'y a pas que des potentiels d'énergie technique et sociale. Que ne peut-on mettre en mouvement avec une synergie spirituelle ? Vous est-il déjà venu à l'idée que la pensée intellectuelle refroidit alors que l'« enthousiasme » réchauffe ? Avec ses « capacités internes de développement », l'homme peut libérer « bien d'autres énergies ».

° Il y a trop peu de gens qui savent quel est notre plus grand accumulateur d'énergie : c'est l'humus contenu dans notre terre. Des quantités gigantesques réparties sur toute la Terre de substances organiques sont continuellement transformées par la terre, l'eau, l'air, la lumière et la chaleur en matière vivante. Cet humus vivant donne la base de plantes sans cesse renouvelées, qui couvrent notre Terre et nous donnent des aliments, des matières premières, de l'énergie, de l'air frais et un climat modéré. Mais dans les 70 ans qui viennent de s'écouler, l'agro-industrie a déjà réduit à néant la moitié de ce stock d'énergie vivante. Les liaisons carbone et azote finissent par polluer notre atmosphère. Ce pillage de notre humus est mille fois plus grave que la consommation généralisée du pétrole. L'homme peut vivre sans pétrole, il ne le peut pas sans plantes. Notre avenir dépend de la reconstitution d'un humus vivant.

Je conseille comme issue à cette problématique de l'énergie de conscientiser les gens en indiquant pour chaque produit, chaque bâtiment, chaque service, la valeur de son « énergie grise ». De même, il faudrait évaluer pour chaque produit et mentionner sur son emballage tous les dommages écologiques et sociaux qu'a induits chacune des étapes de sa chaîne de fabrication. Pour les calculs, on pourrait s'appuyer sur les standards de fabrication conventionnels des pays participants. Chaque produit devrait être taxé d'après « son empreinte énergétique, écologique et sociale ». Les producteurs attentifs aux dommages énergétiques, écologiques et sociaux dans le cadre de la fabrication pourraient voir leur impôt baisser dès lors qu'ils seraient en mesure de le démontrer, comme c'est le cas aujourd'hui pour les producteurs bio. Les produits fabriqués de façon discutable, en Asie, par exemple, perdraient ainsi leur avantage, comparés à des produits locaux sains. Il en résulterait un développement de méthodes nouvelles de fabrication et de recyclage.

La plupart des produits techniques ne devraient être autorisés par l'Etat qu'assortis d'une garantie de 10 ans ! Les actuels produits à vie courte disparaîtraient. Ce qui aurait pour conséquence d'énormes économies de matières premières et d'énergie.

Notre mode de vie et le taux de CO<sub>2</sub> qui en découle dans l'atmosphère du fait de nos consommations trop élevées d'énergie ont à voir avec le changement climatique ; c'est ce que nous entendons dire par des groupes de recherche scientifique, notamment par le groupe international qui publie régulièrement son rapport sur le climat. Maintenant, on voit aussi des argumentations irrationnelles



se frayer un chemin dans les médias, et donc dans le débat, et remettre en cause cette liaison entre la hausse du CO<sub>2</sub> (de 280 ppm en 1930 à 400 ppm aujourd'hui) et le changement climatique. Certains nient ce changement climatique. On va même jusqu'à dire que toute cette discussion sur le climat n'est qu'une propagande magistrale orchestrée pour mieux vendre les nouvelles technologies et inquiéter les citoyens. Malheureusement, parmi ces critiques, il se trouve aussi des gens qui posent de bonnes questions sur la dégradation des rapports économiques. Ces débats, certes, inquiètent beaucoup de gens mais ils leur donnent des arguments pour continuer à consommer comme ils l'ont toujours fait jusque là.

Ces points de vue opposés ne devraient-ils pas nous inciter à mieux observer par nous-mêmes le climat et ses effets sur la nature ? Inutile pour ce faire d'aller en Afrique ou au Pôle Nord. Par exemple, nous pouvons nous demander si les pêches mûrissent mieux aujourd'hui qu'il y a 20 ans. Ne voit-on pas parfois des oiseaux migrateurs comme les cigognes en hiver, maintenant ? J'observe avec beaucoup d'inquiétude lors de mes randonnées dans les Alpes à quel point les glaciers fondent. Ces dernières années, il en est disparu beaucoup, d'autres reculent jusqu'à 70 m par an. La limite de pousse des arbres est passée en l'espace de quelques années de 2 100 m à 2 500 m. Observez par vous-mêmes.

### **Notre rapport ville-campagne**

En prêtant mon concours aux villes de Leipzig et Rome pour développer des perspectives d'avenir, j'ai été forcé de constater à quel point même des gens progressistes ont pu s'éloigner des réalités de la nature. C'est à peine s'il reste encore une conscience, et partant, un sens de la responsabilité, à propos de l'origine des multiples moyens de subsistance que la nature met à notre disposition à partir de la périphérie. Ce ne sont pas seulement les denrées alimentaires qui nous viennent de la campagne, mais aussi l'air frais, l'eau, l'énergie et les matières premières. On vient même chercher le repos à la campagne. Mais la pression sur la campagne s'intensifie parce qu'on a besoin de plus grandes maisons, de plus de voitures, et donc de plus de routes pour atteindre des zones industrielles de plus en plus lointaines.

Et que rend-on à la campagne ? Des déchets, des eaux usées, des gaz d'échappement, du bruit, des routes encombrées par les trajets quotidiens des gens etc. Evidemment, on rend aussi à la périphérie des biens économiques, des services, de la culture etc. Mais il faudrait bien que chacun se demande dans quelle mesure ces services représentent un avantage pour la campagne ou la nature, directement ou indirectement. Y a-t-il vraiment compensation ? Les écoles et les universités aident-elles à une « conscience périphérique » ? Dans quelle mesure les autorités ou les médias s'engagent-ils pour cette



compensation ? Les actions culturelles aident-elles à sensibiliser les gens sur ces questions ?

La ville est à ce point éloignée des besoins de la nature que je me demande comment l'agriculture peut être administrée par des autorités et des organismes de contrôle hypertrophiés siégeant en ville. C'est la moitié du budget de l'agriculture qui disparaît dans cette hypertrophie ; les agriculteurs n'en touchent donc que l'autre moitié, et dans des conditions consternantes puisqu'on exige d'eux un gros travail bureaucratique et que ces subventions ne se révèlent avantageuses que pour une petite partie de l'assainissement des sols et de la nature.

Tout le monde, la nature, les agriculteurs et les consommateurs, irait mieux si tout cet argent restait dans les poches des contribuables et que nous puissions compter sans plus

attendre sur des prix réels pour avoir une nourriture écologique produite dans des conditions sanitaires satisfaisantes.

Chaque fois que j'ai travaillé avec les autorités, j'ai été forcé de constater que, s'il manque la conscience pour la campagne, mais la conscience réciproque est aussi très limitée. On ne

sait presque rien les uns des autres et il n'y a pratiquement pas de projets menés à bien ensemble. Pour développer des visions communes, il m'a fallu à chaque fois rassembler autour d'une table les différentes autorités compétentes, non sans mal. (Quand le temps de travail officiel se terminait, l'intérêt faiblissait pour beaucoup d'entre eux...).

Aujourd'hui, les organismes municipaux souffrent de beaucoup de maladies sociales, économiques, logistiques et écologiques. Une ville, c'est comme une personne malade : il ne suffit pas de regarder ses problèmes internes. Les problèmes internes eux aussi ont à voir avec le rapport au monde extérieur. Pour guérir, cette interaction intérieur/extérieur doit être poussée très concrètement dans la conscience.



Concrètement, quelles sont les dimensions extérieures d'une ville ? En moyenne, chaque Européen dispose d'environ 5 000 m<sup>2</sup> (1/2 ha) de terre (forêt, terre agricole, maisons, rues etc.). Pour une région qui compte, par exemple, un demi-million d'habitants, cela représente 2 500 m<sup>2</sup>. Cela correspond à un rayon de 28 km autour du centre-ville. Dans une conscience correcte, les habitants de cette zone devraient se sentir responsables pour ce secteur. Evidemment, on peut aussi ne voir là que des moyennes puisque chaque ville est limitrophe d'une autre ; c'est pourquoi il y a moins de contrées peuplées qui peuvent être associées à cette responsabilité. Cette sortie avec conscience signifie qu'une nouvelle relation peut se construire avec le milieu. Une relation qui ne vit pas seulement de ce qu'elle prend mais aussi de ce qu'elle rend quelque chose, directement ou indirectement. Ne sommes-nous pas, pour la plupart d'entre nous, devenus des citoyens ? Les gens qui vivent à la campagne peuvent d'ailleurs se demander eux aussi dans quelle mesure ils tirent parti de la campagne, de la nature, et dans quelle mesure ils lui donnent en retour.

En architecture conventionnelle, à la ville comme à la campagne, on organise la planification à partir de points de vue économiques qui prennent en compte avant tout le consommateur : au centre, la voiture, ce qui contraint à réserver la plus grande partie des surfaces urbaines à la circulation automobile et aux places de parking. Il faut de bonnes conditions pour pouvoir faire le trajet de la maison au centre commercial ou au lieu de travail centralisé ou encore au parc de loisirs. Mais cette planification ne prend que trop rarement en compte les potentiels de développement sociaux et culturels des êtres humains, et la nature constructive et sa diversité.

Aujourd'hui, il est possible d'organiser des lieux dans lesquels les gens pourraient prendre soin de leur santé physique, culturelle et sociale en tirant parti de leurs capacités. Par exemple, on pourrait construire des espaces multigénérationnels, qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Nous devrions aussi commencer par revoir nos habitudes de vie. Mais qu'il s'agisse d'imaginer de tels endroits ou de modifier des structures existantes, il faudrait que les spécialistes conventionnels s'ouvrent et collaborent avec d'autres spécialistes des questions sociales, écologiques, énergétiques et culturelles. Ils seraient plus à même de développer un projet global, qui associerait la campagne environnante et son agriculture. Pour qu'un projet tourné vers l'avenir ait ses chances de succès, il est absolument indispensable que la population concernée soit impliquée dans le processus (cf. aussi le chapitre « Un développement régional qui s'appuie sur des ateliers d'avenir »).

Pour moi, ces processus visent toujours à se rapprocher du concept vivifiant de « ville ou village-organisme », ce qui suppose une diversité stimulante : des emplois, des écoles, des commerces de proximité favorisant l'intérêt général etc. ; des possibilités d'ouverture au monde et de rencontres sociales, culturelles et



intergénérationnelles ; des possibilités de soins médicaux ; des maisons et des infrastructures à basse consommation énergétique ou à bilan énergétique neutre, ainsi qu'un important réseau écologique qui s'étendrait des fermes bio jusqu'aux toitures végétalisées des centre-ville. En résumé, cela signifie développer un cadre qui permette « une vie plus proche de la nature et des gens par des circuits courts ». Ce mode de relation est vivifiant et parcimonieux du point de vue de l'économie réelle !

Aujourd'hui, les changements doivent être initiés d'en bas. Dans cette optique, on pourrait ramener la nature dans nos villages et nos quartiers urbains en entreprenant des actions diverses. On pourrait végétaliser des friches, des jardins, des toits et même des façades, on pourrait aussi les utiliser, ces toits et façades, pour cultiver des légumes. C'est comme ça que les jardins familiaux et partagés réapprendront un nouvel art de vivre. En ville, il se crée autour des jardins de plus en plus d'associations qui investissent des espaces verts qu'elles consacrent au jardinage ; les actions sociales qu'elles contribuent à développer instaurent un nouvel art de vivre, ce qui est très important puisque, dans le futur, la majorité des gens vivront en ville.

De plus, si elles renonçaient à la voiture ou si, au moins, elles en développaient l'utilisation collective, nos localités pourraient se réorganiser d'une manière qui les rapprocherait de la nature. Chaque voiture a besoin de 3 fois 12 m<sup>2</sup> de place de stationnement (à la maison, au travail et au centre commercial), mais aussi d'une surface de route d'environ 200 m<sup>2</sup>.

Concrètement, nous pourrions aussi aider à structurer un groupe d'amis qui s'occuperait d'assurer le lien avec une exploitation agricole durable des environs. Ce groupe pourrait par exemple s'engager à payer aux paysans et aux maraichers leurs frais d'exploitation courants et en contrepartie, ceux-ci pourraient lui fournir des produits de qualité garantie. C'est ainsi que peut voir le jour une nouvelle culture de la responsabilité sociale en ville et à la campagne, dans laquelle tous les participants, y compris les enfants, développent tous ensemble de « nouveaux mondes ». Cette forme de „Community Supported Agriculture“ ou « agriculture solidaire » (NDT certaines de nos AMAP vont dans ce sens en France) est en train d'apparaître ici et là, dans quelques fermes. Il est intéressant de les trouver pour apprendre d'elles.

## Il faut une impulsion nouvelle dans l'agriculture, notre base à tous

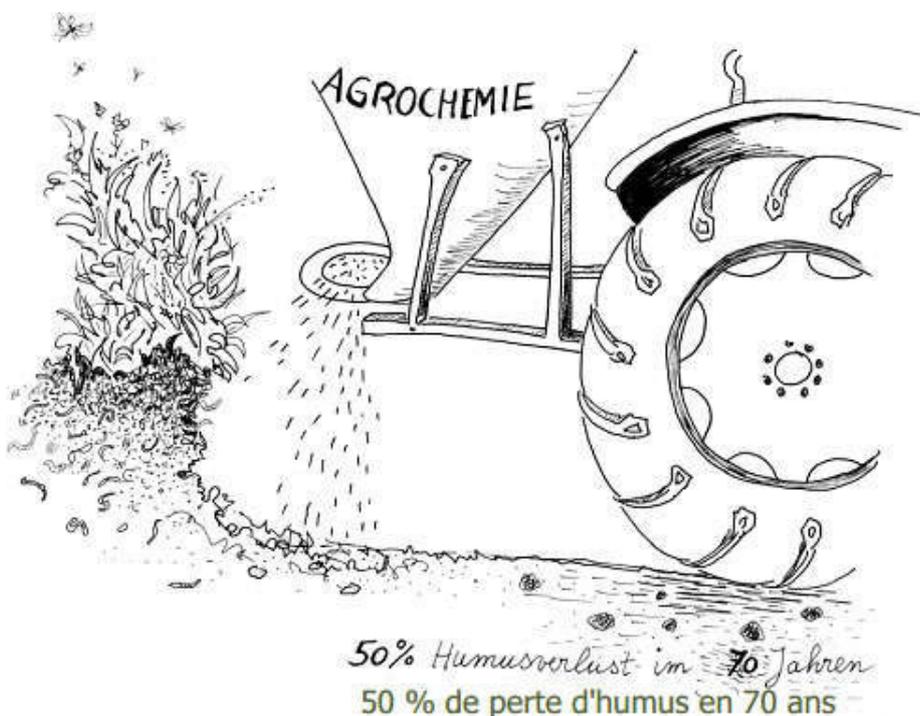
L'horizon de notre environnement agricole multiplie les indices écologiques et sociaux. Cela nous redonne espoir car notre agriculture industrielle cause à l'homme et à la nature des dommages qui sautent aux yeux : paysages ruraux dévastés, élevage en batterie, perte de la biodiversité, pollution des eaux, alimentation contaminée par l'agrochimie, disparition dans les 70 dernières années de 50 % de l'humus des sols, provoquant une hausse sensible du CO2 dans l'air, disparition massive des fermes etc.

Nos agriculteurs en sont réduits à jouer un rôle de conducteurs d'engins qui auraient entamé une course contre la montre et contre la terre. Il leur faut des tracteurs de plus en plus puissants, il leur faut de plus en plus de machines, de pesticides et d'heures de travail pour résister (!) à l'heure de la centralisation, mais aussi pour faire jeu égal avec leurs propres collègues.

Nous provoquons également des dégâts inestimables dans d'autres pays en important des produits de l'agriculture industrielle, notamment du fourrage, pour assurer notre consommation de viande et notre production laitière, par ailleurs excédentaire. Au bout du compte, les forêts primaires s'érodent, les sols s'épuisent, les petits paysans sont éliminés du système de production, les prix des denrées alimentaires augmentent pour les populations locales.

C'est nous, les consommateurs, qui portons la responsabilité entière de la paupérisation des paysans et de la raréfaction des terres du fait de notre penchant à acheter plus pour moins cher. Même parmi ceux qui préfèrent payer plus cher leur alimentation, la plupart ne tiennent pas compte des effets écologiques et sociaux de leurs comportements d'achat. Il n'est pas rare que la notion de confort passe avant celle d'achat responsable. Rappelons, à titre

d'exemple, que le chiffre d'affaires des capsules de Nespresso est en constante augmentation. Les traités de libre-échange imposés par les USA pressurent encore plus nos agriculteurs. Les produits bon marché provenant de pays dépourvus de standards sociaux ou



environnementaux inondent de plus en plus nos marchés. Dans ces conditions, les marchés spéculatifs et les multinationales comme Nestlé s'enrichissent aux dépens de la nature et des petits paysans.

La gigantesque réorganisation internationale de la production d'engrais chimiques, de fourrage et de cultures alimentaires associée à des pratiques culturelles anti-écologiques met gravement en danger le cycle des substances nutritives, de l'azote notamment, dans les petites exploitations, mais aussi dans le monde entier.

Une expérience personnelle en guise d'exemple : sur la proposition d'un étudiant qui avait fait un stage chez moi, j'ai été invité il y a quelques années par l'« American Farm School » dans le nord de la Grèce pour tenir une conférence sur l'agriculture biodynamique. L'American Farm School a été fondée au début du siècle dernier par les Américains pour raccrocher la Grèce au wagon du « monde moderne » et renforcer cette alliée dans les Balkans. Les tracteurs, les engrais chimiques, les moissonneuses-batteuses, les herbicides etc. ont été introduits dans le pays par le biais de la ferme expérimentale de l'école. Ce n'est pas sans une certaine fierté que l'on vend ici du lait, des œufs et de la viande. Près de 1 000 élèves y sont initiés en permanence aux pratiques agricoles « modernes ».

(L'évolution de l'agriculture en Grèce est en grande partie due à cette école.) La grande salle était comble ; étaient présents des élèves et étudiants en agriculture de la province voisine de Thessalonique. Diapositives à l'appui, je leur ai parlé d'élevage respectueux des besoins des animaux, où les vaches avaient des cornes et où les volailles étaient élevées en parcours de plein air, je leur ai parlé d'apiculture, de compostage, d'assolement, y compris en culture maraîchère, de haies, de biotopes etc. Puis j'ai expliqué comment des élèves aussi bien que des gens malades pouvaient être associés à une « ferme-organisme » saine. Emballés, les jeunes Grecs m'ont acclamé en m'applaudissant comme jamais cela ne m'était arrivé. Comme, lors de cette conférence, il n'y avait pratiquement pas d'enseignants de l'école, le directeur de l'école me proposa de leur donner quelques séminaires sur l'agriculture écologique. Quelques semaines plus tard, les « experts en agriculture » étaient bel et bien là pour le séminaire, mais très réticents quant au thème prévu.

Après quelques mots aimables d'introduction sur la famille, l'histoire et le football, je me suis lancé sur les thèmes « ferme-organisme » et « circulation des substances nutritives » d'un point de vue pratique. Nous avons collecté, entre autres données, celles relatives aux quantités de fourrage et de paille nécessaires aux animaux (120 vaches laitières, 100 bœufs, 180 000 poules, poulets et dindons) de l'école d'agriculture industrielle. Je calculai avec eux que la paille et le fourrage importés devaient provenir d'une « ferme-organisme » d'une surface équivalant à 500 hectares. Et que l'on épandait alors la totalité de ce lisier et de ce



fumier sur les terres de l'école (50 hectares). Ce qui veut dire que, sur 50 hectares, on épandait ce qui, en réalité, correspond à 550 hectares. A quoi on ajoutait encore de l'engrais. Une fois ces calculs faits, je partis avec le groupe faire un tour sur l'exploitation pour repérer le cycle des substances nutritives. Sur tout le chemin, je leur ai fait localiser les substances nutritives en leur suggérant de se servir de leur odorat. Partout, des odeurs d'ammoniac. La zone de stockage de fumier et de lisier empestait au point que même le voisinage assez éloigné s'en plaignait. Des quantités énormes d'azote étaient rejetées dans l'atmosphère. Je demandai les indices de la nappe phréatique. Personne ne put me répondre, sinon que, depuis plusieurs années, l'eau de l'unique fontaine était interdite à la consommation du fait que son taux de nitrates était trop élevé. Il y avait donc bel et bien déperdition de substances nutritives, et de la perte jusque dans le sol. Nous visitâmes alors certains de leurs champs pour en examiner la structure des sols. C'était une journée de printemps chaude et le maïs et les céréales n'avaient pas encore beaucoup levé. En surface, les sols étaient comme du béton et, en creusant, nous ne trouvâmes qu'un sol mal structuré, compact, qui, là encore, empestait. Ce qui se passait là, c'était que les substances nutritives dégageaient des gaz et que le sol était en cours de minéralisation. J'ai été jusqu'à mettre une poignée de terre dans la main de certains participants pour la leur faire toucher. C'était un peu dommage, pour ces mains d'intellectuels, d'être mises en contact avec cette « saleté ». Dans le jardin biologique de l'épouse de l'un des travailleurs de cette ferme, j'ai pu montrer que le même sol pouvait aussi avoir un autre aspect. Il s'émiettait facilement, il était tout noir et sentait bon l'humus. Cette femme n'utilisait que du compost provenant de ses déchets de cuisine et couvrait la terre nue de tontes d'herbe. Même si le groupe d'experts maintenait ses distances, cela ne m'a pas empêché de poursuivre mes observations sur les plantes et les animaux ; je parlai de l'utilisation du compost et du lisier ainsi que de diverses méthodes culturales.

A l'école, le terme « bio » revient sans cesse, bien sûr ; mais les vieilles habitudes de pensée sont trop fortes, sans compter les bailleurs de fonds américains de cette école d'agriculture, si importants pour la Grèce pour qu'on puisse introduire ici la moindre modification.

L'agriculture industrielle, qui est presque la seule à être enseignée dans nos écoles d'agriculture, est un extrême. Les gens qui veulent un retour à la nature représentent l'autre extrême. Si on voulait se contenter de vivre de la nature sans mettre des terres en culture, ce ne serait possible que pour 1 % seulement de la population : le reste souffrirait de la faim par manque de nourriture. Et ceux qui prônent pour la production alimentaire une simple répartition des graines de céréales et de légumes sans contrôle des mauvaises herbes, comme certains tenants de la permaculture, laisseraient eux aussi la majorité de la population mourir de faim. Le rendement au mètre carré est trop bas. Une production



alimentaire saine et durable pour une population qui augmente suppose que les surfaces cultivables dont nous disposons soient utilisées au mieux. Ce qui nécessite un professionnalisme qui, loin de se résumer à la technique et à la chimie, apprend aussi à réfléchir sans cesse aux processus vitaux qui se déroulent dans la terre, de façon à comprendre de mieux en mieux la vie des plantes et des animaux, et à tout intérioriser. On est bien plus près de comprendre le vivant quand on est prêt à accepter l'idée que la terre est un organisme vivant et que même les influences cosmiques contribuent à la modeler.

L'agriculture constitue la base de notre économie. Pour autant, elle ne doit pas être purement et simplement subordonnée à la loi du profit. Nombre de structures bio ne connaissent plus qu'une seule voie, celle qui amène directement au commerce. Entre spécialisation et rationalisation, il ne leur reste plus guère de place pour évoluer sur les plans écologique et social. Cela les mènera droit à l'impasse, comme l'agriculture conventionnelle.

L'agriculture, notre base à tous, doit se réinventer un rôle à jouer dans nos consciences de citoyens responsables. En agriculture, il s'agit toujours de faire avec les « réalités », au contact desquelles nous pouvons apprendre à nous réorienter. Une vie nouvelle, même sur le plan social, peut s'envisager à partir de nos fermes.

En voici les tâches futures :

° La fertilité des sols contenant de l'humus doit être restaurée, de sorte que nous puissions demain encore nous approvisionner en nourriture saine. Evidemment, la plupart des structures bio peuvent aussi améliorer leurs méthodes de culture. Par exemple, même si la technique culturale sans labours est difficile à maîtriser dans les premières années de sa mise en pratique, elle peut économiser des quantités importantes d'énergie, de temps et d'engrais dès lors qu'elle est bien établie.

° Les besoins en eau peuvent être réduits par une vie du sol plus intense, l'installation de haies, de retenues d'eau, par des biotopes etc., ce qui réduirait également les risques d'inondations.

° Les plantes et l'humus peuvent transformer le CO<sub>2</sub>, cet ennemi n°1 du climat, en un dispensateur de vie dans la terre. Le piégeage de carbone à l'abri de l'air transforme un poison (le carbone) en or (l'humus). Des procédés de pyrolyse permettent de carboniser les matières végétales qui retournent à la terre sous forme d'humus (Terra Preta).

° Dans un élevage bien conçu, les vaches réincorporent davantage de dioxyde de carbone et d'azote dans le sol qu'elles n'en émettent dans l'atmosphère. De plus, il serait plus conforme à leur nature qu'elles mangent plutôt de l'herbe et du foin. Le soja des pays du Sud et le maïs d'ici rendent malades les animaux et le sol ; des



liaisons dangereuses de substances nutritives sont alors rejetées en grande quantité dans l'atmosphère. Pour fixer l'azote, qui est très volatil, le meilleur moyen, c'est de composter de la paille (carbone) en suivant des procédures très précises. Les cuves à lisier peuvent être recouvertes d'une couche de fibres de bois (carbone), que l'on peut changer et composter régulièrement (Il y a 25 ans déjà que j'ai expérimenté cette méthode, avec d'excellents résultats.)

° Si on renonce au soja — qui rend malade —, au maïs fourrager et à la production de plantes pour les installations de biogaz, on libérera des surfaces pour des légumes et céréales destinés à la consommation humaine.

° Si on diversifie les plantes cultivées et les animaux dans nos fermes, on relèvera automatiquement la diversité des espèces dans la région.

° Il faudrait accorder la plus grande attention au re-développement de semences robustes et saines, qui ne dépendent pas de poisons chimiques.

° Toute ferme a besoin d'abeilles ! Ce sont elles qui revitalisent « l'organisme agricole » et son environnement. Le rendement en miel n'est pas le point le plus important. On peut aussi envisager de cultiver certaines plantes ciblées tout au long du semestre d'été. Si on leur accorde plus d'attention, les abeilles pourront se rétablir.

° Toute ferme devra développer sa propre « ferme-organisme » avec un juste rapport aux animaux, à la culture fourragère, aux pâturages, aux céréales, aux légumes, aux fruits, aux haies, à la forêt, aux biotopes etc. Ainsi, les fermes n'auront plus besoin d'acheter du fourrage ou de l'engrais.

° On peut tout à fait collaborer avec les « fermes-organismes » saines pour réorienter la population sur le plan sanitaire et social.

° L'école et la formation à la ferme offrent une base saine pour tous les domaines de la vie.

Toutes ces mesures augmentent la capacité de résistance écologique et économique, qu'on appelle aussi la résilience, d'une « ferme-organisme ». Ces activités diverses ne peuvent que très rarement être assumées par une famille seule. Il faut trouver de nouveaux concepts, dans lesquels plusieurs familles se répartiraient le travail ou bien plusieurs petites entreprises travailleraient ensemble en association, par exemple.

Comme nous partageons tous la responsabilité de ce gigantesque pillage de nos terres et de nos paysages, il devrait couler de source que nous aussi, les consommateurs, devons prendre notre part à la réorganisation et à la transformation de nos entreprises agricoles. C'est en s'associant concrètement à une ferme qu'on aura le plus de chances d'y arriver.



Il y a plusieurs façons de soutenir une ferme. En règle générale, tout cela se passe encore très indirectement par l'achat de denrées alimentaires en supermarché. Les nouvelles formes de vente, telles que les boutiques à la ferme ou les mouvements de paniers de légumes par abonnement, où le client reçoit toutes les semaines un panier de produits de saison à un prix déterminé, garantissent un contact beaucoup plus direct entre les paysans et les consommateurs. Concrètement, on peut aussi s'engager à sarcler les mauvaises herbes ou bien à aider pour les moissons, on peut participer à l'organisation de fêtes des fermes, proposer des prêts sans intérêts, animer un périodique d'information sur les fermes, organiser un chantier de construction ou bien payer un an à l'avance (voire plus) les produits que l'on récupérera plus tard. Il y a mille possibilités de s'aider. L'important, c'est de permettre aux agriculteurs surmenés de communiquer plus facilement. C'est ainsi que peuvent voir le jour des groupes ou des associations de promotion de la ferme-organisme. Et si, à l'avenir, les rapports de propriété prennent davantage un tour d'utilité publique, les initiateurs se positionneront d'autant plus facilement et de manière plus désintéressée vis-à-vis de la ferme.

Aujourd'hui, on voit se constituer de plus en plus de communautés de responsabilité, qui développent ensemble ce qu'on appelle le « Community Supported Agriculture », un système d'« agriculture solidaire ».

Fondamentalement, il s'agit d'un pacte de coresponsabilité entre la communauté qui travaille à la ferme et celle des consommateurs. A partir des coûts annuels que représentent l'exploitation et les gens qui y travaillent, la communauté interne à la ferme calcule un budget qui permette un développement sain de la ferme tout en garantissant la meilleure production possible. La communauté externe des consommateurs essaie de comprendre ces processus et de garantir par des paiements mensuels la somme d'argent nécessaire à la communauté interne. En contrepartie, la communauté externe des consommateurs reçoit toutes les semaines « en cadeau » les produits diversifiés de la ferme. Ce qui offre à chacune des deux parties une grande sécurité. Il en ressort, pour tous les participants un apprentissage tout à fait pratique des contextes écologiques, économiques et sociaux.

Il y a déjà 30 ans que nous avons organisé un système de ce type dans notre éco-village socio-biodynamique (Camphill-Community Gange/Oaklands) en Angleterre. Chacun de nous, les 200 habitants, disposions très exactement de la surface moyenne dont dispose chaque Anglais. A quatre familles d'agriculteurs responsables, trois apprentis et quelques stagiaires, notre « ferme-organisme » saine a réussi à fournir tout l'éco-village en céréales (pain), légumes, fruits, œufs, lait, fromages, herbes aromatiques et bois de chauffage. Comme nous voulions restaurer la fertilité des sols sans avoir recours ni à l'engrais ni au fourrage, il nous a fallu jongler entre la culture de plantes alimentaires et l'effectif de notre



élevage susceptible de garantir la meilleure fertilité. De plus, cet effectif de notre élevage qui garantissait le respect des besoins des animaux (vaches, bœufs, moutons, porcs, poules et oies) nous a permis de proposer de la viande une à deux fois par semaine.

Nous nous sommes passés de toute théorie sur la fréquence hebdomadaire optimale de la consommation de viande. C'est la vie pratique qui nous l'a dit : il est possible, sans dommages pour l'environnement, de consommer de la viande une à deux fois par semaine. Evidemment, il y avait aussi parmi nous des végétariens et des végétaliens. Si bien que les autres pouvaient consommer plus de produits carnés ou de lait. Une bonne partie des gens avaient encore besoin de lait pour « garder les pieds sur terre ».

Nos surplus de légumes, de fruits et d'herbes aromatiques, nous les vendions sur les marchés alentour. Nous avons pu subvenir à nos besoins particuliers, comme les épices, l'huile, les noix etc. en achetant chez des grossistes en bio.

L'intégration dans l'éco-village de personnes handicapées ou psychiquement déstabilisées a eu des effets très positifs. Quelques semaines, voire quelques mois, de travail collectif à la ferme remettaient ces gens « d'aplomb » ; ils pouvaient enfin arrêter de prendre ces médicaments coûteux qu'ils prenaient souvent depuis des années. Pour « soigner » notre société, des fermes-organismes saines peuvent jouer un rôle de plus en plus important. Il faudrait d'ailleurs que ces fermes-organismes soient financièrement dédommagées pour ce travail supplémentaire. Les coûts de ce travail qui aide ces gens à se stabiliser ne représentent qu'une fraction de ceux des soins, par ailleurs si souvent discutables, dispensés dans les services de psychiatrie.

Au vu de mes expériences, ce sont les enfants qui tirent le plus grand profit de ces communautés de production sociale ouvertes. Ici, le grand ordonnateur, c'est la vie. Beaucoup d'enfants ramenaient sans cesse leurs parents à notre ferme. Mes quatre enfants aussi ont aimé cette vie à la ferme. A la puberté, ils s'en sont plus ou moins distancés, mais les fondements ont des effets durables : deux de mes enfants font des études en agriculture bio à Witzenhausen, près de Kassel, et ils travaillent aujourd'hui à la préservation des sites dans une ferme en biodynamie.

Combien de gens pourraient se sentir coresponsables d'une ferme de 50 hectares (500 000 m<sup>2</sup>) ? En Europe centrale, chaque citoyen dispose en moyenne d'une surface agricole de 2 000 à 2 500 m<sup>2</sup> pour l'alimentation, ce qui signifie qu'idéalement il devrait y avoir au minimum 200 personnes (soit 50 familles) pour prendre en charge cette ferme de 50 hectares (soit une famille à l'hectare). Ce sont les choix d'alimentation et la participation de chacun qui détermineront si ce terrain de 2 000 à 2 500 m<sup>2</sup> sera travaillé selon des méthodes conventionnelles,



bio ou biodynamiques.

On pourrait multiplier les boutiques bio en ville, ce serait un intermédiaire idéal. Les commerçants devraient même se considérer comme des « services intermédiaires » entre les producteurs et les consommateurs. Ce concept de « service intermédiaire incarné par le commerçant », il faudrait l'étendre à la plupart des chaînes de supermarchés, qui, trop souvent ne font que jouer tels producteurs contre tels autres dans le seul but d'augmenter leurs profits.

C'est en relation avec les ferme-organisme saines que de nouvelles monnaies locales peuvent être mises en route dans les meilleures conditions (cf. Systèmes monétaires alternatifs et complémentaires »).

Tous ces petits projets qui tendent à se nourrir eux-mêmes, qu'il s'agisse de tenants de la permaculture, de « Transition Town » ou d'autres « Stadtgarten-Bewegungen » (mouvements de jardins citadins), sont des projets très importants, qui nous en apprendront beaucoup. Mais en tout état de cause, ils ne permettent de produire qu'une petite partie des denrées alimentaires nécessaires. La plus grande partie de notre alimentation, à savoir les céréales, ne pourra jamais être cultivée autrement que par des exploitations agricoles. Celles-ci fournissent un travail très dur, qui suppose, comme je l'ai déjà dit, un vrai professionnalisme.

Aujourd'hui, il existe des associations ou des fondations d'utilité collective qui soutiennent les communautés agricoles tournées vers le futur. C'est ainsi que des fermes réussissent à se désendetter et que des terres agricoles sont reprises en responsabilité collective. Ce qui permet à ces fermes d'échapper aux héritiers égoïstes pour qui tout se monnaie. Elles peuvent prendre des formes économiques et sociales tout à fait nouvelles. Ma femme et moi, nous avons même fondé dans ce but un fonds agricole, « Terre et Culture », au sein de la fondation Edit Maryon à Bâle.

L'Etat devrait aussi assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'agriculture durable. Dans cette optique, il faudrait que les écoles d'agriculture et les universités placent au centre de leur enseignement la santé du sol, des plantes, des animaux et de l'homme et qu'elles en finissent avec cette agriculture industrielle dominée par les lobbies et les traités de libre-échange, qui portent atteinte à la nature comme à l'homme. Il faudrait taxer fortement les importations de fourrage et l'agrochimie. De même, il faudrait appliquer aux denrées alimentaires importées des taxes qui prendraient en compte les dégâts écologiques et sociaux auxquelles donne lieu leur production et leur acheminement (cf. aussi « Possibilités de contrôle »). Dans ces conditions, les paysans pourront travailler écologiquement et dans le sens de l'économie réelle. Quant à ceux qui voudront continuer à travailler avec la chimie et des méthodes de travail malsaines, il faudra les obliger



à apposer sur leurs produits des étiquettes « agriculture malsaine ». Comme c'est le cas aujourd'hui pour les paquets de cigarettes, ces étiquettes devraient mentionner les graves dommages sur la santé des hommes et de la nature que peuvent provoquer ces produits malsains.

De plus, je propose un impôt sur le bilan écologique et de l'humus, qui ne pourra qu'améliorer la situation écologique générale. Tous les cinq ans, chaque ferme devrait faire un bilan écologique et de l'humus. Ce bilan qualitatif et quantitatif passerait en revue toutes les parcelles, toutes les haies, les biotopes, les surfaces boisées, les friches etc. On comparerait les résultats de ces bilans d'une fois sur l'autre et on fiscaliserait les différences. Celui qui aura amélioré l'état écologique de sa ferme touchera des primes. Celui qui aura dégradé l'état écologique de sa ferme devra payer des pénalités. Il est important que des agriculteurs expérimentés soient associés aux biologistes dans la définition des critères d'évaluation. Il ne s'agit de rien moins que de la durabilité générale pour l'homme et la nature. Le mouvement d'agriculture biodynamique a déjà fourni des contributions scientifiques dans le domaine de l'amélioration du sol et des terres notamment.

On a déjà proposé plus haut de supprimer les subventions pour l'agriculture. La gestion de ces fonds et les contrôles bureaucratiques chicaniers auxquels sont soumis les paysans leur ôtent tout intérêt. Les citoyens seraient mieux avisés de conserver ces contributions ; ils pourraient ainsi payer le « juste prix » pour les services de l'agriculture. Il est évident qu'il faut également garantir un soutien aux mesures environnementales et à l'agriculture en régions montagneuses. En tout état de cause, ces fonds devraient être gérés par de véritables connaisseurs de l'agriculture écologique saine.

Il reste un problème important pour les stagiaires paysans et tous ceux qui recherchent une exploitation : les prix des terres qui ne cessent de monter. On spéculé beaucoup trop sur la terre ; c'est vrai aussi des héritiers qui vendent ou louent leurs terres au plus offrant. Pour les installations de biogaz, qui se multiplient, on cultive de plus en plus un maïs destructeur de la couche d'humus, ce qui rend la terre encore plus rare, et donc plus chère. Dans les parties « Mettre l'héritage en bonnes mains », je propose des méthodes pour sortir de ce cycle infernal antiéconomique.

### **Le développement de la culture est un préalable à une économie saine**

De même que nous avons besoin d'une agriculture durable pourvoyant à nos besoins en nourriture et en matières premières, de même il est indispensable que nous développiions en permanence nos connaissances, nos capacités, c'est-à-dire



notre culture. Nous avons déjà constaté plus haut qu'à l'avenir le développement de l'homme et de la nature allait se heurter à une maximisation irresponsable des profits. C'est l'économie qui doit se soumettre aux besoins de l'homme et non pas l'homme à une puissance financière qui ressemble de plus en plus à une bulle. Il est impossible à priori de mettre la musique, le théâtre, la poésie, la littérature, la religion etc. au service d'une économie matérielle. Mais sans culture, toute économie glisse insidieusement vers le matérialisme pur, se détruit elle-même et finit par ruiner toute la nature. Une vie économique d'avenir a besoin non pas de plus de quantité, mais de plus de qualité.

La nature « en soi » n'a aucune valeur économique, pas plus que les idées (l'esprit), les capacités et la culture « en soi ». Il faut que mon travail mette en contact le monde des idées (l'esprit) et celui des choses physiques (la nature) pour qu'apparaisse une création de valeur économique. Une réelle création de valeur ne peut donc survenir que dans une relation entre ces deux pôles que sont « la nature et l'esprit ».

C'est par les nombreuses inventions petites et grandes et à la technologisation croissante que nos processus de travail se sont toujours plus transformés de travail manuel au travail spirituel. Et pourtant, nous avons encore besoin d'un petit coin de nature, ne serait-ce que d'un crayon et de papier pour écrire un livre très compliqué.

Entre ces deux pôles « nature et esprit », nous avons développé aujourd'hui une économie de bulle comme nous n'en avons encore jamais vu, avec de gigantesques flux de marchandises. De ce fait, les deux fondements « nature et culture » sont de plus en plus laissés de côté. Les processus de vie naturels sont progressivement remplacés par la chimie et la créativité humaine par des ordinateurs rationnels.

Mais aujourd'hui, qui s'occupe en même temps du développement de la nature et des capacités de développement spirituel ? Il y a ici un réquisitoire accablant à dresser à l'encontre de nos représentants officiels, qui font le contraire de ce qui est nécessaire. Pour eux, il est hors de question de renoncer à poursuivre sur la voie de cette croissance économique mortifère. Si une crise éclate, les contribuables soutiendront l'économie et on n'hésitera pas à tailler dans les budgets de la culture et de la formation (esprit), sans oublier celui de la protection de l'environnement.

Dans ces conditions, il faudrait dès maintenant provoquer une relance de la culture pour sauver l'homme et la nature. Tous les enfants, par exemple, devraient apprendre à l'école le jardinage, la musique, le bricolage, les arts et le développement social alors que ce sont précisément ces matières que nos hommes politiques veulent de plus en plus retirer des programmes scolaires. A l'avenir, le développement culturel ne devrait plus dépendre de nos organes d'Etat, qui sont politiquement orientés vers l'économie. Nous avons déjà expliqué



dans le chapitre « Créer l'ordre » l'importance d'une vie culturelle « libre », qui ne peut reposer que sur des « commissions libres ».

Tant que l'Etat n'aura pas renoncé à sa tutelle sur la formation et la culture, il ne nous restera pas d'autre choix que de prendre en main nous-mêmes notre culture et notre formation.

Par développement culturel, on devrait entendre « créativité » et non « consommation culturelle ». Chacun a les moyens de s'offrir une infinité de modes de développement culturel, mais nous pouvons aussi nous former et nous cultiver réciproquement. Chez nous, par exemple, nous organisons des cercles de lecture ou de parole, des rencontres sur des thèmes écologiques, sociaux, économiques, spirituels ou artistiques. Chacun peut apporter sa contribution et en retirer beaucoup. Pour nous, il est particulièrement important de jeter de tout nouveaux ponts entre la culture et l'agriculture. Les amitiés qui naissent à l'occasion d'actions culturelles menées en commun sont beaucoup plus profondes.

Pour nous défaire des média qui nous espionnent et nous manipulent, nous devrions nous inciter les uns les autres à lire de bons livres. Si, quand on se rend visite, on amenait un livre stimulant plutôt qu'une bouteille de vin, on renforcerait plus durablement l'amitié.

La culture et la formation pourraient aussi être financées sur une grande échelle pour redonner vie à la culture ; il en sera question dans la deuxième partie de ce livre « D'un système monétaire fondé sur la dette à un système monétaire fondé sur le don ».

Il suffirait que nous le voulions pour que chaque village, chaque quartier de ville, crée une école primaire, un chœur, un orchestre, un groupe écologiste etc.

## **La question des retraites**

De l'idée d'origine d'un système de retraite solidaire, dans lequel les actifs, par l'entremise de la caisse de retraite, cotisent directement pour les retraités, il ne reste plus que peau de chagrin. Cela a à voir avec l'évolution démographique : il est de plus en plus difficile pour la couche de la population qui travaille, et qui se réduit progressivement, de subvenir aux besoins de celle des retraités, qui devient de plus en plus importante et où les gens deviennent de plus en plus vieux. Cela a à voir aussi avec la « notion de solidarité », qui s'effrite de plus en plus. On ne cotise plus pour les retraités qui sont aujourd'hui dans le besoin, mais pour son « propre compte de retraite ». Toutes les caisses de retraite complémentaire qui se sont fondées ces dernières décennies se basent aujourd'hui non plus sur le principe de solidarité mais sur un « principe d'épargne personnelle ».



Ce qui ne permet plus d'économiser de l'argent pour l'avenir. D'ailleurs, le concept même d'« épargne n'est ici pas à sa place. En réalité à l'« épargne » ainsi nommée, il s'agit en fait d'un « prêter ». Nous "prêtons" notre argent aux caisses de retraite, aux banques aux assurances et celles-ci, à leur tour, « travaillent » avec notre argent. Qu'est-ce qui est « travaillé » avec notre argent ? En général, il s'agit de spéculation sur des marchés financiers à haut risque de façon que l'argent « fasse des petits » et que les retraites augmentent pour nous. Le monde de la finance qui s'enfonce de plus en plus dans sa bulle en vient à pressurer l'économie réelle, le plus souvent dans des pays du tiers-monde et avec l'aide de notre épargne ; ce faisant, ils sapent nos moyens de subsistance. Demandez donc à l'occasion à vos institutions où et comment votre argent est investi ! Demandez leur si, avec votre argent, on fait pour l'humanité ou la nature quelque chose de positif qui va nous permettre de vieillir sereinement ! Si vous creusez un peu ces questions, vous vous apercevrez vite que nos retraites sont financées pour une grande part par l'exploitation des hommes et de la nature dans le tiers-monde (Dans la deuxième partie de ce livre, on verra plus précisément encore ce qui se passe quand on spéculé et en quoi c'est une impasse.)

Qu'advient-il des droits à pension de retraite que vous aurez « épargnés » lorsque le système économique actuel se sera effondré et que votre argent sera englouti dans un quelconque investissement asiatique qui aura fait faillite ? Qui vous fournira de l'argent valable ? Qui vous fournira vos moyens de subsistance, l'énergie et les soins dont vous aurez besoin etc. ?

Ne serait-il pas plus judicieux de retirer dès maintenant votre argent des banques, des caisses de retraite et des assurances qui spéculent ? Pour garantir l'avenir, ne serait-il pas beaucoup plus judicieux de placer cet argent dans des projets économiques sains, sociaux, écologiques et culturels de façon que nous puissions encore à l'avenir nourrir, stimuler et enthousiasmer nos corps, nos âmes et nos esprits ? Ne vaudrait-il pas mieux isoler nos maisons et les équiper de centrales de production d'énergie solaire de façon que nous n'ayons plus besoin ni de pétrole ni d'énergie nucléaire ? Ne vaudrait-il pas mieux soutenir nos jeunes en les formant à des métiers respectueux de la vie pour qu'ils puissent demain nous apporter leur aide dans la vie pratique et sociale ? Ne vaudrait-il pas mieux aider une agriculture de proximité dans ses démarches de désendettement et de conversion à l'écologie, ce qui nous permettrait demain de profiter d'une alimentation sûre et saine ?

Au cas où on ne connaîtrait pas soi-même des gens ou des organisations qui savent comment investir intelligemment l'argent, on peut aussi se tourner vers des caisses de retraite aux motivations éthiques (par exemple CoOpera, en Suisse ou bien les Hannoversche Kassen allemandes) ou vers des banques (cf. deuxième partie du livre) qui travaillent sur des principes sociaux et écologiques. Fondamentalement, rappelons-nous que, dans la vie réelle, ce sont les couches



travailleuses de la population qui s'occupent des enfants, des malades et des vieillards. L'argent ne devrait pas se dresser entre nous derrière le masque de la spéculation ; il devrait garantir entre nous la possibilité de prendre soin les uns des autres, d'établir des relations vraies et de faire des projets concrets.

### **Mettre l'héritage entre de bonnes mains**

Des générations ont construit une firme, une entreprise ou bien un immeuble locatif, chacun y a amené ses compétences, pour le bien de tous, parfois même avec le soutien de l'Etat. C'est alors qu'arrive ce « cher héritier », qui dit : « Cela ne m'intéresse plus, je vais tout vendre au plus offrant (et me faire une belle vie). » Et ce prix d'achat, les nouveaux propriétaires de la ferme, de l'entreprise ou de l'immeuble ne pourront pas faire autrement alors que l'intégrer dans les prix qu'ils vont pratiquer, au détriment de tous.

Dans le cadre de « l'héritage » tel qu'il est conçu dans le système actuel, l'argent, c'est-à-dire le profit, passe avant les conditions de vie réelles de tous les gens concernés. En voici un exemple vécu :

Sud de l'Angleterre : David faisait avec nous son dernier tour de ferme. Sa formation et l'aisance de son contact humain faisaient qu'on l'écoutait avec intérêt. Malgré son flegme serein, il ne réussit quand même pas à nous dissimuler la tristesse que trahissait son ton de voix. Dans quelques jours, la ferme allait être remise à ses nouveaux propriétaires. Après 50 ans d'une exploitation excellemment menée en biodynamie, cette grande ferme de 100 ha allait être vendue. David arrivait à l'âge de la retraite et ses enfants, plutôt que de reprendre la ferme, avaient préféré monnayer leur part d'héritage. La tentative du mouvement anglais de biodynamie de reprendre la ferme à un prix correct se solda par un échec parce que les enfants lui avaient préféré une offre légèrement supérieure d'un entrepreneur conventionnel. Si élevés qu'aient été les idéaux de David, c'est quand même son attachement, voire sa dépendance à ses enfants, autrement dit sa dépendance aux « anciens liens du sang » qui fit pencher la balance en leur faveur. C'est ainsi que finit tragiquement l'un des grands modèles du mouvement biodynamique anglais.

Le simple fait de posséder des terres et des moyens de production permet soit de les vendre au plus offrant soit de spéculer ; voilà qui contredit toute économie saine et réaliste.

Il est évident que les enfants qui ne peuvent ou ne veulent pas reprendre une exploitation doivent en contrepartie se faire payer une formation qui corresponde à leurs intérêts et qui leur permette de se construire une nouvelle vie. Mais cela leur donne-t-il le droit de mettre en question égoïstement les conditions de vie d'autres gens ou d'un « organisme agricole » ?

Idéalement, les fermes, les entreprises ou les immeubles locatifs devraient



évoluer vers un statut juridique qui les rende invendables en les mettant à l'abri de la spéculation. Le cadre juridique global pourrait en être défini par l'Etat, une fondation ou tout dépositaire de la loi. Pour ce qui est du terrain constructible, on pourrait, par exemple, attribuer des « droits temporaires de construction » (droits héréditaires de superficie) pour des usages responsables définis comme tels. On redonnerait ainsi au sol sa place « juridique ». Le site [www.GemeingutBoden.ch](http://www.GemeingutBoden.ch) présente quelques-unes de ces fondations.

On peut même soustraire des entreprises au grand jeu de la spéculation et les confier à une fondation ou à une forme juridique proche de la fondation, comme la Neuguss « Verwaltungsgesellschaft GmbH, Berlin (inkl. Alfred RexrothStiftung) ». La Neuguss-Gesellschaft a pour buts le développement et la pérennisation d'entreprises familiales d'un point de vue écologique et social, en dehors de toute visée spéculative. Elle accompagne les entrepreneurs dans la conversion vers des formes juridiques adéquates et encourage la mise en réseau associatif des entreprises participantes.

Lors des reprises d'exploitation, un cercle régional d'experts (association) est chargé de rechercher les meilleures solutions possibles. Dans le chapitre « C'est le négoce sur les terres, le travail et le capital qui détruit nos vies », dans la deuxième partie de ce livre, on en apprend encore plus sur l'urgence de ces réformes juridiques.

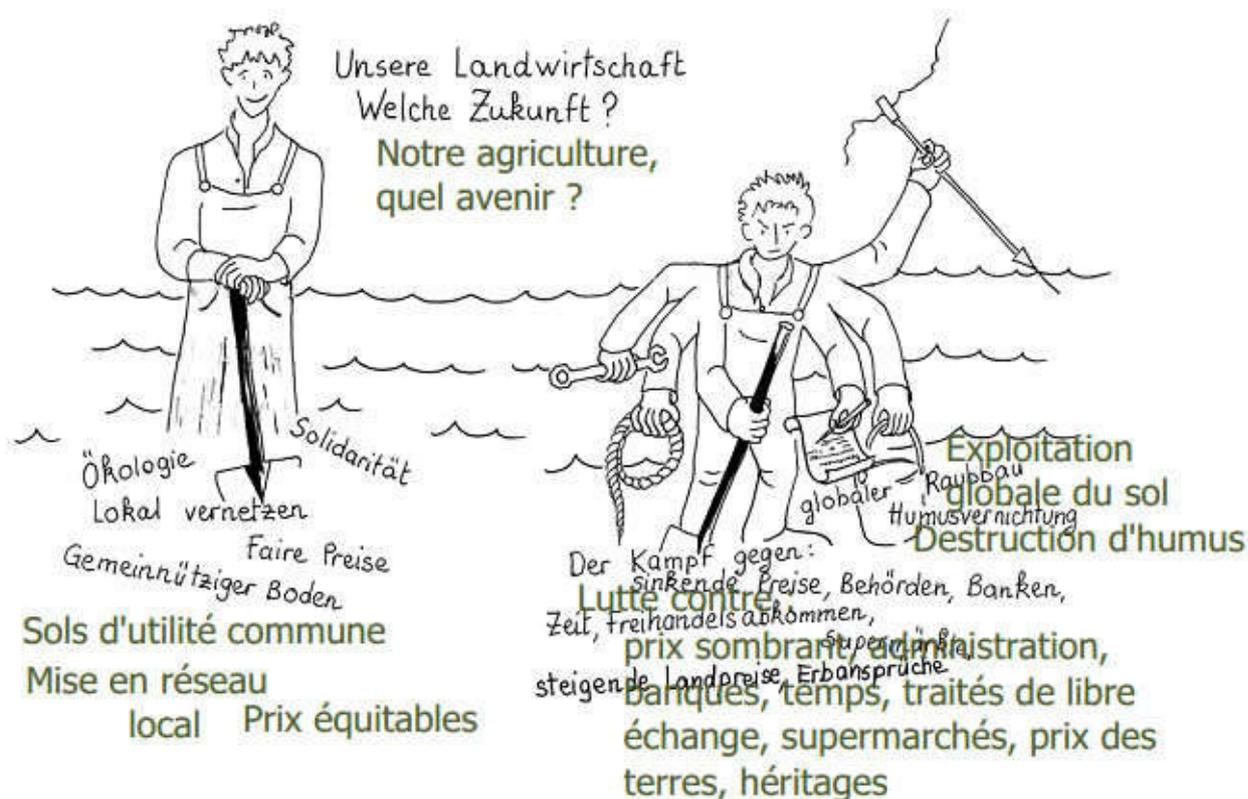
Beaucoup de mes activités ont à voir avec les nouvelles formes d'utilisation collective des terres et des immeubles. Un exemple :

M. Remer nous a fait part de son enthousiasme en nous montrant des fourmis dans sa nouvelle forêt mixte. Auparavant, il n'y avait là que des épicéas qui ne laissaient qu'un maigre sous-bois. Aujourd'hui, 40 ans plus tard, la forêt commence à devenir rentable. Ont été présentés et commentés d'autres travaux de recherche sur la capacité d'enracinement, la structure des champignons, l'équilibre hydrique, la forêt, mais aussi un travail avec différentes écoles. Après ce tour en forêt, retour à notre salle de séminaire. Nous sommes un groupe de 15 membres de la « société à but non lucratif de recherche sur l'agriculture », qui est le « propriétaire » légal des trois fermes Bauck en Allemagne du Nord. – La famille Bauck a décidé il y a 45 ans de mettre ses deux fermes à l'abri des « voies du sang » et de les transmettre à une structure neutre. Cela permet à beaucoup de gens de s'associer à ces fermes et d'agrandir les exploitations. Aujourd'hui, ce sont 450 ha de terre qui sont cultivés sainement et près de 300 personnes, dont quelques membres de la famille Bauck, qui trouvent leurs moyens de subsistance aussi bien dans l'agriculture que dans l'élevage, le jardinage, la foresterie, la recherche, le greffage, le travail thérapeutique, l'accompagnement scolaire etc. –

Les agriculteurs des trois fermes et quelques autres collaborateurs des fermes Bauck participent à nos réunions. On présente des rapports d'activité, de



nouveaux projets de construction que l'on discute, des possibilités de financement. On prend des décisions. Sur les fermes Bauck, les rapports ne sont certes pas paradisiaques, mais il pourrait ressortir de cette « libération des



terres » des « voies du sang » un vrai terrain d'expériences pour de nouveaux rapports entre nature et société.

Le processus de « libération des terres et du capital » des « voies du sang » ou de la pression à la spéculation fait tache d'huile. Il y a différentes formes juridiques pour franchir le pas, par exemple, les associations, fondations, fonds ou coopératives à but non lucratif. (cf. par exemple les projets de la fondation Edith Maryon, dont le fonds « Terre et Culture » promeut aussi des rapports responsables entre consommateurs et agriculteurs.)

Ces formes de propriété d'utilité publique permettent que « la vie » reprenne ses droits dans un environnement mortifère.

## Refondre les entreprises de production et de services

Sous la pression du système actuel de concurrence et de croissance, où aussi bien les actionnaires que les cadres supérieurs des entreprises espèrent des retours sur investissements, on voit de plus en plus souvent dans les entreprises, les services administratifs et les organisations apparaître des syndromes d'épuisement professionnel ou des relations antisociales qui peuvent aller

jusqu'au harcèlement, voire à la maladie. Les produits et services sont souvent réalisés dans des conditions dommageables, tant pour l'homme que pour l'environnement mais on demande rarement si le service ou le produit est effectivement utilisé et produit dans des conditions durables. Il semble qu'aujourd'hui les deux lignes directrices soient le profit et la consolidation du pouvoir.

Pour mettre un terme à ces abus, il ne nous reste plus qu'à remettre en question l'organisation structurelle de nos entreprises : offre-t-on vraiment des choses constructives pour l'homme et la nature ? Les collaborateurs sont-ils réellement encouragés dans leur créativité et leurs compétences sociales ? Ont-ils un vrai droit de regard ? L'entreprise est-elle suffisamment en réseau avec la région sur les plans économique, social et écologique ? Qu'advient-il des profits de l'entreprise ? etc.

D'après mon expérience, une culture d'entreprise saine et porteuse d'avenir, permettant aux travailleurs de mettre du cœur à l'ouvrage, doit remplir les conditions suivantes :

- ° Les services et des produits doivent vraiment être au service du développement de l'homme et de la nature.
- ° La structure du personnel doit être fondée sur la compétence et non sur le pouvoir ou le favoritisme. Le mécanicien connaît mieux ses machines et le thérapeute, ses patients, qu'une direction douée pour l'organisation.
- ° Il faut mettre un terme aux pratiques d'exercice anonyme du pouvoir et d'aspiration des profits par l'extérieur. On peut aussi appeler cela le « dépassement de l'esclavage moderne ».
- ° Les profits de l'entreprise doivent être réinvestis avec l'accord des travailleurs dans des domaines utiles à l'homme ou à la nature.
- ° Les décisions de nature personnelle et structurelle doivent être débattues en profondeur avec les travailleurs concernés.
- ° Les matières premières, marchandises et services d'une entreprise, d'une organisation ou d'une administration doivent autant que possible être produits selon un processus durable et provenir de la région.
- ° Les évaluations régulières des personnels et des processus de travail doivent se faire non seulement « de haut en bas », mais aussi « de bas en haut ».
- ° Des bilans sociaux et écologiques doivent être réalisés régulièrement avec des travailleurs de tout statut.
- ° Le but ultime doit être une modification de conscience qui permette au simple employé exécutant de passer d'abord au statut de collaborateur, puis à celui de « coentrepreneur ».

Pour motiver les collaborateurs d'une entreprise, d'une organisation ou d'une administration, il importe de travailler à l'élaboration d'un modèle commun. C'est cela qui donnera vie à « nos » entreprises. Le modèle inclura les éléments suivants :

1. des *objectifs* au service du bien commun ;
2. un *développement permanent des capacités* à satisfaire à ces objectifs ;
3. un *engagement* de tous les participants à *fournir des prestations* ;
4. une *conception* externe et interne, afin que, par exemple, chacun trouve la place dont il aura à répondre et un « soutien » dans une structure donnée ;
5. une *gestion* responsable des ressources humaines, matérielles et financières ;
6. une *écoute* attentive à l'intérieur comme à l'extérieur pour vérifier si les prestations fournies par moi/nous sont encore nécessaires ;
7. une *prise en charge de l'organisme dans son ensemble* pour déterminer les postes qui nécessitent éventuellement une attention régénératrice.

Tous ces processus font partie du modèle, qu'il convient de réviser à espaces réguliers. Le modèle devra également être soumis en permanence à la critique des collaborateurs. Tous ceux qui apportent une contribution responsable à ces principes fondamentaux deviennent de ce fait des co-entrepreneurs. La motivation au travail se fonde sur le modèle dans la pratique. Dans ces conditions, travailler pour de l'argent, c'est une vision qui relève de plus en plus du passé. Toute entreprise moderne, que ce soit une école, une ferme ou un atelier de production, devra passer par ces prises de conscience.

Les nouvelles formes de vie et de travail ne tombent pas du ciel. Jusque là, je n'ai mentionné que les grandes lignes. Il y a encore un certain nombre de questions auxquelles il faudra apporter des réponses. (là-dessus, cf. mon livre en préparation sur la formation d'une communauté).

Quand des entreprises se mettront au service du « bien commun » plutôt qu'à celui de la maximisation du pouvoir et des profits, on verra émerger de toutes nouvelles valeurs dans le monde économique. On pourra alors mettre en avant la qualité pour l'homme et la nature plutôt que la croissance pour l'industrie financière.

A l'avenir, il serait sage aussi d'évaluer tous les produits et services en fonction de leur « empreinte » écologique, sociale et énergétique, qu'il s'agirait de rendre publique. Il s'ensuivrait un approfondissement généralisé de la conscience et un renouvellement des comportements d'achat.

Le mouvement dit de « l'économie du bien commun » de Christian Felber a mené ces dernières années un important travail de conscientisation dans ce sens. Il y a



maintenant de plus en plus d'entreprises qui s'évaluent à partir d'un catalogue de mesures sociales et écologiques. Il s'agit ici des effets internes et externes, écologiques et sociaux, des activités d'une entreprise. Les entreprises peuvent publier cette évaluation et, le cas échéant, se présenter comme tournées vers l'avenir.

Vers la fin de ce livre, je recommande un nouveau « système fiscal », où les produits et services seront imposés en fonction de leur empreinte écologique et sociale. A l'inverse, l'imposition des personnes qui ont un vrai travail et qui se situent dans des tranches de revenus normales serait supprimée

## **L'économie associative**

Comment se forger sur la vie économique des jugements qui soient susceptibles de satisfaire tous ceux qui participent à cette vie économique ?

Croyons-nous nos politiques capables de jugements objectifs ? Et les représentants de notre système de production ? Et nos banquiers ou nos économistes universitaires ?

Pourquoi ne demanderions-nous pas tout simplement à des représentants des domaines les plus divers de la vie, qui, eux, sont de plain-pied dans l'économie réelle, de se regrouper en associations ? Voyons donc qui est de plain-pied dans l'économie réelle.

° En tant que consommateurs, nous sommes tous de plain-pied dans l'économie réelle. Il faut donc un groupe fort de « consommateurs » dans ces associations.

° Les producteurs eux aussi sont de plain-pied dans l'économie réelle. Par producteurs, on n'entend pas seulement les directeurs, mais aussi les travailleurs. Il faut donc un groupe de « producteurs » à plusieurs niveaux dans les associations.

° Le « secteur des services » joue un rôle de plus en plus important de nos jours. Il faut donc aussi des représentants de ce groupe dans les associations.

° Dans le « commerce », on a une très bonne connaissance des différents mouvements de matières premières et de marchandises, ainsi que de leurs prix. Donc, il faut aussi des représentants de ce groupe dans les associations.

(Idéalement, les commerçants devraient se considérer comme des prestataires de services entre producteurs et consommateurs.)

° De plus, il faudrait aussi que dans ces associations collaborent des représentants de l'extraction de matières premières, de l'agriculture et de la culture, de façon à garantir que ces « sources de terre et de culture » soient protégées et développées sur le long terme.

Il n'y a que ces représentants qui vivent de plain-pied dans la vie concrète qui puissent arriver, ensemble au sein de ces associations, à porter sur la vie

économique des jugements objectifs et vivants. C'est dans la vie économique réelle qu'ils forment leurs opinions.

Il devrait y avoir des associations aux niveaux local, régional, national et international. A tous ces niveaux, les associations peuvent formuler concrètement des analyses économiques objectives, à partir desquelles elles pourraient réévaluer les flux de marchandises, les prix, les besoins en main-d'œuvre et tant d'autres choses encore.

On pourrait ainsi organiser une « économie associative des besoins », qui serait au service de l'homme et de la nature alors que l'actuelle « économie financière libre » ruine de plus en plus l'économie réelle, l'homme et la nature. (Il suffit qu'on confie du capital, qui n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un « droit », au « marché libre » pour qu'apparaissent les pires dévoiements. Mais j'y reviendrai dans la seconde partie de ce livre.)

Pour moi, l'économie associative, ce n'est pas une théorie. Partout où des gens travaillent aujourd'hui en association, on en voit déjà les fruits. Les exemples les plus convaincants, d'après moi, sont toujours ceux où on retrouve une association entre les agriculteurs, les consommateurs, les artisans, les commerçants et la culture. Pendant des années, j'ai pu participer à des projets de ce type.

### **Un développement régional qui s'appuie sur des initiatives porteuses d'avenir**

Pour arriver à un développement régional durable, il faudra que le plus grand nombre possible de citoyens, d'entreprises, de créateurs culturels, d'organisations et d'administrations se retrouvent ensemble pour établir un dialogue. Aujourd'hui, les ateliers dits « d'avenir » avec leurs encadrements compétents ont fait leurs preuves.

Des questions comme : « Que pensez-vous que notre région doit devenir demain ? » ou bien « Que pensez-vous que la région doit nous offrir en terme de qualité de vie, y compris pour les générations à venir ? » permettront à tout le monde de se sentir concerné. Pour introduire ce débat, les contributions seront d'autant plus stimulantes qu'elles s'appuieront sur des actions exemplaires menées dans d'autres régions. Dans un deuxième temps, on collectera les souhaits exprimés à propos de l'avenir par tous les participants et on les exposera à tout le monde.

En même temps, les groupes de travail seront invités à un premier remue-ménages qui abordera sous forme de recommandations les différents thèmes suivants : travail ayant du sens, vie et habitat sains, milieu naturel, énergie, formation, santé, agriculture, culture, intergénérationnel, etc. Ces groupes seront recomposés plusieurs fois de sorte que chacun puisse percevoir le contexte global

à partir de perspectives différentes. Et on finira par une nouvelle présentation générale pour tout le monde.

Finalement on constituera sur les thèmes les plus divers des groupes spécialisés qui approfondiront leur thème avant la prochaine rencontre des ateliers d'avenir pour pouvoir en faire une nouvelle présentation à cette occasion.

Ces ateliers d'avenir devront être de vrais événements culturels qui proposeront une nourriture saine et de petites interventions culturelles ; ils pourraient se dérouler en soirée ou, mieux encore, en week-end, et se répéter à intervalles réguliers.

A chaque fois, le processus général devrait être consigné dans un cahier de la façon la plus facile d'accès, même pour ceux qui n'auraient pas été présents. Au départ, les débats au sein de la population seront restreints. Mais si ce processus est bien mené, ils draineront de plus en plus de gens. Au bout du compte, il se dégagera une véritable « atmosphère de renouveau » qui sera perceptible pour de plus en plus de gens. Nous n'avons pas à nous laisser abattre par les éternels sceptiques. Au fond, si le monde a toujours été de l'avant, c'est bien du fait d'idéalistes pratiques.

### **Une aide au développement décentralisée pour régler les problèmes globaux**

Afrique. Nous traversons des paysages de steppes. Ici, auparavant, quand le sol contenait encore de l'humus, on cultivait du coton pour le marché mondial. Maintenant, il ne reste plus que quelques touffes d'herbe sèche, des buissons dénudés et quelques rares arbres à l'air déplumé ; au milieu de tout cela, quelques chèvres gardées par deux enfants qui n'ont que la peau sur les os et qui cherchent de l'ombre sous les dernières feuilles. On voit partout de profondes ornières, qu'on appelle ici des gillis. Ce sont les pluies, rares mais violentes, qui ont laissé ces ornières. Le sol dur n'a pas pu absorber l'eau qui s'est mise à dévaler rapidement ces terres peu profondes et s'est enfoncé sur plusieurs mètres. Tous les ans, maintenant, du fait de ces crues brèves mais relativement importantes, les gens qui vivent plus loin en aval du lit habituellement sec de la rivière risquent de perdre tout leur bien ou même de mourir... Deux kilomètres plus loin, nous découvrons dans une poussière brûlante qui s'envole en tourbillonnant des huttes basses en terre glaise et tôle ondulée. La plupart paraissent abandonnées. A côté, une épave de camion sans roues sous laquelle quelques poules cherchent de l'ombre. Quelques femmes au teint mat sortent de deux huttes. Où sont donc les autres ? Dans le bidonville de la grande ville ? Partis dans le désert ? Peut-être sont-ils perdus en Méditerranée sur un rafiot plein à craquer qui dérive vers l'Europe ?...

Notre politique de développement à l'égard des pays en développement porte



aussi une part de responsabilité dans la destruction de l'environnement, l'épuisement des sols, la raréfaction de l'eau, la faim, les systèmes d'oppression et l'exploitation économique. Il y a eu en permanence des tentatives pour transplanter dans d'autres cultures les modes de travail et de pensée occidentaux comme l'agrochimie, la centralisation ou l'économie financiarisée ; mais les modes de travail et de pensée qu'il serait pertinent de transplanter, à savoir l'agriculture écologique, la décentralisation et l'économie associative, sont à l'opposé de ceux-ci.

C'est nous, les riches, qui avons gagné (dans un premier temps). Entre les ressources renouvelables et bon marché et les richesses minières, nos bénéfiques sont multipliés plusieurs fois par rapport à nos engagements dans ce type d'aide au développement.

Comme toute activité a deux faces dont les effets réciproques ne sont limités que dans le temps, notre tour est venu maintenant de découvrir les effets des relations d'exploiteurs à exploités que nous avons organisées avec les pays en développement. Pression à l'émigration pour des gens pauvres et déracinés, risques croissants de terreur avec augmentation du contrôle des données personnelles, changement climatique, nouvelles maladies etc.

Que signifient dans le cadre de l'aide au développement les concepts d'agriculture écologique, de décentralisation et de commerce associatif ? Tout d'abord : « Aider l'autre à recourir à ses propres moyens dans une région ou un village donné en gardant un œil sur le développement de l'homme et de la nature. » De notre point de vue, dans ce domaine, tout intérêt personnel est banni. Eventuellement, nous pourrions profiter à long terme d'une moindre pression sur les rapports globaux économiques, sociaux et écologiques.

Cela signifie aider localement à rétablir la fertilité (humus) pour redonner un espace vital aux plantes, aux animaux et aux hommes. Le sol devrait recommencer à stocker de l'eau sans que cela ne provoque en même temps des crues ou des typhons. En même temps, c'est aussi renoncer à l'agrochimie, aux organismes génétiquement modifiés et aux machines. La diversité dans les plantes cultivées et les espèces animales contribue à la création d'« organismes agricoles » sains. La simple transformation des différents produits de la nature satisfera la plupart des besoins fondamentaux. Si besoin, on pourra même introduire une monnaie locale. Ainsi, la population rurale retrouvera du travail, de la nourriture et une nouvelle conscience de soi.

Les produits excédentaires pourront être vendus à la ville la plus proche pour satisfaire d'autres besoins en échange. Ainsi, les gens qui s'entassent dans des villes surpeuplées pourraient retourner à la campagne, ce qui les libérerait d'une certaine dépendance vis-à-vis des « couches supérieures », plus avides de profits. Les expériences faites localement pourront être transmises à d'autres régions



dans de simples « écoles de campagne ». Dieu merci, l'idée se répand de soutenir des processus locaux de ce genre.

Dans les villes aussi, on pourrait soutenir de petits projets locaux à visée sociale, économique et culturelle. Il faudrait même associer aussi souvent que possible ces « projets urbains » à des « projets ruraux ».

Un pays occidental qui multiplierait pour de tels projets d'avenir l'enveloppe consacrée à son budget de développement n'a aucune crainte à avoir d'agressions extérieures. Sa propre armée deviendrait superflue et il pourrait mettre de plus en plus de gens et d'argent à la disposition du développement.

... Nous continuâmes notre route à travers cette région aride et dévastée. Puis nous nous approchâmes d'un îlot de verdure au milieu de ce paysage qui s'était transformé en désert...

Des années plus tard, je rends visite à mon maître en « double-digging », Robert Mazibuko, que je ne connais que par ses lettres et ses photos. Plein de fierté et d'énergie du haut de ses 86 ans, il nous montre son jardin luxuriant, qui nourrit son clan et son petit village. Son coin de paradis est plein de papayes, de fruitiers et de différentes variétés de légumes. L'exubérance des couleurs et des odeurs est indescriptible. Mazibuko raconte qu'il n'irrigue presque pas, si ce n'est au moment du démarrage des plantes. Il a développé la technique du double-digging il y a de nombreuses années. Cette technique, je l'avais apprise moi-même à la sueur de mon front des années plus tôt à l'Emerson College, en Angleterre, lors de ma formation d'auxiliaire de développement biodynamique. Dans cette technique, le sol est creusé d'une plate-bande de 90 cm de profondeur, la terre du dessus est mise d'un côté, la terre du dessous, de l'autre. Puis on remplit le fond de toute espèce de bout de bois, vieux troncs d'arbre, vieilles planches, caisses de bois etc. Puis on remet une couche sur laquelle on ajoute des restes organiques grossiers comme des petites branches, des cartons etc. Encore un peu de terre végétale pour compléter l'inoculation de bactéries. De nouveau, de la terre du dessous et d'autres matériaux organiques par-dessus, on peut même y mettre de vieux tissus en coton. On répète cela plusieurs fois et on finit par une partie de terre végétale, qu'on mélangera, si possible, entre les deux, à un peu de fumier ou de compost. Enfin, on recouvre le tout du reste de la couche supérieure. Ces nouvelles plates-bandes font maintenant saillie 60 à 90 cm au-dessus du sol et sont recouvertes si possible jusqu'aux prochaines pluies. Si on installe ces plates-bandes parallèlement à la pente du terrain et à une distance de 3 m par exemple, l'eau qui va couler pendant les pluies entre les plates-bandes va s'infiltrer et se stocker. Elles agissent comme une éponge géante qui peut stocker l'eau sur une année entière. En bordure de ces plates-bandes, on plante en hauteur des fruitiers, pour l'ombre. Dans les plates-bandes, on plante la première année des légumineuses comme des haricots pour enrichir en azote et, les années suivantes,



toutes sortes de légumes. Maintenant, on ajoute une plate-bande tous les ans. Après une quinzaine d'années, on peut recommencer la procédure... C'est une base de travail, un tout nouveau mode d'existence pour de plus en plus de gens... Robert Mazibuko a également greffé et transplanté je ne sais combien d'arbres. Il a fondé le Africa-Tree-Center et il a passé des dizaines d'années à diffuser ses techniques organiques dans toute l'Afrique.



## 2 ème partie :

### Comprendre la monnaie et apprendre à composer avec elle

Dans la première partie du livre, nous nous sommes penchés sur les rapports économiques réels et les modèles de pensée et d'action qui les sous-tendent. Cette approche initiale nous indique différentes méthodes pour améliorer nos rapports économiques et donc nos conditions de vie.

Dans la deuxième partie, il s'agira de comprendre le monde de la finance et le rapport que nous entretenons avec lui. Là encore, il dépend de nos « motivations » profondes et de notre volonté à agir que la monnaie nous permette d'améliorer nos conditions de vie.

Quand on réussit vraiment à identifier les domaines dans lesquels une mauvaise gestion des finances peut menacer notre vie économique réelle dans son ensemble, on pourra plus facilement accepter les conseils donnés ici. J'essaierai de familiariser le lecteur avec le monde de la monnaie ; je le ferai d'une manière certes peu orthodoxe, mais compréhensible. Aucun doute, tout expert financier digne de ce nom souffrira à la lecture des chapitres qui suivent : c'est que d'une part j'utilise un vocabulaire simple et imagé, et que d'autre part, contrairement à l'usage consacré dans ce milieu, je ne décris pas ce monde-là dans une perspective de maximisation des profits.

La monnaie ressemble à l'eau. Pour être en lien avec sa nature, il lui faut être perpétuellement en mouvement, pour rester vivante elle-même et pouvoir faire vivre le monde autour d'elle. Tout comme l'eau, la monnaie peut se volatiliser (condensation) pour pleuvoir ailleurs. Mais si on essaie de la restreindre dans ses capacités de mouvement, de la diriger ou de la contenir dans des canaux qui ne lui conviennent pas, l'eau finira par perdre son oxygène et dégager de mauvaises odeurs, comme la monnaie. Puis elle se transformera en méthane, un gaz potentiellement mortel ; dans le cas de la monnaie, ce sont les bulles financières. Dans cet état, elle perd toute capacité d'assurer sa vitalité propre et celle du monde. Elle n'est plus disponible pour la vie, qui risque alors de s'assécher.

Ce n'est pas pour rien que les managers assoiffés de profits ne s'attirent que des reproches. Ils s'approprient une part juteuse de profits gigantesques qu'ils ont détournés de l'économie réelle au profit d'actionnaires spéculateurs. Les emplois se raréfient, les standards sociaux baissent, des firmes sont anéanties, des productions délocalisées dans des endroits qui n'ont que faire des standards sociaux et environnementaux, les hommes politiques sont manipulés.

Mais le simple citoyen tente constamment à « profiter » par des « achats bon marché » d'un côté, et de l'autre à gagner le plus d'argent possible en travaillant le moins possible. On regarde plus souvent son propre porte-monnaie que sur les êtres humains qui satisfont nos besoins ou pour qui nous travaillons. Même dans



les cercles alternatifs, il est souvent question de « bon marché » et du « moins de travail possible ». Il nous arrive souvent d'oublier qu'un homme sain en âge de travailler devrait travailler pour deux personnes de plus que lui. Sinon, qui subviendrait aux besoins des enfants, des jeunes, des vieux et des malades ? Et qui paierait les jardins d'enfants, les écoles, les universités, les institutions culturelles, les mesures environnementales etc. ? Tous ces lieux de développement ont besoin de notre soutien financier et social. Mais nous ne pourrions les soutenir que si nous arrivons à gagner plus que nos propres besoins, autrement dit si nous arrivons à gagner de quoi faire un profit, que nous pourrions reverser pour le développement culturel en général. Hélas, tant d'âpreté au gain va finir par assécher toute l'économie réelle et, avec elle, l'environnement, la vie sociale et culturelle. Et c'est notre système économique et monétaire actuel qui encourage massivement ces « liquidations ». Il est particulièrement regrettable que cette « économie spéculative » cherchant le profit meuve maintenant 60 fois plus d'argent que l'économie réelle — une tendance en forte hausse. Il est temps de redéfinir de nouvelles bases pour la production et la circulation de la monnaie. Dans ce cadre, le but devrait toujours être le développement de l'homme et de la nature.

Dieu soit loué, il y a de plus en plus de gens qui travaillent, comme individu ou en groupe, à élaborer des projets de réforme, dont certains, même, peuvent parfois rencontrer un certain écho. C'est le cas, par exemple, du mouvement pour l'économie du bien commun, des banques anthroposophiques et alternatives, de l'initiative Silvio Gesell pour la monnaie « vieillissante » (ndt \*en France on a retenu : fondante), du mouvement d'économie de post-croissance, des initiatives de revenu de base, du mouvement des décroissants, du mouvement pour la démocratie directe, de l'initiative monnaie pleine (MoMo), d'Europa 2019, des fondations pour « la Terre bien commun », des fondations culturelles et écologiques, des fonds et associations, des caisses de retraite alternatives, des monnaies complémentaires et alternatives, des nombreux cercles d'échange etc. Tous ces mouvements apportent beaucoup d'idéalisme pour la construction d'une nouvelle société. Il serait plus important qu'ils collaborent davantage et qu'ils apprennent plus les uns des autres. On ne se préoccupe pas assez des « maladies systémiques » qui sont à la base de ces difficultés, que ce soit la création de monnaie, la contrainte à la croissance et au profit, le système d'intérêts ou la spéculation sur le travail, le sol et le capital. Se dire qu'on a trouvé la mesure-phare pour améliorer les conditions relèverait de la simplification abusive. Une mesure isolée, par exemple le revenu de base, peut même se révéler dommageable si elle n'inclut pas en même temps d'autres aspects plus profonds. Trop souvent aussi, on cherche à attribuer aux hommes politiques et aux stratégies économiques la responsabilité de cette dégradation. Et la responsabilité

personnelle dans la misère est le plus souvent purement et simplement masquée. Je voudrais maintenant replonger avec vous dans notre océan de l'économie : cette fois-ci en regardant la monnaie. Nous allons naviguer en eaux troubles, voire carrément opaques et toxiques. Pour mettre au point une méthode d'assainissement, il nous faudra identifier les causes de ces sources toxiques, hostiles à la vie, de façon à les arrêter. Pour cela, il nous faudra du courage, de la concentration et une certaine dose d'autocritique. Mais nous naviguerons aussi dans des régions éclairées, couvertes de végétation, vers lesquelles nous pourrions canaliser les eaux troubles (la monnaie) pour les assainir.

Au cas où un passage vous échapperait, n'hésitez pas à poursuivre la lecture. La pièce manquante du puzzle deviendra plus claire en continuant et s'insérera dans l'image globale. De plus, avec le mode de progression que j'ai adopté, il n'est pas nécessaire de comprendre chaque détail pour saisir le contexte général.

### Qui régit la monnaie ?

« La monnaie régit le monde. » C'est ce que se disent la plupart des gens. Mais en se résignant naïvement à cette vision, ils se laissent régir par la monnaie. Au fait, qui régit la monnaie ?

La monnaie, c'est quelque chose d'abstrait, ça ne se mange pas. Il faut de la conscience pour savoir s'en débrouiller. Les animaux et les petits enfants peuvent tout au plus jouer avec. La plus grande partie de la monnaie n'existe même pas sous forme physique, mais sous forme de paiements électroniques. La monnaie ne détient son statut juridique, sa valeur, que du fait que nous la lui reconnaissons tous, cette valeur. Mais « en soi », elle n'a pas de valeur. Avec de la monnaie, on ne peut rien faire d'autre que mobiliser des choses ou des services qui ont de la valeur. C'est quand la monnaie devient une « valeur en soi », voire une marchandise, que rien ne va plus. Nos problèmes actuels ont à voir avec cette conception fautive de la monnaie. C'est bel et bien à nous, les hommes, que revient la responsabilité de la monnaie. — La monnaie est un grand « facilitateur », en négatif comme en positif. Tout mouvement monétaire a un effet social et écologique sur notre monde, et avec cela sur tous les hommes et l'ensemble de la nature. C'est pourquoi il ne suffit pas d'avoir un rapport d'un bon naturel avec la monnaie ou d'en avoir une bonne compréhension intellectuelle. Il faut aussi du sens des réalités, un sens global de la responsabilité et une fréquentation consciente avec les « forces » qui reposent derrière.

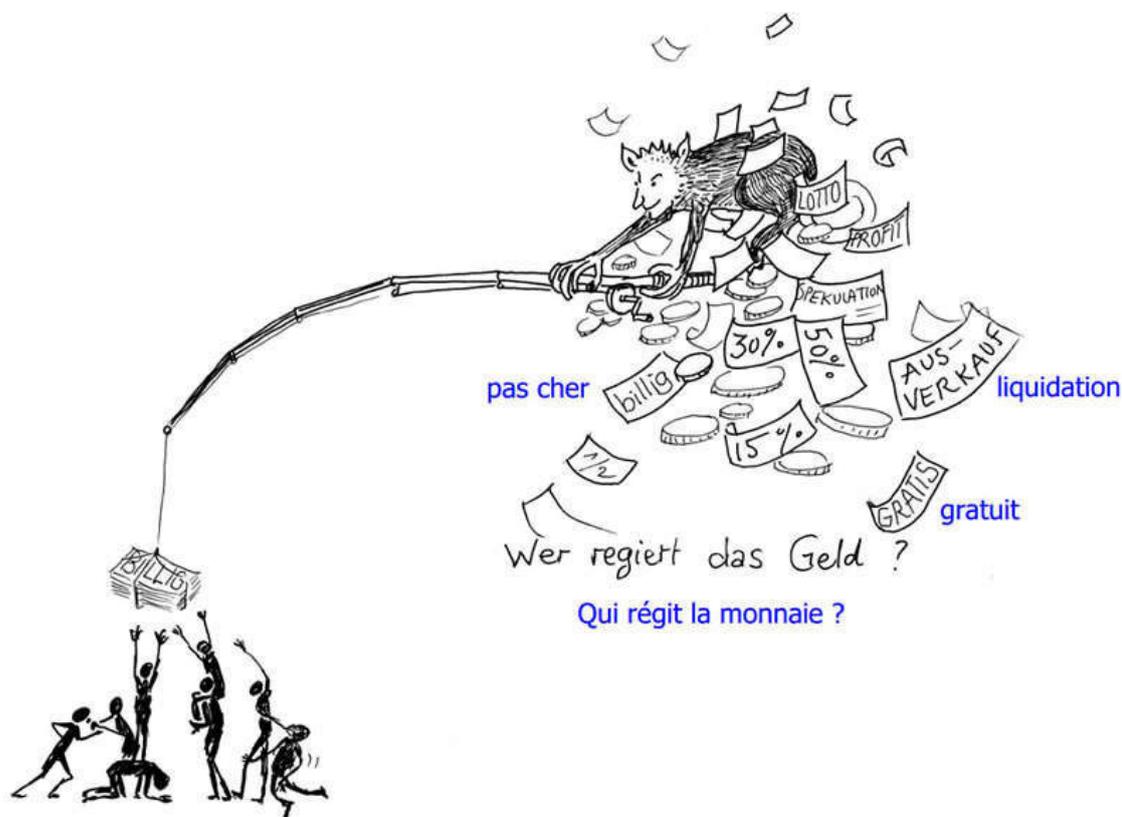
La monnaie est un mystère. Un mystère, est quelque chose qui n'est pas facile à comprendre ou à appréhender, mais qui a à voir avec notre intériorité. Nous avons une peur cachée devant la monnaie, semblable à notre peur à vouloir comprendre la mort. Si nous sommes sincères, nous avons tout autant peur à vouloir comprendre un profond amour. Ces mystères, la mort, l'amour et l'argent



semblent avoir des rapports étroits les uns aux autres. La monnaie peut activer aussi bien des forces de mort que des forces d'amour.

Quel est mon rapport personnel aux « forces » de l'argent ? Comment dit-on si joliment : "Quel enfant de l'esprit tu es, on le reconnaît le mieux à la façon dont tu comporte avec l'argent". Et on dit aussi, quand quelqu'un achète trop de manière incontrôlée : "Celui-là a attrapé la "rage d'acheter"".

Il s'agit de la grandeur et de la qualité de notre conscience, de notre esprit que nous comprenions correctement la monnaie, et puissions la fréquenter. Et ici, dans la qualité de notre conscience que s'ouvre la porte pour toutes les influences, positives comme négatives, sur la monnaie.



Aujourd'hui, on a dans l'inconscient un rapport à la monnaie qui généralement ouvre toute grande la porte aux tentations les plus louches, aussi appelées « Mammon ». Seul l'être humain conscient peut monter la garde à cette porte (de la conscience).

Aux stratèges des marchés financiers et politiciens avec leurs aspirations au pouvoir et au profit semble toutefois manquer cette conscience responsable sur la monnaie. Si on persiste à leur confier, à eux seuls, le soin d'organiser la monnaie, ils nous conduiront à des injustices, à la destruction de la nature, à des crises, des guerres, des faillites, qui déboucheront sur une impasse.

Comme les gens manquent aussi dans la vie quotidienne de gardiens de la

conscience susceptibles de les alerter sur l'argent, les forces tentatrices (Mammon) peuvent lancer de grandes manœuvres contre le développement de l'homme et de la nature.

Les théoriciens de la conspiration cherchent toujours à réduire les attaques contre le développement de l'humanité à un petit groupe qui tire les ficelles en coulisses. Quant à moi, je pense que c'est ce rapport égoïste et incontrôlé que nous avons tous à la monnaie qui est responsable de ces attaques contre l'homme et la nature.

Evidemment, ce sont toujours les gens les plus dénués de scrupules qui essaient de se mettre en avant. Ils ne reculent ni devant la manipulation ou la corruption, ni même devant le meurtre parfois quand c'est leur pouvoir qui est en question. Ils s'engraissent de toutes nos petites inattentions et de tous nos actes égoïstes : nous râtons contre les marchés financiers spéculatifs parce qu'ils sont axés sur le profit, mais nous n'hésitons pas à leur confier notre argent, parce qu'il rapporte des intérêts. Nous protestons contre l'exploitation des pauvres et de la nature mais c'est le vil prix auquel nous achetons qui justifie cette exploitation. Nous prêtons aux riches les pires calculs, mais nous cherchons nous-mêmes à devenir millionnaires en jouant au loto, et donc sans travailler. Nous continuons à soutenir les grands groupes pétroliers et les grands fournisseurs d'électricité au lieu de réduire notre consommation d'énergie avec des maisons plus petites et d'autres moyens de transport, au lieu de financer des énergies alternatives avec nos économies. Nous préférons acheter des produits de marque chers ou d'autres qui sont fabriqués en Asie, plutôt que de soutenir une économie locale et écologique etc.

Il ne s'agit pas de renvoyer la balle sur les pauvres, qui n'ont ni l'argent, ni la conscience nécessaires pour modifier quoi que ce soit. Je dois apprendre par moi-même à me poser les vraies questions. Il ne s'agit pas non plus, pour moi, de maudire les « riches » globalement. Je connais des gens qui, non contents d'avoir construit leur richesse par un travail honnête et des idées favorisant la vie sociale, ont mis leur richesse au service de la société.

Avant, on disait : « Le plus grave, pour le diable (ici, Mammon), c'est quand il est reconnu. » Nous n'avons là pas loin à chercher...

Evidemment, nous avons affaire à un système très mal en point ; mais, nous ne devrions jamais oublier que nous sommes, nous même aussi, profondément infestés par ce système lors de recherches supplémentaires sur les causes et les solutions.

### **Comment naît la monnaie ?**

Aujourd'hui, 10 % seulement de notre argent provient des banques centrales nationales (les banques d'Etat, qui ont aussi en partie des copropriétaires privés).



Généralement, celles-ci ne mettent la monnaie en circulation que par le biais des banques d'affaires (banques privées). Les banques d'affaires ont la possibilité de se faire prêter au taux directeur officiel par la banque d'Etat autant d'argent que celles-ci le peuvent tant que celles-là disposent d'un capital propre, qui ne représente pour la plupart que 2 % de leur bilan.

Mais alors, d'où viennent les autres 90 % presque de monnaie en circulation ? Bien que la vie actuelle ne tourne presque plus qu'autour de la monnaie, rares sont les gens qui peuvent apporter une réponse à cette question. La plupart de nos représentants politiques n'en savent d'ailleurs pas plus.

Ce sont les banques d'affaires (toutes les banques à l'exception des banques centrales nationales) qui créent les presque 90 % restants. Comment est-ce possible alors que seules les banques centrales ont le droit de battre monnaie et d'émettre des billets de banque ? Ces monnaies nouvelles sont des moyens de paiement virtuels (monnaie scripturale) ; elles sont créées d'un simple clic de souris. Comment cela se passe-t-il ? A chaque fois qu'un crédit est octroyé, le compte de l'emprunteur est crédité du montant du crédit. Dans la comptabilité de la banque, il y a maintenant sur une colonne un avoir de l'emprunteur et sur l'autre une créance de la banque. Avec le montant porté sur son compte, l'emprunteur effectue ses virements. C'est ainsi que, pour chaque crédit, on crée à partir du « néant » de la monnaie, qui va circuler. Quand le crédit sera remboursé, cette monnaie disparaîtra des livres de compte et elle retournera de la circulation au « néant ».

En déterminant le taux directeur, les banques centrales essaient, en fonction des circonstances, de stimuler ou de réduire l'octroi de crédit à l'économie. Un taux directeur bas (comme c'est le cas actuellement, autour de 0 %) est censé augmenter les demandes de crédit, donc la création de monnaie ; et donc on injectera plus de monnaie dans le circuit économique. Un taux directeur élevé aura les conséquences inverses. Ce processus de pilotage par les



banques centrales marche très bien pour la création de monnaie ; malheureusement il n'y a qu'une petite partie de cet argent frais qui arrive dans l'économie réelle. La plus grande partie disparaît sur des marchés financiers purement spéculatifs. Nous verrons plus tard comment cela se passe et quelles conséquences dévastatrices cela entraîne pour nous tous.

Pour les crédits qu'elles octroient, les banques ne se contentent pas d'être remboursées ; elles veulent aussi encaisser des intérêts, d'une façon ou d'une autre ; au débiteur de trouver ces coûts supplémentaires dans l'économie. Pour les crédits à long terme, les intérêts peuvent même représenter le même montant. Dans ce cas, la majeure partie des gains en intérêts est engloutie sur les marchés financiers spéculatifs, ce qui veut dire qu'elle n'est pas mise à la disposition de l'économie réelle. Ces « intérêts de capitaux » ne peuvent évidemment provenir que de nouveaux crédits.

Comme les intérêts exigibles pour des crédits ne cessent d'augmenter, l'économie globale attend des profits en augmentation constante et exerce une pression croissante à la production. Voilà donc l'une des causes de la fameuse « contrainte à la croissance » de l'économie ! Dans notre système monétaire actuel, on peut payer des marchandises et des services réels aussi bien avec de « l'argent liquide » provenant des banques centrales qu'avec de la « monnaie scripturale » créée « à partir du néant » par les banques d'affaires. Comme la plus grande partie des paiements se fait en monnaie scripturale, la banque n'a besoin que de faibles réserves en liquide.

Mais il y a une grave différence entre les deux types de monnaie.

D'après notre Constitution, « l'argent liquide » est le seul « moyen de paiement légal ». Tandis que la « monnaie scripturale » n'est qu'une « promesse » des banques, qui s'engagent à être toujours en mesure de la rembourser en liquide (la monnaie scripturale n'est rien d'autre, de ce point de vue, que cette reconnaissance de dette avec promesse de remboursement, que nous établissons et mettons en circulation comme moyen de paiement).

Ce processus parallèle de création de monnaie mis en place par les banques fonctionne tout à fait légalement, mais il échappe à la conscience de presque tous les citoyens et de la plupart des responsables politiques ou économiques.

Les banques privées calculent un taux d'intérêt qui va de 1 à 10 % par an en fonction de la solvabilité du client. L'Etat grec, par exemple, qui a été malmené par la crise, par exemple, rembourse aux banques entre 5 et 7 % d'intérêts et s'enfonce de plus en plus dans la crise, quoi qu'il en soit de sa gestion. Mais il ne peut pas emprunter directement de l'argent à 0,5 % à sa banque nationale européenne. Les emprunteurs, qu'ils soient privés, entreprises ou Etats, doivent augmenter leurs revenus d'un montant au moins égal au taux exigé s'ils ne veulent pas s'endetter davantage. Mais pour beaucoup, notamment pour les Etats,

ceci n'est plus possible, ce qui contribue à faire monter encore le montant des dettes et à créer encore plus de monnaie.

Quant aux banques d'affaires elles-mêmes, aux entreprises et particuliers riches, ils font des crédits de montants élevés et, ce faisant, créent encore plus de monnaie. Comme ils sont déjà propriétaires, ils peuvent obtenir à des taux tout à fait intéressants un crédit (réel) qui va leur permettre de spéculer sur de l'immobilier, des terres, des entreprises, des actions etc. Avec ces « objets de spéculation », ils peuvent ensuite viser un bon retour sur investissement en fonction du taux d'intérêts minime qu'ils ont dû payer. Evidemment, ces profits sont payés par le consommateur final, qui voit augmenter tant les prix à la consommation que les locations. On voit là à l'œuvre une dangereuse surenchère à la production monétaire pour le monde de la spéculation fictive.

A l'opposé, un jeune qui a des idées, de la force et de l'enthousiasme mais qui n'a pas de biens n'a pratiquement aucune possibilité d'obtenir un crédit (personnel) intéressant pour fonder son entreprise, c'est-à-dire pour l'économie réelle. Alors qu'un crédit (personnel) intéressant, dans ce cas précis, pourrait rendre meilleur marché les produits ou services de son entreprise.

Bien qu'officiellement les banques centrales essaient actuellement de ramener de la monnaie dans l'économie réelle en menant une politique de taux d'intérêts bas, cette nouvelle monnaie s'évapore, essentiellement pour les raisons qu'on vient de dire, dans des marchés qui veulent spéculer sur la maximisation du profit ; aux dépens, évidemment, de l'économie réelle. L'économie réelle étant ainsi saignée, on comprend mieux qu'apparaissent de nouveaux besoins de crédit. Ainsi, la création de monnaie s'emballe de plus en plus ; actuellement, elle dépasse largement la hausse de l'économie réelle. La monnaie se déplace de plus en plus de l'économie réelle, celle qui travaille, vers un monde spéculatif axé uniquement sur les profits. La débâcle de notre système économique actuel n'est donc plus qu'une question de temps.

Sous « mesure de contrôle », nous verrons plus tard comment on pourrait rendre le crédit personnel plus accessible et les crédits réels non rentables de façon à s'opposer à la perversion du mode actuel d'octroi de crédits.

A elle seule, une masse monétaire donnée est encore loin de dire quoi que ce soit de la quantité de mouvements monétaires. Pour avoir une idée de cette quantité, il faudra en passer par la « vitesse de rotation ». Imaginons un billet de 20 euros qui n'est utilisé qu'une fois par mois pour un achat de marchandises. Imaginons ensuite que ce même billet de 20 euros est échangé 30 fois par mois d'un achat à l'autre, qu'il est prêté, qu'il circule de nouveau d'achat en achat et qu'il est ensuite offert pour finir par retomber dans un nouveau circuit d'achat etc. Que ne peut pas faire un tel billet ? Au sens positif, cela va de soi.

J'essaierai de développer un peu plus loin, au chapitre « D'un système monétaire fondé sur la dette à un système monétaire fondé sur le don », de quelle manière



on peut créer de la monnaie, y compris sans crédits exorbitants, et comment celle-ci peut arriver dans le circuit économique pour le plus grand bien de tous.

### **Les trois aspects de la monnaie — une question de conscience**

Tout plante naît, croît et retourne à la terre conformément aux lois de la nature. De même une marchandise part de la nature, est produite par le travail, se déplace par du travail et retourne à la nature après avoir été utilisée (en espérant que ce soit par un recyclage respectueux de la nature).

La monnaie elle aussi est soumise à des processus de croissance, de déplacement et d'extinction.

Après la rude autosuffisance des débuts de l'humanité, il y eut les premières spécialisations. Pour le commerce, qui apparaissait alors, il fallait un moyen d'échange facile à transporter. L'« idée » de monnaie s'est manifestée sous les formes les plus diverses : coquillages, or, cuivre, aujourd'hui même, papier, nombres électroniques ou monnaies alternatives ; toutes ne doivent leur valeur dans la vie économique qu'à la conscience des hommes. La monnaie n'a pas de « valeur en soi », elle est une « entente légale » et ne peut être qu'un « facilitateur » pour les processus économiques ! Aujourd'hui, ce n'est plus à une économie d'échange mais à une « économie monétaire » que nous avons affaire. Toutefois, qui fait marchandise l'« entente légale » monnaie, n'agit pas correctement selon l'économie réelle.

L'organisation de la division du travail les « processus monétaires », se sont toujours plus multipliés et se sont constamment émancipés des lois de la nature. On n'en utilise donc plus qu'une petite partie pour les « processus d'achat » (processus d'échange). La plus grande partie de la monnaie est maintenant devenue libre; est devenue de la « monnaie-capital », qui est voué à de nouvelles tâches, et elle est soumise à des lois purement humaines et intellectuelles, respectivement à la conscience humaine.

A quelles fins ce capital-monnaie émancipé (qu'on appelle aussi capital industriel) peut-il être utilisé ? Faisons abstraction pour un moment de son utilisation négative, la spéculation, et confions (prêtons) de la monnaie-capital à la bonne personne, qui a les bonnes idées - on peut imaginer par exemple acheter une machine plus rationnelle ou fonder une nouvelle affaire. Cette machine (ou cette nouvelle affaire) augmente sa valeur en fonction des capacités de l'entrepreneur et des gens qui travaillent avec lui, qui créent tous à partir du « pool de savoir » de l'humanité. Cette interaction entre capacités humaines, argent-capital (argent de prêt), matières premières, machines etc. donne naissance à un « capital » réellement actif. Il nous faut donc considérer la notion de « capital » dans un sens très large. Question décisive : à qui appartient ce « capital » élaboré en commun,



que l'on doit autant à la nature qu'aux expériences de l'ensemble de l'humanité ? Doit-il appartenir à un petit groupe de gens qui sont en mesure de nous procurer de la monnaie-capital ? Mais ce « capital », une entreprise par exemple, peut aussi appartenir à la communauté. Nous y reviendrons. Quel que soit le propriétaire de cette entreprise (capital), la monnaie-capital prêtée (le capital industriel) devrait être sorti de l'entreprise après un certain temps. L'argent-capital est donc une possibilité de travailler pendant un temps donné à la réalisation de processus de travail.

Du fait de l'accélération incessante des processus de rationalisation, on n'a plus besoin, aujourd'hui, que d'un petit pourcentage de personnes travaillant pour nos besoins externes. Mais ce processus de rationalisation qui s'accélère ne produit plus seulement des marchandises, il produit aussi de plus en plus d'argent-capital, infiniment plus que ce qui pourrait être réinvesti. Question importante : que va-t-il advenir maintenant de ce argent-capital qui augmente au point de ne plus pouvoir être placé dans l'économie réelle ?

Nous savons qu'aujourd'hui cet argent-capital excédentaire sert à commercer et à spéculer dans l'optique du profit et que d'énormes quantités de capitaux s'accumulent sur les « marchés financiers », qui ne connaissent manifestement pas de limites. Nous verrons plus loin et plus en détail, dans le chapitre « Le négoce sur les terres, le travail et le capital détruit nos vies », pourquoi cela détermine non seulement l'anéantissement de l'homme et de la nature, mais aussi le déclin de la vie économique elle-même.

Idéalement, que devrait-il se passer sur le plan économique avec cet argent-capital excédentaire, qui était auparavant de « l'argent de prêt » ?

Cet argent-capital qui a tendance à s'accumuler, il nous faut le retirer du domaine productif et le ramener à son lieu d'origine. Nous devons le rendre au « monde des idées », à « l'esprit » ! L'argent-capital excédentaire doit être offert en retour à la culture, à la formation, à la recherche, à l'art et à la nature. L'économie pourrait enfin se développer au travers des seules richesses vraies que sont notre vie culturelle et les trésors de la nature. L'argent-capital (auparavant argent de prêt) doit se transformer en « argent de don ».

La « monnaie de don » est comme une graine que l'on met en terre ; elle ne germe pas tout de suite, mais quand elle le fera, elle pourra donner au centuple. Du point de vue humain, c'est la monnaie de don qui peut produire les plus grandes valeurs ; du point de vue économique, elle est aussi le garant le plus sérieux de l'avenir.

Dans notre culture égoïste, nous avons toujours beaucoup de mal avec le don. Aujourd'hui, quand l'Etat y est forcé et contraint, il attribue une petite partie des impôts à la culture et à la formation. Avec le reste d'argent disponible, on préfère



spéculer sur d'éventuels profits, même s'ils induisent des effets dégradants sur l'homme et la nature. Autrement dit : avec un grain de blé, il vaut mieux faire de l'alcool que semer une nouvelle vie.

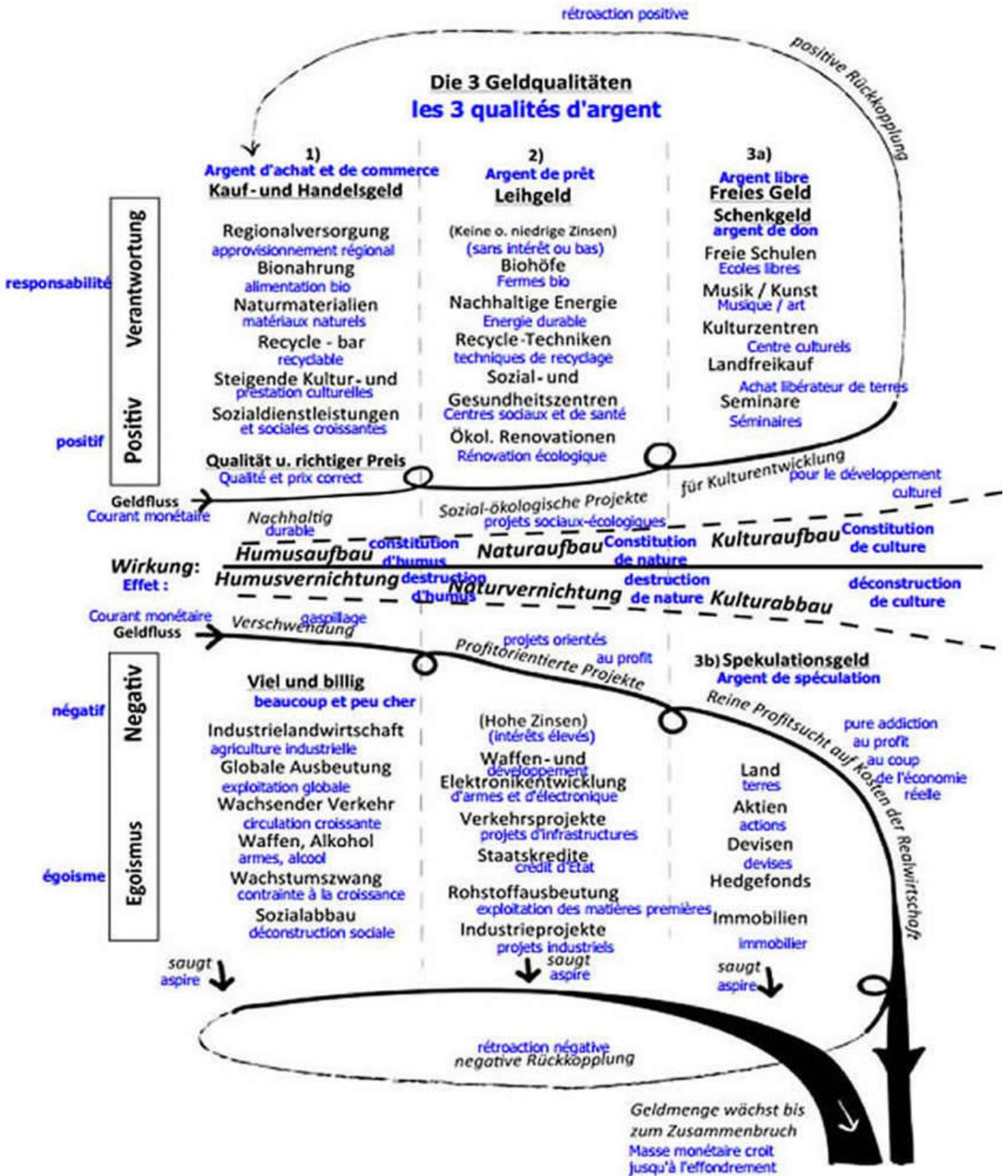
Et pourquoi faudrait-il toujours attendre que l'Etat ou le commerce axé sur le profit améliore nos conditions de vie ? Nous pouvons tous trouver en nous-mêmes la force extraordinaire qui nous aidera à revivifier les processus monétaires ! Avec notre volonté consciente, nous pouvons intervenir directement sur les rapports économiques.

Même si je n'ai pas beaucoup d'argent, je peux décider en toute conscience ce que je vais acheter avec, à qui je vais le prêter ou à qui je vais le donner ! Ces trois options, il faut que nous apprenions à les différencier consciemment :

° Quand j'achète des légumes, par exemple, je décide si les 2 200 m<sup>2</sup> de surface agricole réservés à mon alimentation continueront à être pollués par des poisons chimiques ou s'ils seront assainis par une culture bio. A chacune de mes décisions d'achat, je peux aussi décider si les gens qui satisfont mes besoins touchent assez d'argent pour leur subsistance.

° Quand je prête mon argent (ce qu'on appelle par abus de langage « épargne »), je peux déterminer qu'avec mon argent telle banque va continuer à exploiter les gens pour spéculer ; mais je peux aussi préférer aider quelqu'un par le biais d'une banque alternative, par exemple pour développer une idée positive ou une rénovation écologique. Et si je fais don d'une partie de mon argent, je décide si c'est pour un séminaire par exemple, pour un enfant dans une école créative ou pour acheter librement des terres agricoles ! C'est ainsi que mon argent passera (s'éteindra) dans « les colonnes du futur : esprit et nature ». Après ce « passage » dans la culture (incluant culture et reconstruction de la nature), la monnaie (réincarnée) retrouvera son chemin sur la voie de l'achat. Par exemple, les enfants des écoles recevront de l'argent-cadeau, avec lequel ils paieront leurs enseignants, qui, à leur tour, achèteront du pain.





Ces trois options monétaires qui s'organisent les uns à côté des autres, la monnaie qui achète, la monnaie qui se prête et la monnaie qui s'offre, devraient progressivement retrouver le chemin de notre conscience quotidienne, d'autant

plus que nous en avons besoin en permanence. Une association spirituelle entre plusieurs individus peut même donner beaucoup plus ! Les potentiels de créativité économiques peuvent repasser par l'homme. Il n'est pas exclu que le pouvoir des forces centralisatrices du profit maximal recule lentement devant l'impact de ces mouvements monétaires entre personnes conscientes et motivées. Si les systèmes de monnaie alternative, au lieu d'avoir en point de mire le seul niveau « monnaie pour acheter (le niveau de l'échange) », développaient aussi « la monnaie pour prêter » et surtout la « monnaie pour offrir », ils pourraient introduire des modifications substantielles. Et les véritables moteurs économiques « Terre et Culture » pourraient ainsi revivre sur des bases toutes nouvelles.

### **Monnaie = comptabilité mondiale**

La monnaie permet d'acheter et de vendre des services et des biens, mais aussi de plus en plus de biens spéculatifs tels que des immeubles, des actions, des devises etc., malheureusement. Les mouvements monétaires atteignent des sommets incommensurables (en 2012, plus de trois millions de milliards de dollars us). Ces transactions sont aujourd'hui presque exclusivement de nature scripturale. La banque qui tient mon compte effectue ces mouvements en mon nom et consigne toute ma comptabilité par écrit. Ce processus est mondial. Nous avons donc une grande comptabilité mondiale, qui est le reflet de nos activités réelles en monnaie comptable. (Les mouvements d'espèces monétaires non enregistrés se trouvent dans une comptabilité immatérielle invisible. Mais physiquement, ces mouvements-là aussi ont des effets.)

Mais il y a quelque chose là qui ne correspond plus à notre comptabilité mondiale, c'est-à-dire, à notre monnaie. Cela ne reflète plus la réalité. Trop échappe au contrôle (NDT aux rames). Pour mieux en venir à ce dont il s'agit, l'histoire qui suit aimerait aider.

Imaginons une entreprise de production où le patron et le comptable manipulent les chiffres pour s'enrichir. (Ce sont des choses qui arrivent.) Dans le bilan annuel de l'entreprise, ils surévaluent les machines et les bâtiments au lieu de leur attribuer un coefficient de vétusté, autrement dit une valeur moindre, qui correspondrait davantage à la réalité. De la même manière, ils augmentent artificiellement la valeur des stocks disponibles alors qu'ils ont déjà perdu de la valeur. Sur le papier, l'entreprise va donc légèrement mieux que dans la réalité. Ils se rendent à la banque avec ces bilans falsifiés et demandent un crédit important pour accroître la production. Comme la banque s'y connaît mieux en chiffres qu'en réalité et que, évidemment, elle veut elle aussi faire des affaires, ils obtiennent ce crédit sans difficultés. Une partie du crédit est alors affectée à l'agrandissement de l'usine. Avec l'autre partie, le patron et son comptable



s'attribuent une prime généreuse pour avoir fait une présentation judicieuse du bilan. Et comme l'astuce qui consiste à remplacer dans l'amortissement des valeurs négatives par des valeurs positives marche bien, ils continuent quelques années encore ce jeu de bilans surévalués qui leur ouvre les robinets du crédit. Ils augmentent alors dans le bilan le prix des terrains, qui marquent par ailleurs une tendance généralisée à l'augmentation du fait de la spéculation. Pour eux personnellement, la situation va on ne peut mieux ! Mais l'entreprise commence à se heurter à des difficultés parce que la plupart des machines et des bâtiments vieillissent, parce qu'on ne propose plus de formation continue au personnel, qui est maintenant sous-payé et démotivé et la qualité des produits en baisse. Voilà qu'un audit indépendant découvre maintenant de sérieuses distorsions entre la valeur réelle de l'entreprise et celle inscrite au bilan. La différence est très élevée ! Même les terrains eux- n'ont pas pris de valeur, mais en ont perdu car ils sont chargés de déchets. Au tribunal, le chef d'entreprise et la banque plaident non coupables car ils ont agi sur les chiffres du comptable. Et le comptable se déclare lui aussi non coupable : c'est vraisemblablement son système informatique qui a dû faire des estimations de plus en plus élevées de la valeur de l'entreprise au lieu de décrire la réalité... Au bout du compte, les dégâts sont supportés par les travailleurs licenciés, les crédateurs, l'environnement et les contribuables... Remarquez-vous le parallèle entre notre comptabilité mondiale et la monnaie ? Notre monnaie globale augmente toujours plus, exactement comme dans cette histoire, ne reflète plus la réalité ! Les marchandises réelles perdent par usage et vieillissement leur valeur d'usage au fil des années. Les services eux aussi sont utilisés. Pour que la monnaie (= comptabilité) reste cohérente avec la valeur des biens et services, qui diminue au fil du temps, elle devrait en être défalquée exactement de la même manière. L'argent soit perdre sa valeur en permanence. Mais ce n'est pas ce qui se passe ! Au contraire, l'argent ne cesse de « faire des petits » par le biais de notre « système d'intérêts » et de crédits s'accroissant ! Ici repose le leurre, à quoi s'ajoute le fait qu'on ne laisse à peine cette monnaie qui se multiplie retourner pas dans le monde réel. Au contraire maintenant, cette argent, qui n'est donc en fait rien d'autre qu'un ensemble de données comptables (miroir) ou un « rendant possible », sera même encore faite marchandise commercialisable. Il sera fait du commerce et spéculé avec de l'argent, c'est-à-dire avec des données comptables. L'illusion se multiplie et, en plus, cette argent né de l'illusion a par dessus le marché le droit d'acheter des choses réelles : ne sont pas seulement acheté des yachts ou de grandes villas, mais aussi des usines entières et des surfaces de terres énormes. L'argent gagné à ces occasions est replacé dans le commerce monétaire, la spéculation etc. L'économie réelle et avec cela l'homme et la nature sont de plus en plus saignés. Ces dernières années, les sommes dédiées aux mouvements spéculatifs se sont accrues de manière exponentielle en comparaison des flux monétaires liés à



l'économie réelle. Si les flux monétaires pour l'économie réelle étaient encore supérieurs en 1980 à ceux de l'économie spéculative, en 2012, ceux de l'économie spéculative étaient environ 60 fois (!!!) supérieurs à ceux de l'économie réelle. Une tendance en forte hausse —avec catastrophe prochaine garantie ! Cela est un problème systémique et en même temps moral des gens qui spéculent sans travail pour le monde réel veulent s'enrichir aux coûts de celui-ci. Ce crime, se passe aujourd'hui tout à fait légal, avec le soutien des politiques de tous les partis. Je pense que toutefois bien peu d'entre eux seulement comprennent ce cercle vicieux ; le reste se le font vendre bêtement avec l'aide des mass média, et le portent simplement.

Il en va de même pour les représentants de nos organes de droit, de nos syndicats, de nos églises, de nos universités etc. Même ceux qui comprennent ce cercle vicieux, ils préfèrent, par peur de la débâcle, continuer à « alimenter » les "marchés" avec de toujours plus grandes sommes d'argent.

Cela nous rappelle l'histoire mondialement connue de Saint-Georges avec le dragon : une ville était occupée depuis longtemps par un

dragon, qui exigeait qu'on lui offre chaque jour un jeune homme ou une jeune fille pour son repas ; faute de quoi il anéantirait la ville. Sur ordre du roi, chaque jour, les habitants de la ville tiraient au sort et envoyaient un de leurs jeunes, fille ou garçon, en pâture au dragon devant la porte de la ville. Comme il y avait de



moins en moins de jeunes gens, le sort tomba un jour sur la fille du roi. Celui-ci (qui avait fini par se réveiller parce qu'il était enfin concerné) tenta par tous les moyens de proposer au peuple de libérer sa fille de ce sort. Il alla même jusqu'à leur proposer tous ses biens. Mais le peuple refusa. La fille du roi s'ajouta donc dignement à la longue liste des victimes du dragon. C'est alors que le chevalier Georges apparut devant les murs de la ville ; apprenant que la fille du roi allait bientôt mourir, il fit le signe de la croix, enfourcha son cheval et abattit le dragon d'un coup de lance ! Il dit alors aux habitants de la ville qu'il fallait s'aider les uns les autres désormais et demanda au roi de construire une église et de donner son argent aux pauvres...

De nombreux peuples ont une histoire comme celle-ci dans leur patrimoine, avec quelques variantes. On a très souvent représenté ce combat au cours des siècles. Sur les plus anciennes de ces reproductions, on peut voir un détail intéressant : le dragon a été terrassé et contrôlé, mais pas tué.

A l'époque, ces histoires avaient toujours une fonction de pédagogie populaire. Si nous amenons cette histoire en lien avec notre argent (c'est-à-dire avec notre conscience), on peut en tirer quelques parallèles : jusqu'à la dernière limite, les êtres humains se résignent simplement à leur sort, ce en quoi le dragon (comme ici, Mammon) se situe encore plus haut que le roi (cohésion de l'Etat). Aussi, on attend aveuglément une puissance qui vous sauve. Et c'est par cette puissance qu'ils se laisse dire qu'ils devraient « s'entraider ». — Ce qui est intéressant aussi, c'est que, dans les versions les plus anciennes, le dragon (Mammon) n'est pas tué, mais seulement terrassé et contrôlé (par la conscience).

Aujourd'hui, au 21ème siècle, on devrait se dire qu'il y a une conscience plus grande. Combien de Georges avons-nous parmi nous ?

Je décrirai plus loin, aux chapitres « Serrer la bride aux banques » et « Un argent réaliste », des mesures qui nous permettront de trouver une issue à ce cycle infernal.

## **L'usure qui tue**

Il y a quelques siècles, « l'usure », le fait de faire payer des intérêts, était encore interdite dans le monde chrétien. Il y a par exemple une ancienne représentation du Christ devant l'arbre des sept péchés capitaux (1. L'orgueil – fierté, 2. L'avarice – rapacité, 3. L'envie – la jalousie, 4. La colère – la rage, la soif de vengeance, 5. La luxure – sexe, 6. La glotonnerie – l'absence de mesure, 7. La paresse). Sur cette représentation, on peut lire en gros dans les racines de l'arbre que « l'usure » est le péché originel et la cause de tous les autres.

Aujourd'hui, les Eglises sont bien silencieuses sur cette loi chrétienne !

Elles essaient souvent de profiter elles-mêmes de « l'usure ». — Aussi dans le monde islamique: il est interdit de prélever des intérêts. Certes, à ce jour, on ne



fait pas de bénéfices directement avec les intérêts, mais on spéculé sur l'argent au même titre que dans les pays occidentaux.

La marche en avant de « l'usure », les intérêts et les intérêts composés avec leur croissance semblable au cancer approfondissent le gouffre devenant de plus en plus profond entre pauvres et riches. Un peu plus haut, on a déjà attiré l'attention sur le fait qu'un taux d'intérêt de 5 % double une somme d'argent en l'espace de 14 ans. Cela concerne d'une part le créancier et d'autre part le débiteur. Si quelqu'un porte sur une colonne d'un livre de comptes 1 000 euros de dette, il portera sur l'autre colonne 1 000 euros d'avoir. La différence entre les deux est donc de 2 000 euros. Quatorze ans plus tard, ce fossé a doublé et atteint 4 000 euros ; 14 ans plus tard, c'est 8 000 etc. Ces situations se rencontrent dans le monde entier entre les pauvres et les riches ; dans beaucoup d'endroits, on n'arrive à rembourser ni le capital ni les intérêts. C'est ainsi que des vies entières sont étouffées.

Malgré tout les signes extérieurs menaçants la plupart des perdants, les simples citoyens se tiennent fermement à ce système d'intérêts et ne veulent ni se le laisser prendre ou le mettre en question. Ils semblent tous avoir peur qu'on veuille leur prendre les petits intérêts qu'ils touchent. En cela 90 % des occidentaux et 95 % de la population de la planète paient sous la forme d'intérêts directs ou indirects beaucoup plus d'intérêts qu'ils n'en reçoivent eux-mêmes. Cela se passe indirectement : car dans chaque prix d'un bien sont inclus les remboursements d'intérêts ou les profits d'intérêts des producteurs ou des commerçants associés.

Pour que l'argent « proliférant » cesse de détruire le reste de nos conditions de vie, il faudrait au plus vite lui tailler les ailes de l'intérêt. La monnaie doit perdre de sa valeur, au même titre que n'importe quelle marchandise ! Il faut que la monnaie ait le droit de vieillir.

Il y a déjà plus d'un siècle que Silvio Gesell et Rudolf Steiner, indépendamment l'un de l'autre, ont montré la force destructrice des intérêts et proposé différentes contre mesures, chacun à sa manière. Gesell tenait surtout à des mesures légales, tandis que Steiner penchait plutôt pour une modification large de la conscience. Tout au long de ce siècle, ces deux points de vue ont mobilisé des partisans, qui ont tenté plusieurs voies pour mettre en œuvre leurs idées. C'est de là que sont nées certaines banques qui essaient d'aborder le problème de « l'usure ». On en lira plus au chapitre « Serrer la bride aux banques ».

### **Le négoce sur les terres, le travail et le capital détruit nos vies**

Nous avons vu plus haut que par la pression à la croissance, les intérêts et les dettes se créent de plus en plus d'argent. Mais la plus grande partie de ces flux



monétaires en augmentation constante mais à cause de la recherche croissante de profits des possédants ne trouve plus le chemin de l'économie réelle. Et ce qui reste pour alimenter les vrais moteurs de l'économie que sont la « nature », qui met ses matières premières à notre disposition, et la culture, qui soutient les capacités humaines, ne représente donc plus qu'une toute petite partie de la monnaie en circulation.

Avec les profits, on préfère spéculer « sur les marchés financiers » ou à titre privé. Spéculer signifie ici encaisser des profits sans apporter en contrepartie un travail propre, qui crée de la valeur (réelle).

Comme la spéculation se répand maintenant dans de larges couches de la population, je demande à ceux qui participent à ce « grand jeu » un peu de courage pour continuer à lire. En même temps, je préviens tout de suite ces lecteurs que, selon toute vraisemblance et quels que soient leurs gains, ils appartiennent aux grands perdants de cette loterie géante qu'est la spéculation. (En un sens plus élevé d'ailleurs, même les très grands font partie des perdants.) Mais qui paie les profits ? C'est nous tous, à travers notre consommation quotidienne ! Pourquoi payons-nous les profits des spéculateurs à travers notre consommation quotidienne ?

D'une part en remboursant des intérêts pour les crédits et hypothèques des nombreuses entreprises qui ont participé directement ou indirectement à l'élaboration d'un produit, ce qui induit une hausse des prix à la consommation non négligeable.

D'autre part, ces mêmes prix à la consommation intègrent aujourd'hui les coûts énormes de trois domaines très discutables.

1) Du commerce avec les sols/terrains ou aussi les immeubles, qui se tiennent sur terrain devenant toujours plus cher. Ce qui fait que ceux qui contractent des baux ou des locations sont prié de passer de plus en plus à la caisse. Dans tous les prix, on retrouve indirectement cette hausse du coût des loyers, des baux et des terres.

2) Du commerce avec les forces de travail qui apportent leurs capacités dans l'entreprise. Ils sont sans cesse baladés ici ou là sans qu'on leur demande leur avis (!), à la merci de n'importe quel échange d'actions et sont spoliés des profits qu'ils ont collectivement générés. Dans tous les prix, nous retrouvons indirectement ces attentes de profits que les actionnaires veulent toujours plus élevés.

3) Du commerce avec le capital : devises, fonds spéculatifs etc., ces secteurs ponctionnent aussi les profits de l'économie réelle, ce qui renchérit les prix finaux. Aujourd'hui, par exemple, tous les produits sont en lien avec le commerce



mondial, ce qui signifie toutes sortes d'opérations de change sur les devises. Cela représente des profits gigantesques sur les marchés spéculatifs.

Mais le commerce et la spéculation sur les éléments fondamentaux pour l'économie que sont la terre, le travail et le capital contredisent une économie (réelle) saine ! Pourquoi ?

Sur le 1. La terre a été donnée à tous les hommes par la nature (Dieu) pour que nous puissions nous développer en responsabilité. C'est en même temps un droit de l'homme et un devoir de l'homme qui nous a été donné. Avec la terre peut seulement toujours être associé un « droit » avec une obligation de soins. Mais nous pensons pouvoir « posséder » la terre par les guerres, le pouvoir, l'hérédité et de plus en plus aujourd'hui en l'achetant. Aussi longtemps que la possession de terres était encore plus comprise comme droit d'établissement et droit à cultiver avec l'obligation concomitante de la traiter avec soin et diligence, le dommage pour l'économie générale était encore limité. Mais depuis qu'est commercé et spéculé de manière croissante avec la terre, donc avec un « droit » pas un bien de l'économie, cela a des effets ruineux sur l'économie réelle et la paix sociale. De plus en plus, les possédants de « droit » s'enrichissent par cela sans fournir le moindre travail productif sur le dos des non-possédants. En Allemagne, par exemple, les prix des baux agricoles ont doublés en 7 ans. C'est la « conquête moderne des terres par les plus forts ».

Sur le 2. Du fait de sa longue évolution culturelle, l'être humain — et avec lui sa force de travail — est doté de capacités qui devraient se tenir à disposition pour son évolution future et aussi celle de ses semblables. résultat de la culture, respectivement ce potentiel de développement appartient à la « liberté » de l'être humain. Les capacités humaines n'ont pas à devenir des biens de commerce. Nous pouvons vendre les résultats de notre travail, mais jamais le génie de l'être humain. C'est sur la base de ce génie que l'homme doit pouvoir se décider « librement », de quelle contribution il rend à l'humanité par son travail et avec quels collaborateurs il le fait. Aux collaborateurs, appartient évidemment par ex. une direction, qui organise le travail. Mais pour une poignée d'actionnaires qui sont au-dessus de la direction et qui sucent seulement purement le profit, la plupart des gens ne travaillent pas forcément librement. Ce fait aussi renchérit l'ensemble de notre vie ! C'est un « commerce d'esclave moderne ».

Sur le 3. Le capital pourrait apparaître par l'évolution générale de la culture et la division du travail en ayant résulté. Ce capital est le résultat d'une évolution spirituelle qui a été élaboré par l'humanité toute entière au travers de nombreuses. D'où il s'ensuit que le capital est un « droit sur évolution/développement » qui devrait se tenir à disposition de l'évolution ultérieure de l'humanité. Confier ce capital à quelques rares profiteurs qui ne travaillent pas réellement conduit à une « déculturation » toujours plus grande



de l'humanité. La spéculation sur les denrées alimentaires et les matières premières, par exemple, augmente leur prix sur le marché. Ce mauvais rapport au capital (= droit au développement) a donc un effet de plus en plus délétère sur tous les rapports économiques et écologiques. L'humanité et la nature sont toujours plus vite exploitées jusqu'à ce que cela mène à la catastrophe. Ainsi, le commerce et la spéculation sur le capital ne sont rien d'autre qu'un "vol avec violence sur le développement culturel de l'humanité".

Dans nos prix à la consommation se cachent maintenant en pack les profits aspirés par les intérêts et le négoce sur les terres, le travail et le capital. Cette part représente bien plus de 50 % du coût de notre vie quotidienne. Tendence en hausse.

Comment pouvons-nous nous représenter ou calculer encore plus précisément cette retenue de 50 % dans notre coût de la vie ? Ce n'est pas compliqué. J'ai réussi à trouver sur Internet quelques indications même si, en général, les profits spéculatifs que j'indique comme provenant de la terre, des biens immobiliers et du capital ne sont pas encore intégrés. Il semble ressortir de ces calculs que les profits tirés de processus de travail productif réel ponctionnent bien au-delà des 50 %.

Pour ceux qui s'y intéressent, sur les deux pages suivantes, j'essaie de préciser par des estimations les retenues cachées par profits des spéculateurs : la plupart des gisements de matières premières, les industries de transformation, les entreprises de transport et les chaînes de magasins sont dans les mains de purs spéculateurs cherchant des profits. Ceux-ci reçoivent en moyenne 6 % du chiffre d'affaires sous forme de dividendes (en 2013 par exemple, Glencore matières premières, 4,8 % ; ABB, 5,8 % ; Siemens, 7,8 % ; VW, 6 % ; Novartis, 12 % ; Bayer, 6,4 % ; Nestlé, 11,5 %).

De plus, pour chaque entreprise je suppose qu'il y a un minimum de 2,0 % de frais financiers liés au profit, 2,5 % d'augmentation de la part des baux et des bâtiments et 2,5 % d'augmentation des coûts liés à la spéculation sur le capital, par exemple sur les matières premières. Ce qui donne pour chaque entreprise un minimum de 13 % de profits qui sont ponctionnés du chiffre d'affaires au profit d'un monde spéculatif qui ne travaille pas réellement.

Aujourd'hui, chaque produit passe dans une série d'entreprise tout au long de son élaboration. Plus un produit est élaboré et spécialisé, plus il passe par un grand nombre d'étapes de production et d'entreprises, chacune d'entre elles donnant lieu à une succion supplémentaire de profits, qui s'additionne aux profits déjà ponctionnés précédemment.

Exemple : la construction d'une automobile nécessite 7 stades au minimum : extraction de la matière première, travail de la matière première (par exemple, fondre le minerai en fer), commercialisation et acheminement de la matière première, fabrication de petites pièces (comme les vis ou les câbles), fabrication

des composants (comme les moteurs d'essuie-glace), assemblage de la voiture (c'est ici seulement qu'on voit apparaître les marques des voitures), jusqu'à la commercialisation. En règle générale, chacune de ces étapes double le prix pour payer le personnel, les machines, les bâtiments, le développement, les impôts etc. Cela, c'est l'économie réelle. Mais à chacune de ces étapes, les spéculateurs eux aussi entendent être associés aux bénéfices même s'ils ne fournissent pas de travail réel.

Pour simplifier les choses, plutôt que 13 %, je considérerai un taux de profit de 10 % seulement par étape du processus de production. Le tableau simplifié qui suit montre que le prix d'une voiture passe de 200 euros (coût de l'extraction de la matière première) à 24 900. Sans ces ponctions successives sur les profits, le prix final, dans cet exemple simplifié, atteindrait environ 12 800 euros, soit 50 % du prix habituellement pratiqué aujourd'hui :

#### Coûts de fabrication d'une automobile

	Extraction	Travail	Commer	Fabrication de		assemblage	commer
	de la matière première			petites	composants	de la	cialisation.
				pièces		voiture	
Coûts sans ponction de bénéfices	200	400	800	1600	3200	6400	12800
Côuts avec ponction de bénéfices	200	440	968	2129,60	4685,12	10307,26	22675,96
+ 10 % ponction de bénéfices	20	44	96,8	212,96	468,51	1030,72	2267,60
Prix du marché	220	484	1064,80	2342,56	5153,63	11337,98	24943,56

Exemple simplifié : les coûts de fabrication d'une voiture doublent à chacun des stades du processus, qu'il y ait 10 % de ponction de profits, ou non.

De ces succions de profits dans l'économie réelle, il ne faut plus s'étonner qu'une voiture continue à coûter environ 6 mois de salaire, même si, depuis 50 ans, le temps humain de production dans son ensemble ne représente plus qu'une fraction des heures de production. (A cette époque, une voiture coûtait environ un an de salaire. Mais les profits étaient alors majoritairement réinvestis dans l'industrie. Aujourd'hui, ils sont presque totalement réinvestis dans les marchés spéculatifs purement fictifs.)

Dans le cadre d'une nouvelle orientation sociale, il serait important de recalculer la part de profits cachés des spéculateurs dans le coût de la vie en se fondant sur différents points de vue et d'aborder cette question en débats publics. Même s'il est difficile d'en donner des valeurs exactes, ces discussions finiront bien par montrer que, loin d'être l'apanage du Sud, ces rapports d'exploitation gagnent du terrain chez nous aussi.

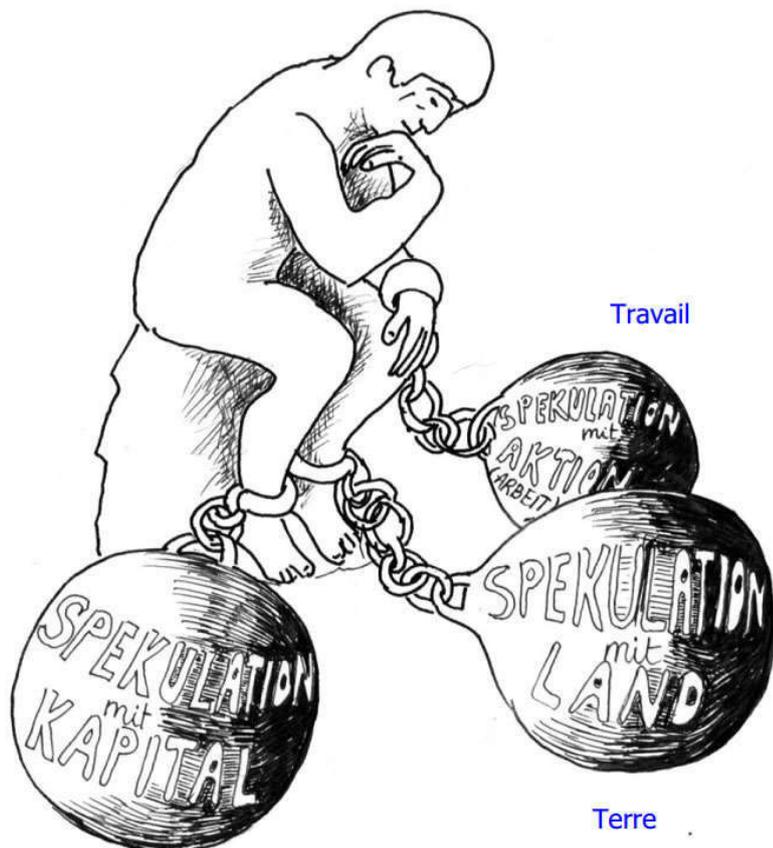
Ces profits ponctionnés sur l'économie réelle s'accumulent de plus en plus dans des marchés financiers et cherchent de nouveaux moyens pour exploiter l'économie réelle. Cette croissance incontrôlée et métastatique se répand de plus belle. Le capital ne cesse d'augmenter ; il pend au-dessus de nos têtes, telle une épée de Damoclès qui menace de s'écraser sur nous à tout moment.

Les effets de cet effondrement inévitable, on peut les réduire par diverses attitudes personnelles. Notamment en retirant notre argent des banques classiques, des caisses de retraite et des assurances, ce qui empêchera tous ces établissements de spéculer et de faire des affaires catastrophiques avec notre argent. On peut aussi édicter des conditions générales légales et fiscales qui interdisent, ou au moins restreignent sérieusement, la possibilité de retirer ou d'accumuler des capitaux de toutes sortes dans le monde de la spéculation fictive. A ce propos, cf. plus loin quelques recommandations au chapitre « Possibilités de contrôle ».



Evidemment, tant que l'effondrement n'aura pas eu lieu, les possédants, avec l'aide de leurs hommes politiques et de leurs média, contesteront tout cela ; peut-être même chercheront-ils à s'y opposer. Mais la tendance au renouveau dépend du nombre de gens qui ont observé les errements de notre système et tiennent à expérimenter dès maintenant d'autres voies.

Hélas, les grands spéculateurs ne sont pas les seuls à protester contre l'idée de



taxer la spéculation. Ni les petits actionnaires, ni les petits propriétaires terriens ne veulent entendre parler de changements. Alors même que la plupart d'entre eux font partie des perdants du grand casino de la spéculation.

Voici un exemple de calcul pour voir si on fait partie (qu'on soit homme ou femme) des gagnants ou des perdants dans notre monde de la spéculation destructrice.

Additionnez sur une page vos dépenses générales annuelles pour vous loger, manger, vous déplacer, vous assurer, prendre des vacances et des loisirs etc. Vous arrivez par exemple à 78 000. Prenez la moitié de ce

nombre : 39 000. Ce sont les bénéfices cachés de l'intérêt, des baux et de la spéculation réalisés par les possédants. Et maintenant, calculez sur une autre feuille votre propre bénéfice annuel, celui que vous touchez sans travail productif ; par exemple, intérêts : 400 ; revenus locatifs nets : 5 000 ; bénéfice net en actions : 1 600 ; augmentation de la valeur du patrimoine immobilier : 6 000. Cela donne pour vous 13 000 en bénéfice sans réel travail productif. Comparez à vos bénéfices de 13 000 les 39 000 calculés ci-dessus, les pertes cachées dans le coût de votre vie par les retenues du monde de la spéculation. Vous voyez qu'avec vos 26 000 de perte vous ne faites partie que des petits escrocs qui se font arnaquer par les grands escrocs.

Autrement dit, même les petits spéculateurs ont intérêt à exiger des modifications législatives.

## Les sociétés d'investissement — pires que les banques

Nous avons vu que le commerce et la spéculation prélèvent en permanence sur le dos de l'économie réelle de gigantesques profits, qui ne cessent de s'accroître, tirés de la terre, du travail et du capital. Moins on met de conscience dans ces pratiques commerciales (hélas) légales, plus les profits sont élevés. Cette « économie financière » fictive ponctionne de l'argent sans scrupules, d'où qu'il vienne.

Nos banques, nos caisses de retraite, nos sociétés d'assurance et bon nombre de propriétaires privés ne peuvent absolument pas se permettre, pour des raisons d'image, de prendre part directement sur les marchés les plus dépourvus de scrupule. C'est pourquoi ces groupes n'investissent le plus souvent pas directement dans les affaires indignes de l'être humain.

Il y a des entreprises d'investissement chez lesquelles on peut placer son argent à des taux élevés. Ces entreprises n'apparaissent quasiment pas officiellement, mais elles proposent à leurs clients des marchés très professionnels et « absolument sûrs ». Elles se chargent du sale boulot au nom de nos banques, de nos caisses de retraite et de nos sociétés d'assurance, qui gèrent donc aussi notre argent et nos retraites.

Ces entreprises d'investissement ne se bornent pas à investir dans de bons projets-phares et dans des projets logistiques, elles le font aussi partout où on peut s'attendre aux plus gros profits. Il y a de l'argent à faire dans les guerres, dans la faim, dans l'expropriation de terres, dans le travail des enfants, dans la déforestation des forêts équatoriales, dans l'épuisement des sols par l'agrochimie et les entreprises qui travaillent sur les ogm. Et pour ce faire, des Etats et des médias sont manipulés, des concurrents rachetés, et réduits à néant, ou menacés par la force. Le profit, la croissance et le pouvoir sont les seules raisons d'agir de ces sociétés d'investissement. Les mobiles éthiques ne servent qu'à leur image. Une partie des profits revient à leurs clients (à nous aussi, donc) et l'autre partie reste entre leurs mains, qui va leur permettre de continuer à croître et investir. Les taux de croissance de ces sociétés sont énormes ! Les plus grandes d'entre elles ont accumulé actuellement des avoirs qui dépassent les budgets des plus grands états du monde. L'entreprise américaine Black Rock, par exemple, dispose dans le monde entier avec ses filiales d'un patrimoine de plus de 4 000 milliards de dollars us.

Ces sociétés progressent d'autant plus vite qu'elles sont de plus en plus en situation d'acheter des parts jusque chez leurs donneurs d'ordre. Elles en achètent dans des sociétés d'assurance, dans des entreprises de transport, de matières premières, de fabrication ou dans des sociétés immobilières. C'est ainsi que des nations voient l'ensemble de leurs valeurs passer aux mains de ces géants de la spéculation.



Les avantages sociaux durement arrachés dans l'économie de marché sont battus en brèche, soumis à des pressions et abandonnés progressivement. Les missions publiques des services sociaux et de soin à la personne, celles de protection juridique et les offres de formation sont petit à petit sacrifiées sur l'autel du néolibéralisme.

Ces géants de l'investissement s'approprient des participations de plus en plus importantes dans les banques. C'est particulièrement préoccupant dans la mesure où ils accèdent ainsi à la source de la « production de monnaie ». Leur pouvoir sur tous les domaines de la vie ne s'en trouve que renforcé.

Ainsi donc, c'est toute la vie qui se retrouve soumise aux lois néolibérales du plus fort, de la croissance et de maximisation du profit. Et c'est d'autant plus tragique que cela se produit avec l'assentiment de la plupart de nos hommes politiques. La plupart de nos intellectuels, dans les universités, les écoles, les syndicats, les églises etc. renoncent purement et simplement à évoquer ces problèmes, qui ne font que gagner en acuité.

Aujourd'hui, ce qu'il faut, c'est un courage civique pratique et ouvert. Comme base pour cela sert le mieux une large et vivante explication et le développement de la culture.

### **Des profits pour le développement de l'homme et de la nature**

Nous avons vu à quel point il peut être grave pour l'économie réelle, et donc pour l'homme et la nature, que les bénéfiques s'aventurent vers des marchés fictifs, où la spéculation sur les terres, le travail et le capital peut augmenter et concentrer les profits jusqu'au collapsus écologique, social et économique.

Quoi qu'il en soit, tous ces agissements auxquels nous assistons en ce moment ne devraient pas nous amener à condamner le « profit » comme tel. Parce que, fondamentalement, il est tout à fait positif. Tout processus économique loyal, si minime soit-il, entre deux partenaires peut induire un profit des deux côtés du fait de notre activité créatrice.

Qu'est-ce qu'un processus économique loyal ? Dès lors que, sans nuire à un tiers ou à la nature, chacune des deux parties apporte son dû, que ce soit un bien, un service ou de l'argent, le processus est sain.

Il est important également de veiller d'une part à ce que le paiement garantisse au minimum que le produit ou le service qui viendra après celui-ci pourra être réalisé et d'autre part que tous ceux qui se sont engagés dans la réalisation de ce produit ou de ce service et leurs employés pourront vivre dignement. Si un menuisier vend une table, par exemple, il devra inclure dans son prix le réapprovisionnement en bois, le recyclage des matériaux, l'amortissement des bâtiments et outils construits de façon durable, tous les frais de gestion, des



salaires équitables pour les associés, les parts d'investissement pour le nécessaire développement de la production etc. Ce n'est qu'une fois que toutes ces choses auront été comptabilisées qu'on obtiendra le « profit équitable » possible et nécessaire.

A quoi servent les profits ? C'est rien moins que le développement général et la pérennité de l'humanité et de notre Terre qui dépendent des profits. Un développement humain et écologique ne peut pas se permettre de faire l'impasse sur les profits !

Regardons encore une fois autour de nous à quoi ressemble le développement humain et culturel. Qu'en est-il de nos fondements écologiques ? Je pense que, presque partout sur terre, nous ne vivons presque plus que de capital. Et si un groupe industriel paraît bon, le bilan social ou écologique nous montre vite que l'aspect positif résulte le plus souvent d'une agression contre le reste du monde. Il nous faut vite nous sortir de cette impasse. Les bénéfices que nous tirons du développement de la culture, des cadeaux que la nature nous offre et de notre travail à nous tous, nous devons les rendre à la nature et à la culture, qui sont la source de toute existence. Ce n'est pas seulement une nécessité humaine et écologique, c'est aussi une nécessité économique.

### **Serrer la bride aux banques**

Quels buts poursuivent aujourd'hui les propriétaires des banques commerciales ? Le bien-être de leurs clients ? Le bien-être des Etats ? Nos économies personnelles sont-elles utilisées à propos pour des crédits avantageux, pour développer et protéger l'économie réelle, et donc nos emplois ?

Nous savons bien de quoi il s'agit vraiment pour nos banques et leurs propriétaires : de profit, encore et toujours de profit. Et c'est sur des marchés spéculatifs à risque et très discutables que ces profits sont atteints le mieux. Comme nous l'avons vu, les marchés spéculatifs délestent l'économie réelle et la culture de sommes d'argent de plus en plus importantes. Même les banques régionales et les Raiffeisenbank (NDT nos crédits mutuels) n'hésitent même plus à inciter leurs clients à participer à des coups spéculatifs en Bourse.

On entend dire souvent : « *Toobig to fail* ». Beaucoup de banques manipulent aujourd'hui des sommes d'argent bien supérieures au produit national brut de leur pays. Plus personne ne peut se fier à ces géants. On préfère encore les soutenir politiquement dans leurs affaires douteuses.

Les banques ont déjà le droit de faire n'importe quoi, mais la chasse aux profit les pousse de plus en plus dans le domaine des activités criminelles : soutien à la fraude fiscale, prospection de la clientèle à partir de données faussées, accords sur les taux d'intérêt etc. Des pénalités en millions, voire de plus en plus souvent en milliards d'euros, sont considérées aujourd'hui comme normales, comme



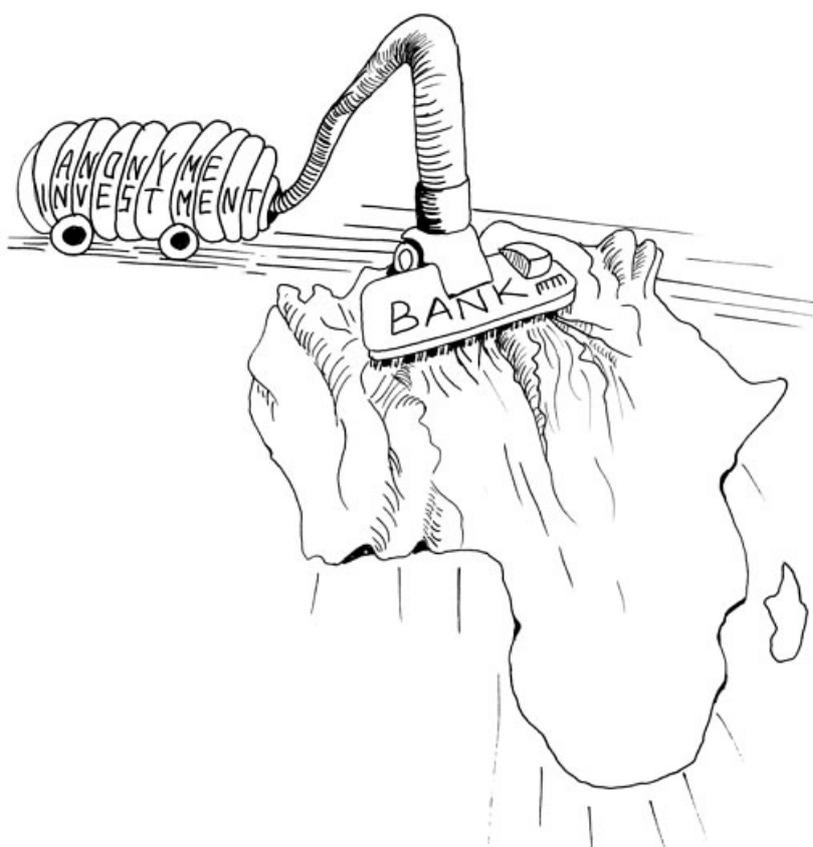
allant de soi. La plupart du temps, les particuliers ou les entreprises qui ont des antécédents judiciaires n'ont plus le droit de travailler pour l'Etat. Mais apparemment, nos banques ont tous les droits. De plus, au cas où elles se seraient embarquées dans des spéculations ruineuses, c'est nos impôts qui les sauveront du gouffre. Comme si tout cela ne suffisait pas, les grandes banques suisses UBS et Crédit suisse ne paient plus d'impôts. On voit même les bonus exorbitants de ces responsables en col blanc augmenter. Les banques témoignent d'une telle arrogance aujourd'hui qu'elles pensent pouvoir nous narguer en toute impunité.

Quant à nous, les clients, nous sommes ravalés au rang de larbins dans leurs affaires douteuses. Même le plus candide des guichetiers de banques ne peut plus faire illusion à ce propos. Car eux aussi seront bientôt presque tous licenciés pour faire de la place à leurs collègues des banques d'investissement qui, eux, spéculent. Et que disent les hommes politiques de ces machinations?

Mais le problème est beaucoup plus grave, encore. Nous avons déjà vu au chapitre « D'où vient la monnaie ? » que les pièces de monnaie et les billets

sont créés par les banques centrales. Cela représente 10 % de la monnaie. Mais en règle générale, cette monnaie n'est mise en circulation que par l'intermédiaire des banques d'affaires.

Quand un Etat a besoin d'un crédit, il ne peut pas l'obtenir auprès de sa propre banque centrale à des conditions favorables. Non, un crédit se prend au taux élevé du marché, voire auprès des banques d'affaires. C'est ainsi que des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Italie ou même les USA se retrouvent à la limite de l'insolvabilité — sans parler de la mauvaise gestion des hommes politiques. Presque tous les pays vivent maintenant sous perfusion des banques d'affaires ou des « marchés ». C'est ainsi que nos gouvernements leur ont cédé le pouvoir suprême. Les « marchés » sont devenus la vache sacrée, le Veau d'or.



Là encore, je me demande ce que nos responsables ont imaginé pour faire face à cette anomalie menaçante.

Nous avons vu que le monopole de création de la monnaie était passé de facto des banques centrales aux banques d'affaires. Près de 90 % de la monnaie est créé par ces banques quand elles octroient des crédits à partir du « néant » ! Ces monnaies nouvelles sont des moyens de paiement virtuels (monnaie scripturale) qui trouvent leur origine dans un simple clic de souris. Chaque fois qu'un crédit est octroyé, le montant du crédit est crédité sur le compte du créateur. Avec cette somme, le créateur effectue ses virements. C'est ainsi que le fait d'octroyer un crédit crée à partir du « néant » une quantité de monnaie qui va entrer en circulation. Quand un crédit est remboursé, cette monnaie disparaît de nouveau des livres de compte et retourne de la circulation dans le « néant ».

Mais comme les banques, loin de se contenter d'un remboursement pur et simple de la dette, exigent des intérêts en plus, il va falloir que l'emprunteur trouve dans le circuit économique une manière de gagner cet argent supplémentaire.

Autrement dit, dans notre système monétaire actuel, même quand le crédit est remboursé et que, dans les livres de compte, il est retourné dans le « néant », notre système actuel continue à exiger que cette monnaie-intérêt soit recréée, quel que soit le moyen utilisé pour cela. Le plus souvent, celle-ci prend la forme de nouveaux crédits. (Parfois, on dit que les intérêts ne représentent que les frais de dossier et les provisions pour risques, qui vont repartir dans l'économie réelle. Mais ceci n'est que partiellement juste. La plus grande partie est ponctionnée pour alimenter les profits de la spéculation.) Mais pour réunir les intérêts nécessaires à des crédits qui ne cessent d'augmenter, il faut augmenter la pression à la production et à la création de monnaie. Voilà donc la cause de l'éternelle « obligation de croissance », en dehors de la recherche illimitée de profits.

Pourquoi nos responsables politiques acceptent-ils si facilement que les banques d'affaires détiennent ce droit presque illimité de créer la monnaie ?

Il y a un autre problème, assez peu connu, celui de la différence entre argent liquide et monnaie scripturale et des risques qui en découlent.

L'argent liquide, aux termes de notre Constitution, est le seul « moyen de paiement légal » ! Alors que la monnaie scripturale n'est qu'un engagement des banques à l'échanger au besoin contre de l'argent liquide.

Supposons que vous apportez à la banque 1 000 en liquide pour le déposer sur votre compte. La banque entre officiellement en possession de ces 1 000 et « s'engage », en vous remettant en échange un reçu, à ce que vous puissiez disposer de cette somme dès que vous en aurez besoin. En général, vous continuerez à utiliser cet argent sous sa forme scripturale. Vous n'en utiliserez qu'une petite partie en liquide. Mais comme les autres clients effectuent eux aussi



leurs transactions majoritairement en monnaie scripturale, il n'est pas nécessaire, se disent les banques, de garder en réserves 100 % d'argent liquide pour sécuriser les opérations. De plus, les banques ont le droit de prêter leur épargne et celle des autres. Le législateur autorise même les banques d'affaires à le faire dans des proportions bien plus élevées. Votre argent est aujourd'hui reprêté au moins dix fois, essentiellement sous forme de monnaie scripturale, sans que cela n'inquiète qui que ce soit.

Généralement, ce système paraît bien fonctionner. Mais que va-t-il se passer le jour où, suite à une perte de confiance, ne serait-ce que 3 % des clients de la banque voudront récupérer leur argent en liquide et en placer 10 % dans une autre banque, voire à l'étranger ? On appelle cela un *bank-run*. Il n'y a plus assez d'argent pour pouvoir tenir tous les engagements. La banque fait faillite.

Il est arrivé à plusieurs reprises que des banques, voire des Etats, soient acculées à la ruine suite à une perte de confiance et au *bank-run* qu'elle a provoqué. Il y a quelques années, par exemple, l'Argentine, suite à des modifications de cours et à la perte de confiance qui en a résulté, s'est retrouvée dans un état de faillite économique : tous les clients ont perdu leur épargne.

En 2012, Chypre a menacé de faire banqueroute. L'UE a exigé de sa part des mesures économiques drastiques. L'austérité s'est abattue sur la population, qui a perdu confiance en ses banques. C'est dans ces conditions qu'est apparu le *bank-run* : les clients ont essayé de sauver leur argent en retirant du liquide et en virant de l'argent à l'étranger. Sur ce, les banques fermèrent du jour au lendemain pour une durée de dix jours pour éviter la faillite. La Banque centrale européenne et l'UE se sont efforcées de ramener le calme, au moins passagèrement, l'une en injectant massivement de l'argent liquide, l'autre en accordant d'importantes concessions politiques à la population. De plus, on n'avait plus le droit de virer à l'étranger que de petites sommes et de nombreux épargnants durent renoncer à une partie de leurs valeurs. Sans ces concessions, l'affaire aurait embrasé tout le pays, ce qui aurait conduit d'abord l'euro puis le reste de l'économie mondiale à la catastrophe.

Demandez-donc à nos représentants politiques s'ils sont conscients de ces faits et, si oui, quelles mesures ils comptent prendre vis-à-vis de ces rapports qui deviennent de plus en plus dangereux. Les réponses que vous allez entendre risquent de vous paraître superficielles.

Par ailleurs, on peut toujours retirer aux banques le pouvoir d'exploiter et de jouer avec le feu ; il suffit de le vouloir et cela permettrait de réorganiser différemment les rapports sociaux. Comment pouvons-nous mettre la bride aux banques ?

La première mesure fondamentale simple à prendre consisterait à rendre à la seule banque centrale l'ensemble du processus de création monétaire, y compris pour la monnaie scripturale. La création monétaire serait dès lors interdite aux

banques.

Cette méthode permettrait de garantir à la monnaie scripturale le même statut « de pleine valeur » que celui de l'argent liquide. Ce ne serait plus seulement un « engagement » à pouvoir l'échanger contre de l'argent liquide. De ce fait, la monnaie scripturale deviendrait pour la population tout aussi sûre que l'est l'argent liquide. C'en serait fini de la diversification quasi incontrôlée et de plus en plus dangereuse de la monnaie qu'initiaient les banques d'affaires.

L'« association pour une modernisation monétaire » (MoMo) nous a déjà considérablement déblayé le terrain avec sa « réforme monnaie pleine ». Elle a, par exemple, travaillé à un projet de modification de la Constitution suisse.

MoMo a trouvé cette dénomination de « réforme monnaie pleine » en référence au fait que toutes les monnaies seraient de « pleine valeur » du fait que leur émission serait contrôlée par la banque centrale. Les bénéfices dus à la création de monnaie à partir de création de monnaie scripturale appartiendraient au peuple. Ainsi, dit MoMo, les dettes de l'Etat pourraient vite diminuer. (Dans le chapitre « Du système de la monnaie dette au système de la monnaie don », je développerai une idée encore plus intéressante sur la manière dont peut être utilisée et mise en circulation cette nouvelle monnaie des banques centrales.)

A côté des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, on attribuerait à l'Etat un quatrième pouvoir, le pouvoir « monétatif ». Ce pouvoir « monétatif » indépendant aurait pour fonction de contrôler la création monétaire de la banque centrale de telle sorte qu'elle dispose toujours exactement de la masse monétaire nécessaire à l'économie réelle. Ce nouveau pouvoir « monétatif » empêcherait toute attaque politiquement motivée contre ce trésor de la création monétaire. Les livres « *Vollgeld-Reforme* » du journal *Zeitpunkt Schweiz* et « *Monnaie pleine, le système monétaire du futur* » de Thomas Meyer et Roman Huber, édition Tectum, sont très bien écrits et aident à se forger un point de vue sur ces aspects si importants. Quelques heures d'attention sur la « monnaie pleine » suffisent à poser quelques questions critiques aux banques et aux hommes politiques. Il ne leur sera plus possible ensuite de présenter le système bancaire actuel comme le seul système « que Dieu nous ait donné ».

En Suisse, MoMo fait circuler une initiative populaire pour un referendum sur le thème « monnaie pleine », qui doit réunir au moins 100 000 signatures. Si ce coup réussit, ce serait comme un pavé dans la mare. Toutes les banques du monde vont en trembler pour leur activité de création monétaire, qu'elles ont toujours tenue secrète. Comment avons nous déjà dit plus haut ? « Le pire, pour le diable, c'est de se faire reconnaître. »

Mais pour guérir notre système monétaire, il est nécessaire de prendre encore d'autres mesures restrictives drastiques vis-à-vis des banques. Nous nous sommes déjà exprimés plus haut sur les effets mortifères du commerce et de la



spéculation sur la terre, le travail et le capital. Mais les banques spéculent aussi sur l'alimentaire, les armes et les matières premières. Le profit, pour celles-ci, est plus important que la vie de millions de gens.

Dans l'intérêt de tous, il est donc indispensable d'interdire aux banques de spéculer, ou au moins de leur compliquer la tâche ! Même si des milliers de professionnels de la spéculation du secteur des banques d'investissement risquent d'y perdre leur emploi, c'est encore mieux que de voir s'écrouler l'ensemble de notre économie réelle et avec elle les conditions de vie de millions de gens. Nous avons déjà évoqué plus haut la différence entre « crédit réel » et « crédit personnel ». Les « crédits réels » (sur la base d'avoirs sous forme de terres, de propriétés immobilières, etc.) sont attribués dans des conditions favorables, mais ils renchérisent l'économie réelle dans la mesure où ils induisent une hausse des prix des terres et des baux. Les « crédits personnels » (sur la base de compétences personnelles) sont attribués à des prix plus élevées aujourd'hui alors qu'ils pourraient favoriser la vie économique en permettant aux emprunteurs de mieux exprimer leurs compétences dans la vie économique. C'est pourquoi je préconise un « impôt sur le crédit réel » de 10 %. Ainsi, les crédits iraient davantage à des gens compétents et favoriseraient par là-même l'économie réelle.

Que pourront encore faire les banques à l'avenir ?

Les banques doivent devenir de véritables prestataires de services pour l'homme et la nature.

Cela signifie qu'à l'avenir elles devront gérer notre argent intelligemment. Je rappelle une fois de plus que « l'argent en soi » n'a pas de valeur, mais qu'il est un « facilitateur ». Jusqu'ici, les banques ont fait de notre argent, de notre « facilitateur » une marchandise qu'ils ont presque exclusivement utilisée aux dépens de l'homme et de la nature pour maximiser leurs profits. Aujourd'hui, il convient d'inverser la barre pour mettre notre argent à tous au service de l'homme et de la nature, en tant que « facilitateur ». Comment est-ce possible ? Parallèlement aux banques avides de profits, il s'est aussi développé des choses exemplaires dans le secteur des banques. J'ai déjà parlé de Silvio Gesell et de Rudolf Steiner au chapitre « L'usure qui tue tout » ; il y a 100 ans, indépendamment l'un de l'autre, tous les deux ont attiré l'attention sur la force destructrice des intérêts et développé différentes contre-propositions. Gesell tenait surtout à des mesures légales et Steiner, à une large transformation des consciences. Au fil de ces dernières décennies, ces deux points de vue ont mobilisé des partisans qui ont fait des expériences pour imposer leurs idées.



Les tenants des idées de Gesell ont fondé par exemple en 1934 le wir « WirtschaftsringGenossenschaft — cercle économique coopératif — ». Depuis 2000, il a pris le nom de « wir Bank ». L'unité de compte « wir » n'a de réalité que comptable et c'est un moyen de paiement officiel en Suisse, au même titre que le franc suisse (chf). Environ 60 000 petites et moyennes entreprises ont un compte à la wir -Bank. Ainsi s'est développée une conscience mutuelle, ce qui renforce considérablement l'économie réelle locale. Profit et spéculation ne sont pas des buts pour cette « wir -Bank » organisée en coopérative. Mais les clients privés ne peuvent y ouvrir qu'un compte en francs suisses.

Les tenants des idées de Steiner ont eux aussi fondé des banques mais ils ont une autre conception de l'argent. En 1974 fut créée la première banque socio-écologique à Bochum, la glsBank (gls = geben/donner, L= leihen/prêter, S= Schenken/offrir) ; aujourd'hui, elle est présente sur tout le territoire allemand avec des filiales. La Triodos-Bank existe en Allemagne, mais aussi en Belgique, en Grande-Bretagne, en Hollande et en Espagne. En Suisse, il y a la FreieGemeinschaftsbank, la banque commune libre. La Hermes-Österreich est une institution autrichienne proche d'un fonctionnement de banque. Toutes ces banques se fondent sur un principe coopératif : ni distribution de bénéfices, ni spéculation. Les crédits sont réservés à des projets de nature sociale, écologiques, culturelle ou de formation. Ces banques soutiennent aussi quelques projets d'avenir. ( NDT pour la France on citera ici la Nouvelle Economie Fraternelle) Par leur modèle, ces pionniers ont contribué à la création ces dernières années de nombreuses banques alternatives ou d'organisations quasi bancaires dans de nombreux pays de la planète. Il est intéressant de lire régulièrement les journaux que ces banques envoient à leurs clients. On y présente des projets d'avenir et on explique comment ils seront financés. On peut vraiment se rendre compte de ce que signifie pour une banque devenir prestataire de services pour notre argent (facilitateur).

Au milieu des requins de l'usure, ces banques pionnières n'ont pas encore vraiment réussi à entamer notre système d'intérêts (système d'usure) destructeur. Malheureusement, même dans ces banques, l'octroi de crédits repose davantage sur cette si nuisible garantie qu'est la propriété foncière que sur les « compétences » personnelles de l'emprunteur. (J'en ai déjà expliqué les raisons dans « C'est le négoce sur les terres, le travail et le capital qui détruit nos vies »). Il faudrait aussi créer des cadres légaux qui pourraient s'imposer aux futures nouvelles banques centrales et au quatrième pouvoir de l'Etat, le « monétatif ». La gls Bank a réussi depuis des années déjà à contourner les garanties exigées par le législateur en mobilisant pour un projet donné un grand nombre de personnes prêtes à se porter garantes. Cette façon de faire est beaucoup plus conforme à la réalité dans la mesure où une ferme, une école ou un commerce vivent sur la confiance entre les gens.



Mais il y a de meilleures solutions encore que les banques à motivation éthique.



Nous avons organisé, il y a environ 25 ans, en tant que conseil économique de l'écovillage anglais de Camphill, plusieurs séminaires de travail avec l'un des fondateurs de la gls Bank, Ernst-Wilhelm Barkhoff. Deux de ses témoignages m'ont laissé une impression particulièrement durable : « Nous (la gls Bank) ne sommes que le deuxième choix. Le premier, c'est vous ! Prêtez-vous l'argent entre vous ! » ; et le deuxième : « Les banques n'ont pu

devenir aussi puissantes que parce que les humains ne se font pas confiance entre eux ! ».

## D'un système monétaire fondé sur la dette à un système monétaire fondé sur le don

Nous avons déjà évoqué le fait qu'aujourd'hui les dettes et les profits escomptés font apparaître de plus en plus d'argent, et qu'une part toujours plus importante de celui-ci repart dans le monde spéculatif de la finance. Mais notre économie réelle n'est pas la seule à subir ces prélèvements, c'est aussi le cas de la nature et de la culture, les deux fondements de l'économie, qui sont elles aussi massivement mises en péril.

La monnaie échappe de plus en plus à tout contrôle. Elle se comporte comme un

cheval fou. Pour remettre en ordre des relations dégradées, il nous faut vraiment comprendre la monnaie (facilitateur) et, pour qu'elle puisse retrouver un effet structurant, relancer sa « circulation » conformément aux « NE-CES-SI-TES » réelles afin qu'elle puisse agir constructive par les êtres humains

A l'origine, l'« idée » de monnaie est une création de la vie culturelle humaine se développant ! Dans notre système actuel, la monnaie est devenue une « dette » vis-à-vis des possédants. Pour autant que nous puissions parler de dette dans le cadre de la vie économique, alors la plus grande que nous ayons est celle que nous avons vis-à-vis de notre « culture » humaine et de la « nature » puisque ce sont d'abord ces deux facteurs qui ont rendu possible notre richesse.

Pour rendre possible l'évolution supplémentaire de l'être humain et de la nature, la nature et la culture dépendent de plus en plus de notre volonté de développement créatif avec l'aide de la monnaie. Mais comme ces deux agents dispensateurs de vie ne peuvent pas générer suffisamment d'argent par eux-mêmes et qu'on les écarte par rationalisation toujours plus, ils ont un besoin urgent de notre aide avec davantage d'argent. C'est pour cette raison que nous devons mettre de l'argent à la disposition du développement de la nature et de la culture. Il nous devons donner de l'argent dans la nature et dans la culture ! (cf. dessins dans le chapitre « Les trois aspects/étendues de la monnaie — une question de conscience »).

Cette nécessité économique du "donner" est comparable à un jardin qui donne des légumes et qui a besoin à la fois de notre travail attentionné et de compost pour pouvoir nous nourrir ensuite.

Comment pouvons-nous promouvoir le « donner » à la culture et à la nature ?

Sur le plan personnel, au cours d'une discussion sur cette question, je peux revenir sans cesse à la nécessaire « intention » de donner de l'argent, que ce soit aux institutions culturelles, à des écoles indépendantes ou à des initiatives de restauration de la nature comme les fermes collectives d'utilité publique etc.

Mais bien sûr, nous ne pouvons pas partir du principe que la « masse », les politiques ou les financiers comprennent la nécessité du don ; il nous faut donc nécessairement élaborer aussi des conseils pratiques qui transforment notre « système monétaire fondé sur la dette » et qui promeut l'égoïsme en un « système monétaire fondé sur le don », qui reconstruirait l'homme et la nature. Dans le chapitre « Serrer la bride aux banques », nous avons déjà dit qu'à l'avenir la création monétaire ne devrait plus passer que par la banque centrale, y compris pour la monnaie scripturale. Cet argent frais, qui provient de la création monétaire, il faut maintenant le mettre en circulation. A quels endroits pouvons-nous l'affecter pour qu'il soit le plus efficace possible dans la circulation économique ?

L'association MoMo plaide pour que cette nouvelle monnaie soit affectée à une



réduction rapide de la dette de l'Etat, ce qui revient à faire rentrer de l'argent frais dans le circuit économique par l'intermédiaire des actuels prêteurs.

Personnellement, je ne peux que partiellement souscrire à cette proposition.

Evidemment, il nous faut rembourser les dettes contractées inconsidérément, mais nous devrions poursuivre des buts encore plus importants avec ce possible « don d'argent », d'autant plus que la manière dont les prêteurs, des banques pour la plupart, introduisent l'argent dans le processus économique ne va pas nécessairement favoriser la société. Quels sont ces buts plus importants ?

Souvenons-nous du début de ce livre et de ce que nous avons appelé les objectifs :

1. Notre nature finie (fertilité des sols, équilibre hydrique, forêts, matières premières, climat etc.) doit être remise en ordre durablement et
2. Il faut engager une rénovation de la culture qui transforme notre culture actuelle du combat individuel pour la survie, de l'égoïsme, de la recherche du profit et de la consommation en une culture de société, consciente de ses responsabilités, humaine et durable. Les capacités humaines sont « infinies ».

Pour atteindre ces buts, il faudrait transformer notre « actuel système de la dette » en un futur « système du don ». Comment fonctionne un « système monétaire du don » ?

Tout simplement, il suffit que la nouvelle monnaie à activer soit « offerte » aux organisations culturelles, environnementales et de formation ! Dans ce cas, l'argent est là pour donner des impulsions nouvelles à la culture, à la formation libre à tout âge et à l'amélioration de nos rapports écologiques. Par ailleurs, cette modification structurelle induira la création d'un très grand nombre d'emplois créatifs nouveaux ; lors d'une formation ou d'un recyclage, chacun pourrait percevoir une allocation qui assurerait le minimum vital.

Dans le « système monétaire du don », la monnaie reste dans « l'économie réelle ». D'un côté sous forme de salaires et subventions versés aux créatifs de la culture et de l'écologie, de l'autre sous forme de projets concrets à réaliser.

Qui « offrirait » le plus efficacement cet argent aux nombreux et si divers institutions culturelles, écoles, groupements écologistes etc. ?

Notre gouvernement, sûrement pas. Ses intérêts politiques propres y feraient par trop obstacle. Au chapitre « Créer l'ordre », nous avons déjà constaté que l'Etat avec ses systèmes juridiques ne pouvait se prononcer que pour l'égalité (devant la loi) de tous les hommes et qu'il devrait le cas échéant intervenir dans le sens des droits de l'homme.

Mais ici, c'est à la question du « développement de la culture » que nous avons affaire. Et sur ces questions, seules des commissions librement élues comme des commissions d'élèves, de parents, d'étudiants, de formateurs et d'amateurs de la



culture peuvent se prononcer librement et dans les meilleures conditions. C'est à ces places-là qu'on doit pouvoir déterminer le plus sûrement comment, quand et où financer la culture et la formation pour le développement de l'homme et de la nature.

Cette possibilité de faire évoluer notre « système monétaire fondé sur la dette » en un futur « système monétaire fondé sur le don », je prie le lecteur de ne pas la considérer simplement comme une nouvelle utopie économique. Ce sont les faits économiques eux-mêmes qui montrent la « nécessité » de ce pas. La « misère » qui monte exige de nous une souplesse d'esprit nouvelle.

Au contraire, notre « système monétaire actuel, égoïste et fondé sur la dette », qui permet à une petite couche de rentiers de s'enrichir sur le dos de l'économie réelle par le biais de la « monnaie scripturale » et des « marchés spéculatifs fictifs », repose sur des théories économiques qui n'ont presque rien à voir avec la réalité.

Mais pour que des années après une réforme vers la monnaie pleine il y ait toujours assez de monnaie et qu'on puisse en « donner » pour le développement culturel, il reste encore un autre problème fondamental à examiner.

La masse monétaire que l'on crée actuellement dépend de marchés financiers en pleine croissance, ces derniers dépendant à leur tour de notre croissance économique, qu'il faut toujours soutenir fermement ! Il y a là un conflit. D'un côté, on a un besoin urgent de monnaie pour le développement de la nature et de la culture, de l'autre côté, la contrainte à la croissance, dans la mesure où elle produit de l'argent, porte atteinte à ces développements.

Les partis verts et les mouvements sociaux sont désarmés face à ce problème. Certes, on parle beaucoup de changement dans le sens « croissance qualitative » mais on reste malgré tout du fait d'un manque de vision du côté de la « croissance économique », et donc d'une augmentation de la bulle des « marchés » spéculatifs.

Comment pourrions-nous créer de la monnaie, même dans une économie en recul ? Nous verrons cela dans le chapitre suivant.

## **Une monnaie fondée sur la réalité**

Peut-il y avoir une monnaie proche de la réalité ? — Approximativement, oui, mais tout d'abord, il nous faut ranger les vieux modèles de pensée et les vieux usages.

Aussi longtemps que la monnaie (qui n'est rien d'autre qu'un « droit » et un « facilitateur ») pourra, comme elle le fait habituellement aujourd'hui, se multiplier et s'accumuler dans les « marchés financiers » par le biais du



commerce et de la spéculation sur le capital, la terre et le travail (actions), il est évident que non. Dès qu'une bulle financière menace d'éclater, les « investisseurs » essaient aussitôt d'échanger leur argent contre des valeurs, comme de la terre, des immeubles et des biens communs. Immédiatement, cela détermine un afflux d'argent sur le « marché réel » et la hausse des prix, stables jusqu'alors, menace de provoquer une inflation.

Tant que la création monétaire sera incontrôlée et qu'elle restera aux mains des banques d'affaires, la masse monétaire présente sur les « marchés financiers » restera incontrôlable. Dans les marchés financiers, comme nous l'avons déjà dit, il y a 60 fois plus d'argent que dans l'économie réelle. Tendance en hausse. Quand cette bulle va éclater et entraîner dans sa chute l'économie réelle ? Ce n'est plus qu'une question de temps.

Nous avons déjà parlé aussi de la vitesse de circulation de la monnaie. Par peur de perdre de l'argent, on accélérerait au maximum sa circulation, ce qui ne ferait qu'accélérer les tendances à l'inflation. Une inflation peut se déclencher plus vite qu'on ne l'imagine. La nécessaire « réforme monnaie pleine », dans laquelle les banques centrales créeraient leur propre monnaie scripturale, pourrait certes ralentir l'irruption soudaine de quantités énormes d'argent dans l'économie réelle, mais elle ne pourrait pas la stopper.

Si nous voulons sauver les derniers « biens communs » et endiguer les risques d'inflation, il faudra au minimum assécher l'« économie spéculative », qui ne cesse de ponctionner de l'argent ! Elle se comporte comme une plaie purulente qui éclate toujours de nouveau. Tant que la plaie n'est pas vraiment nettoyée, elle s'enfoncé de plus en plus dans la chair et finit par tuer l'organisme. Soit il faut interdire radicalement les activités spéculatives, soit il faut les assortir d'une fiscalité élevée qui limite ces activités dangereuses. Pour le loto, les courses de chevaux ou les jeux de casino aussi, on paie des impôts élevés. Au chapitre « Les mesures de contrôle », nous verrons encore comment poser des limites aux exploités de ce monde. On peut même endiguer la fuite de capitaux et l'évasion fiscale.

Un grand problème supplémentaire si on veut créer une monnaie proche de la réalité, c'est notre « système d'intérêts et d'intérêts composés ». Nous avons déjà entendu parler de ses méfaits dans « L'usure qui tue ». A cela, entre autres sous la pression du système, on voit la masse monétaire augmenter de façon disproportionnée par rapport à l'économie réelle, ce qui doit conduire à une catastrophe à un moment donné.

Que pouvons-nous faire contre cette « contrainte à la croissance monétaire » et en même temps contre cette « contrainte à la croissance économique » ?

La monnaie devrait être assortie d'un « taux d'amortissement », qui



correspondrait à un « intérêt négatif ». Ce taux d'amortissement serait calculé en fonction du vieillissement des marchandises réelles et des services réels (*Note du relecteur : je ne résiste pas ici à signaler qu'il y a probablement une différence entre l'approche de R. Steiner en économie et la "vulgate" de compréhension généralement répandue utilisée ici : il n'est pas sur qu'on puisse assimilé les "services" à des marchandises et il n'est pas impossible que le faire aille à l'encontre de ce qui est développé ici*). Personnellement, j'imagine un « taux d'amortissement » à 1 % par mois, ce qui correspond à peu près à la perte de valeur d'une marchandise moyenne. Les pommes de terre, les chaussures, les voitures et les maisons, tout cela « vieillit ». C'est pourquoi la monnaie, qui n'est autre que la contrevaletur de toutes ces choses, doit « vieillir » elle aussi. Une monnaie vieillissante serait plus conforme à la réalité que la monnaie actuelle, qui peut être augmentée d'intérêts. Un taux négatif, une « taxe d'amortissement », aurait pour conséquence que la détention de monnaie ne vaut plus le coût. L'actuelle aspiration de monnaie dans les marchés financiers, qui tient au système, serait compliquée. Les milliards de milliards d'argent sale réapparaîtraient à la surface sous forme d'argent liquide. La monnaie resterait toujours en circulation jusqu'à ce qu'elle soit « consommée », comme c'est pour une marchandise. Dans le mouvement des monnaies alternatives, on parle d'« impulsion à la circulation ». Comment le vieillissement, donc un « amortissement » de la monnaie pourra-t-il être manié pratiquement ?

Il y a différents chemins pour réaliser cet « amortissement », ou « vieillissement » de la monnaie, ou encore son « impulsion à circuler ». Avec la monnaie scripturale, c'est très simple. Tous les mois, l'« amortissement » serait effectuée automatiquement par un intérêt négatif.

Avec l'argent liquide, c'est déjà plus difficile. Il pourrait, par exemple, y avoir sur le billet un tableau sur lequel on indiquerait pour chaque mois la valeur restante. Ou bien un « système de marque » : chaque mois, on colle sur le billet une marque de valeur achetée pour compenser la perte de valeur du billet. Dans la commune de Wörgel, en Autriche, par exemple il y a eu en 1924, en pleine crise économique mondiale, un système d'argent vieillissant inspiré de Silvio Gesell. Tous les mois, il fallait coller sur le billet une marque qu'on achetait pour compenser sa perte de valeur. Quand le billet était plein, on pouvait l'échanger à la mairie contre un nouveau billet. Comme c'est elle qui vendait ces billets, la ville avait toujours de l'argent frais pour réaliser des projets de construction et donner aux gens du travail et de l'argent.

Pour aujourd'hui, voici ce que je propose : en faisant ses achats, en plus de la carte de crédit normale, on pourrait se servir d'une nouvelle carte électronique, rechargeable. Evidemment, les montants portés sur cette carte perdraient aussi



de leur valeur, du fait de la taxe d'amortissement. Ces cartes ne seraient pas personnalisées, ce qui garantirait un minimum d'anonymat, comme avec l'argent liquide actuel.

Si, à un moment donné, on n'a pas besoin de son argent, on peut le prêter. On pourrait par exemple partager la perte de valeur avec l'emprunteur, sauf s'il décide de supporter lui-même toute la perte. Les banques pourraient intervenir sur le marché libre comme prestataires de service entre les emprunteurs et les prêteurs et prélever des taxes dans ce cadre. Elles pourraient aussi garantir ces crédits.

Comme il n'y aurait plus d'intérêt à épargner ou à placer son argent vieillissant, l'argent continuerait à circuler dans l'économie réelle. Là où les activités économiques accumulent trop d'argent, il serait intéressant de réaliser des investissements à long terme, par exemple dans des techniques d'énergie renouvelable ou dans des plantations d'arbres. Les investissements à court terme dans des biens à durée de vie brève ne vaudraient plus le coup, contrairement à ce qui se passe dans le système monétaire actuel.

Il deviendrait plus intéressant pour moi de donner mon argent dans des projets culturels ou naturels dans la mesure où je préfère donner mon argent avant qu'il ne perde sa valeur.

Les mesures citées ici pour endiguer la spéculation, réforme monnaie pleine, interdiction du prêt à intérêt et taxe d'amortissement, peuvent à première vue paraître assez compliquées au lecteur, mais ce serait là les conditions fondamentales pour une « monnaie stable et proche de la réalité ». Il est important que toutes ces mesures soient prises ensemble. Si, par exemple, on n'introduisait pas en même temps des mesures contre la spéculation, les spéculateurs, conscients du fait que ces crédits sont plus favorables, pourraient faire des ravages.

En même temps, ces mesures garantiraient dans des conditions à peine imaginables que les valeurs réellement gagnées restent à l'économie locale alors qu'aujourd'hui plus de 50 % de l'ensemble des valeurs dégagées partent systématiquement dans le monde de la finance spéculative. A l'avenir, ces masses monétaires énormes pourraient être mises au service des changements culturels qu'on jugera les plus urgents à mettre en œuvre, mais aussi d'une sécurisation de l'environnement par le « système de monnaie de don » décrit plus haut.

A y regarder de plus près, les mesures prévues sont moins compliquées que notre système actuel, qui n'est le plus souvent compris, et exploité sans vergogne, que par une petite couche de profiteurs. Aujourd'hui, évidemment, on laisse la population dans l'obscurité.



Mais pour qu'advienne un changement, il faut qu'un certain nombre d'humains en comprennent la nécessité, qu'ils y travaillent assidument, qu'ils en parlent le plus souvent possible et qu'ils en initient la transposition en de nombreux endroits.

Pour les 5 % de perdants de ce changement, il n'y a pas de souci à se faire car ils ont déjà pourvu à tout jusqu'à la fin de leur vie. Et ils profiteraient eux aussi d'un environnement sûr, social, écologique et culturel stable.

Comment pourrait-on encore accroître la stabilité de la monnaie tout en créant en même temps une véritable valeur de référence ?

A l'époque de l'étalon-or, les mouvements monétaires étaient encore plus importants du côté de l'économie réelle que dans la finance spéculative. Et pourtant c'est bel et bien quand les différents gouvernements, à ce moment-là déjà, ont accru la masse monétaire de façon incontrôlée que la plupart des pays se sont retrouvés dans l'impossibilité de maintenir une valeur de leur monnaie réelle par rapport à l'or. Au point que, en 1973, sous Richard Nixon, les américains ont renoncé à l'ultime monnaie-étalon, le dollar, la monnaie de réserve américaine. Depuis lors, la monnaie perd de jour en jour tout rapport avec la réalité. Et pourtant, les profiteurs du système actuel, assistés par les hommes politiques et les media, réussissent à endormir la population dans un sommeil « sûr ».

Quelle pourrait être la « véritable valeur de référence » pour une monnaie future ? Quelle est cette « réalité » sans quoi nous ne pourrions vivre ?

Pour vivre, nous avons besoin de manger ! — Notre monnaie future devrait donc trouver sa valeur de référence dans les denrées alimentaires. Comment faire passer cela dans la réalité, de façon tout à fait pratique ?

On pourrait prendre comme référence une certaine quantité de riz ou de pain.

Mais je suggère un système monétaire encore plus lié au réel :

Imaginons un billet de cent ou bien une carte de crédit rechargeable avec une image de sa contre-valeur : un « panier de la ménagère » avec différentes denrées alimentaires permettant de couvrir les besoins alimentaires hebdomadaires d'une personne. Ce panier contiendrait : des céréales, des légumes, des fruits, du fromage, des herbes etc., le tout en quantité suffisante pour une semaine. Il est entendu que les denrées alimentaires en question devraient provenir d'une parcelle d'une surface moyenne de 2 200 m<sup>2</sup> mise à la disposition de chaque citoyen et cultivée sagement. On pourrait ajouter à ce panier 10 kg de bois par semaine (ce qui correspond à 1 m<sup>3</sup> par an), provenant des 1 500 m<sup>2</sup> de forêts mis à disposition de chaque citoyen. Le tout devrait pousser sur une exploitation gérée écologiquement et durablement. Ce qui revient à dire que le « panier de la ménagère » devrait être produit sans atteinte à l'homme ou à la nature.

Un tel « panier hebdomadaire de référence de la ménagère », d'une valeur de 100 unités monétaires correspondrait à une réalité durable de première nécessité. (A l'opposé, quelle est la contre-valeur des monnaies que nous utilisons actuellement ?)



Fabriqué par la Banque nationale

### Carte de crédit rechargeable – à utilisation anonyme

100 deniers de vie = 1 panier hebdomadaire de référence de la ménagère

Celui-ci contient:

La banque nationale s'engage à gérer la masse monétaire de façon qu'une valeur de 100 unités monétaires corresponde en permanence à la valeur du panier hebdomadaire de référence de la ménagère produit de façon durable et écologique.

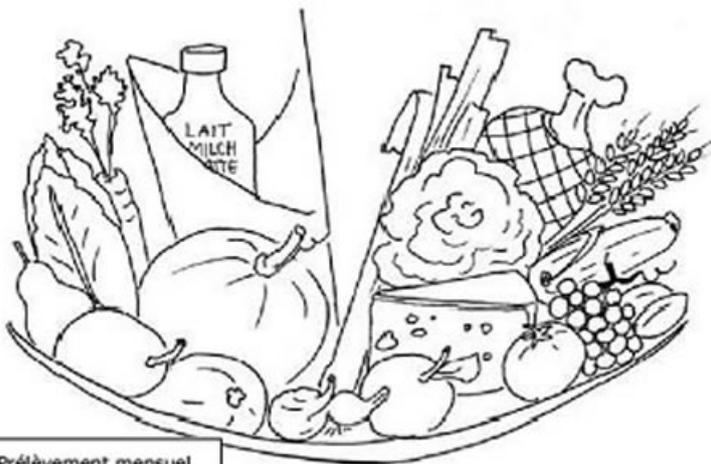
2 kg de différentes sortes de céréales, 1,5 kg de fruits, 3 kg de légumes, salade et herbes, 3 oeufs, 300 g de différentes sortes de viande, 10 g de miel, 200 g d'huile végétale, produits laitiers issus de 2 l de lait, 10 kg de bois (description exacte voir agence de l'environnement)

Pour la sécurisation du processus, il sera prélevé mensuellement 1 % de redevance d'utilisation.

Dans cet esprit, la Banque nationale met en circulation toutes les nouvelles monnaies en cadeau pour la restauration de la culture, de la formation et de l'environnement. Les conseils culturels décideront de leur répartition après en avoir débattu.

### Carte de crédit rechargeable – à utilisation anonyme

100 deniers de vie = 1 panier hebdomadaire de référence de la ménagère



Prélèvement mensuel

1 % de redevance d'utilisation pour garantir la circulation et restaurer la culture, la formation et l'environnement.

Comment pourrions-nous aussi garantir la stabilité d'une unité monétaire « panier hebdomadaire de référence de la ménagère » de ce type, auquel nous donnerions par exemple le nom de « denier de vie » ?

Les banques nationales, ou banques centrales, qui restent à créer telles que nous les avons décrites plus haut, auraient pour mission de créer en permanence et d'injecter dans le circuit économique par le biais de conseils culturels et environnementaux la quantité exacte d'unités monétaires permettant que, pour 100 unités monétaires, on produise aussi bien le mois suivant que dans quelques années un « panier hebdomadaire de référence de la ménagère ».

Les nouvelles « monnaies de référence de vie » devraient évidemment supporter un vieillissement (1 % par mois), puisque, comme expliqué précédemment, les choses elles aussi vieillissent. Cette « garantie de circulation » évite en même temps l'accumulation de monnaie.

Ces « monnaies de référence de vie » auraient plus d'un avantage. Non seulement elles assureraient une forte stabilité à « l'économie réelle », mais elles nous rappelleraient à tous en permanence les vrais processus vitaux et leurs tensions destructrices et restauratrices de valeurs. L'ensemble de l'économie pourrait alors remettre les pieds sur terre ! On ne parlerait plus de risques d'inflation liés à une économie monétaire de plus en plus autonome et vivant de ponctions. A titre transitoire, on pourrait localement faire usage de ces monnaies de référence (deniers de vie) et les tester dans la réalité.

### **Systemes monétaires alternatifs et complémentaires**

Mettons les points sur les « i » : ni les monnaies alternatives, ni les systèmes de bons d'achat ou les cercles d'échange n'empêcheront d'acheter ou de vendre des choses sans intérêt, pas plus que de tromper nos semblables à des fins criminelles. Nous devrions élaborer en pleine conscience de nouveaux moyens de paiement susceptibles de nous libérer pas à pas du système monétaire actuel et de ses effets de succion et mortifères.

Même si on n'a pas encore dès maintenant la possibilité de participer à un nouveau système monétaire, on peut quand même commencer à faire des choses sensées avec la monnaie normale. Même si je n'ai pas beaucoup d'argent, je peux quand même décider ce que je vais en faire, à qui je vais le prêter, ou le donner ! (cf. aussi « les trois aspects de la monnaie, une question de conscience »).

Ce serait faire exploser le cadre de ce livre si je m'embarquais maintenant sur l'histoire et les nombreuses possibilités des systèmes monétaires alternatifs. Sur ces questions, on trouve aujourd'hui de multiples sources d'information. Je recommanderais par exemple les écrits fondamentaux de Bernard A. Lietaer et Margret Kennedy. Pour moi, fondamentalement, le système monétaire de demain



devrait être aussi « proche de la réalité » que possible. La preuve pratique se trouve dans tout ce que nous avons décrit jusque là, notamment dans le dernier chapitre. Pour moi, les conditions préalables sont les aspects de monnaie vieillissante, un rapport de valeur à des denrées alimentaires produites de manière durable et une « mise en marche » qui passerait par « argent de don » par les institutions écologiques et culturelles.

Mais dans les pages qui suivent, j'aimerais encore rendre attentif à partir d'expériences personnelles, notamment par la fondation d'un moyen de paiement communautaire, sur quelques aspects importants.

Beaucoup de positif pourra être atteint, mais aussi beaucoup de déceptions pourront être évitées, quand au préalable les conditions sociales et économiques locales seront d'abord étudiées et discutées intensivement dans un petit groupe, et alors seulement dans un cercle plus large. Naturellement certains membres devraient s'occuper plus profondément avec les questions monétaires et économiques globales de façon à pouvoir apporter régulièrement des informations à l'ensemble du groupe.

Exemple : peu après la réunification de l'Allemagne, nous avons repris à six une association à vocation de pédagogie curative en Thuringe, avec huit vieilles maisons qui avaient besoin d'être rénovées ; l'objectif était de construire une nouvelle communauté au sein du village de Hauteroda. Nous voulions aider la région à sortir de la crise en suscitant des impulsions nouvelles sur les plans écologique, culturel et économique. A l'époque, le chômage atteignait les 33 % dans le Land, c'était le taux le plus élevé en Allemagne. La plupart des entreprises et des magasins avaient dû fermer parce que l'on préférait acheter « à bon marché » dans les nouveaux hypermarchés de l'Ouest.

Le peu d'argent que notre communauté obtenait au début par notre travail ou des subventions, nous avons essayé de le laisser circuler aussi longtemps que possible « en interne » avant qu'il ne reparte « en externe » pour l'achat de tel ou tel bien ou service. Il n'a pas été facile de faire comprendre à l'ensemble des membres de la communauté, qui ne cessait de croître, l'intérêt qu'il pouvait y avoir à faire circuler notre monnaie « en interne », dans notre propre « économie », aussi longtemps que possible. La tentation était grande de trouver « en externe » une marchandise ou un service « moins cher ». En cela nous avions en "interne" par le grand domaine agricole et les exploitations croissant lentement quelque chose à offrir pour presque tout les secteurs de vie. Il y avait beaucoup de mains et autant d'idées pour faire bouger les lignes, mais ce qui toujours de nouveau manquait, c'était la monnaie.

Il a suffi d'introduire notre propre système de calcul interne pour qu'enfin les choses décollent ! Nous signions et échangeions entre nous des « bons de livraison » notifiant les prix convenus. A chaque fois, on envoyait à notre



établissement de compensation une copie qui portait le montant de la somme en moins sur le compte interne de l'acheteur et 95 % de cette même somme au crédit du vendeur. Les 5 % restant étaient portés au crédit de la « caisse culturelle ».

Cette « retenue », cet « impôt pour la culture » nous a permis d'assurer une permanente formation continue avec des manifestations culturelles qui allaient dans le sens de notre développement. Dans ce livre, j'ai déjà plusieurs fois établi que la formation et la culture sont les deux piliers sur lesquels repose tout développement économique sain.

En même temps, naturellement, on percevait de l'argent normal « de l'extérieur » et on en dépensait aussi vers l'extérieur. Une partie des membres ou des entreprises de la communauté avait plus de recettes que de dépenses en externe, et pour cela plus de dépenses que de recettes en interne. L'autre partie avait moins de recettes que de dépenses en externe, et pour cela aussi plus de recettes que de dépenses en interne. Tout cela se compensait bien. On avait instauré pour tous les participants une double comptabilité qui donnait de ces processus une image immédiatement compréhensible par tous. Sur le plan fiscal, nous n'avions pas de problèmes puisque nous déclarions tout cela comme « projet de recherche ».

Une fois par mois au moins, nous tenions une rencontre économique avec l'ainsi nommé « cercle d'association », au cours de laquelle chacune présentait ses chiffres et rendait compte de son propre domaine. En cela était regardé comment nous pouvions aider les entreprises encore faibles par des prêts ou des subventions. En définitive, il s'agissait de construire un « organisme économique » local pour lequel une variété d'entreprises se complétant sont nécessaires. La plupart des entreprises ont bien commencé sous le parapluie de l'association commune « Markus Gemeinschaft », mais il a été travaillé sur beaucoup d'entreprises indépendantes prêtes à « s'associer » ensemble sous des buts communs tout en restant « libres » sur le plan de l'entreprise.

Avec cette base, les entreprises internes ont pu se développé toujours mieux ainsi que les recettes externes se sont multipliées, ce qui a permis de mettre en chantier de plus grands projets de construction. Quand j'ai quitté la communauté, fin 1999, en plus des 70 ha d'agriculture et jardin en biodynamie qui constituaient la base de vie, il y avait encore les secteurs moulin, boulangerie, boutique, étals de marché, cantine, café, auberge, menuiserie, le groupe des artisans du bâtiment, le groupe thérapie, l'organisation de séminaires et mon équipe de planification et conseil écologique, social et économique.

On me demande souvent comment cette collectivité a évolué par la suite. Malheureusement, le nouveau comité que s'est donnée l'association est faible ; il a désigné un secrétaire général charismatique, mais autoritaire. Certes, il a bien continué à développer extérieurement, mais il a abandonné le système de double



facturation et le travail associatif et remis à la direction la gestion de toutes les branches d'activité sous la "direction" de la direction d'entreprise. Une telle « institutionnalisation » aux dépens de la « libre » collaboration et de la formation d'une communauté nous trouvons malheureusement de plus en plus souvent dans les associations, les coopératives, les groupements et autres organisations. Les collaborateurs sont dégradés en des « postes » interchangeables. Les impulsions d'origine deviennent là seulement encore des entraves. Bien des organisations peuvent être considérées comme « perdues » du fait de « l'institutionnalisation » générale. Mais il y a des voies humaines et des formes juridiques pour s'en sortir. (Dans mon prochain livre sur les communautés futures, j'aborderai ces possibilités.)

Revenons maintenant aux systèmes monétaires alternatifs. A partir de ce que j'ai écrit plus haut de mes expériences, je voudrais faire encore quelques suggestions.

° Les deux fondements de l'économie que sont « la terre et la culture » doivent être reconnus comme la base d'une économie saine et donc soutenus sans faille. Ces domaines doivent être fortement représentés.

° Je ne conseille pas de prendre les « unités de temps » comme base de compensation. Par exemple, une lycéenne qui fait du baby-sitting ne fait pas la même chose qu'une jardinière d'enfants dûment formée et qui s'occupe de 6 enfants pleins de vie. Imaginons que l'on veuille se faire faire une belle table. Le plus important n'est pas de savoir combien de temps cela va prendre à celui qui la fera. C'est la table qu'on veut acheter, pas du temps. Si dans les cercles alternatifs disparaissait l'unité de temps, on n'en retirera que davantage de qualité professionnelle.

° Il faudrait organiser des rencontres régulières au cours desquelles on exercerait la collaboration associative ; à cette occasion, on devrait aborder la perception réciproque, le soutien mutuel et la façon correcte de trouver le prix.

° Un nouveau système de paiement ne pourra avoir d'effets à long terme qu'à condition de mobiliser la monnaie d'échange (celle des achats et du commerce), mais aussi d'élargir respectivement élever consciemment la « monnaie d'achat » en « monnaie de prêt », voire en « monnaie-don » (cf. aussi le chapitre « Les trois aspects de la monnaie — une question de conscience »).

° Je ne lierais pas la monnaie locale à la monnaie officielle dans la mesure où cette dernière est susceptible de s'effondrer à tout moment et d'emporter dans sa chute la monnaie locale.

° Comme je l'ai déjà dit dans « une monnaie réaliste », je recommande une monnaie dans laquelle 100 unités correspondent à un « panier hebdomadaire de référence de la ménagère ».

° Une monnaie vieillissante insufflerait beaucoup plus de vie aux nouvelles



monnaies locales, notamment si sa « mise en service » passe par un fonds culturel sous la forme de « monnaie de don ». Dans notre relation à la monnaie, y compris aux nouveaux systèmes monétaires, nous constaterons toujours à quel point nous sommes nous-mêmes pétris de modèles de comportement égoïstes. Il nous faut beaucoup de patience entre nous et la volonté de réapprendre cela en permanence.

### **La reconquête du pouvoir**

Les « biens communs » que sont la terre, l'eau, les matières premières, les infrastructures, la culture, le savoir, les informations etc. sont présents dans le monde entier, mais ils sont de plus en plus aux mains de spéculateurs préoccupés du seul profit. Dans une certaine mesure, la monnaie elle-même fait partie de ces « biens communs » puisqu'elle n'est qu'un « droit » à transférer des marchandises ou des services. De plus, tous ces « biens communs » sont de plus en plus exploités et touchent à leurs limites. Aujourd'hui, la population est totalement dépendante de ces propriétaires anonymes dans la quasi-totalité des domaines vitaux. Les marges de manœuvre sont réduites à la portion congrue.

« Imagine que c'est la guerre et que personne n'y va ! ». Cette phrase, que nous avons déjà citée plus haut, nous pourrions la réécrire sous cette forme : « Imagine que quelqu'un veuille étendre son pouvoir par la spéculation et qu'il n'y ait plus personne pour lui donner son argent ou son travail ! » Evidemment, ce n'est pas aussi simple, mais à sa mesure tout individu a la possibilité de réaliser cela.

A partir de ce que nous avons élaboré jusque là, il est sûrement devenu clair que c'est à moi en première intention qu'il revient de me libérer des puissances extérieures. Tant que j'accepterai de n'être qu'un jouet entre les mains de ce monde publicitaire qui incite à la consommation ou des puissances de l'argent, je n'aurai aucune chance de me sortir des griffes des loups du profit. Il en va de même pour mon rapport aux media. Tant que je laisserai ces représentants de notre système de croissance qui mène à sa perte l'homme et la nature déterminer ma façon de pensée, il me sera impossible de dépasser ce système de pouvoir de plus en plus centralisé.

Il faudra que je me mette à « percevoir » par moi-même mes semblables, la nature et les relations sociales avant de pouvoir me donner une base sûre pour mon mode de pensée et mes actions. L'important en la matière est de ne jamais oublier de mettre les détails en perspective avec la totalité.

Ce qui m'aide bien dans mes observations, c'est une question que je me pose de façon récurrente : « Un développement se passe-t-il là pour ou contre l'humain et la nature ? »

De l'observation de ces nombreuses grandes et petites « perceptions »



quotidiennes se donne toujours à voir de nouvelles possibilités d'action positive, au niveau personnel d'abord, puis à celui de la société. L'impuissance que l'on ressent intérieurement vis-à-vis des puissances du marché qui semblent tout régir de nos vies avec leurs larbins de la classe politique ou des média se relativise.

La reconquête du pouvoir passe aussi par notre attitude vis-à-vis de la consommation. Si nous commençons à réduire nos besoins extérieurs et à acheter délibérément des produits sains et durables qui viennent de petites et moyennes entreprises de notre région, les chaînes de production et de distribution centralisées axées sur la recherche du profit perdront de leur pouvoir.

Idéalement, nous pouvons soutenir une chaîne locale de création de valeurs, qui va de l'agriculteur qui travaille dans de bonnes conditions sanitaires, en passant par des ateliers de transformations locaux, jusqu'aux moyens de transport et au lieu de commercialisation.

C'est surtout dans les domaines de la santé, des services sociaux, de la culture, de la formation, du temps libre, de l'énergie, des transports, des media etc. qu'on peut toujours améliorer la situation locale ou régionale en nous appuyant sur nos propres forces.

Le rapport à l'argent joue un rôle central dans la reconquête du pouvoir. Sur la monnaie, que nous avons qualifiée aussi de « facilitateur », il y a bel et bien des marges de manœuvre immenses, à condition notamment que nous apprenions à comprendre ses trois aspects, monnaie d'achat, monnaie de prêt et monnaie de don et que nous agissions correctement en fonction de ces trois aspects. Avec les systèmes monétaires locaux, on va plus loin en freinant le départ de valeurs locales sur les marchés centralisés prédateurs de « l'industrie financière ».

En même temps, il suffit que le plus de gens possible décident de devenir « indépendants » en s'impliquant dans l'organisation d'un domaine de l'économie locale pour qu'on récupère beaucoup de pouvoir.

Seuls ces fondements concrets permettront d'exiger des réformes politiques utiles et crédibles :

depuis une rénovation de la culture par une culture objective des média jusqu'à des « offres pour chaque humain » de formation et de reconversion payée, aide de protection aux petites et moyennes entreprises par une fiscalisation progressive de la propriété, des chiffres d'affaires et des bénéfices des grandes entreprises,

réduction de l'économie fictive par l'interdiction ou l'imposition drastique du commerce et de la spéculation sur la terre, le travail et le capital,

transfert de la création monétaire à la seule banque nationale sous contrôle d'un quatrième pouvoir d'Etat, le Monetatif,

modification de notre système social, qui donne exclusivement la priorité à une économie monétaire fondée sur le profit et à la consommation pour en faire une société soutenable et axée sur les besoins des gens, qui s'appuie sur la LIBERTE (formation, culture), EGALITE (Etat, droit) et la FRATERNITE (économie),

modification du droit foncier de sorte que le sol redevienne petit à petit un « bien commun ». La terre, les propriétaires de maisons, les paysans compétents, les entrepreneurs ou organisations ne devraient se la voir confier pas à pas encore comme droit d'usage pour durée déterminée. La spéculation sur la terre ne devrait plus être possible (voir aussi [www.GemeingutBoden.ch](http://www.GemeingutBoden.ch)).

Tâche de dépasser notre système actuel qui maximise le profit et les intérêts (usure) et qui contraint à la croissance ;  
Sauvetage et reconquête de conditions naturelles saines s'appuiera notamment sur un développement important de l'agriculture écologique,

Dénonciation des rapports unilatéraux avec les usa et leur dollar, de façon à pouvoir œuvrer en compensation aussi bien entre Est et Ouest qu'entre Nord et Sud,

Aménagement massif de beaucoup d'aides au développement, décentralisées et de caractère socio-écologique, financées par la suppression de l'armée.

Il est évident que les puissants vont utiliser tous les moyens, y compris leurs complices, conscients ou non, des milieux politiques et des media pour se défendre contre ces mesures. Mais plus ces mesures seront comprises, vécues et exigées « d'en bas », plus il pourra lever de la « graine d'avenir ».

Mais comme les « masses » sont grandement manipulées tant par les tentations de la consommation que par les media, je ne compte pas sur un tournant significatif avant quelque crise massive, voire avant l'effondrement économique. La question décisive sera de savoir combien de personnes, d'ici là, auront pu penser, discuter, voire expérimenter ces nouvelles formes d'organisation sociale ! Car c'est de cette minorité-là que dépendront l'orientation et la qualité de cette nouvelle structure.

### **Possibilités de conduite par l'impôt**

(NDR: en allemand "Steuer" - impôt - et "steuern" - conduire - ont la même racine. Tout se passe ici comme si la pensée, incapable d'accéder à la dimension organique de la pensée de R. Steiner, se voyait contrainte à réinstaurer une sorte de sur-état par l'impôt)



Notre système fiscal actuel bétonne en faveur des riches le système de croissance centralisateur fondé sur la concurrence et le profit ; il met en péril la paix sociale et l'environnement. Ce système social est malade de la partialité de ses organes de pouvoir ; il s'agit de le renouveler de fond en comble. Malgré une situation sclérosée, je soumets ici quelques propositions au débat.

L'autorité fiscale de demain devra être dirigée à parité par des représentants de l'Etat de droit, de la culture et de l'économie.

Fondamentalement, il faudra à l'avenir soumettre à l'impôt ce qui fait du tort à l'homme et à la nature et subventionner ce qui contribue au développement et au bien-être de l'homme et de la nature.

Le système fiscal de demain ne vise pas à l'égalité de tous les citoyens. Mais il faut régler de toute urgence les extrêmes que sont d'un côté une richesse qui exploite et de l'autre des conditions de vie indignes de l'humanité. Et donc au moment d'instaurer de nouvelles règles sociales, on ne se contentera pas de prendre en compte le seul bien-être de son propre pays, on considérera aussi les effets induits sur le reste du monde, qui nous fournit en matières premières, biens et services.

Dans certaines branches, chacun paiera plus d'impôts qu'aujourd'hui ; mais ailleurs, on économisera des impôts et le coût de la vie diminuera puisque les acteurs improductifs de la finance verront ce nouveau système fiscal limiter les profits qu'ils pourraient prélever.

Même les riches, qui semblent perdants à première vue, s'en sortiraient mieux en fin de compte puisqu'ils profiteraient eux aussi de l'élévation généralisée des standards social, culturel et environnemental.

Les recommandations suivantes sur le futur cadre global de la fiscalité résultent de ce qui a été exposé jusqu'ici dans ce livre. Même si ces « recommandations fiscales » n'ont pas pu mûrir jusqu'au détail, je suggère qu'on les soumette à la discussion comme étant le socle de la nouvelle réforme fiscale qui améliorera nos rapports. (Les valeurs monétaires indiquées dans les pages qui suivent ne sont que de vagues projets et ne sont pas indiquées en unités monétaires. Le lecteur pourra y introduire son unité monétaire, voire une unité monétaire alternative.)

Quiconque crée par son travail au sein de l'économie réelle ne devrait pas se voir pénalisé par les impôts et les prélèvements sociaux tant que le revenu annuel de son travail ne dépasse pas par exemple 70 000 ! *Conséquence* : les prix de tous les services, notamment dans le domaine social, la santé, la formation et l'environnement diminueraient notablement. Les machines perdraient partiellement leurs avantages sur l'homme. Apparaîtrait un grand nombre de postes de travail dans les services. Il n'y aurait quasiment plus de travail au noir dans l'économie réelle.

Les impôts sur les bénéfices des entreprises resteraient les mêmes qu'aujourd'hui dans les petites et moyennes entreprises et augmenteraient progressivement dans les grandes. *Conséquence* : Les grandes entreprises perdraient leur position de force vis-à-vis des petites et moyennes entreprises. La décentralisation redeviendrait intéressante pour tous.

Les bénéfices issus de travail non productif, tels que les actions, les capitaux, les baux, la spéculation etc. seraient taxés progressivement, à partir de 30 %.

*Conséquence* : il deviendrait de plus en plus difficile de gagner de l'argent aux dépens d'autres personnes et de l'économie réelle. Les valeurs réalisées resteraient dans la société.

Taxation très importante de l'énergie, notamment des énergies fossiles et nucléaire. *Conséquence* : en quelques années, les économies d'énergie, l'efficacité, le développement technologique et la décentralisation en marche nous rendraient indépendants des énergies fossiles et du nucléaire !

Taxations élevées pour les transactions financières (par exemple, 8 %).

*Conséquence* : les spéculations dévastatrices pour la vie ainsi que les flux monétaires allant des travailleurs productifs aux spéculateurs improductifs seraient très sérieusement freinés.

Impôts sur la fortune progressifs, avec un abattement de 250 000 par personne ou par entreprise par exemple ; à partir de 251 000, 1 % d'impôts par an ; à partir de 501 000 ; 2 %, à partir de 751 000 ; 3 %, à partir de 1 000 000 ; 4 % etc. Les propriétaires étrangers résidant à l'étranger ne bénéficieraient d'aucun abattement.

*Conséquence* : une reconquête progressive des grandes propriétés et un renversement des rapports de force vis-à-vis des acteurs financiers anonymes. Les grandes entreprises perdraient leur position de force vis-à-vis des petites et moyennes entreprises. La décentralisation redeviendrait intéressante pour tout le monde. Les grandes entreprises ne se retrouveraient plus en une seule main, elles se répartiraient entre plusieurs propriétaires ou bien elles repasseraient progressivement dans le giron de la puissance publique ou d'organisations à but non lucratif. Loyers et baux deviendraient beaucoup moins chers puisqu'il ne serait plus rentable de spéculer dans ces domaines.

Impôts progressifs en fonction de la surface d'habitation, avec un abattement qui se situerait par exemple à 30 m<sup>2</sup> par personne (en Allemagne, aujourd'hui, la moyenne est de 43 m<sup>2</sup> par personne, en 1965, elle était encore de 21 m<sup>2</sup> par personne. En Suisse, elle est de 46 m<sup>2</sup> par personne et elle était de 25 m<sup>2</sup> par personne en 1965). A partir de 31 m<sup>2</sup>, on estime l'impôt sur la surface habitable à 5 par m<sup>2</sup> par personne et par mois, par exemple, à partir de 41 m<sup>2</sup>, à 10 ; à partir de 51 m<sup>2</sup>, à 15 ; à partir de 60 m<sup>2</sup>, à 20 ; à partir de 70 m<sup>2</sup>, à 25 etc.). On prélèverait en plus, dans les zones à forte concentration urbaine et en fonction du poids financier de la région, des impôts sur les surfaces constructibles supérieures à la moyenne. Les résidences secondaires entreraient également dans ces calculs.



Pour les résidences secondaires des étrangers, il n'y aurait pas de surface donnant droit à l'abattement. *Conséquence* : on pourrait ainsi mettre un terme aux ravages incessants causés à la région par de nouvelles constructions, notamment de maisons particulières construites sur de grands terrains. On pourrait ainsi partager les grands logements ou les mettre à la disposition de familles. Les grandes villas presque toujours vacantes dans les beaux coins perdraient de leur valeur et pourraient être reprises par des gens de la région.

Impôts sur le crédit réel (crédits hypothéqués sur des valeurs telles que des propriétés terriennes ou des immeubles) : 10 % par exemple. *Conséquence* : Les processus économiques de crédit réel qui augmentent le prix cesseraient presque totalement et les processus économiques de crédit personnel qui réduisent le prix (crédits sur la base des capacités de l'emprunteur) augmenteraient. *Conséquence* : les fonds destinés au crédit resteraient dans l'économie réelle.

Impôts progressifs pour la propriété de la terre, avec un abattement en fonction de la surface disponible en moyenne et de ses perspectives de rendement. (En Allemagne, par exemple, cela représente environ 2 000 m<sup>2</sup> par personne de surface agricole et 1 300 m<sup>2</sup> par personne de forêt). *Conséquence* : les fermes, les bois et autres grandes surfaces ne resteraient plus dans le giron de familles isolées. La spéculation ne serait pratiquement plus possible. Les héritiers ne pourraient plus « couper l'herbe sous le pied » à d'autres usagers par égoïsme. Les surfaces agricoles passeraient lentement sous trois formes différentes de propriété : premièrement, la propriété d'Etat, à partir de quoi elles seraient attribuées sous forme de droit de jouissance ; deuxièmement, la propriété d'une fondation ou de toute autre forme juridique équivalente à but non lucratif, à partir de quoi elles seraient attribuées sous forme de droit de jouissance ; troisièmement, un certain nombre de citoyens s'associeraient sous forme de coopérative et confieraient la gestion de « leur terre » à une ou plusieurs personnes. Il pourrait en ressortir une communauté de responsabilité entre citadins et paysans.

De plus, je suggère un impôt sur le bilan écologique et humique, qui pourra améliorer la situation écologique générale. Tous les cinq ans, chaque ferme procédera à un bilan écologique et humique. On fera un bilan humique quantitatif et qualitatif de toutes les parcelles, des haies, des biotopes, des bois, des friches etc. On comparera à chaque fois les résultats à ceux obtenus lors du précédent bilan et on fiscalisera la différence. Ceux qui auront amélioré leur ferme sur le plan écologique toucheront un crédit d'impôt. Ceux qui l'auront dégradée sur le plan écologique devront payer des impôts.

Les biens de consommation seraient beaucoup plus taxés. L'impôt sur ceux-ci serait calculé en fonction de leur « empreinte écologique et sociale ». On sait calculer aujourd'hui la consommation d'énergie, de matières premières, de terre



et d'humus, la pollution par les émissions (air, eau, sol, bruit, lumière, rayonnement), les moyens de transport, les standards sociaux, le traitement des déchets etc. Pour effectuer ce calcul, on utiliserait les standards conventionnels de fabrication appliqués dans les pays associés à la production. Ceux qui utilisent des produits écologiquement sains, qui appliquent des standards sociaux élevés lors de la fabrication et qui peuvent en faire la preuve, comme c'est le cas aujourd'hui pour les produits bio par exemple, verraient leurs impôts diminuer. Pour la plupart des biens de consommation techniques, on prescrirait une durée de garantie minimale de 10 ans.

*Conséquence* : l'exploitation des matières premières diminuerait. Ainsi, les produits fabriqués de manière discutable, en provenance d'Asie par exemple, perdraient leurs avantages par rapport à des produits locaux sains. Se développeraient alors des méthodes de fabrication et de recyclage toutes nouvelles. Les produits seraient fabriqués pour des durées de vie nettement rallongées. La société de consommation, mauvaise pour l'homme et l'environnement, se transformerait en une nouvelle société du besoin, axée sur le social et le culturel.

Impôts élevés sur les substances et biens traités à la vie, comme la chimie agricole, les armes, les cigarettes, l'alcool et les drogues (légalisées pour cela).

Dans un souci de protection de la communauté, il faudrait aussi réfléchir à l'intérêt qu'il y aurait à introduire des impôts sur le bruit, la lumière et les rayonnements, par exemple. Cela pourrait être un moyen de réduire la gêne occasionnée par les voitures, les bateaux à moteur, les motos, les boîtes de nuit et les téléphones mobiles.

Ces nouvelles recettes fiscales seront plus élevées que les recettes actuelles, du fait notamment des impôts sur la propriété et le capital. Outre le remboursement des dettes, cela permettrait de financer la transformation de notre société actuelle fondée sur le profit et la consommation en une société d'avenir sociale, écologique et culturelle axée sur les besoins de la société. Ce nouveau pot fiscal garantirait le paiement sans problème de toute dépense sociale.

Plus personne ne serait obligé d'être au chômage ou sous-payé. Il devrait y avoir pour chacun une possibilité financière de participer au renouveau de la culture. A ceux à qui il manquerait les facultés pourraient pour cela, pourrait se faire payer une formation correspondante.

Il y aurait encore beaucoup de choses à ajouter et à scruter dans le détail. Mais j'espère qu'à l'avenir on saura se saisir de l'esprit de ces suggestions fiscales, qui entendent taxer ce qui nuit à l'homme et à la nature et encourager ce qui amène à l'homme et à la nature bien-être et développement, et qu'on pourra en débattre.



## **Empêcher la fuite des capitaux et l'évasion fiscale**

Par peur de la fuite des capitaux et de l'évasion fiscale, les grands groupes et les riches sont traités comme des rois, au contraire des petites entreprises et des travailleurs. Tous les pays ou presque font d'énormes cadeaux fiscaux aux dictateurs de la finance parce qu'ils veulent s'attirer leurs faveurs.

Mais il y a quand même des moyens pour minimiser la fuite des capitaux des firmes et de la finance.

Pour éviter l'évasion fiscale de ceux qui déclarent un domicile dans un paradis fiscal, il faudrait augmenter tous les impôts pour tous les citoyens, y compris pour ceux qui résident à l'étranger. De fait, c'est bien à l'Etat dont il est ressortissant que chaque citoyen doit sa formation et la protection vis-à-vis de tiers. Au cas où il paierait des impôts à l'étranger aussi, ceux-ci pourraient être défalqués de ceux payés dans le pays d'origine. (La France et les usa pratiquent cela déjà, au moins en partie.)

Les impôts dont on a parlé plus haut sur « l'empreinte écologique et sociale » ne rendront pas meilleur marché une délocalisation à l'étranger de la production de biens consommés à l'intérieur. Les exemptions fiscales mentionnées plus haut pour les gens qui travaillent dans l'économie réelle rendent très intéressant le lieu d'implantation pour les entreprises de service. Elles deviennent plus concurrentielles à l'extérieur.

Même si une partie du capital spéculatif déménage, cela n'est pas si tragique. Il n'y a que trop de ces capitaux financiers gagnés malhonnêtement. Il est beaucoup plus important que ceux qui restent soient des gens doués du sens commun. Si quelques riches « égoïstes sociétaux » déménagent, ce serait même une chose souhaitable.

Mais peut-être les entreprises loyales précisément tenteraient tout de suite de se lier à ces nouveaux territoires économiques car la les rapports au sein de l'économie réelle deviennent plus visibles et plus sûrs.

## **Troisième partie : nous vivons autrement**

Les conditions d'existence de l'humanité se transforment rapidement et sur tous les plans.

° Sur le plan technique, il y a de plus en plus d'avancées susceptibles de nous simplifier la vie. Mais nous en payons le prix par un accroissement de notre dépendance, du chômage, de l'exploitation des matières premières etc.

° Sur le plan écologique, notre compréhension de l'écosystème dans toute sa complexité s'affine de plus en plus ; néanmoins, notre mode de vie le déséquilibre tout autant et nous perdons tout contact personnel concret avec ce dernier, ce qui constitue une menace interne et externe pour notre vie.

° Sur le plan de la formation, nous assistons à une spécialisation intellectuelle croissante. En revanche, la société manque de plus en plus de compétences sociales, artistiques, artisanales, écologiques et pourvoyeuses de bien public.

° Sur le plan social, jamais il n'y a eu autant de media « sociaux » et d'échanges entre les peuples. En même temps, jamais il n'y a eu autant d'égoïsme, de solitude, de souffrance psychique etc.

° Sur le plan financier, il y a effectivement des masses de capitaux importantes, qui pourraient offrir des possibilités inédites pour financer avantageusement des transformations sociales et écologiques ; mais ces capitaux sont investis plutôt égoïstement et centralisés contre le développement de l'homme et de la nature.

° Sur le plan spirituel, de plus en plus de gens s'inventent individuellement une nouvelle relation au monde spirituel, ce qui leur donne de la force et « de l'enthousiasme » pour les défis quotidiens. En même temps, il n'y a jamais eu autant de gens en recherche spirituelle et complètement désorientés. Les déclarations de non appartenance à l'église s'amoncellent. La dépendance vis-à-vis de sectes et de groupuscules religieux croît et provoque souvent une perte de réalité.

° Sur le plan politique, il n'y a jamais eu autant d'accords sur des améliorations sociales, écologiques et économiques. Mais ceux-ci sont à ce point édulcorés par les lobbyistes de l'industrie financière que la classe politique, en définitive, travaille plutôt contre le développement de la nature et de l'humanité.

° Les médias modernes mettent à notre disposition des masses d'informations telles que jamais on n'en avait eu. En revanche, la dépendance, la manipulation et le contrôle des masses n'ont jamais pris un caractère aussi tyrannique.

Tout cela risque de modifier rapidement les conditions de vie de l'humanité entière, et donc les nôtres. Il ne tient qu'au sens des responsabilités des hommes et à leur volonté d'agir que ces transformations s'abattent brutalement sur nous ou qu'on puisse en amortir le choc.



Les transformations sociales s'amorcent généralement à l'initiative d'individus isolés. C'est la « qualité » des nouvelles impulsions, mais aussi le « nombre de graines de départ » qui amènera la « masse », et ensuite la classe politique, à les suivre quand l'heure sera venue de prendre de vraies décisions.

Ces rapports à l'environnement, au social, au politique et à l'économie se dégradent, même si on les trouve normaux. Et dans ces conditions, je ne vois venir pour le moment aucune décision de transformation fondamentale. Le confort et la peur du changement sont bien trop forts, ce qui donne au lobby de l'économie financiarisée, avec ses comparses dans les media et en politique, toutes facilités pour continuer à maintenir ce système économique centralisateur et rapace. Il faudrait des crises violentes pour que les masses prennent l'initiative de véritables changements.

Chacun sait, bien sûr, comment se comporte une grenouille dans une eau dont on augmente la température très lentement : elle finit par mourir. Alors qu'une grenouille qu'on plonge dans une eau trop chaude en ressortira immédiatement... Nous aussi, les humains, nous allons être confrontés à de telles situations chocs.

Rappelons ici un exemple où des transformations sont devenues possibles alors qu'elles ne le paraissaient pas auparavant : Fukushima ! Cet événement qui nous a tous choqués a bouleversé la politique énergétique de nations entières ; et surtout, de celles qui connaissaient un mouvement antinucléaire et alternatif fort dès avant l'accident nucléaire. Si, au moment décisif, les arguments pour un changement avaient été déjà discutés, entendus et pour partie même mis en œuvre par la population, c'est à tous ces militants que nous en sommes redevables.

Un autre exemple, l'Islande. Lorsque ses trois plus grandes banques, au cours de la crise financière de 2008, se sont retrouvées en défaut de paiement, le peuple a décidé par referendum d'interdire au gouvernement de se servir de fonds publics pour les sauver. La part d'investissement étranger de ces banques a été purement et simplement liquidée et les spéculateurs, qui s'enrichissent toujours aux dépens de tiers sans la moindre activité dans la production réelle, sont repartis les mains vides. Dans ce processus, le gouvernement, qui avait cédé au cartel financier, a été dissous. Le nouveau gouvernement a sorti le pays de la crise. Il va de soi que nos media, asservis qu'ils sont à la finance, n'évoquent que rarement cette transformation.

Mais dès aujourd'hui, avant le prochain effondrement économique, chacun peut en toute liberté, il suffit de le vouloir, prendre parti pour des changements positifs tout à fait considérables (cf. aussi les recommandations en annexe à ce livre). En voici un exemple particulièrement stimulant.

Dans le petit Etat du Bhoutan, situé entre la Chine et l'Inde, le roi a pris une initiative fortement porteuse d'avenir. Il a introduit le système de « bonheur



social brut ». Qu'est-ce que le « bonheur social brut » ? Voici la définition qu'en donne le dictionnaire de la soutenabilité :

*En 1972, le roi du Bhoutan a décrété le « bonheur » but suprême de la politique nationale. En 2008, le « Gross National Happiness » (gnh) est intégré à la Constitution ; mais l'idée remonte bien plus loin. C'est en effet dès le 18e siècle qu'il a été formulé dans un texte de loi que le gouvernement n'avait pas de raison d'être s'il ne se préoccupait pas du bonheur de ses citoyens ( !!!) (Ura et al., 2012). Les avancées sur la voie d'un bonheur national brut plus élevé sont mesurées à l'aune de l'index gnh.*

*L'index compte neuf rubriques (bien-être psychologique, emploi du temps, vitalité de la société, diversité culturelle, résilience écologique, niveau de vie, santé, formation et bonne gouvernance) qui peuvent être évaluées à partir de 33 indicateurs agrégés. gnh est donc un projet multidimensionnel, qui prend en compte non seulement le bien-être subjectif et le bonheur, mais aussi les aspects sociaux et la nature.*

*En 2010, lors d'un premier sondage national, le bonheur des Bhoutanais avait augmenté. Selon les réponses, 10,4 % des gens étaient « malheureux », 47,8 % étaient « peu heureux », 32,6 « largement » heureux et 8,3 « profondément heureux ». Mais à partir de ces résultats, on peut aussi voir quels groupes de la population sont heureux ou malheureux et dans quels domaines. Les données devaient servir au gouvernement pour améliorer les conditions de vie des habitants encore moins heureux. »*

Actuellement, l'ensemble de la campagne bhoutanaise s'est converti à l'agriculture biologique et à un système de formation créatif fondé sur la culture. Malheureusement, on n'entend que trop rarement parler de cet exemple inspirant dans les media. Mais rien ne vous empêche de chercher par vous-mêmes des informations supplémentaires.

Il n'y a aucun doute : si c'était un pays plus connu qui décidait de procéder à un tel changement et qui essayait de se libérer de la dictature des marchés financiers, l'effet en serait démultiplié. Quel exemple ce serait pour le monde entier !

## **La Suisse pourrait devenir un exemple**

Imaginons que la Suisse devienne un repère lumineux sur le chemin du futur. Même si cela paraît complètement utopique aujourd'hui (il faudrait que la Suisse connaisse une vraie crise pour que cela devienne réalité), la Suisse réunirait alors les meilleures conditions pour jouer un rôle de premier plan.

° Elle ne s'est pas encore laissée embarquée dans les griffes bureaucratiques de l'Union européenne.

° Elle a un système démocratique développé de longue date avec une forte participation citoyenne.

° Les cantons et les communes ont encore (!) d'importantes prérogatives de pouvoir décentralisé.



° Sur le plan international, la Suisse bénéficie d'une reconnaissance forte du fait de ses standards dans les domaines de la formation, de la culture, de l'environnement et de la démocratie, mais aussi du fait de sa neutralité et de ses capacités de médiation dans les situations politiques tendues.

° Sa situation géographique au milieu des Alpes lui a permis de moins endommager la nature et les structures des villages que d'autres pays.

° Son endettement se situe encore dans des limites qui lui évitent la paralysie, alors que c'est l'inverse pour la plupart des pays de cette Terre.

° Son multilinguisme et son multiculturalisme la relie étroitement à bien d'autres pays...

Les possibilités de changement résultent du contenu du livre. Voici une esquisse des modifications les plus importantes :

° « Un tournant culturel » pour le développement de l'homme et de l'environnement est déclenché par « le haut et le bas ». Tous les secteurs sociaux sont associés à ce but.

° Les manipulations politiques et sociales par des media et par des lobbyistes de l'économie financière seront massivement limitées. On encouragera largement une culture de l'information objective et de l'échange.

° La monnaie et l'économie seront contraintes à des objectifs humains et naturels de développement par de nouvelles conditions générales qui restent à créer (exemple : interdiction de l'intérêt et nouvelles lois fiscales)... Les évolutions positives seront encouragées, les tendances négatives seront rendues compliquées, voire taxées. Les notions de « croissance », « centralisation » ou « spéculation » seront à l'avenir connotées négativement.

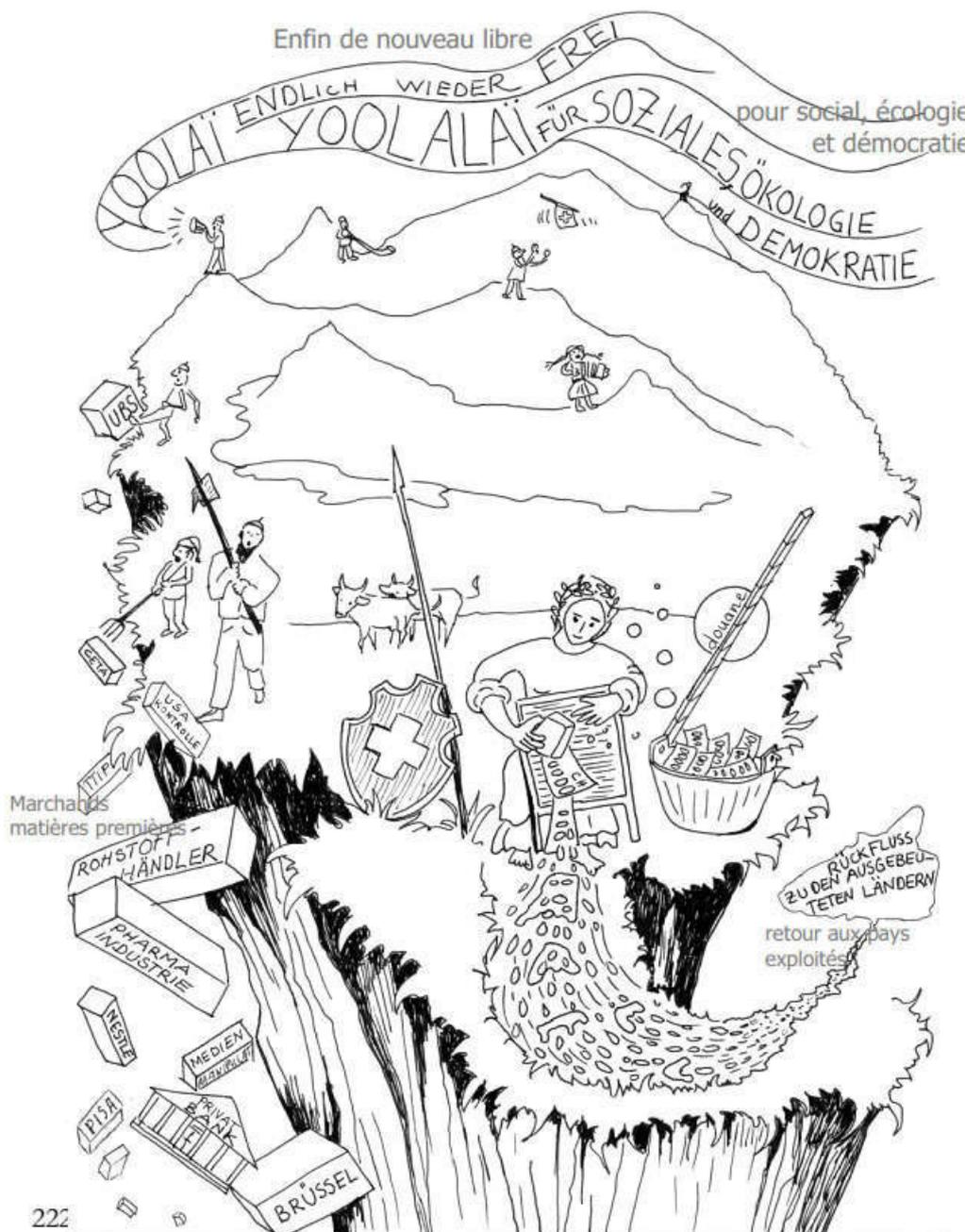
° On engagera la société sur la voie d'un changement structurel vers l'égalité, la liberté et la fraternité.

1. L'Etat prendra réellement en charge à l'avenir la « parité des droits » et la sécurité de tous les citoyens. En tant que « bien commun », la monnaie est un « bien juridique » ; à l'avenir, elle sera créée et contrôlée exclusivement par une banque totalement nationalisée, qui reste à créer : la Monetative, qui se verra attribuer le rôle de quatrième autorité de l'Etat.
2. La formation et la culture seront développées dans la plus grande « liberté » possible par des commissions librement élues qui disposeront des monnaies nouvellement créées par la Banque nationale. Les enfants seront élevés en relation avec la nature.
3. Les relations économiques seront constituées « fraternellement » par des associations de producteurs, de prestataires de services, d'artisans et de commerçants. (cf. aussi les chapitres « Liberté, égalité, fraternité » et « Créer l'ordre »).



- ° Pour donner à l'homme et à la nature une chance de survie, il y aura une aide à la croissance des « capacités humaines infinies » dans les domaines de la formation, de la culture et du social. Tandis que l'utilisation des « ressources finales » que sont les matières premières, l'air, l'eau, la terre (humus) sera massivement réduite ; on essaiera même de restaurer ces ressources.
- ° Pour ce faire, on amorcera un grand tournant vers la décentralisation. La plus grande partie des besoins (nourriture, logement, énergie, travail, culture, formation, social, santé etc.) pourra être satisfaite sur place ou dans la région. La circulation des biens et des personnes s'en trouvera nettement réduite et la qualité de la vie s'améliorera.
- ° Toutes les entreprises agricoles fonctionneront sans chimie ni ogm ; elles ne recevront plus de fourrage de pays du tiers-monde. On renforcera la culture des légumes, des fruits et des céréales de façon que la population puisse progressivement se nourrir de produits locaux. On restaurera délibérément l'humus. On fera revivre sur différents plans les relations entre agriculteurs et consommateurs.
- ° La réduction de la consommation matérielle, la décentralisation, les nouvelles techniques, la transformation des maisons et des usines, tout cela fera qu'on n'aura plus besoin que d'une partie de l'énergie que l'on consomme aujourd'hui. Le soleil, le vent, l'eau et le bois fournissent suffisamment d'énergie ; on pourra même encore exporter l'électricité des centrales hydroélectriques des lacs de barrage.
- ° Le passage de la société de consommation à la nouvelle société de culture et de services procurera du travail en quantité plus que suffisante dans des domaines diversifiés.
- ° Du fait du nouveau système, la monnaie ne pourra plus être simplement ponctionnée pour les marchés financiers. Les bénéfices seront mis à la disposition de la formation, de la recherche, de la culture, du social et de l'écologie.
- ° Pour contribuer au développement mondial de la paix et de la culture, on consacra au moins 15 % du budget de l'Etat à l'aide au développement dans le sens des conceptions du développement exposées ici. Cet argent viendra des recettes fiscales générées par les « empreintes écologiques et sociales » des marchandises importées et de l'ancien budget militaire, puisqu'on n'en aura plus besoin. Une grande partie des jeunes Suisses pourra faire un service international pour l'homme et la nature avec des travailleurs humanitaires. L'industrie pharmaceutique, Nestlé, les grandes banques, l'industrie de l'armement, les négociants internationaux en matières premières etc. auront intérêt à réfléchir : préféreront-ils mettre leur position de leader mondial au service de l'humanité ou s'expatrier puisque le nouveau système fiscal leur aura ôté toutes raisons de poursuivre des pratiques commerciales indignes en Suisse ? Evidemment, il y aura plus d'un Suisse pour vouloir garder sur place ces « entreprises qui font de

l'argent ». Mais, pour reprendre une comparaison, va-t-on vraiment garantir aux voleurs la sécurité dans le village alors qu'ils se livrent à des razzias dans les autres villages ? Même si les gros actionnaires (les chefs des voleurs) penchent pour le retrait, la plupart des travailleurs voudront rester sur place et avec leur savoir-faire ils pourront contribuer au grand programme de transformation de l'homme et de la nature.



## Des communautés porteuses

La colonne vertébrale de toute société, ce sont des communautés qui marchent. Les anciennes communautés qui se sont agrandies naturellement telles que la famille, le voisinage, le village, le lieu de travail, l'église, la communauté monastique etc., au sein desquelles l'individu pouvait trouver refuge, ont généralement perdu de leur rayonnement. Les Etats ont réussi à assumer en partie ce rôle de refuge grâce à leurs services sociaux. Mais de plus en plus, nos rapports économiques néolibéraux mettent à mal ces assurances sociales centralisées.

Les revendications politiques centrées sur des augmentations de salaire s'adressent à des Etats de plus en plus faibles, qui n'ont pas les moyens d'apporter autre chose qu'une protection sociale ponctuelle et passagère. Les anciennes sécurités externes touchent à leur fin. Il nous en faut de nouvelles formes, inédites.

A l'avenir, c'est dans notre for intérieur qu'il faudra aller chercher la sécurité. Nous devons nous créer notre propre intériorité, indépendamment de l'Etat, de la famille, de l'employeur, de la banque etc. et nous donner un pool de forces qui se nourrisse de *l'esprit des possibilités de développement futur pour l'homme et la nature*.

En définitive, c'est bien nous, en nous appuyant sur cette intériorité, qui inventerons nous-mêmes de nouveaux chemins pour sécuriser la vie de notre famille, de notre voisinage, de notre communauté de travail etc.

Il devrait en ressortir une tonalité générale de gratitude, d'apprentissage permanent, de plus-donner-que-recevoir. Nous apprendrons à compter sur le fait que nos tâches internes comme externes influencent positivement les gens de notre entourage.

Dès aujourd'hui fleurissent un peu partout des communautés de ce type, toutes nouvelles, qui font rayonner leur sécurité intérieure sur leur entourage. Je pense que, sans ces communautés qui se structurent dans la douceur dans tous les domaines de la vie, nos conditions de vie auraient déjà volé en éclats.

Il serait bon aussi que de toutes nouvelles communautés pleines d'énergie, composées de gens particulièrement conscients de leurs responsabilités, se frottent aux problèmes économiques, sociaux et écologiques qui s'aggravent sans cesse. En s'associant, elles pourront bâtir des communautés exemplaires, dans lesquelles les formes de vie du futur se développeront dans la confrontation à l'expérience. Mais cela nécessite une compréhension de fond des forces sociales que sont la liberté (dans la formation, dans la vie culturelle et religieuse), l'égalité (dans la vie juridique) et la fraternité (dans la vie économique).



On peut penser par exemple à un « village-organisme » du futur, qui développerait en toute conscience les deux piliers de la vie que sont *l'agriculture* et la *culture*. Entre ces deux piliers pourrait se développer une vie sociale, économique et juridique simple mais forte, dotée de structures décisionnelles reposant sur une information large, la compétence et le sens des responsabilités ; elle serait multi-générationnelle et neutre en énergie et disposerait d'un secteur de transformation alimentaire , d'un secteur artisanal, d'une monnaie locale, de jardins d'enfants, d'assurances retraites et maladie, d'un centre de séminaires, d'une charte des rapports de propriété etc. — Dans ces sociétés, ce ne serait plus l'autosuffisance qui serait au centre, mais un service de développement général de la culture.

Même les villes ont besoin de ce type de communautés prêtes à offrir leurs services. Il sera très important d'y constituer des espaces de vie culturelle, sociale et écologique et d'y établir un lien avec des exploitations agricoles écologiques.

Des expérimentations se sont déjà menées dans différentes communautés mais il y a encore beaucoup à faire. Chaque site, chaque groupe, présente ses propres conditions. L'important, c'est que tous ces groupes, toutes ces organisations et ces activistes individuels approfondissent leurs relations entre eux — en apprenant les uns des autres. Chacun peut apporter son écot. « L'écoute » et le « questionnement » devraient préexister à la « parole » et au « savoir ». Avec notre ancien mode de pensée, nous n'y arriverons pas. Avant tout, les nouvelles communautés ont besoin d'un processus d'apprentissage permanent (Un livre suivra sur ce thème.) Dans mes activités de conseil, je rencontre très souvent des communautés qui s'effondrent ou même qui ont du mal simplement parce qu'elles ont omis de s'assigner un idéal supérieur ou des capacités nouvelles dans le social, l'économique ou le droit. Les bonnes intentions ne suffisent simplement pas.

Voici une image qui rendra plus claire la nécessité d'une préparation préalable pour une communauté qui se veut efficace : si un groupe veut escalader le mont Everest, il va commencer par se soumettre à une préparation intensive : entraînement physique et mental intense, étude des cartes et des rapports de précédents grimpeurs, conseils, ou mieux encore participation de guides expérimentés, règles sociales et règles de conduite, bonnes tentes, bonnes cordes, bonnes chaussures, bonnes vestes, bonnes radios, formation aux premiers soins, médicaments et tant d'autres choses encore. Tout cela coûte très cher. Et évidemment, on ne pourra pas non plus se dispenser de la volonté de fer qui seule garantira le succès de l'expédition, malgré les inconnues ! Au cours de la phase préparatoire, certains se retireront, d'eux-mêmes ou sur des conseils avisés. Mais ils pourront accompagner le groupe en qualité d'auxiliaires. — La préparation d'une collectivité de vie ou de travail suppose d'autant plus d'efforts que l'on veut



qu'elle ait un effet positif durable à l'extérieur !

(Nous sommes en train d'organiser une formation internationale sur la formation de communautés. Plus de détails à ce sujet à la fin de ma biographie en annexe.)

La puissance d'attraction des groupes qui vivent et travaillent autrement tient à leur diversité. Quand elles deviennent trop grandes, les organisations perdent de leur force intérieure du fait de l'institutionnalisation qui commence à les atteindre, ce qui facilite leur mise en cause par l'extérieur. Les media dominants peuvent toujours y relever une « faute » quelconque, ou bien les faire passer pour des « sectes », simplement parce que quelques personnes veulent vivre autrement (plus en conscience). Il faudra beaucoup de petits David pour remettre Goliath à sa place.

L'Histoire nous a donné à voir la persécution et l'extermination d'une organisation désintéressée et philanthropique. Le Moyen-Age fut une période d'instabilité politique, de barbarie, de faim et de déclin. Décadente, l'Eglise n'avait pas les moyens d'y faire face. Un mouvement profondément religieux s'est alors levé pour le développement culturel et économique de l'ensemble de l'Europe et il a réussi à inverser cette évolution négative. L'ordre du Temple, officiellement les Pauvres Chevaliers du Christ et du Temple de Salomon à Jérusalem (1118-1312) associait une vie monacale profondément spirituelle aux idéaux d'une chevalerie protectrice. Les Templiers ne se contentaient pas de protéger les pèlerins, qu'ils aillent à Jérusalem ou à Saint-Jacques-de-Compostelle, par exemple, ils veillaient aussi à sécuriser les voies commerciales de l'Europe entière. Partout, ils fondèrent des hôpitaux, des auberges et des hospices. Pour sécuriser le commerce, ils introduisirent même une sorte de système de chèques. Contre le versement d'une taxe, on pouvait déposer de l'or dans une quelconque de leurs nombreuses commanderies et se le faire remettre dans une autre au vu de la lettre de change émise initialement. Entre les bénéfices qu'ils tirèrent de ces opérations bancaires socialement utiles et les importants dons fonciers qu'ils reçurent, les Templiers eurent les moyens de faire avancer la culture en Europe. Pour eux, ces richesses considérables en terres, en bâtiments et en or n'étaient pas des « possessions », mais un « moyen » de propager un christianisme philanthropique. C'est à l'action et aux connaissances mathématico-spirituelles des Templiers que l'on doit les premières ébauches de construction de bon nombre d'églises et de cathédrales gothiques. Les membres de l'Ordre eux-mêmes — conformément à leur nom (pauvres chevaliers du Christ) — vivaient dans une extrême pauvreté. Dès cette époque, ce mouvement a été en mesure de rénover les structures du pouvoir du monde — oui, même déjà celles de la démocratie — par un système qui s'appuyait sur la compétence. Les Templiers se soumettaient en pleine conscience aux lois religieuses de la chrétienté. Plus un des membres pouvait « percevoir » en méditant les lois spirituelles du développement humain, plus il avait une position élevée dans la hiérarchie de l'Ordre. Au sommet se trouvaient les initiés avec le



Grand Maître à leur tête. Ces chefs spirituels agissaient essentiellement à partir de la France. (Avant : Chypre, Jérusalem, Acre).

Parmi les Grands du monde et au sein de l'Eglise, les idéaux élevés et les possessions concrètes de l'Ordre des Templiers provoquèrent méfiance et convoitise — surtout chez le roi de France, Philippe IV le Bel. Il organisa avec le pape Clément V une action concertée contre les Templiers ; le vendredi 13 octobre 1307, il émit un acte d'accusation tenu secret jusqu'alors et fit jeter au cachot tous les Templiers de France en les accusant notamment de sorcellerie et d'homosexualité — et tous leurs biens furent confisqués. Dans les semaines qui suivirent, Philippe le Bel soumit de nombreux Templiers aux tortures les plus brutales et réussit à leur extorquer les aveux qu'il attendait. Il confia alors la suite de l'instruction à l'Eglise. Les enquêtes menées par l'Inquisition sous le contrôle de l'Eglise durèrent encore des années et légitimèrent les pires tortures. Beaucoup périrent, que ce soit lors de ces « auditions » ou sur le bûcher. Le 22 mars 1312, le pape Clément interdit l'ordre des Templiers. Le dernier Grand Maître de l'ordre des Templiers, Jacques de Molay, et ses compagnons vécurent encore deux années « d'auditions » des plus atroces. Le 18 mars 1314, ils furent brûlés vifs sur un bûcher à Paris. Peu avant sa mort, Jacques de Molay revint sur les aveux qu'on lui avait extorqués et protesta de l'innocence de l'Ordre. A ce jour, les Templiers n'ont pas encore été réhabilités par l'Eglise catholique et la dissolution de l'ordre des Templiers n'a même pas été formellement levée. Alors que la plus grande partie du matériel historique sur cet épisode cruel est entre les mains de l'Eglise catholique, il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui encore les Templiers inspirent des légendes qui s'appuient sur des documents soi-disant officiels.

Certes, Jacques de Molay et ses milliers d'alliés ont dû brutalement mettre un terme à leur mission ; mais leurs acquis culturels continuent à vivre aujourd'hui encore et leur « foi inébranlable dans le potentiel de développement des hommes » produit toujours ses effets dans le monde spirituel et peut être cherché par chacun en toute liberté.

C'est pourquoi ce livre est dédié à Jacques de Molay et à tous ceux qui ont donné leur vie à l'édification d'un monde plus digne de l'humanité.

### **Devenir créatif à partir d'un "centre"**

Ni nos techniques alternatives ou sociales ni nos actions politiques ne suffiront à dépasser nos problèmes croissants. Il va falloir que nous nous intéressions de plus près au « potentiel de développement » de l'humain et de la nature.

L'un des préalables au changement consiste en un « travail sur nous-mêmes » qui nous ramène vers notre « centre » et nous donne la force et la sagesse de faire ce



qui est juste.

Mais dans les conditions de vie actuelles, il n'est pas simple de retrouver notre « centre ».

Dans quelle mesure, par exemple, essayons-nous

personnellement de trouver un « centre » entre « prendre » et « donner » ?

Apportons-nous à la nature et à nos semblables autant de notre intérêt et de notre force de travail que nous

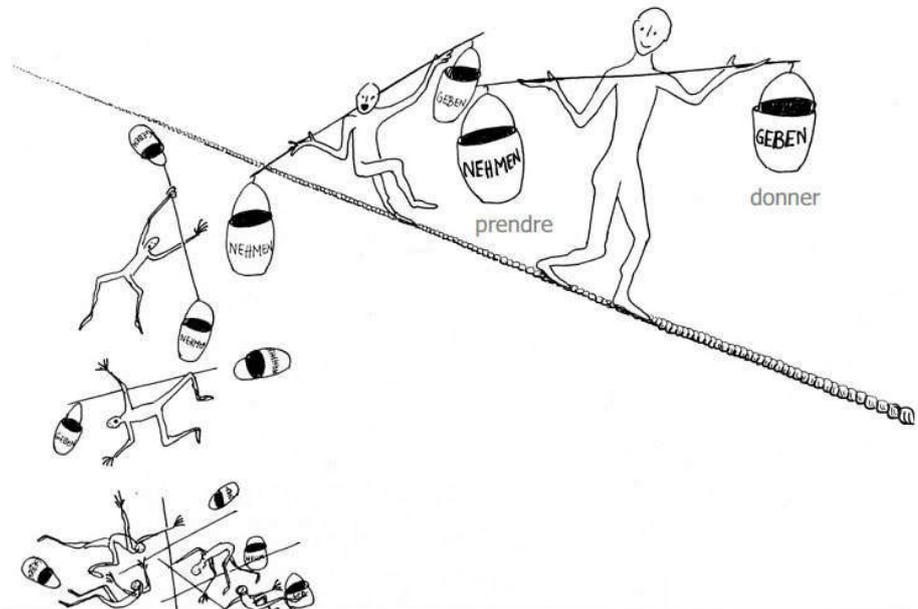
leur en avons pris ? Nos souffrances personnelles et sociales, nos blocages sont largement liés à notre culture égocentrique, qui a érigé notre « prendre » en idéal.

Nous sommes sans cesse détournés de notre « centre » par deux voies. D'une part, nous avons tendance à tomber dans le matérialisme. Tout doit pouvoir « se calculer », être bon marché. Même les politiques environnementales et l'agriculture biologique prennent en compte leur nombre d'adhérents ou la croissance du chiffre d'affaires. On fait de moins en moins attention à « l'homme qui évolue » ou à la « diversité constructrice de la nature ».

D'autre part, on peut se laisser détourner des nécessités concrètes pour construire un monde meilleur par un excès de débats intellectuels ou de rêveries. Le dogmatisme religieux, l'exaltation spirituelle ou la dépendance vis-à-vis d'un chef ou d'un gourou ont des effets néfastes : tout cela ressemble plutôt à une entrave à l'amélioration des conditions de vie.

Les gens qui ont de solides convictions religieuses sont sans cesse à la merci d'influences qui peuvent les amener à perdre le contact avec la réalité, à se surestimer ou à révéler leur soif de pouvoir.

D'où viennent ces « attaques » contre le développement de notre humanité et de la nature ? Qui provoque « volontairement » la destruction de l'environnement, les famines etc. ? S'agit-il vraiment des riches, des super-riches, des hommes politiques ? S'agit-il d'un cercle de conjurés ? L'être humain (et ce mot m'inclut, moi aussi) veut-il vraiment détruire le monde « intentionnellement » ?



Evidemment, non (si on fait abstraction de rares « possédés »).

Mais alors, qu'est-ce qui nous pousse jour après jour à nous enfoncer dans cette autodestruction ? Avons-nous vraiment conscience de ces « forces négatives » ? Pourquoi est-ce précisément nos traits de caractère négatifs que nous qualifions d'« humains » ? Alors que c'est précisément ces traits négatifs — notamment quand ils entrent en résonance avec l'argent — qui provoquent ces situations de plus en plus « inhumaines ». Sommes-nous à ce point enfermés dans nos « capacités de jugement », dégénérés, que nous estimons que ces comportements vont de soi, qu'ils sont « justes » même s'ils nous rendent malades par ailleurs ? Notre subconscient semble de plus en plus gagné par ces forces destructrices. Ces « forces propulsantes négatives » n'auraient-elles pas déclenché contre l'humanité une « attaque » massive en dehors de notre conscience normale, qui serait susceptible d'empêcher la poursuite de notre développement ?

D'autre part, nous avons tous encore un ressenti concernant la justice, la beauté, la vérité, la volonté de vivre etc. C'est l'ensemble de ces « ressentis positifs » qui font que nous continuons — au-delà de toutes les difficultés — à aller travailler, à essayer de discuter avec nos semblables, à bien arranger notre maison ou notre jardin etc. Avons-nous vraiment conscience de ces « forces positives » ?

Nous pouvons nous ouvrir à ces forces positives. Nous pouvons décider en toute liberté d'aller vers elles.

On devrait se dire que les Eglises aident les hommes à retrouver leur intériorité et à fortifier le « centre » de leur humanité et que c'est ce qui leur permet de construire un avenir fort, solidaire et durable, y compris à l'extérieur d'eux-mêmes. Mais hélas, au sein de nos Eglises, on ne trouve guère de ces guides spirituels susceptibles de nous montrer l'avenir. C'est à peine si on y mène des discussions franches sur la détérioration de nos relations sociales, économiques et écologiques. Où peut-on trouver dans les fêtes qu'organisent les églises une aide sincère pour nos semblables en souffrance ou une alimentation bio soucieuse de la nature, par exemple ?

Les églises en général donnent l'impression d'être devenues de gentilles institutions, molles et inféodées au système. On y parle beaucoup de Jésus le bon humain. Mais qui s'y demande encore qui est le Christ et pourquoi il s'est incarné pour l'ensemble de l'humanité ? Nous ne devrions pas confondre le « christianisme » et « l'institution Eglise ». Je ne veux pas dire par là qu'il n'y a pas dans l'Eglise de chrétiens qui s'investissent activement pour l'humain et la nature, et donc pour un avenir meilleur.

Il faut prendre des pincettes pour parler avec la plupart de nos concitoyens de concepts comme « Dieu », « Christ », « sain », « fraternel » etc. Ces notions ont été galvaudées, intellectualisées par les églises et elles en sont devenues molles et creuses. Beaucoup de gens se sentent même rebutés par ces notions. Au milieu de tout cela, on voit que prennent de plus en plus de place dans la population des



questions et des désirs autour de « valeurs intérieures », « connaissance », « spiritualité », « anges » etc. — et cela ouvre aussi l'accès aux différentes religions, par exemple les religions orientales et le chamanisme. La recherche spirituelle semble s'individualiser de plus en plus.

La frustration autour des églises conventionnelles a malheureusement rendu aussi notre vocabulaire religieux plus matérialiste. Des expressions comme « champ de forces » ou « entrer en résonance », « percevoir des vibrations » etc. deviennent de plus en plus évidentes.

Allons-nous enfin trouver le courage de nous mettre en recherche par nous-mêmes et de nommer « Dieu » notre origine spirituelle, « Christ » notre apporteur divin de liberté et « Saint-Esprit » notre sens de la justice ? Le monde spirituel qui nous entoure attend vraiment que nous approfondissions notre compréhension avant de nous donner la force, l'idéalisme et « l'enthousiasme » nécessaires pour maîtriser les défis concrets. Si on n'a pas trop d'œillères, ce monde spirituel n'est pas nécessairement en contradiction avec « système d'être angéliques », « réincarnation », « bouddha », « système d'êtres élémentaires » etc. Toutes ces forces collaborent ensemble pour rendre un développement possible. A l'avenir, les rapports vont s'inverser. L'individu ne pourra plus tirer sa force des églises institutionnalisées, des Etats, des syndicats, des organisations sociales, environnementales ou des organismes de formation ; ce sera à lui d'irriguer de spiritualité et de vie ces institutions. L'église de demain sera de plus en plus invisible là où des humains se rencontreront et percevront l'un de l'autre ce potentiel (divin) de développement. Il nous sera de plus en plus difficile d'être heureux tant que nos semblables n'iront pas bien.

Comme dans la métamorphose des plantes, après la formation en plusieurs étapes des feuilles vertes, se produit un saut ; et apparaissent les premiers sépales, puis les pétales, les étamines, le pistil etc., ainsi l'évolution de l'humanité inclut toujours de nouveau des sauts évolutifs. L'humanité est au milieu de l'un de ces sauts. Tous les hommes sont coresponsables de la manière dont va s'organiser ce « saut évolutif ».

Quels rapports y a-t-il entre ceci et « un ordre économique et monétaire porteur d'avenir pour l'homme et la nature » ? Il y en a beaucoup ! Car la soutenabilité ne sera possible que si nous vivifions notre monde par notre activité intérieure, par notre « centre ». Le monde a besoin de notre action « enthousiaste » pour que « l'évolution » puisse dépasser la mort.

## Conclusion

Dans ce livre, nous avons appris que chacun d'entre nous peut contribuer à tous les niveaux au développement d'un « ordre économique et monétaire plein



d'avenir pour l'homme et la nature ». La transformation de l'individu est le préalable pour passer de notre société destructrice axée sur la consommation et le profit à une société du besoin construite sur le social et le culturel. On peut penser que « ceux d'en haut » en économie et en politique ont encore en mains notre « système » centralisé et construit sur la croissance et le profit maximal, on peut penser aussi qu'ils feront ce qu'il faudra pour nous protéger, et le monde avec nous. Penser cela, c'est être un bon petit rouage bien huilé au sein du « système ».

Pour illustrer le mépris de nos « chefs » en économie et en politique vis-à-vis des humains et de la nature, il suffit de mentionner ces négociations qui s'accroissent de plus en plus autour des traités de libre échange. Nous pourrions acheter en toute « liberté » et « bon marché » encore plus de marchandises venant de pays dans lesquels les droits humains sont foulés aux pieds et où il n'y a pratiquement pas de standards environnementaux. En même temps, les fermes et entreprises d'ici vont fermer puisqu'elles ne peuvent pas faire autrement que produire à des coûts élevés du fait des standards environnementaux. Sans oublier que les usa veulent avoir le droit d'entamer des négociations à chaque fois que l'Europe procédera à une modification législative ; par exemple, si l'adoption de nouveaux standards environnementaux semble mettre en danger le marché « libre ». Les protestations qui montent dans la population, qu'elles viennent de droite ou de gauche, prennent pour cibles les dirigeants politiques et économiques, puisque ceux-ci ne prennent même plus au sérieux ses préoccupations au sujet de l'avenir et qu'ils sont passés presque tous du côté de la puissante industrie financière et de son système de croissance. Face à ces protestations, on n'essaie même pas d'offrir un minimum de compréhension, d'établir un dialogue ou de rechercher des solutions. Les medias se chargent de tracer une habile ligne de partage au sein de la population : droite contre gauche, écologistes contre technocrates, travailleurs contre chômeurs, étrangers contre locaux, la culture de la burka contre celle de l'érotisme etc. Ils publient des informations déformées et partiales, qui s'apparentent à du bourrage de crâne et montent en épingle les manifestations et contre-manifestation (cf. par exemple le mouvement « Pegida »). A l'abri de ces chicanes plébéiennes, les affaires continuent, comme si de rien n'était. La vieille recette « diviser pour mieux régner » fonctionne toujours très bien.

Nous nous éloignons chaque jour un peu plus d'une démocratie objective ! Pour soigner leur soif de pouvoir, la croissance économique et notamment le dollar, les usa associent de plus en plus l'Europe à leur politique. Ils se mettent ensemble, par exemple, même si ce n'est pas sans danger pour manipuler et provoquer la Russie. Les media, nourris par les agences de presse centralisées, en donnent des présentations tout à fait opposées. C'est ainsi que l'Europe renonce à



sa mission propre de modérateur entre l'Est et l'Ouest.

Il filtre de plus en plus d'informations supplémentaires voire contradictoires sur des thèmes politiques et économiques. Terrorisme islamiste, atteintes aux droits de l'Homme, renversement de gouvernements, traités de libre échange, épidémies comme Ebola etc. apparaissent souvent sous un jour tout différent. A chaque information nouvelle, il faudrait se demander à qui elle profite ou quel calcul politique elle cache. A propos du terrorisme, par exemple, on pourrait se demander pourquoi il y a du terrorisme et si notre politique économique d'oppression n'aurait pas un quelconque lien avec cette histoire. Ou bien pourquoi les bombes explosent au milieu de citoyens normaux innocents plutôt que sur des centres boursiers, bancaires, sur des média ou des centres de distribution de matières premières. Ces attentats ne seraient-ils pas voulus pour faire peur aux citoyens, qui n'en accepteront que plus facilement encore l'espionnage et la guerre contre de prétendus terroristes et dictateurs ?



Il est donc important de trouver d'autres sources d'information et d'observer à la loupe les différentes versions qui nous en sont présentées. Par exemple, j'ai trouvé en septembre 2014 dans « Stimme&Gegenstimme » (NDR : "Voix et contre-voix") les petits articles suivants : **Un mh17 s'écrase et un mh370 disparaît : hasard ?** *Losqu'unmh17 s'est écrasé en juillet 2014 et qu'un mh370 a disparu dans des conditions suspectes en mars 2014, c'est la Malaysian Air qui a été touché deux fois en peu de temps. Hasard sur le millier de lignes aériennes mondiales ou tentative d'intimidation ? — La Malaisie a fait face à plusieurs reprises à la suprématie américaine : elle a introduit*

*en 2010 une monnaie indépendante du dollar us et couverte par son propre métal précieux. De plus, une décision de 2012 d'un haut tribunal malaisien nous fait tendre l'oreille. Car il accusait Tony Blair, l'ancien premier ministre britannique, et George W. Bush, l'ancien président américain, d'être des criminels de guerre. La raison en est les preuves falsifiées pour l'entrée en guerre contre l'Irak en 2003. Enfin, en 2013, le même tribunal a accusé Bush et sept autres personnes de son gouvernement de crimes contre l'humanité en Irak et à Guantanamo. »(Comme le journal « Stimme&Gegenstimme » est taxé de sectarisme et de complotisme, je vérifie très soigneusement les informations de ce journal. Et j'ai pu recouper toutes ces déclarations!)*

J'ai déjà expliqué que je doutais, dans la situation actuelle, de la possibilité de retarder l'effondrement socio-économique global. Le lobby des marchés financiers est tout simplement trop fort : jusqu'au bout, il tiendra les masses à la laisse du « consumérisme et la surveillance ».avec sa propagande « sur le terrorisme et la croissance ».

Mais il est peut-être préférable, malgré le chaos et la misère à en attendre, que l'effondrement ait lieu sans tarder. Car pour le moment, nous avons encore de l'humus sur terre, quelques poissons dans les mers, un climat qui pourrait éventuellement se stabiliser, des espèces animales et végétales susceptibles de se remultiplier, des matières premières pas encore totalement épuisées ; enfin, une assez grande partie de la population est toujours émotionnellement saine et peut se passer de médicaments, d'alcool, de films, de jeux et d'autres addictions.

Mais qu'advient-il après de grands effondrements économiques ?

Fondamentalement, je vois deux types de scénarii possible. Cela dépend du nombre de gens qui, d'ores et déjà, se préoccupent sérieusement dans leur tête et dans la pratique de la soutenabilité des structures de vie.

Pour le moment, dans le monde occidental, 40 % des gens approximativement sont ouverts aux idées alternatives. Mais il n'y a peut-être que 10 % des gens qui ont changé consciemment des choses dans leur vie, par exemple, qui vont acheter « bio ». Cela ne suffit pas. Approximativement, pour le moment, il n'y a pas plus de 1 % de la population occidentale qui ait choisi d'adopter un mode de vie écologiquement durable. Ces gens ne se contentent pas d'être actifs dans des domaines concrets comme l'alimentation, l'habitat, la circulation etc., ils s'engagent aussi dans la construction de relations sociales et culturelles.

Mais à l'issue d'un effondrement, les 1 % de gens qui vivent de façon durable et exemplaire ne suffiront pas à sortir la société du chaos et de la misère.

L'incompréhension généralisée et l'égoïsme ne feront qu'aggraver encore le chaos. Les anciens détenteurs du pouvoir essaieront de reconstruire une structure correspondant en tous points au système de profit actuel, nuisible à l'homme et à la nature. C'est le premier scénario (le pessimiste).



Dans le cadre du deuxième scénario (l'optimiste), à mon avis, il faut qu'au moins 5 % de gens aient adopté un mode de vie soutenable et exemplaire pour fonder un avenir meilleur. Cette partie de la population qui vit en conscience aura été perçue comme exemplaire dès avant le chaos. Dans ces conditions, « vivre autrement » n'est déjà plus une utopie pour le reste de la population et pour le redressement, on fera plus confiance à ce groupe qu'à des représentants de l'ancien système de croissance malade de cancer.

Naturellement, beaucoup voudront de la vue actuelle ignorer les dangers énumérés ici et considéreront que les propositions de solution esquissées sont exagérées, frappées au coin de l'idéalisme et irréalisables.

Chaque fois qu'émerge une nouveauté, les politiques et les media commencent toujours par l'ignorer, puis ils y jettent un œil sceptique, puis ils la critiquent en décrétant que tout cela est impossible, voire économiquement irresponsable.

Quand les débats vont commencer à se focaliser plus précisément sur les modes de vie dont nous avons parlé ici, ils essaieront de disqualifier les différentes propositions de solution en les présentant comme des résultantes de luttes internes d'un mouvement mystificateur. Ne nous laissons pas berner plus longtemps !

Les humains honnêtes ne se reconnaissent pas à leur habileté intellectuelle dans l'argumentation, mais simplement à la manière dont leurs idées, leurs mots et leurs actes ont des effets positifs à long terme sur les semblables et la nature.

Avec une vision à long terme et une volonté forte, on peut toujours recréer quelque chose d'exemplaire.

Voici un exemple que j'ai vécu personnellement. Il y a quelques années, Ibrahim Abouleish, le fondateur de « Sekem », une grande communauté socio-écologique et culturelle du désert égyptien, m'avait demandé de réfléchir à de nouvelles propositions sur l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées. Pendant mon séjour là-bas, nous nous rencontrions tous les soirs aux alentours de 22 heures, pour échanger entre nous questions et conseils. Pour les eaux usées, j'avais recommandé d'associer des plates-bandes de roseaux pour l'épuration à une irrigation pour les arbres, et j'avais fait quelques schémas sur place.

Aboulaish fut enthousiasmé à cette idée et me demanda de lui montrer l'endroit de mon choix. Il était environ 23 heures. Au clair de lune, j'ai indiqué un endroit à lui et aux quelques personnes qui l'accompagnaient. Il préférait l'agrandir encore un peu plus, pour qu'à l'avenir plus de monde puisse s'y rattacher. Il demanda alors à l'un de ses aides d'aller chercher un seau de chaux. Il revint bien vite et je fus invité à marquer à la chaux la surface qu'il allait falloir creuser pour les



plates-bandes de roseaux. Là-dessus, Aboulaish ordonna à l'un des ouvriers d'aller chercher un bulldozer et de se mettre au travail ! Quand je lui objectai qu'il était presque minuit déjà, il me répondit : « Ici, si on ne s'y met pas tout de suite quand on a décidé quelque chose, alors, on ne s'y met jamais ! » — Le lendemain, nous nous mîmes en route, Aboulaish, Winfried Reindl, l'architecte, et moi, pour le Caire. Nous traversâmes le désert et nous arrê tâmes près de l'autoroute.

Aboulaish nous montra un grand terrain mi-sableux, mi-pierreux. « C'est ici que va se dresser notre université d'écologie et de collaboration sociale et internationale. » Après avoir fait quelques pas sur le terrain, nous esquissâmes dans le sable les premiers croquis pour cette université. — La réalisation prit certes quelques temps, aux conditions égyptiennes, mais aujourd'hui, « Heliopolis University » accompagne ses premiers cursus universitaires.

Qu'en est-il de nos propres idéaux et de ces impulsions ? Quelles mesures concrètes faudrait-il pour que nous puissions, nous aussi, nous libérer personnellement des puissances financières et rendre la vie plus humaine et plus soutenable pour les générations à venir ?

Voici, à côté de cette si importante évolution intérieure, les mesures qui me paraissent les plus significatives :

Retirer tout son argent des banques et assurances conventionnelles.

Construire une collaboration digne de confiance avec des paysans qui travaillent de façon soutenable.

Construire une collaboration concrète et culturelle avec les voisins et les amis.

Apprendre et faire un travail vraiment intéressant.

Organiser un système soutenable et décentralisé d'achat, d'habitat et de travail.

Rénover écologiquement nos maisons jusqu'à les rendre passives et les chauffer avec des énergies renouvelables.

Libérer nos enfants du monde de la consommation, de l'électronique et de l'intellect froid et les mettre en contact avec une vie créative, naturelle, sociale et de travail (d'autres idées dans l'annexe suivante « assurer activement l'avenir »).

Si, en plus, nous donnons au minimum 10 % de notre temps ou de notre argent pour le bien commun, notre société pourra faire l'expérience de tout un « pan de santé » supplémentaire et faire rayonner l'espoir.

Les gens qui commencent à avancer en âge ne trouvent pas toujours très facile de changer des choses à leur vie. En revanche, les plus jeunes cherchent souvent des moyens de s'impliquer pour une vie meilleure, mais il leur manque souvent de l'argent pour cela. S'ils pouvaient démarrer une formation qui les tourne vers l'avenir ou une activité commerciale ou professionnelle, cela nous aiderait tous.

Ce serait là des rencontres intergénérationnelles extrêmement fructueuses. Les anciens, qui ont des biens mais plus beaucoup d'énergie, pourraient aider les plus jeunes, qui sont aussi plus ouverts et plus créatifs. Et pour cela, pas besoin de consanguinité. On pourrait appeler cela « une conception intergénérationnelle de



l'avenir ».

Pour nous, « Liberté », « Egalité » et « Fraternité » ne doivent pas rester des notions abstraites. Si nous voulons nous sortir des brouillards toxiques de nos structures sociales actuelles, il nous faut donner un contenu concret à ces trois idéaux et les mettre dans le bon ordre.

Dans la « liberté », c'est notre formation, notre art, notre religion et notre recherche mais aussi notre information qui peut se développer.

L'Etat, avec ses organes juridiques, devrait s'impliquer pour « l'égalité » de tout citoyen et éventuellement lui apporter protection. L'Etat doit être au service de l'Homme, pas de l'économie.

L'économie a pour mission de satisfaire les besoins des gens et d'organiser les rapports de telle sorte que l'on travaille « fraternellement les uns pour les autres ».

La spéculation financière et les intérêts n'ont rien à faire dans une économie saine.

Pour autant que nous le voulions, nous pourrions réaliser avec ce grand plaisir qui tient à la réalisation du développement « un ordre économique et monétaire plein d'avenir pour l'homme et la nature ». D'abord au plan local, puis, à l'aide de ces exemples locaux, aux plans régional, national et enfin global. Nous pourrions montrer comment interagit le triptyque « liberté, amour et responsabilité ».

Les potentiels de développement humain sont « infinis ». Nous venons juste de commencer à en découvrir les graines en nous.



## **Annexes :**

- Un proposition vivant pour chaque jour du mois pour

### **FONDER L'AVENIR**

#### **Il y a des pistes humaines et pratiques pour sortir d'une crise croissante**

Nous nous trouvons devant des défis existentiels : destructions environnementales, crises économiques, fossés sociaux, jeunesse désorientée, criminalité, guerres et augmentation des flux migratoires, sont seulement des signes extérieurs d'un appauvrissement culturel. Encore trop peu de personnes assument leurs responsabilités envers la communauté humaine et envers la nature.

Un changement de valeurs culturelles est pressement nécessaire!

Mais une action pleine d'amour conscience et responsable ne pourra simplement pas être imposée "d'en haut". La société a besoin d'initiateurs crédibles pour créer de nouvelles conditions culturelles, politiques et économiques. Le travail de développement pour cela devrait commencer chez chacun de manière individuelle!

Les 31 suggestions brièvement résumées suivantes mais proche de la vie pour l'amélioration les conditions de vie naturelle et humaines sont déjà pratiquées par beaucoup d'êtres humains dans le monde. Vous y trouverez peut-être de nouvelles propositions. Chacun est invité à développer encore plus d'idées et à surtout les réaliser!

1\* Perception consciente et reconnaissante de la nature ainsi que des idées et activités qui promeuvent la vie. enrichissent notre sens de la réalité! De nouvelles possibilité d'action personnelles pour l'humain et la nature se montrerons toujours plus souvent par une ouverture intérieure...

2\* Enrichissement humain : cherchons le contact avec nos voisins et collègues, même dans des situations où cela nous demande un effort. Nous aurons peut-être bientôt davantage besoin les uns des autres. Travail, idées, jardin, voitures, et beaucoup plus pourront être partagé!

3\* Achetons moins, mais toujours des produits fabriqués sainement et justifiés socio-écologiquement, le plus possible de la région! Évitions les achats chez les groupes purement orientés au profit. Il s'agit là seulement de sortir par



succion de profits pour des marchés financiers nuisibles à la vie, spéculatifs. - En tant que consommateur nous avons un pouvoir énorme!

4\* En Europe du centre chaque citoyen dispose de 2000 à 2500 m<sup>2</sup> de surface pour son alimentation. Part de responsabilité et sécurité peuvent par ex. créés par des cercles de consommateurs qui s'arrangent avec des paysans. La production de céréales, fruits et légumes doivent être privilégiés à la culture du maïs qui appauvrit le sol en humus, et à la surproduction laitière liée.

5\* Libérons ensemble le terrain agricole de ses dettes et de la pression spéculative. Des „fermes culturelles“, qui proposent une pédagogie ouverte, des places de travail variées et créatives et bien plus encore, pourraient être créées ! Seul un sol équilibré et riche en humus peut être porteur de plantes, d'animaux, d'enfants et d'adultes en bonne santé et d'une économie saine.

6\* Les enfants ont besoin d'être protégés de la "pollution moderne" (le monde électronique, la publicité, une consommation excessive...). Faisons participer nos enfants dès leur plus jeune âge à la vie pratique (travail à la ferme, jardinage, ateliers, etc...) et évitons de les exposer avant 10 ans à un enseignement trop intellectuel, rigidifiant. Leur créativité sera ainsi préservée pour s'adapter à un monde qui change de plus en plus vite.

7\* Préférons des lieux de vie, de travail et d'activités sociales proches, accessibles à pied ou à vélo ! Cela réduit notre dépendance à la voiture, qui est un gaspillage d'énergie et pèse lourdement sur l'humanité et l'environnement.

8\* Dans notre quartier ou à la ferme, organisons des fêtes pour jeunes et vieux ! Remplaçons l'alcool et autres drogues par notre créativité! Surprendre par de nouvelles recettes, chanter, jouer du théâtre, faire de la musique, danser (et participer aux rangements...) sont des activités propices pour créer des liens.

9\* Renforçons les liens dans le couple ou dans nos amitiés en œuvrant pour des idéaux communs, menés à bien ensemble.

10\* Nous gaspillons aujourd'hui plus de 50% de l'énergie sans véritable utilité! Une conscience plus attentive aux questions d'énergie et à l'usage de la nature peut changer bien des choses : avec un peu d'imagination, du soleil et des nouvelles technologies, nos maisons peuvent être transformées jusqu'à un bilan énergétique 100% neutre !

11\* Privilégions une activité professionnelle socialement et écologiquement saine : cela peut, même en situation de crise, « FONDER L'AVENIR » ! Profitons-en.



Nous avons encore la liberté d'une réorientation professionnelle...

12\* Les enfants ont besoin de grands-parents ! Les personnes âgées ont leur expérience à partager, mais elles ont aussi parfois besoin d'aide : pas besoin de liens du sang pour s'arranger les uns avec les autres.

13\* Mettons un terme à la sur-construction de nos paysages ! Nos exigences d'espace sont-elles généralisables à tous ? Par exemple, si notre logement est trop grand, divisons-le : nos finances, notre vie sociale et la charge écologique s'en porteront mieux.

14\* Les weekends et vacances peuvent être consacrés au jardinage, à la marche, à des séminaires, etc... L'avion, source de nuisances pour l'environnement, ne devrait être pris que si le gain culturel est manifeste – aussi pour les personnes habitant le lieu de destination.

15\* Une diminution de la consommation de viande atténue la faim dans le monde. Nous importons des quantités considérables de viande et de fourrage animalier des pays pauvres où s'étendent les déserts agricoles.

16\* Des sécurités sociales et économiques pourrons être construites activement associativement avec le voisinage et le cercle d'amis Dans une économie saine sera travaillé les uns pour les autres. Les rapports économiques peuvent aussi être organiser en coopératives ainsi les bénéfices ne pourrons pas être sucés par des spéculateurs. La dépendance de l'état diminuera !

17\* Le paiement de prix traçables et corrects renforce tous les participants! Par un achat „bon marché“ seront en règle général exploités humains et nature. - Comme exercice de conscience on pourrait chaque jour intérieurement poursuivre une consommation à rebours dans sa chaine de création...

18\* La plupart des banques, assurances et caisses de pension font de la spéculation avec notre argent (avec des actions, devises, biens immobiliers, nourriture etc.)... Nous pouvons retirer notre confiance et argent à ces institutions. La spéculation est improductive et hostile à la vie!

19\* Nous pouvons investir dans des projets écologiques, comme l'agriculture biologique, la transformation en maisons passives, le développement de techniques écologiques, de projets sociaux, etc... N'en attendons pas des rendements en argent : des rapports plus sûr sont la rente.

20\* Prêter de l'argent dans le cadre privé crée de nouvelles possibilités et de la confiance ! Des amis du débiteur pourront se porter garants pour la sécurité. Pensons aussi aux banques alternatives.



21\* Pour le futur, mon argent „travaille“ au mieux quand je l'offre ou le mets dans une fondation ! Des projets de formation et de culture, surtout pour la jeunesse, en lien avec la protection de la nature, garantissent un futur des plus productif ! On peut investir dans le jardinage, les projets forestiers et agricoles, le théâtre, la musique, des formations sociales... Soutenir des projets partenaires dans les pays pauvres donne de l'espoir global pour le futur.

22\* L'utilisation de monnaie alternative, parallèlement à l'argent officiel, non seulement renforce l'économie locale et réelle, mais aussi valorise les ressources des voisins et améliore la conscience des relations ! Les monnaies alternatives ont l'avantage, en cas de crise monétaire globale, de représenter une solution réelle et éprouvée.

23\* Ce n'est pas toujours facile de trouver des sources d'information sûres et ouvertes sur l'avenir, mais elles existent ! Les médias de masse devraient être évités ou utilisés avec beaucoup de sens critique, tant qu'ils prônent ouvertement ou insidieusement ce système de croissance destructeur au profit du monde de la finance, du lobby de l'économie et de la politique.

24\* Ne nous fions pas seulement aux médias électroniques. Ils ne sont pas nécessairement indépendants, leur usage crée des dépendances, consomme une énergie et des ressources gigantesques et cause des radiations dangereuses. Ces médias aussi peuvent disparaître.

25\* L'esprit, l'âme et le corps peuvent se développer et se soigner considérablement grâce à une transformation consciente de vie. Les méthodes de guérison alternatives jouissent d'une confiance croissante, même dans le domaine de la médecine conventionnelle. Devenons indépendants face à l'industrie pharmaceutique qui manipule régulièrement l'opinion publique.

26\* Notre horizon personnel peut être élargi par l'observation et par l'écoute attentive et profonde de la nature et des relations sociales ! Pour dépasser les idées et opinions manipulées et sclérosées, il est utile de poser toujours à nouveau des questions profondes aux gens et surtout à soi-même ! Ainsi peuvent être trouvées de nouvelles « raisons ».

27\* Il y a des exercices de concentration et de méditation qui renforcent la créativité pratique envers l'être humain et la nature - non pour planer, mais pour aller chercher le ciel et l'amener sur la terre!

28\* Il faut d'urgence élever le niveau de culture générale! Des groupes de discussion, de lecture, de jardinage, de musique, de théâtre, des conférences et



autres peuvent être organisés à beaucoup d'endroits. Contrairement aux ressources naturelles, nos capacités humaines sont inépuisables !

29\* Des liens avec d'autres groupes autour du monde, l'échange d'expériences et de connaissances peuvent apporter de meilleures conditions de vie ! Dans les pays pauvres, les famines, la croissance démographique, les dégâts écologiques et la perte d'espoir peuvent être surmontés grâce à de nouvelles formes de société décentralisées, plus sociales et écologiques.

30\* La force d'initiative positive de chacun, dans n'importe quel domaine, est nécessaire pour faire bouger « la masse » et même la politique !

31\* Pendant toutes ces activités, n'oublions pas la joie et l'amour envers l'être humain et la nature !

Si l'on appliquait les suggestions mentionnées ci-dessus au niveau de son quartier ou de son village, cela reviendrait à voir ces derniers comme un éco-système où chaque domaine serait lié aux autres, formant ainsi un tout cohérent, tel un organisme vivant. Utopique ? Beaucoup ont déjà commencé à amener ces changements dans leur quartier. Nous avons tous la capacité d'y arriver avec les compétences qui nous sont données.

Si nous ne voulons pas perdre la liberté qui nous reste entre les conditions chaotique grandissantes d'un côté et le diktat croissant de l'économie financière et de l'état de l'autre côté, ne nous reste rien d'autre que de devenir actifs...



## Biographie de l'auteur

*Je n'avais pas prévu d'écrire ma biographie. Mais des amis ont insisté pour que je le fasse parce que cela éviterait de prendre pour des théories fumeuses et idéalistes les problèmes que j'expose dans ce livre et les solutions que je préconise. Le lecteur comprendra ainsi que, sur la base de mes expériences, on peut vraiment considérer ces conclusions comme des préconisations réalistes.*

Quand mes parents se sont rencontrés, mon père était infirmier et ma mère infirmière dans un hôpital de Brême. Ma mère est née en banlieue dans une famille de paysans et mon père, dans une grande famille de la ville. Je suis né le 14 septembre 1956 dans des conditions particulièrement précaires : je suis l'aîné de quatre enfants, les destructions de la guerre étaient encore bien présentes et l'essor économique n'en était encore qu'à ses balbutiements. Au début, nous habitions un appartement d'une pièce et, après avoir déménagé plusieurs fois, nous avons fini par habiter à 6 un appartement de 4 pièces. Après la naissance de son quatrième enfant, ma mère est tombée gravement malade : elle



s'est mise à faire des crises d'épilepsie à répétition, ce qui m'a contraint entre 8 et 12 ans à prendre de plus en plus de responsabilités. C'est moi qui étais chargé de langer ma petite sœur, mais je devais aussi faire le ménage et m'occuper de ma mère. Mon père travaillait dur et il était souvent débordé, ce qui se répercutait sur le climat familial. Un jour, j'avais 9 ans, j'en ai eu assez ; j'ai pris mon vélo, ma tente et quelques provisions et j'ai fugué en direction de Bergen. La lecture de cartes routières et l'entretien du vélo n'avaient plus de secrets pour moi. Mais

quelques jours plus tard, je suis rentré à la maison, le ventre vide. Nous passâmes les vacances dans la famille à la campagne et les premiers mois de la rentrée scolaire qui suivit, entre Brême et Stuttgart. J'ai très vite pris conscience de la polarité naturelle, culturelle et sociale entre la campagne et la ville. Parmi mes oncles et tantes qui habitaient en ville, il y avait celui qui travaillait à la banque, le présentateur radio, l'actrice de théâtre, l'ingénieur électronique, le marin, et la coiffeuse. Je ressentais là les effluves du lointain monde. Dans les réunions de famille, on discutait beaucoup, on chantait et on s'embarquait dans des discussions sur l'anthroposophie avec le grand-père, qui supportait cela très tranquillement. Même si, à l'époque, je ne comprenais pas tout de ces plaisanteries critiques, elles ont laissé en mon for intérieur quelques questions, d'autant plus que mon grand-père avait une culture générale très étendue et que, à côté de son poste de directeur dans l'industrie, il soignait son jardin conformément aux préceptes de la biodynamie. Dans ma famille qui habitait à la campagne, on se mettait au travail plus énergiquement. Dans les fermes, il y avait des animaux et des machines, et il y avait toujours quelque chose en cours de construction. Ils avaient des cultures très diversifiées, qu'ils transformaient en conserves, ou en produits fumés ou secs. J'avais partout l'occasion de donner un coup de main. Un jour, je ratissais avec mon grand-père le foin qui restait après que mon oncle eut fini son travail. Je n'ai jamais oublié ce que mon grand-père m'a dit ce jour-là : « Tu vois, il reste encore cinq balles de foin. C'est le bénéfice pour la ferme. Ce que ton oncle vient de faire là, cela rembourse les frais. » A la campagne, c'était rude, mais chaleureux. Il arrivait aussi qu'on boive trop d'alcool.

Mes deux frères et moi, par tous les temps nous parcourions à vélo les quelques kilomètres de chemins de terre qui nous amenaient à l'école du village de Langwedel. La plupart des enseignants étaient assez âgés et très rigides, mais ils faisaient leur travail avec cœur et toujours dans une grande proximité avec la vie. On faisait des sorties nature, ou bien on allait rendre visite à toutes sortes d'artisans, âgés le plus souvent, dans leurs ateliers de toujours. J'ai encore dans le nez les odeurs que j'ai découvertes chez le cordonnier, dans l'ancien moulin à vent toujours en activité du très vieux meunier, chez le menuisier ou l'apiculteur. Après quatre ans de maladie, ma mère décida d'aller voir un nouveau médecin qui lui supprima petit à petit tous ses médicaments. C'est ainsi qu'elle se réveilla de son état de transe permanente et put reprendre une vie normale.

Quand j'eus 12 ans, nous déménageâmes à Schneverdingen, dans la lande de Lunebourg. Notre petite ville était entourée de terrains de manœuvres militaires, ce qui nous a valu plus d'une fois de « trouver » des munitions ou des grenades. Cela nous permettait de nous fabriquer des engins incendiaires, voire de petites



bombes, avec lesquels nous nous amusions à des jeux dangereux. La période de ma puberté n'a pas dû être facile pour mes proches. Je me rebellais contre tout et chacun, surtout contre moi-même. Après cette longue période où j'ai dû endosser des responsabilités qui n'étaient pas de mon âge, il n'était plus question que mon père me traite comme un enfant. Je trouvais que mes voisins avaient l'esprit borné, le cours de religion me paraissait un modèle d'hypocrisie et l'école était trop théorique. Avec des amis plus âgés, je fumais, je buvais de l'alcool et, à l'occasion, je me roulais un joint. Parfois, nous allions dans des boîtes de nuit alternatives à Hambourg ou dans le célèbre squatt de la Ekhostraße qui était placé sous surveillance policière renforcée. J'essayais de me relier à la vie, mais je ne trouvais pas de réponses. Par bonheur, mon prof d'alors, qui était très jeune et très critique également vis-à-vis de la société, se montrait compatissant à mon égard. Je me procurais mon argent de poche pour mon mode de vie malsain en faisant des petits boulots.

A 16 ans, je suis parti à Brême m'installer dans un foyer de jeunes travailleurs pour commencer une formation de technicien de télécommunications à la Poste. J'ai eu l'occasion de développer mes talents pratiques dans des ateliers d'apprentissage variés. Nous apprenions à travailler le métal, le plastique, la maçonnerie, l'électronique, l'électricité, la planification et le dessin industriel dans tous ces domaines. En dehors de ma formation, je passais mon temps à faire la fête avec des amis extérieurs au travail et je ne me privais ni de cigarettes, ni d'alcool, ni de femmes, ni de voyages etc. A 18 ans, ce fut l'époque des grosses voitures. Je les achetais à petit prix, je les réparais et les revendais en me faisant un bénéfice. Dès ma sortie de l'apprentissage, j'ai eu un bon salaire et je me suis mis à sortir encore plus, à faire des voyages encore plus beaux et des fêtes plus incroyables. Je menais la vie de patachon que la publicité fait miroiter aux yeux de tout le monde. Et pourtant, je n'arrivais pas à me débarrasser d'une impression qui m'obsédait : cela ne pouvait pas être le but de la vie. Un grave accident de moto, qui m'a fait faire l'expérience limite, m'a ouvert aux questions spirituelles. Je suis allé à la rencontre de différentes communautés religieuses de l'Ouest et de l'Est pour apprendre à mieux les connaître. Mais à chaque fois, je constatais que les membres des différentes communautés renonçaient à leur « moi » au nom d'un chef, ou bien qu'ils n'appliquaient pas dans le concret ce qu'ils prêchaient. Il en va de même pour les cercles alternatifs, où j'ai toujours remarqué une différence entre les mots et les actes. Entre-temps, je trouvais de plus en plus intéressantes mes discussions avec mon grand-père anthroposophe. Nous parlions beaucoup de développement personnel et social. C'était toujours les mêmes questions qui revenaient dans nos longues discussions : « Qui suis-je ? », « D'où viens-je ? », « Quelle est ma mission ? », « Quel est le but de l'humanité ? ». Pour mes 21 ans, mon grand-père m'offrit la *Philosophie de la liberté* de Rudolf



Steiner. Cela tourne autour d'une perception objective et une pensée claire débouchant sur des actions libres et intuitives en harmonie avec l'évolution du monde. Pour moi qui me considérais comme un homme « libre », il y avait là un défi. En définitive, de prime abord, je pouvais tout faire, il me suffisait de le vouloir.

J'essayai donc d'élargir mes connaissances sur les rapports sociaux et écologiques. Je réalisai à quel point nos media conventionnels donnaient une représentation unique des relations. Par mes propres observations, que j'appuyais sur des écrits alternatifs, j'ai appris petit à petit à lire « entre les lignes » des media conventionnels. La croissance économique, les centrales nucléaires, l'armement et le contrôle des populations, voilà ce qui était sans cesse mis en avant.

En tant qu'objecteur de conscience, j'ai choisi de faire mon service civil sur les véhicules des secours. Après avoir reçu une très bonne formation des médecins urgentistes, j'ai pu appliquer avec mes collègues ce que je venais d'apprendre, et toujours dans une optique d'aide. Mais je me suis vite retrouvé confronté à une réalité que je ne connaissais que dans les grandes lignes. Violences domestiques, enfants gravement délaissés, toxicomanes, sans domicile fixe morts de froid, beuveries, rixes, accidents de la route mortels, vieillards en cours de décomposition à leur domicile, meurtre etc. J'ai remarqué que la plupart de mes collègues se protégeaient en arborant une certaine insensibilité. J'ai fait le choix contraire, celui de la sensibilité. Je me suis mis à observer de plus en plus attentivement les rapports sociaux, la constitution psychique des gens impliqués, le rayonnement des mourants et celui des morts.

Mes interrogations sociales et écologiques sur le monde m'ont fait comprendre que les discussions avec mes camarades de fêtes perdaient de leur intérêt ; c'est ainsi qu'à 22 ans j'ai pris une décision radicale : désormais, j'allais aider à sauver le monde ! Du jour au lendemain, j'ai arrêté le tabac et l'alcool. Je suis passé à une alimentation bio, j'ai arrêté le sucre blanc et la farine blanche et je suis devenu végétarien. J'ai même vendu ma voiture ; je me suis mis au vélo. A cette époque-là, je n'étais pas toujours facile à supporter pour mes semblables. Cette conversion m'a totalement libéré de la nécessité de gagner toujours plus d'argent pour ma consommation ; en même temps, elle a mis à ma disposition des moyens considérables pour m'engager pour la société. Je me suis battu, par exemple, pour les Tziganes et les Roms avec la « Société pour les peuples menacés ». C'est aussi de cette façon que j'ai pu financer dans le cadre de congés sans solde des voyages d'étude au centre de l'injustice humaine, en Asie, au Sri Lanka, en Inde, en Birmanie et en Indonésie. La question d'une profession intelligente, dans laquelle je puisse m'investir pour le bien du monde, me préoccupait terriblement. Dans mon activité de spécialiste des télécommunications dans la transmission



électronique de messages, je n'avais plus le sentiment de faire quoi que ce soit d'intelligent, d'autant que les nouveaux câbles à fibre optique allaient rendre les gens de plus en plus dépendants de leur « laisse télévisuelle ». C'est à cette époque que les alternatifs et les Verts ont été de plus en plus souvent mis sur écoute sous prétexte de « menace terroriste ». Je me suis alors mis à noter les numéros appelés à partir des standards où je travaillais et je déposais de façon anonyme dans la boîte aux lettres de la personne mise sur écoute un papier sur lequel j'avais écrit : « Attention, tu es sous écoute ! ». Je me suis attaqué en interne à la Poste et par les media aux écoutes téléphoniques et à la télévision par câble. Cela me valut de vraies discussions et une colère terrible contre moi, dont je ne pus détourner qu'en justice. C'est à cette époque que les idées terroristes ont commencé à prendre de l'importance pour moi. Je réfléchissais au moyen de paralyser téléphoniquement Brême et quelques parties de la Basse-Saxe avec quelques petites bombes incendiaires, sans blesser personne. Je me faisais les mêmes réflexions à propos du réseau électrique.

« Le chômage, comme chance ! » Tel est le titre d'une conférence d'Anton Kimpfler dont j'ai lu l'annonce dans le journal. J'étais dans ma 25e année. J'ai assisté à cette conférence et cela m'a stimulé pour continuer à avancer dans la vie. Outre la conférence, très inspirante, qui présentait concrètement les situations de crise comme des occasions de partir sur de nouveaux chemins de vie, j'ai découvert toute une série d'anthroposophes ouverts au monde. A part mon grand-père, je n'avais eu jusque là aucun contact dont j'aurais pu avoir conscience avec cette orientation de pensée initiée par Rudolf Steiner il y a une centaine d'années. Lors de rencontres ultérieures avec ce groupe, il s'est toujours agi du développement social et spirituel, et de la manière dont l'homme peut intervenir lui-même plus consciemment et plus pratiquement dans la vie. J'en ai appris davantage sur le mouvement des écoles Steiner-Waldorf, sur la gestion biodynamique, l'art, l'histoire de la culture, la médecine anthroposophique etc. L'homme qui se développe dans la « liberté » est au centre de ce mouvement. J'avais devant moi un itinéraire d'apprentissage tout tracé, dans lequel chaque réponse amène une nouvelle question.

Mes idées sur les rapports sociaux, écologiques et politiques changèrent. A partir de maintenant, il n'était plus question de lutter contre le négatif, mais de travailler à des relations qui structurent la vie. La question : « Quelle est ma tâche dans cette vie ? » devint ma ligne directrice à la place de la précédente : « Quel est le travail qui va me rapporter le plus ? » Ma joie de vivre éclatait. Ce mot d'ordre me mobilisa beaucoup plus que le précédent : « trouver du plaisir à vivre ». Je ramassai les déchets organiques des cuisines de mes voisins pour nos paysans bio. Aucun parti politique, pas même les « Verts », ne fit droit à ma demande



d'une « poubelle verte », qu'ils estimaient irréaliste. Je me mis aussi à distribuer par tracts des conseils pour économiser l'énergie et à organiser des tables rondes locales sur les thèmes les plus divers. En même temps, comme nous voulions cultiver nos légumes, nous nous mêmes, ma compagne et moi, à rechercher dans les environs une ferme à laquelle nous souhaitions donner un caractère coopératif. Mais la hausse du foncier nous dissuada de réaliser ce rêve.

A mes 27 ans, comme nous préférions nous acquitter de notre mission ailleurs, nous décidâmes de partir en Toscane. Nous fîmes le trajet à vélo. Nous avons pris rendez-vous avec des Allemands qui venaient de racheter une ferme sur place pour participer à l'installation du lieu. Il y avait à faire : réparer les terrasses, rénover l'étable et la maison, faire des céréales et des légumes. Malheureusement, nous avons vite constaté que notre ardeur au travail n'enthousiasmait pas vraiment nos collègues. Ils se faisaient une idée plus calme de la vie. Ils parlaient beaucoup d'autosuffisance, d'environnement et de renouveau social. Mais ils achetaient presque tout, et même la plus grande partie de l'alimentation, à l'extérieur. On avait des voitures, on prenait l'avion et tout cela était financé par l'aide sociale ou les allocations chômage venant d'Allemagne, tout cela allait de soi. Toutes nos visites dans les fermes voisines tenues par des Allemands nous montrèrent les mêmes situations. En venant ici, nous espérions pouvoir apprendre quelque chose de paysans bio expérimentés. Echec total, pas un n'avait fait la plus petite formation. Entre nos modestes expériences, ce que nous avons appris dans les livres et l'observation de nos voisins italiens, nous en apprîmes davantage que nous n'en trouvâmes chez ces « marginaux ». Nous n'étions pas au bon endroit pour apporter une contribution positive au monde. Il nous fallait de meilleures bases pour notre affaire.

A mes 28 ans, nous partîmes pour l'« Emerson College », un établissement international très vivant situé dans le sud de l'Angleterre. J'étudiai l'« agriculture biodynamique, mention aide au développement » sous la direction de Mathias Goupon et du professeur Koepf. Ma compagne faisait la formation d'enseignante Steiner-Waldorf. A tous égards, j'ai pu trouver en cet endroit un fondement à mes idéaux. Nous avons des cours théoriques très intéressants et, tôt le matin et en fin d'après-midi, nous nous occupions d'une petite ferme de 2 ha avec tout ce dont a besoin une grande famille pour vivre, sauf les machines. Nous cultivions des légumes, des fruits, des fines herbes et des céréales. Des chèvres, des moutons, des porcs et des poules nous fournissaient le fumier pour les différentes variétés de compost. Nous avons construit et perfectionné nous-mêmes les plates-bandes surélevées, les étables, les fours en argile, l'approvisionnement en eau et les clôtures naturelles. En plus de tout cela, je suivais deux cours du soir par semaine : « développement social » et « économie mondiale ».



De plus, j'ai participé pendant un an à un cours de méditation. Nous travaillions sur *L'initiation ou Comment obtenir des connaissances des mondes supérieurs ?*, un livre de Rudolf Steiner. Je travaillais très souvent avec John Wilkes, qui habitait au College et enseignait la sculpture et l'art des vasques vives, qui donne vie à l'eau et au paysage. Le climat social bouillonnant qui était celui du College et notre habitat communautaire nous ont donné plus d'une occasion de discuter avec des étudiants de toute nationalité et de tout âge toutes sortes de projets d'avenir. Pour mes 30 ans, nous nous sommes engagés au sein de la toute jeune communauté rurale de Camphill Oaklands Park, au sud-ouest de l'Angleterre. Avec nos collègues, nous avons développé là un village-organisme de haute complexité avec une entreprise de formation biodynamique et diverses entreprises artisanales, des structures de commercialisation et un système de comptabilité interne pour soutenir et intensifier la vie économique. Il y avait aussi de très nombreuses actions culturelles. A côté de mon activité purement agricole, j'ai pris la responsabilité du développement du bâti ; je représentais notre village au sein du Conseil économique anglais Camphill, auquel étaient rattachés une vingtaine de communautés villageoises. Nous avons également travaillé avec Ernst Dieter Barkhoff, le très inspiré fondateur de la gls-Bank de Bochum.

Nous avons intégré dans la vie du village des adultes handicapés mentaux ; dans notre propre famille, 7 handicapés et 2 jeunes stagiaires. Puis arrivèrent à un rythme soutenu nos trois garçons, Johannes, Mathias et Christian et notre fille, Sophia.

Nous avons réalisé pour notre village deux beaux parcs de phyto-épuration qui fonctionnaient bien et du fait de l'intérêt que montrèrent les médias pour ces réalisations je reçus de plus en plus de demandes de conseil. Ce qui me conduisit à fonder, à mes 33 ans, mon premier bureau de conseil et d'études (Camphill Water). Projets relatifs à l'eau, aménagements paysagers et conseils en construction écologique, l'embauche de nouveaux collaborateurs s'imposa rapidement. S'ajoutèrent bientôt, de l'intérieur comme de l'étranger, des demandes de séminaires sur des thèmes écologiques, financiers et sociaux. Des organisations socio-écologiques comme Findhorn, le centre gallois d'énergies alternatives et le Conseil national de permaculture me demandèrent conseil. A chaque fois que je donnais un conseil ou que j'organisais quelque chose, j'augmentais mes connaissances. Ma collaboration a été très intéressante aussi avec le prince Charles. J'ai installé dans sa résidence privée de High Grove un parc pour l'épuration de l'eau et je lui ai donné des conseils pour son exploitation agricole bio de 400 ha. Cela m'a ouvert les portes à des personnalités de tout autres couches sociales. Quelques temps après, j'ai noué des contacts plus étroits avec une personnalité qui faisait partie des grades les plus élevés des « francs-



maçons ». Nous échangeons très souvent sur nos visions du monde respectives à propos de l'économie, de la politique, de la spiritualité et du développement humain. J'ai été surpris de voir comment il pouvait séparer les politiciens du monde entier en différents courants. Il m'a expliqué que les événements qui se sont déroulés en Pologne et en URSS ainsi que la chute du Mur en Allemagne plus tard n'étaient autres que des actions préparées de longue date par des hommes politiques qui faisaient partie des francs-maçons.

A partir de mes 35 ans, s'ajoutèrent des contrats de conseil, de recherche et d'étude de plus en plus importants : pour la multinationale pharmaceutique « Smith-Klein-Beecham » et pour « Bass-Bier » (la plus grande brasserie anglaise) ; quant à « Blue-Circl-Zement », il s'agissait d'un contrat de recherche pour réduire par des mesures écologiques les énormes dégâts environnementaux dont il était responsable.

Ben Green de la multinationale de l'eau britannique « Severn Trent » avait accompagné mes activités pendant des années en tant que spécialiste, mais c'est en ami qu'il m'introduisit dans un cercle anglais de recherche sur l'eau qui élaborait des recommandations pour l'Union européenne.

Par l'entremise de Peter Lawrens, qui travaillait comme responsable du sud de l'Europe et du Moyen-Orient chez « Watson Hauksley », l'une des plus grandes firmes mondiales d'étude sur l'eau, j'ai obtenu de développer un projet financé par l'ue pour les eaux usées dans deux régions de Grèce, qui devinrent les sites de référence pour l'Europe du Sud.

J'ai aidé la ville de Leipzig à développer de nouveaux projets socio-écologiques qui allaient renouer les liens entre la ville et la campagne.

Je n'arrêtais pas de m'interroger sur mes voyages en avion et leurs conséquences sur l'environnement. Mais comme mes idées et mes techniques environnementales permettaient d'économiser beaucoup d'énergie et que en même temps j'aidais à porter un autre regard sur nos vies de consommateurs occidentaux, j'acceptai ce délicat compromis.

Je me suis retrouvé enterré au milieu de toutes ces activités — voyages en avion, politique, discussions techniques entre ingénieurs, hiérarchie — par ma vie dans notre village-organisme de Camphill. Je vivais avec ma famille élargie (14 personnes) dans une maison dotée d'une installation solaire et d'un jardin, j'apportais mon aide à notre ferme biodynamique, j'accompagnais les travaux, je jouais avec mes enfants, je participais aux conférences du village, je prenais des cours de danse avec ma femme, il m'est même arrivé de prendre un rôle dans une pièce de théâtre et je travaillais les écrits anthroposophiques seul ou avec des collègues.



Tous les samedis, nous organisions à la maison une soirée Bible qui commençait par un quart d'heure de silence ; puis, nous mangions ensemble. Pour finir, on travaillait un passage de la Bible dont on avait donné lecture toute la semaine avant le petit déjeuner.

Sur le plan économique, tous les bénéfiques, internes ou externes, de nos nombreuses activités allaient grossir la caisse du village. Avec ces bénéfiques, on finançait des projets d'avenir et chacun pouvait prendre de l'argent du compte commun pour ses besoins individuels, en fonction des accords que nous avons passés tous ensemble. De sorte que nous travaillions non pas pour notre propre revenu, mais pour les buts communs de la communauté et, plus largement, de la société. Je trouvais ce système très social et j'appréciais sa capacité à renforcer le sens commun. A trois couples, nous avons encore passé des années à travailler sur la question de la « tri-articulation de l'organisme social », à propos de quoi Rudolf Steiner expliquait comment une vie culturelle et spirituelle doit se comporter et se développer vis-à-vis de la « liberté », un Etat vis-à-vis de l'« égalité » et la vie économique, vis-à-vis de la « fraternité » pour qu'il en résulte entre les gens des rapports sains. C'était là notre point de départ pour élaborer les questions sur la manière dont des villages ou des villes organismes allaient devoir se développer. Par la suite, les trois couples fondèrent également des communautés dans différents endroits.

Pour mes 37 ans, je partis avec ma famille pour la Thuringe (en Allemagne de l'Est) créer une nouvelle « communauté rurale Camphill ». Avec quatre collègues plus âgés, nous reprîmes une ancienne association abandonnée, qui possédait huit vieilles maisons à rénover et nous prîmes en location une grande ferme domaniale toute délabrée dans le village de Hauteroda. Nous voulions assister le village et ses environs dans la résolution de ses problèmes écologiques, économiques et culturels. Ce fut sans aucun doute le défi le plus difficile de toute ma vie. Avec ses 33 % de chômeurs, la Thuringe était la première région allemande pour son taux de chômage. Par le biais d'un programme d'accompagnement à la recherche d'emplois de l'agence pour l'emploi, nous pûmes immédiatement embaucher 35 personnes pour l'organisation de notre association. Mais force a été de constater que, du fait de leur passé communiste, la plupart de nos collègues n'avaient pas la notion du travail responsable et indépendant ancrée en eux. Le climat au travail était lourd de critiques et l'attitude était à la revendication à l'égard de « ceux de l'Ouest ». Nous avons essayé de contourner cette tendance en multipliant les stages de formation et les offres culturelles ou en répartissant quelques centres de responsabilités dans l'entretien des paysages, le jardinage et la construction. Petit à petit, nous intégrâmes aussi dans la communauté en tant que « collègues » des jeunes et des adultes handicapés mentaux ou avec des retards intellectuels. Nous développâmes une agriculture biodynamique, d'abord avec peu de terres et deux



vaches seulement, que j'ai traites à la main les trois premières années en alternance avec un collègue, à la plus grande joie des enfants. Deux ans et demi plus tard, nous décidions de renoncer aux mesures d'accompagnement à l'emploi : la persistance de l'attitude revendicative de la plupart de ces collègues mettait en péril nos capacités de progression. Nous proposâmes cependant une embauche ferme à ceux d'entre eux qui avaient compris nos objectifs et les mettaient en application de façon réfléchie. Enfin, avec ceux-là et quelques autres, notre aventure commençait à trouver son rythme. Malgré les résistances de la grande entreprise agricole locale (l'ancienne coopérative agricole de production), nous pûmes acheter la ferme domaniale et prendre en bail 70 ha en plus. Après avoir fait des transformations sur la ferme, nous pûmes, avec l'aide de collaborateurs mais aussi en partie avec notre propre groupe de construction, restaurer l'exploitation et y adjoindre un secteur maraîchage, une boulangerie bio, une boutique à la ferme, une menuiserie, une cantine, un café culturel, une auberge et des bureaux. Il me fallait quand même continuer à convaincre mes collègues de la nécessité que, dans ce processus, tous les ateliers se développent ensemble. Dans cet endroit isolé, aucun de ces secteurs d'activité n'aurait pu exister s'il n'avait pas eu alentour d'autres secteurs d'activité qui fonctionnaient eux aussi. Pour qu'un village-organisme se tienne économiquement, il lui faut des piliers. Pour financer ces travaux qui se chiffraient par millions, je me suis battu en interne pour une conception économique associative, pour laquelle je développais aussi un système de paiement interne s'appuyant sur le bon de livraison. Chaque secteur de travail devait pouvoir se frotter aux défis économiques de façon que les loyers puissent être dégagés pour les remboursements. Les bénéfiques passaient dans les aménagements immobiliers à venir et dans la vie culturelle. J'ai essayé de récupérer des dons et des prêts privés de l'extérieur et j'ai organisé des crédits auprès d'une banque éthique. Notre conseil d'administration, dont faisaient partie un conseiller fiscal et trois membres fondateurs qui travaillaient dans la même branche, accompagnait tout cela avec compétence. Notre « village-organisme » prenait de plus en plus forme. Je représentais notre communauté en tant que membre du Conseil économique Camphill Europe centrale, qui comptait 15 communautés rurales, et au sein duquel je faisais régulièrement des rapports économiques.

Aussi souvent que possible, je réservais mes soirées à ma famille élargie. J'aimais particulièrement raconter ou lire une histoire à mes enfants avant qu'ils n'aillent se coucher. Le week-end, nous aimions parcourir les forêts proches ou bien nous allions voir quelque village fortifié chargé d'histoire. Pour les adultes, il y avait une soirée Bible tous les samedis. C'était vraiment le moment réconfortant de la semaine.

Avec quelques-uns de mes collaborateurs, nous avons organisé une caisse commune. Ainsi, je ne travaillais plus pour mon propre revenu, mais pour celui



des autres. Et les autres travaillaient pour subvenir à mes besoins. Chaque famille avait son propre logement, mais les voitures, et bien d'autres choses encore, étaient utilisées en commun. Tout cela nous procurait une grande liberté économique.

Parallèlement aux activités pratiques pour l'organisation du « village », j'avais créé avec quelques employés, comme en Angleterre, un bureau d'étude et de conseil pour les questions d'environnement, de logement et pour les questions sociales. Nous pouvions ainsi élaborer les projets de construction pour notre village. En matière de tâches externes, il y a eu par exemple la collaboration avec la ville de Leipzig pour ses projets à l'est de la ville, l'élaboration d'un projet écologique pour repeupler Wustrow, l'île du futur (avec Joachim Eble et Rainer Kroll) et le projet de développement écologique de Rome Ostie (là encore, avec Joachim Eble et Rainer Kroll). J'ai eu des discussions avec le gouvernement de transition palestinien et les hauts représentants de l'UE sur des projets écologiques autour de l'eau en Cisjordanie et leur financement. C'est finalement une commande à Weimar-Taubach, à 50 km de là où nous étions, qui a retenu notre attention. Nous avons conçu pour une académie de médecine et de sciences socio-culturelles l'aménagement de son grand terrain de 6 ha et coordonné les études pour construire les bâtiments d'une académie qui comptait accueillir 400 étudiants, une clinique de 60 lits, 70 appartements pour personnes âgées et un lotissement pour les collaborateurs. Pour l'ensemble, nous avons obtenu les agréments politiques et administratifs à force d'un travail méticuleux de longue haleine. Le projet était tellement important que j'ai décidé de ne pas en prendre d'autres.

Ma 44e année a été une année de crise. Notre projet de village commençait à prendre forme concrètement et à emporter l'adhésion dans la région. C'est alors qu'arriva l'offensive. La soif de pouvoir d'un nouveau collègue a provoqué de telles tensions qu'elle m'a amené à quitter la communauté. Je suis donc parti avec ma famille, mon bureau de conseil et quelques collaborateurs à Weimar, où nous devons préparer la mise en chantier de l'académie dont il a été question plus haut. C'est alors qu'arriva le deuxième coup : les banques refusaient les crédits au conseil d'administration. La situation économique de l'Allemagne de l'Est ne leur semblait plus assez stable. L'académie n'était donc plus en mesure de me verser les honoraires que j'avais accumulés et je fus contraint de licencier mes collaborateurs. Cette période difficile a mis au jour également de profondes fissures dans notre couple et je quittai la famille. Au fil du temps, j'ai fini par reconnaître que c'était mon manque d'assiduité au travail spirituel que je payais de ces trois échecs sur un an. J'étais trop préoccupé par l'idée de maîtriser le monde extérieur. Voilà comment des puissances négatives avaient pu me faire plier.



Pour la première fois de ma vie, j'avais des dettes. Mais mes enfants allaient continuer à aller à l'école Steiner-Waldorf, à prendre des cours de musique et à manger sainement. (Ces dépenses pour les enfants, notamment celles pour l'école Steiner-Waldorf, sont bien celles qui, de ma vie entière, ont le plus engagé l'avenir.) A cela s'ajoutaient les frais de route pour aller voir les enfants et d'autres choses encore. Je me retrouvais dans la situation de millions de familles séparées. Et je n'avais pas de nouveaux contrats en vue. Je suis parti dans le nord de l'Allemagne, en Suisse et au Ghana pour des contrats relativement modestes. Enfin, j'en obtins un bon chez Weleda à Schwäbisch Gmünd. Il fallait que j'étudie un projet d'installation hydraulique pour la climatisation des nouveaux bâtiments administratifs et de ceux qui les jouxtaient et un projet de végétalisation des toitures. A quoi s'ajoutèrent par la suite un projet de construction et la direction des travaux pour un centre d'hébergement écologico-socio-thérapeutique pour personnes âgées non dépendantes à Wernstein, en Bavière.

Pour mes 46 ans, je pris un emploi de chef d'atelier dans une institution accueillant des handicapés à La Branche près de Lausanne. Mon salaire, quelques activités de conseil et de séminaire me permettaient enfin de m'acquitter de mes dettes. Mes enfants venaient souvent me voir et ils m'aidaient assez fréquemment, pour se faire une pièce. Le travail avec les handicapés et le développement économique de l'atelier m'intéressaient tellement que je suis resté, même si ce n'était plus qu'à temps partiel. A côté, je me suis mis à développer mes activités de conseil et d'étude sur les questions de développement écologique, économique et social. Dans ce but, je suis allé en Egypte (Sekem), en Israël (kibboutz), en Bulgarie et en Grèce. Il devenait crucial pour moi de me plonger régulièrement dans l'anthroposophie pour renforcer mes activités extérieures.

A 51 ans, j'ai fait la connaissance de ma femme, Isabelle, une ancienne enseignante du réseau Steiner-Waldorf et nos idéaux et nos compétences se complétaient à merveille. Nous avons commencé par rénover écologiquement la maison de ses parents. La maison produit aujourd'hui plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Nous avons fondé le centre de formation « aktiv ZUKUNFT sichern », avec lequel nous organisons régulièrement à la maison des cercles de lecture, des conférences et des séminaires sur des thèmes écologiques, sociaux, économiques et culturels. Nous aidons les paysans qui veulent convertir leur ferme, nous organisons des fêtes des fermes et des rencontres de consommateurs.

J'ai quitté La Branche parce qu'elle tendait à s'institutionnaliser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et qu'on n'y retrouvait plus grand chose de l'impulsion anthroposophique des débuts. Même la ferme en biodynamie se soumet à des structures néfastes à la vie. Dans les associations environnementales ou sociales,



dans les partis politiques, les églises ou d'autres institutions anthroposophiques, je constate les forces de décomposition d'une institutionnalisation en progrès.

Je souffre à l'idée que le christianisme ou l'anthroposophie sont dénigrés parce qu'ils ne sont plus à trouver dans leurs institutions temporelles.

Dieu merci, il y a aussi des personnalités fortes et inspirantes qui savent prendre de la distance malgré toutes les forces de destruction et qui apportent du nouveau. J'ai toujours réussi à rencontrer des gens de cette trempe et à travailler avec eux. J'ai même réussi à vivre quelques « miracles », ainsi. En l'occurrence, ceux qui m'inspirent le plus, ce sont les gens pour qui le Christ n'est pas qu'un homme particulier (Jésus) ou bien un prophète, mais un véritable être divin, qui s'est associé au développement de la terre et de l'humanité. Par la méditation, j'ai réussi moi aussi à me rapprocher de cette sphère religieuse, à affiner ma capacité de jugement sur ces gens, et à me rendre moins dépendant des « opinions » parfois trop vite faites des autres. Ce qui m'aide surtout pour juger des diverses tendances religieuses dans notre société, ce sont les résultats pratiques qu'elles atteignent dans leur milieu. La première question qui me vient, à ce moment-là, c'est celle-ci : « Est-ce qu'il y a là une évolution pour l'homme et la nature ? »

Quelles que soient nos « opinions » sur les dessous politiques, sociaux, économiques et écologiques de la société, on n'est pas forcément dans une position très confortable quant à l'objectivité. En général, on restitue comme étant sa propre opinion ce qui est diffusé par les médias, y compris les médias alternatifs. C'est pourquoi j'essaie toujours d'examiner les faits par moi-même et d'arriver à une image plus objective en passant par l'analyse des phénomènes au-delà de ce qui est donné. En étudiant l'anthroposophie de Rudolf Steiner, je découvre souvent un angle de vue supplémentaire, qui m'aide à trouver la bonne piste.

Outre mes activités de conseil et d'étude, je m'occupe avec ma firme « Nature & Technologie SA » de rénover des maisons ou d'installer des systèmes solaires qui seront installés par des collaborateurs engagés. Avec un Kosovar, je suis en train d'installer une filiale au Kosovo. Là-bas aussi, nous voulons réduire la dépendance au pétrole et à l'électricité. Les profits que nous ferons, nous les utiliserons là-bas pour organiser des séminaires sur des « villages-organismes autonomes ».

Ma femme, Isabelle, et moi, nous avons fondé un fonds « Terre et Culture » au sein de la fondation d'intérêt général Edith Maryon à Bâle. Nous voulons rassembler de nouveau la Terre et la Culture, les pré-supposés de base pour une évolution humaine et économique, pour que la génération montante puisse



développer de nouvelles perspectives de vie. Dans ce but, nous recherchons nous aussi une ferme au milieu de laquelle puisse s'établir une communauté tournée vers le futur qui prendrait la forme d'un village-organisme.

Avec un ami, je suis en train d'élaborer une formation sur les communautés tournées vers l'avenir destinée à des gens de toute origine, qui voudraient participer au développement de communautés. Ce qui est prévu, c'est une formation modulaire qui prendrait en compte aussi bien des choses qui ont fait leurs preuves que des approches plus nouvelles d'un développement communautaire écologique, économique, social, juridique et propice à la santé ou encore le développement personnel. A cet effet, des contacts se nouent actuellement avec des communautés durables et des collaborations se préparent avec des lieux de formation en Suisse ou à l'étranger. (Les personnes intéressées sont priées de prendre contact avec l'auteur.)

## Règlement du fonds « Terre de Culture »

- Constitution, nom et but du fond

### Art. 1

Au sein de la fondation Edith Maryon a été créé un fonds « Terre et Culture », sur la base d'un contrat de donation entre Uwe Burka, Isabelle Goumaz Burka et la fondation Edith Maryon le 18 décembre 2014.

### Art. 2

Le fonds d'utilité publique « Terre et Culture » a pour but d'encourager et de soutenir le développement de relations entre l'homme et la nature conscientes de leurs responsabilités, notamment dans le domaine de l'agriculture. Il assure à la population la formation de la conscience et de la responsabilité pour un développement sain de la culture et de l'agriculture.

Dans ce but, le fond promeut des pratiques culturelles durables, des techniques pour préserver et améliorer la fertilité naturelle du sol et garantir un développement sain des plantes et des animaux, en accord avec l'environnement local.

Pour atteindre ces buts, le fonds peut apporter son aide en :

- encourageant des échanges socio-culturels entre paysans, voisins, citadins ou toute autre partie de la population dans le but de se rencontrer et d'apprendre les uns des autres ;
- développant de nouveaux projets d'exploitation socio-écologique et de commercialisation avec les paysans concernés et les consommateurs ;
- mettant en place et développant des stages, des séminaires et des cours, idéalement à la ferme pour les intéressés, particulièrement les enfants et les adolescents ;
- achetant des fermes dans la mesure où le but du fond serait ainsi favorisé ;
- prenant en charge la direction d'une ou de plusieurs fermes (ferme école ou ferme expérimentale) dans l'intérêt de la science, de la recherche et du développement de l'individualité agricole au sens des buts du fond.



## Activités

L'institut est une création récente (2012), sous sa forme juridique, mais ses principaux collaborateurs ont des activités partagées depuis presque 20 ans. Ils trouvent leur centre dans l'étude directe du fond de science sociale et de tri-articulation laissé par Rudolf Steiner (RS) et ses proches collaborateurs. Ils s'insèrent ainsi de manière autonome parmi les différents courants se revendiquant de la tri-articulation. Ils recherchent les formes les plus aptes à en élargir une compréhension correctement fondée. Ils entrent en dialogue avec des personnes de tout bords intéressées à élargir et vivifier leurs approches du fait social dans la mesure où ils le considèrent réciproquement fructueux.

En France, après une première année consacrée à documenter le revenu de base inconditionnel dans sa version présentée avec des éléments empruntés à ce fond, les cinq dernières années ont principalement consistées à traduire les éléments manquant à une compréhension d'ensemble.

A ceci s'ajoute :

- la traduction d'éléments choisis parmi les différents courants
  - la compilation de ce qui existe déjà en français.
  - la mise à disposition sur Internet de ce qui est possible sans léser de droits d'auteurs.
- Et plus récemment s'oriente sur
- la publication à la demande sur papier et la tenue de stands en diverses occasions.
  - le conseil personnalisé de lectures et de cursus d'études\*.
  - l'animation ou le soutien à l'animation de groupes de travail ( sur place ou à distance)\*
  - l'organisation de séminaires thématiques\*.

*\* Autant que possible à la suite de ce que Wilhelm von Humboldt puis RS ont voulu pour la formation des adultes dans une vie de l'esprit se libérant progressivement : donc non sur un programme préétabli, mais dans la rencontre de projets complémentaires. Aussi modestes soient-ils. En ce sens, "l'institut" n'est pas un mouvement militant au sens d'une vie de droit démocratique. Ni un commerce de biens culturels. Il ne peut répondre aux demandes que sur la base d'un échange des fruits du travail de chacun.*

### Atelier francophone

François Germani

tel + courriers électroniques

vocaux 0950 263 598

francois@triarticulation.fr



## Thèmes déjà en cours de documentation sur le site

- Questions fondamentales de la tri-articulation sociale
- Organisme social et naturel
- Vie spirituelle libre
- Associations et vie économique
- Démocratie et vie de droit
- Liberté - Egalité - Fraternité !:
- L'impulsion sociale anthroposophique
- Nationalisme et âmes des peuples
- Anarchie, anarchistes et individualisme éthique

- La question du foncier et de la propriété

- Travail et revenu

- Fiscalité

- Fonder le concept de "biens communs"?

- France, personnalités historiques vues par R. S.

- Le don et sa législation.

- Revenu de base ?

- Crise financière

- Ecole Waldorf et liberté

- Droits humains

- La rente foncière

- Les nerfs dits "moteurs" et la question sociale.

- L'agriculture, au regard de la vie sociale et économique

- Rudolf Steiner : ouvrages en science sociale.

- La comptabilité

- Divers éléments d'histoire dont R.S. année par année.



## Institut für soziale Dreigliederung (Institut pour une triarticulation sociale)

Liegnitzer Strasse 15  
10999 Berlin

Société à responsabilité limitée reconnue d'intérêt général à Berlin  
(4 permanents) avec des correspondants indépendants dans plusieurs pays dont 1 permanent en France.

Après 15 ans de bénévolat, une période de subventionnement institutionnel, son indépendance, mais aussi sa disponibilité, requièrent maintenant de nombreux petits dons réguliers ou ponctuels.

**DONS** via les liens sur notre site ou directement par virement :

IBAN DE:8043609671136056200 BIC GENODE3303

Mention : Don ponctuel (ou régulier)

## Institut pour une tri-articulation de l'organisme social

(Berlin—Strasbourg)



L'INSTITUT,

SON ATELIER  
FRANCOPHONE

ET LA

TRI-  
ARTICULATION

Diplômé « Mouvement anthropologique »  
v. 04 - 22/09/2016

[www.triarticulation.fr](http://www.triarticulation.fr)

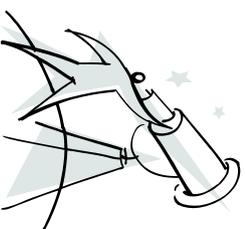
## tri-articulation de l'organisme social apparu dans l'histoire, formulé par Rudolf Steiner (RS).

D'abord en privé en juillet 1917 parmi ceux qui tentèrent d'aider les gouvernants d'Europe centrale à sortir dignement de la guerre s'étant déclenché avec les forces de l'Entente en juillet 1914. Puis auprès des membres de la société anthroposophique à partir de novembre 1918 et avant l'action publique de l'Union pour la tri-articulation de l'organisme social de mars 1919 à l'été 1922.

La tripartition de l'organisme corporel humain fruit de plus de 30 années de recherche qui pourra être publiée en novembre 1917 dans « Les éngines de l'âme » n'est pas la base de son pendant social par analogie, mais bien par les méthodes de connaissance utilisées, cela même quand RS y recourt dans certains cas. Les réglés dans l'âme de l'organisation corporelle en penser, sentir, vouloir articulent aussi notre perception ordinaire des faits sociaux renvoyant l'impression d'une analogie. Plus généralement, ce n'est probablement que dans leur rapport réciproque que science de l'esprit, de la nature et sociale permettent l'anthroposophie. R. Steiner a écrit aux trois.

### La vie de droit

est souvent présentée comme la vie juridique, comme l'élément médiateur entre vie de l'esprit et vie de l'économie ou assimilée à des formes de démocratie directe ou participatives, elle est chez RS le lieu où « chaque humain devenu majeur fait face à chaque humain devenu majeur » sur des questions où chacun est concerné de la même

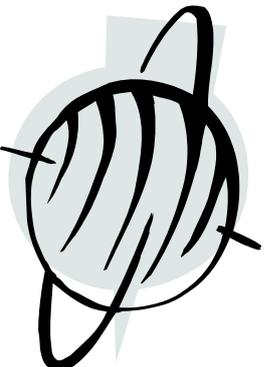


façon. Et où sont convoquées des lois s'appliquant à tous pour les cas envisagés par avance. Son institution est principalement l'État. État auquel RS retire beaucoup de prérogatives en les affectant aux autres sphères. Ainsi par exemple l'exercice

du droit privé et du droit pénal. Lui reste expressément le droit public, le droit du travail et le droit de propriété. Il ne trouve durablement sa crédibilité que s'il n'intervient plus dans ce qui relève de la vie de l'esprit et ne poursuit plus des buts économiques. Son idéal est l'égalité, mais c'est justement pour cela qu'il est inapte à intervenir dans les affaires « positives » où il briderait fatalement la « créativité de la nation » (W.von H.) Sa tâche est donc principalement la sécurité extérieure et intérieure de son territoire. Conditions de travail et de propriété lui sont donc importantes. Bien qu'il le puisse sur le « mode conservateur », RS est pour la démocratie et s'abstient d'être précis sur les formes que doit se donner celle-ci comme si elles pouvaient être multiples selon les groupes humains et les moments pourvu que se dégagent des humains qui ont la confiance de leurs semblables.

### La vie de l'esprit

ne se restreint pas à ce qu'on appelle en France la spiritualité, la religion, ni à ce qui est déjà conquis de connaissances et d'œuvres comme culture, mais à bien pour objet tout ce qui vise à accueillir, accompagner, entretenir, restaurer si besoin, toutes les facultés humaines. Tout le système d'éducation, de formation, de recherche, de santé bien entendu, mais plus largement encore toutes les activités mobilisant connaissances et facultés jusqu'à celles productives. Le principe-idéal y est la liberté de l'individu selon une polarité de fait entre pure liberté (activité dont le fruit n'est pas connu d'avance) et la liberté orientée à un objet déjà défini dans la production de biens matériels par exemple. Tout cela se ferait cependant par le moyen du conseil et de la reconnaissance d'autorité (ne pas confondre avec le pouvoir conféré à une fonction ou la notoriété). Il s'en suit que parmi ses tâches sont aussi la circulation des aptitudes sur les moyens de production (transfert de propriété) et l'affectation des capitaux auxquels seraient de ce fait retiré tout caractère vénal. Dès le départ son organisation (autogérée) doit permettre à chaque individu de s'inscrire socialement une fois et pour un temps dans trois types de « corporations » : conception du monde/religion, nationalité (au sens où plusieurs nationalités sont possibles dans un État), métier. Au dessous d'un certain nombre d'affiliés, ces choix résistent de caractère privés.



La vie de l'économie vise à satisfaire les besoins auxquels peut être répondu par des produits/objets physiques meubles ou des interventions sur ceux-ci et doit se construire sur les besoins exprimés auxquels est répondu par production, circulation et consommation de marchandises. On peut considérer que l'économie commence à la porte des entreprises, dans les contrats passés entre elles dans un sens associatif sur un mode de fraternité comme solidarité à accomplir la tâche commune d'un secteur puisque participent aussi bien consommateur, producteur que « commerçant ». Ainsi les prix sont corrigés au fur et à mesure par des améliorations techniques mais aussi la prise de conscience des secteurs demandant plus ou moins de travailleurs. Là aussi se joue l'entrelien des « purs consommateurs » actifs dans les deux autres domaines improductifs matériellement dans l'immédiat. L'activité économique est conditionnée par les facteurs de la nature, tout comme elle le devrait par les conditions établies par la vie de droit (cadres du travail et de la propriété) Les conceptions théologiques des fondateurs de l'économie moderne imprègnent aujourd'hui tellement nos âmes par le truchement de nos volontés que nous concevons à peine la possibilité d'un économie ne reposant pas premièrement sur la concurrence par le profit.

*(Auteur francophone, travail de fin d'année, 06/2016, Germany)*

Reconquérir déjà au moins cela par les concepts est « l'offre » de ceux qui travaillent aujourd'hui à la tri-articulation de l'organisme social, que ce soit dans le « texte » laissé par RS, ou au corps à corps des institutions présentes.

